QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11864

– MARDI 22 MARS 1983

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

The University of Jordan – Amman – Serials Dept.

Tunis et Alger ont signé un « traité de concorde »

LIRE PAGE 4

Le réajustement monétaire et ses conséquences politiques

Le difficile duo franco-allemand

Quelle que soit l'issue de l'épreuve de force franco-allemande des derniers jours, les relations entre Bonn et Paris se ressentiront longtemps de la crise qui vient de les affecter. La situation politique en Europe occidentale aussi, tant il est vrai qu'elle évoluait autour d'un axe désormais passablement grippé.

La volonté politique de deux partenaires peut se heurter au poids de certaines réalités. Telle est la leçon des malentendus franco-allemands. Cette volonté politique, M. Mitterrand n'en avait pas fait mystère. En limitant au strict minimum les manifestations de solidarité entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands dans la campagne électorale en R.F.A., en prenant très fermement position dans son discours du Bundestag en faveur des thèses défendues par M. Kohl en matière de sécurité européenne, le président de la République était en droit d'attendre en retour une certaine compréhension de la part des chrétiens-démocrates à l'égard de l'expérience socialiste française.

Un tel calcul – s'il a bien été fait – ne prenait pas en compte une donnée essentielle : qu'on le veuille ou non, M. Kohl était le candidat des milieux d'affaires ouest-allemands. Ceux-ci n'ont toujours pas « digéré » les nationalisations françaises – même si, dans un souci de conciliation, le gouvernement socialiste a épargné le groupe Roussel-Uclaf, contrôlé par des capitaux allemands – et n'ont jamais cru à la possibilité de concilier politique sociale de progrès et rigueur en temps de crise. Ce n'est pas le rappel impromptu de M. Froment-Meurice – l'ambassadeur de France à Bonn, « coupable » de lèse-socialisme – qui les aura fait changer d'avis.

Certes, l'Allemagne fédérale et la France ont sans doute trop de liens économiques – chacune étant le premier partenaire de l'autre – pour entrer en conflit ouvert. Mais les sujets de contentieux ponctuels ou momentanés sont nombreux. L'un d'eux est lié à l'agriculture : une réévaluation du mark ou une dévaluation du franc entraîne un accroissement des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation des produits agricoles en R.F.A., ce qui, à l'évidence, favorise les agriculteurs d'outre-Rhin et déplaît aux Français.

Autre point de friction, ou du moins de non-concordance : l'Office ouest-allemand des cartels s'est opposé récemment au rachat de Grundig par Thomson, société française nouvellement nationalisée. Au-delà de ce refus, et alors que le déficit de la France à l'égard de l'Allemagne a été l'an dernier supérieur à celui enregistré vis-à-vis de l'Arabie Saoudite, la coexistence économique obligatoire se vit difficilement entre deux partenaires de poids inégal.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que Bonn repousse avec quelque indignation les accusations d'« arrogance » portées à son endroit par M. Delors. Pour la R.F.A., comme l'écrit la « Frankurter Allgemeine », la responsabilité de la situation « incombe aux Français, qui refusent d'admettre l'échec de leur propre politique économique ». Reste à savoir quelles seront les conséquences de ces récriminations réciproques sur la construction européenne, qu'il s'agisse de cette Europe sociale chère à M. Mitterrand, mais considérée comme utopique outre-Rhin, ou de cette Europe adulte qui devrait affronter unie et résolue la puissance économique américaine lors du sommet de Williamsburg.

• Le franc et la lire dévalués de 2,5 %
• Le mark réévalué de 5,5 % et le florin de 3,5 %

Les ministres des finances des pays dont les monnaies sont liées au sein du système monétaire européen (S.M.E.) sont parvenus à un accord lundi en début d'après-midi. Le franc français et la lire sont dévalués de 2,5 % ; la livre irlandaise, de 3,50 %. Le mark est réévalué de 5,50 %, le florin, de 3,50 %, la couronne danoise de 2,50 %, le franc belge de 1,50 %.

Le plus grand calme régnait lundi matin sur les marchés des changes où seuls des cours officieux entre banques étaient enregistrés en l'absence de cotations officielles. Dans ces conditions, le cours du deutschemark à Paris a progressé de 3,5 %, passant de 2,8985 F ancien cours plafond à 3 F environ. Le dollar très ferme a monté de 4 %, s'élevant à 7,23 F contre 6,93 F à la veille du week-end.

M. Mauroy a souligné dimanche que « le réajustement monétaire ne sera qu'une étape vers un assainissement complet » de l'économie. Le premier ministre a ainsi laissé entendre que de nouvelles mesures économiques et sociales sont en préparation. Elles devraient être annoncées mercredi 23 mars à la télévision par le chef de l'État, qui pourrait évoquer à cette occasion selon son porte-parole le prochain remaniement gouvernemental. M. Mauroy, qui était à Lille ce lundi matin, est retourné précipitamment à Paris, où il a été reçu en fin de matinée par M. Mitterrand.

Bien que l'Élysée et Matignon se refusent à tout commentaire sur ce point, le futur gouvernement devrait être privé de M. Michel Jobert, le ministre d'État ayant fait connaître lui-même sa décision de se démettre de sa charge de ministre du commerce extérieur.

LE S.M.E., UNE CONTRAINTE UTILE

La menace de sortir du système monétaire européen brandie au nom de la France par M. Delors, au début du week-end de discussions à Bruxelles, était bien autre chose qu'un moyen de pression sur les négociateurs allemands jugés trop rétifs. Elle recouvre tout un courant de pensée très actif, non seulement au sein du parti socialiste mais aussi dans de nombreux cercles « nationalistes », soucieux de se débarrasser des contraintes inacceptables, à leurs yeux, qu'exerce le système en question. Le plus piquant, dans l'affaire, était que M. Delors est un adversaire farouche de cette sortie.

Pour évaluer l'ampleur de ces contraintes, leurs justifications et les motivations de ceux qui désirent y échapper, il convient de se reporter aux origines de ce système.

Lorsqu'en avril 1972, six pays européens (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas) décidèrent de créer le fameux « serpent », leur objectif monétaire, susceptible de créer un îlot de calme dans les perturbations amorcées auparavant, surtout par l'abandon de la convertibilité-or du dollar en août 1979, prélude au flottement de cette monnaie moins de deux ans après. Des parités fixes furent déterminées, avec, déjà, les 2,25 % de variations autorisées de part et d'autre d'un cours central.

Comme aujourd'hui, les banques centrales étaient tenues de « défendre » les cours plancher et les cours plafond correspondants en achetant ou en vendant, contre devises, leur monnaie nationale, avec pour conséquence le gonflement ou l'épuisement de leurs réserves de change. On le vit bien lorsqu'en janvier 1974, lors de la première sortie du franc de ce « serpent », la Banque de France perdit le tiers de ses réserves dans les semaines qui précédèrent.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 10.)

Lire page 19 dans « Le Monde de l'économie »

LES OBSTACLES MONÉTAIRES A UNE SAINE REPRISE

par PAUL FABRA

UNE NOUVELLE DONNE

Le départ de M. Michel Jobert du gouvernement – événement mineur en lui-même – mérite cependant qu'on s'y arrête : il illustre, en effet, l'extraordinaire conjonction de difficultés que le président de la République doit affronter, et dont il entretiendra les Français, mercredi soir 23 mars, à la télévision.

La première, qui est aussi la plus spectaculaire et la moins inquiétante, est une difficulté de communication. Alors même que l'on nous promet que la seconde phase du septennat, qui s'est ouverte au lendemain des élections municipales, doit permettre au pouvoir de donner l'image de la fermeté, la semaine passée a été placée sous le signe d'une apparente indécision et d'une incontestable confusion. Cette impression de flottement s'est accrue dimanche matin à l'annonce du départ du ministre du commerce extérieur. Il avait prévu de retenir l'annonce de sa décision jusqu'au moment où devait être annoncé un remaniement du gouvernement et conclue la négociation de Bruxelles ; elle a été rendue publique sans que l'un ou l'autre des événements attendus se soit produit. Le moins que l'on puisse dire est qu'il y a eu soit défaut de coordination, soit comportement inélégant de la part du ministre d'État.

Ce geste soulève une seconde difficulté, qui concerne l'équilibre interne de la majorité et le dosage politique du futur gouvernement. Le scrutin des 6 et 13 mars a mis en évidence une réalité : la gauche est réduite à elle-même. Le chef de l'État doit remettre en chantier un ouvrage pourtant achevé le 10 mai 1981 : élargissement de la gauche à des « marges », selon l'expression de M. Jean Poperen, qui lui permettent de rester majoritaire. On parle donc à nouveau de « recentrage ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10.)

Fragile Cambodge

Le Cambodge a été au cœur du débat des pays non alignés, réunis au début du mois à New-Delhi. Il sera également l'un des principaux thèmes de conversation lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Dix et de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), prévue à Bangkok les 24 et 25 mars.

En raison de la situation politique en France, la présence de M. Cheysson, ministre français des relations extérieures, à la réunion de Bangkok demeure incertaine, de même que la visite qu'il devait effectuer auparavant à Hanoï.

Nous commençons ci-dessous la publication d'une série de deux articles de notre envoyé spécial Jacques de Barrin, qui s'est rendu récemment à Phnom-Penh.

I. – *Protection ou occupation ?*

De notre envoyé spécial
JACQUES DE BARRIN

Phnom-Penh. – Pour tous ces « petits hommes verts » qui font le guet, l'air plutôt détendu, sur la route d'Angkor, est-ce bientôt la « quille » ? L'heure de la relève a-t-elle sonné pour certaines unités de l'armée vietnamienne, venue, en janvier 1979, « libérer » le Cambodge des mains des Khmers rouges. Le retrait partiel, décidé en juillet dernier, en annonce d'autres chaque année, viennent de préciser les autorités de Hanoï, pour peu que la sécurité du pays s'y prête.

En tout cas, depuis plusieurs mois, la sécurité s'est détériorée à l'intérieur du pays. Si les opposants au régime pro-vietnamien de Phnom-Penh ne sont pas forcément plus nombreux, ils sont certainement mieux armés. « *Les Khmers rouges utilisent de nouvelles mines chinoises très dangereuses qui font beaucoup de blessés* », reconnaît M. Oum Phal, président par intérim du comité populaire de la province de Siem-Réap. A l'en croire, « *la population considère que la présence des troupes de Hanoï est encore nécessaire pour assurer sa tranquillité* ».

Le couvre-feu toujours de rigueur

La sécurité laisse toujours à désirer dans les régions forestières et montagneuses proches de la Thaïlande, dans les zones marécageuses situées autour du Tonlé-Sap (le « *Grand Lac* »). Cette résurgence des activités de guérilla oblige les autorités locales à s'entourer de précautions. Le couvre-feu est toujours de rigueur à Phnom-Penh comme dans les chefs-lieux de province. A Battambang, il entre même en vigueur à 19 heures... Certains villages frontaliers, notamment au sud de Pailin, ont été déplacés vers l'intérieur.

(Lire la suite page 3)

AU JOUR LE JOUR

Drame

Une comédie du pouvoir, imaginée par un Aristophane socialiste, sur des dialogues de Jacques Delors.

Un journaliste-coryphée, chef du chœur des impatients, annonce les entrées, les sorties, les rumeurs. Dans l'Élysée assiégée médite le prince muet. Au nord, le commandeur Mauroy veille, ceint d'une écharpe locale, sur le destin de Lille.

Soudain, un guerrier s'envole vers les cintres, c'est Michel Jobert, qui retourne à l'ailleurs d'où il tomba naguère. Le cavalier Fabius passe, caché dans une 2 CV. Les émissaires se croisent, porteurs des nouvelles du front et du serpent-dragon qui sévit en Europe.

Sur les gradins, le peuple rassemblé passe de grands moments.

BRUNO FRAPPAT.

Comment punir ?

Lire page 2 les articles de PIERRE ARPAILLANGE, DIDIER BOUJARD et BERTRAND LE GENDRE.

La journée de réflexion sur la rénovation des collèges

Lire page 12 l'article de CATHERINE ARDITTI.

L'ART EN FRANCE 1957-1967, A SAINT-ETIENNE

Entre le formica et la télé

Une exposition consacrée à l'art et à l'environnement visuel en France, entre 1957 et 1967, s'est ouverte à Saint-Etienne. Elle est organisée conjointement par le musée et la Maison de la culture de la ville.

En ce temps-là de Gaulle gouvernait la France. Brigitte Bardot aussi, à sa façon. La télévision à une seule chaîne, en noir et blanc, ne manquait pas de provoquer des mini-drames familiaux à propos de *Raisins verts* d'Averty et du bon goût de ses bébés à la moulinette. Cinq colonnes à la une, les autoroutes, une Côte d'Azur qui allait échapper à l'élite, les supermarchés, les transistors, le formica, le « tout en plastique », ou nylon. C'était la découverte de l'*American way of life*. Et la France consommait, en masse.

Le cinéma de la nouvelle vague révélait Belmondo, qui après *A bout de souffle*, faisait son entrée dans le manuel de Vergez et Huysmans destiné aux philosophes en herbe, qui n'étaient pas tellement incités à se poser des questions de l'être, mais jouaient au jeu de la vérité, et s'employaient à vivre en faisant craquer beaucoup de principes.

L'art, venons-y puisque c'est tout de même l'essentiel de l'exposition de Saint-Etienne, mord bien sûr à l'hameçon. Les avant-gardes des années 60 témoignent de cette nouvelle société, avec plus ou moins de fascination, de contradictions. C'est l'épanouissement du nouveau réalisme, de l'art lumino-cinétique et la naissance, sous l'impulsion du pop'art, de figurations qui de « narratives » glisseront vers le « politique ».

Les anciens, cependant, courent toujours : Picasso fête ses quatre-vingt-cinq ans en 1966, Duchamp joue toujours aux échecs, Masson et Miro sont très présents sur la scène artistique. Et Dubuffet va contribuer à la démolition de l'« asphyxiante culture ». Des abstraits comme Soulages, Debré, Hartung sont à maturité.

L'exposition de Saint-Etienne qui a pour titre « 1960 », entre guillemets, évoque tout cela, et tente de présenter l'ensemble de l'environnement visuel de 1957 à 1967 reprenant en quelque sorte les choses là où l'exposition Paris-Paris du centre Georges-Pompidou les avait laissées.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(Lire la suite page 15.)

Gandhi: autobiographie

Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.



Le Monde

idées

Comment punir ?

Les élections municipales ont une fois de plus mis sur la sellette, entre autres sujets, la sécurité. Mais si chacun convient qu'il s'agit là d'une exigence légitime, les remèdes proposés varient. Didier Boujard demande que l'on donne vie au « travail pénal d'intérêt général » dont l'Assemblée nationale a adopté le principe. Pour Michèle-Laure Rassat, il importe de sortir de la « marmelade idéologique » dans laquelle s'enlise la gauche, en redonnant à la prison et au traitement social des délinquants leur véritable signification. Elle s'en explique dans un livre dont rend compte Bertrand Le Gendre. Pierre Arpaillange analyse, de son côté, un autre ouvrage dans lequel Mireille Delmas-Marty propose une nouvelle lecture des nécessités de la répression.

La peine de travail d'intérêt général

par DIDIER BOUJARD (*)

LORS du débat sur l'abrogation de la loi « sécurité et liberté », l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité deux amendements instituant une nouvelle sanction : le travail d'intérêt général, dont le Sénat débattra prochainement.

Cette nouvelle sanction, dont la mise en œuvre sera du ressort du juge d'application des peines, apporte un vent frais à l'ancien éventail des peines dont disposaient les *magistrats pour condamner un comportement* délictueux ; elle permettra enfin au juge de prononcer une mesure coercitive sans qu'il en résulte un coût social dramatique.

La peine de travail d'intérêt général est bien une sanction : qui trouvera agréable de passer de nombreuses heures à effectuer un travail pénible sans aucune rémunération ?

Mais c'est une sanction qui présente le quadruple avantage de ne pas couper les liens qui unissent le condamné à la société, de ne pas le mettre en contact avec des professionnels de la délinquance, d'être utile à la communauté et de ne pas obérer le budget de l'Etat.

Aussi, il faut que cette nouvelle peine puisse être facilement prononcée, mise en œuvre, et qu'elle ne tombe pas aux oubliettes de l'histoire de l'*institution judiciaire* sous prétexte que les textes qui l'ont instituée en rendent l'application délicate, sinon impossible.

On doit en conséquence s'interroger sur le bien-fondé du consentement à la peine qu'en l'état actuel du texte le tribunal devra demander au condamné et qui est contraire à notre droit positif : en effet, une condamnation est une sanction que le tribunal prononce en toute liberté et qu'il a choisie dans l'éventail des peines proposées par la loi en fonction de la nature du délit et de la personnalité du prévenu.

Il semble que, dans l'esprit de la commission des lois, le consentement ait été essentiellement introduit pour ne pas violer les conventions internationales sur le travail forcé (convention n[os] 29 et 105 du Bureau international du travail, convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme). Cet argument peut aisément être réfuté : d'une part, il n'existe pas de véritable consentement devant le tribunal, d'autre part, le condamné retrouvera toujours sa liberté en refusant d'exécuter cette peine, ce qui le conduira de nouveau devant le juge, qui prononcera alors une peine classique.

Devant son juge, le prévenu est souvent timide, ne comprenant pas toujours les questions que le magistrat lui pose ou les explications qu'il lui donne ; quand le condamné donnera son consentement à la peine de travail pour la communauté, pourra-t-on être sûr qu'il l'aura donné en sachant exactement l'étendue des obligations qui en découleront ? Rien n'est moins sûr...

Et, même s'il comprenait parfaitement, le prévenu se trouverait à l'égard du tribunal dans une situation de choix léonin, d'adhésion forcée, et la logique l'amènera nécessairement à opter pour le travail afin de ne pas heurter les magistrats. Où est le véritable consentement que l'on recherche ?

La marge étroite

Le problème des conditions du prononcé de la condamnation résolu, *la mise en œuvre de la sanction* n'est pas si évidente qu'il y paraît.

Tout d'abord, en période de chômage, il est à craindre qu'une opposition de principe ne se manifeste de la part de l'opinion publique et que des réserves ne surgissent de la part des organismes intéressés, peu disposés à entrer en conflit avec le monde syndical. C'est pourquoi, si la mesure doit être sans incidence sur le problème du chômage, elle doit cependant consister en une prestation utile pour la collectivité et qui ne pourrait, en raison de son coût économique, être exécutée par une main d'œuvre normalement rémunérée. La marge est étroite...

Se présentent alors des difficultés d'ordre juridique : il conviendra que des dispositions réglementaires dégagent les principes devant régir les conventions déterminant les conditions et les modalités de la presta*tion à fournir par le condamné, pour* les adapter aux règles du droit du travail, dont la plupart sont d'ordre public, notamment sur les accidents du travail, de trajet, sur la couverture sociale, sur le pouvoir disciplinaire, sur la responsabilité contractuelle...

Si l'on veut que la mesure soit appliquée avec succès, il convient de résoudre tous ces obstacles. Négliger ces embûches serait conduire à un échec certain cette nouvelle peine.

Enfin, les autorités qui seront chargées de l'exécution de la sanction et les organismes qui bénéficieront du travail de ces condamnés devront veiller à ce qu'ils apparaissent aux yeux de tous, dans le quotidien, comme des travailleurs ordinaires.

L'évolution des modalités d'exécution des peines privatives de liberté a conduit l'autorité judiciaire à tout mettre en œuvre, dans la limite de ses moyens, pour que l'incarcération puisse se faire sans que l'entourage du condamné (voisins, employeur, etc.) ne l'apprenne, afin de préserver les chances de réinsertion.

Il serait dommage qu'un manque de réflexion sur les modalités d'exécution de cette nouvelle sanction marque un retrait sur cette heureuse évolution et que, par un effet pervers, la non-incarcération devienne pire que l'incarcération en compromettant irrémédiablement les chances de resocialisation, la communauté entière rejetant le « condamné ».

(*) Juge de l'application des peines.

Les « paumés », les coupables et les autres

par BERTRAND LE GENDRE

LES livres que l'on doit à ce que M. Badinter appelle la « *droite judiciaire* » sont rares. En voici un, dépouillé des précautions que prenait — politique oblige - M. Peyrefitte. Chimiquement pur, il paraît sous la signature de Mme Michèle-Laure Rassat, professeur de droit pénal à Paris, dans une collection que dirige M. Jean-François Deniau, ancien ministre de M. Giscard d'Estaing. Comme tel, il s'ajoute à la liste déjà longue des ouvrages-programmes et de réflexions que multiplie l'opposition, l'inaction et l'espoir d'un changement de majorité aidant.

Avant d'être un livre de propositions, *Pour une politique anticriminelle de bon sens* est d'abord un ouvrage de combat contre les idées pénales actuelles, mélange, selon l'auteur, de laisser-aller et de rousseauisme attardé, dont le grand inspirateur serait moins M. Badinter que... Jean Yanne, l'auteur de *Tout le monde il est beau tout le monde il est gentil*. Universitaire et polémiste, Mme Rassat, qui milite au Club 89, l'un des multiples cercles de réflexion de l'opposition, ne voit qu'« *affreuse marmelade idéologique* » dans la politique criminelle *suivie depuis la libération*, à l'exception, et encore, de l'intermède « sécurité et liberté », qui lui inspire des sentiments contradictoires.

Sa fougue de polémiste l'entraîne cependant sur des chemins où sa rigueur d'universitaire devrait la retenir de s'engager. Comment écrire ou laisser écrire (la citation figure au dos de l'ouvrage) que la France est en proie « *à une augmentation galopante de la criminalité* » alors qu'on met soi-même en garde les lecteurs contre l'utilisation approximative des statistiques pénales, lesquelles englobent sans distinction les chèques sans provision et les homicides ? Comment affirmer que la politique actuelle est « *d'inspiration entièrement marxiste* », alors que tout ce que dit et fait M. Badinter le rattache plutôt au courant de l'Ecole de la défense sociale nouvelle de la libération, que connaît bien Mme Rassat même si elle prétend que cette philosophie s'inspire de sentiments « *touchants* » ?

Passons... Ce livre mérite mieux que ces approximations, car il donne une idée de ce que pourrait être une politique criminelle menée par une droite sans complexe. L'idée fausse dont viendrait tout le mal actuel, selon Mme Rassat, est de croire que la prison favorise la réinsertion sociale des délinquants. « *Il faut cesser de la prendre*, écrit-elle, *pour ce qu'elle ne peut pas être : une université pluridisciplinaire de série B où l'on peut à la fois faire de la formation scolaire, de la formation professionnelle, de l'éducation sportive et de la rééducation sociale, le tout avec un public mal sélectionné, des moyens insuffisants et, comme il fallait s'y attendre, des résultats nuls.* »

De ce constat découle la nécessité de réserver la prison aux délinquants irrécupérables et dangereux, c'est-à-dire à ceux qui commettent des infractions graves contre les personnes et qui risquent de récidiver. Ainsi neutralisés, ces délinquants seraient *privés de toute mesure de clémence* (libérations conditionnelles et autres), à l'exception des réductions de peine pour bonne conduite, utile moyen de les faire tenir tranquilles. La peine de mort serait rétablie, épée de Damoclès contre ceux qui, condamnés à perpétuité, estiment aujourd'hui qu'ils ne risquent rien, par exemple, à s'en prendre à un surveillant.

Outre cette catégorie de délinquants irrécupérables, Mme Rassat en distingue une autre, celle des malfrats moins dangereux mais tout aussi coupables, à l'égard desquels il convient de faire preuve d'une égale sévérité, non en les incarcérant, car le risque de récidive est minime, mais en restreignant l'usage, actuellement abusif, du sursis, et en les condamnant à de lourdes amendes ainsi qu'à des peines, réellement contraignantes, de travail d'intérêt collectif.

Il reste une troisième catégorie de délinquants qu'elle appelle les « *paumés* » et qui devraient faire l'objet de vraies mesures de resocialisation, resocialisation dont elle ne cache pas qu'elle coûterait fort cher *en raison de l'augmentation « énorme »* du nombre d'éducateurs qu'elle suppose.

Quadrillage social

Mme Rassat ne dit pas malheureusement combien de délinquants relèvent de chacune de ces catégories. Combien devraient être neutralisés, punis ou, selon sa terminologie, « *traités* ». D'où la difficulté de juger de la portée de cette réforme dont on perçoit néanmoins l'inspiration, résolument opposée à la politique actuelle. Les sursis, en effet, seraient limités et les permissions de sortir supprimées, une voie sur laquelle s'était engagé M. Peyrefitte, trop timidement aux yeux de Mme Rassat.

Le sort réservé aux « *paumés* » est plus révélateur encore. Ceux-là, dont elle suggère qu'ils soient soumis, une fois interpellés, à un examen systématique de personnalité, font figure de malades asociaux qu'il convient de soigner en renforçant la surveillance sociale (le « quadrillage », comme on dit parfois) dont ils sont l'objet. A l'autre bout de la chaîne, la prison mettrait, pour de bon, hors d'état de nuire les vrais malfrats.

En dépit d'une adhésion de principe aux peines de substitution, réservées aux délinquants de la catégorie intermédiaire, peines de substitution dont M. Badinter est lui aussi partisan, il y a bien là deux politiques : celle que suggère Mme Rassat et qui repose sur le « traitement » et l'enfermement, et celle de M. Badinter dont les deux principes sont, à l'opposé, prévenir et guérir.

★ Michèle-Laure Rassat : *Pour une politique anticriminelle de bon sens*, éditions de la Table ronde, collection « Les Chemins de la liberté », 204 pages, 78 francs.

SUR UN LIVRE DE MIREILLE DELMAS-MARTY

Le défi de la politique criminelle

par PIERRE ARPAILLANGE (*)

EN consacrant un livre aux évolutions récentes en matière de politique criminelle (1), le professeur Mireille Delmas-Marty ne limite évidemment pas son étude aux seules réponses répressives de l'Etat (police, justice, prison) ; mais l'élargit à « *l'ensemble des procédés par lesquels le corps social organise les réponses au phénomène criminel* ».

Suivant une démarche proche de celle appliquée par les linguistes au langage, l'objet « politique criminel » est mis en pièces, « déconstruit », afin de tenter d'épuiser sa diversité en le passant au crible d'une « modélisation » rigoureuse. Sont ainsi cernés deux types principaux de réponses aux refus des normes (sous forme d'infraction ou de déviance) de la société : une réponse de type étatique et une autre de type « sociétal ».

Ainsi, les orientations actuelles de la politique criminelle en France relèvent-elles d'une variante du modèle étatique, que Mireille Delmas-Marty *qualifie* de « modèle Etat-société libéral ». Il se caractérise par une grande diversité des modes de réponses apportées au refus des normes.

Cette réponse peut être pénale, mais l'intérêt de l'analyse proposée est, par une approche pluridisciplinaire, de ne pas se limiter à cet aspect le plus connu. Ainsi l'accent est-il mis sur le développement du rôle des administrations, notamment dans le domaine des sanctions prévues en cas de non-respect des règles définies par la législation économique et financière.

Une telle réponse au refus de la norme peut être organisée également en dehors du système pénal, administratif ou même civil.

Enfin, observe l'auteur, le système dit « Etat-société libéral » sécrète un mouvement qui tend à intégrer le corps social à la justice pénale.

Cette tendance, « *un des thèmes modernes importants de politique criminelle* », peut notamment être observée avec le développement des associations socio-éducatives de contrôle judiciaire. Les projets de texte relatifs au travail d'intérêt général, inspirés du Community Service Order des droits anglo-américains, en permettant à des *municipalités ou des associations* d'accueillir pour des emplois bénévoles des condamnés, relèvent du même mouvement, tout comme les travaux de la commission des maires sur la sécurité et ceux de la commission nationale pour le développement social des quartiers.

En revanche, autre variante du modèle étatique, dans le modèle dit « Etat totalitaire », l'Etat a l'objectif, et utilise les moyens, de traquer tous les comportements de refus des normes, sans distinction entre l'infraction et la déviance. Dans une telle perspective, la référence à la loi peut même s'estomper au profit de celle du maintien de l'ordre.

A l'opposé des modèles étatiques, sont esquissés les modèles dits « sociétaux ».

A titre d'illustration du modèle « sociétal », c'est-à-dire celui dans lequel les réponses aux phénomènes criminels sont organisées directement par le groupe sans le relais de l'Etat, sont cités aussi bien l'autodéfense que les expériences américaines de « centre de justice de quartier » ou encore les codes de conduite de sociétés multinationales. On voit tout de suite l'ambiguïté qui pèse dans ce type de politique criminelle.

Le court-circuit de l'Etat n'est possible que pour les petits conflits au sein d'une communauté homogène. Tenter de rapprocher la victime de l'auteur d'un acte de vandalisme par l'intermédiaire des *membres du quartier est une chose.* Tolérer que des citoyens, avec les dangers que cela peut comporter pour des tiers, se fassent justice en est une autre.

Mais Mireille Delmas-Marty évite de se laisser prendre au piège des modèles qu'elle décrit. Elle sait, en juriste, que « *des modèles théoriques à la vie, la différence se nomme d'abord diversité, coexistence, surabondance* ». A cette diversité, elle consacre la seconde partie de son étude, sous le beau titre de « Mouvement », hommage discret au « *mouvement de défense sociale* » de Marc Ancel.

« Un jeu trop souvent aveugle »

Ces « mouvements », ce sont les relations qui permettent de passer d'un modèle à un autre et se traduisent soit par une modification de l'espace contrôlé (mouvement de criminalisation et de décriminalisation, comme en matière d'avortement), soit par une modification de l'intensité du contrôle (recherche, par exemple, du consentement du délinquant pour les mesures de travail d'intérêt général, opposé à la *contrainte en matière de peine privative de liberté*).

Mais, dans les deux cas, modification de l'espace ou de l'intensité, ces mouvements de politique criminelle oscillent toujours entre « *le choix de trancher ou de dénouer* ». Mettre en prison, retirer la garde d'un enfant à ses parents, c'est trancher sans chercher plus loin.

Dénouer, au contraire, c'est mettre en œuvre une stratégie fondée sur la solidarité, tenter d'associer « *l'homme d'un refus manifesté par l'infraction* » à la réponse du groupe social. Mais c'est une stratégie qui porte aussi en elle-même sa limite puisque aucun système de politique criminelle n'a les moyens « *d'aller au cœur de l'homme du refus pour en extraire ce refus* ».

Enfin, franchissant un degré supplémentaire dans l'ordre des difficultés, Mireille Delmas-Marty s'attache à cerner le mécanisme et les causes des mouvements, autrement dit des évolutions ou des blocages en matière de politique criminelle. Recherche ambitieuse à l'occasion de laquelle elle a le mérite de mettre en évidence que le « *système de politique criminelle* » ne fonctionne jamais selon le schéma rationnel suivant : constatation d'une infraction ou d'une déviance ; réponse définie par le gouvernement ou le Parlement ; impulsion et directive données par les cabinets ministériels et les administrations ; mise en œuvre de la réponse par les organes d'exécution, parquets, directions départementales ; cessation du trouble causé par l'infraction ou la déviance... En réalité, même si le mythe du décideur doit en souffrir, de très nombreux facteurs viennent perturber ce bel enchaînement.

D'une part, les initiateurs de la politique criminelle, notamment dans le secteur pénal, ne disposent pas d'instruments de mesure fiables de l'efficacité de leur politique.

D'autre part, dans un « *jeu trop souvent aveugle* », les « effets pervers » ne sont pas rares. Ainsi a-t-il été soutenu que le contrôle judiciaire, conçu initialement comme une alternative à la détention avant jugement, n'aurait en rien fait baisser le nombre de ces détentions, bien au contraire. Le cas du contrôle judiciaire est typique, précisément, de la très petite vitesse avec laquelle s'effectuent les mouvements de politique criminelle.

Certes, on conçoit que la lenteur et la complexité de telles démarches puissent décourager et que les « *ardentes certitudes répressives* » *conduisent sur une pente*, celle de la facilité, plus confortable à suivre. Mais, comme le remarque encore Mireille Delmas-Marty, dans des sociétés comme la nôtre, marquées par une complexité et un pluralisme croissants, la politique criminelle est *à réinventer tous les jours.*

Parvenu au terme de cette brillante démonstration, construite à force de rigueur et d'intelligence, le lecteur disposera d'une clé qui manquait depuis des décennies, tant au pouvoir politique qu'au législateur et à tous ceux qui ont la responsabilité ou l'illusion de proposer un « modèle » à opposer au phénomène criminel. Il sera désormais difficile, en France et ailleurs, d'ignorer ou de s'écarter d'une méthode, riche en enseignements et en perspectives, à une époque où, à travers les médias, tant de chercheurs et de politiques sont montés en première ligne pour dénoncer le mal judiciaire.

(*) Magistrat.

(1) *Modèle et mouvement de politique*, Mireille Delmas-Marty, éditions Economica.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Le roi Hussein annoncera dans les « prochains jours » sa décision de « participer ou non » au processus de paix proposé par M. Reagan

Dans une conférence de presse donnée à Londres, à l'issue de la visite en Grande-Bretagne du comité des sept de la Ligue arabe, le roi Hussein de Jordanie a affirmé samedi 19 mars qu'il fera savoir *« dans les prochains jours »* s'il participera ou pas aux négociations sur le Proche-Orient proposées par Reagan.

Le souverain, qui présidait le comité des sept de la Ligue, a assuré que le temps pressait. *« Pour de nombreuses raisons,* a-t-il dit, *il ne nous reste pas beaucoup de temps avant que de redoutables obstacles se dressent sur la voie de la paix ».* A l'attitude arabe, selon lui, *« constructive »* à l'égard du plan Reagan qu'il a salué comme *« courageux »*, il a opposé l'attitude *« négative »* d'Israël. Israël, a-t-il dit, *« a compliqué le problème de la paix, en refusant le plan Reagan, en répondant à l'initiative américaine par des colonies de peuplement et en continuant à occuper le Liban ».*

Le roi s'est déclaré convaincu de la *« sincérité américaine ».* Cependant, *« la crédibilité américaine est mise à dure épreuve. Nous sommes très en retard sur le programme du côté américain. L'objectif était le début de l'année pour l'évacuation totale du Liban ».*

A Jérusalem, M. Porat, porte-parole du premier ministre, a rejeté dimanche la proposition d'Abou Jihad, chef militaire du Fath, offrant la libération des huit prisonniers israéliens capturés par l'O.L.P., en échange de l'octroi du statut de prisonniers de guerre pour les Palestiniens détenus au camp d'internement d'Ansar au Sud-Liban et en Israël même. *« L'O.L.P. est une organisation terroriste et ses membres ne peuvent prétendre au statut des prisonniers de guerre ».* Abou Jihad avait déclaré samedi à Amman que *« l'engagement d'Israël devant les instances internationales à appliquer le traitement prévu par la convention de Genève »* constituerait *« une condition suffisante pour la libération des huit prisonniers israéliens ».*

Abou Jihad a précisé que les deux prisonniers israéliens tués, selon lui, récemment par l'armée israélienne près de Beyrouth, n'avaient rien à faire avec les huit prisonniers détenus par l'O.L.P. depuis juin dernier et avaient été capturés le 15 février dernier à Monteverde. Il a ajouté que les deux prisonniers avaient été faits prisonniers grâce à l'aide d'un élément des Kataëb, M. Mikhaël Geagea, qui collaborait avec la résistance palestinienne. Ils avaient été gardés pendant plus de huit heures avant qu'il ne soit décidé de les transporter vers un autre lieu de détention. C'est au cours de ce transfert, que les deux prisonniers, qui étaient accompagnés de M. Geagea et de deux fedayin, auraient été tués par le feu d'un char israélien près de Monteverde. Jeudi, un porte-parole militaire israélien avait démenti que deux Israéliens prisonniers des forces palestiniennes aient été tués par erreur par l'armée israélienne.

A Washington, vingt-neuf parlementaires ont fait savoir dans une lettre au président libanais Gemayel qu'ils étaient *« profondément désolés »* que la justice de son pays ne soit pas parvenue à mener une enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila, et à punir leurs responsables. L'un des auteurs de cette lettre, le représentant Henri Waxman (démocrate, Californie), a souligné que le gouvernement et le peuple d'Israël avaient rempli leurs obligations en menant une enquête complète. *« Bien que le gouvernement libanais ait annoncé qu'il ouvrait sa propre enquête,* a pousuivi M. Waxman, *nous n'avons vu aucun signe indiquant que les auteurs de ces actes monstrueux allaient être officiellement identifiés et punis. »* – *(A.F.P., Reuter.)*

L'U.R.S.S. ET LA LIBYE SONT « EN PRINCIPE » D'ACCORD POUR CONCLURE UN « TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION »

Moscou *(A.F.P.)*. – L'U.R.S.S. et la Libye envisagent de conclure un *« traité d'amitié et de coopération »*, indique un communiqué publié le samedi 19 mars à Moscou à l'issue de la visite en U.R.S.S. du numéro deux libyen, le commandant Jalloud. Une *« entente de principe »* sur la conclusion d'un tel accord a été réalisée entre les deux parties, précise la communiqué diffusé par l'agence Tass.

Les entretiens qu'a eus le commandant libyen ont été également l'occasion pour les deux parties d'évoquer la situation internationale et notamment celle de l'Europe, où le déploiement des nouvelles armes nucléaires américaines constituerait *« une menace particulière pour les Etats d'Europe, ainsi que pour les pays situés dans la zone de la Méditerranée et du Proche-Orient ».*

Tandis que la partie libyenne *« apprécie hautement le rôle de l'U.R.S.S. dans la sauvegarde et la consolidation de la paix universelle, ainsi que les initiatives de paix de l'Union soviétique »*, l'U.R.S.S. rend hommage *« à la politique extérieure anti-impérialiste de la Libye ».*

La partie soviétique *« a réaffirmé sa désaprobation à propos des actions agressives, provocatrices et dangereuses »* entreprises récemment par les Etats-Unis contre le peuple libyen.

Les deux parties, abordant la situation au Proche-Orient, ont dénoncé *« l'occupation des territoires occupés »* et *« la politique agressive d'expansion pratiquée par Israël, avec l'encouragement et le soutien de l'impérialisme américain ».* L'U.R.S.S. et la Libye exigent, par ailleurs, *« le retrait immédiat, inconditionnel et total »* des troupes israéliennes du Liban.

ASIE

Fragile Cambodge

(Suite de la première page.)

Surveillance renforcée le long de la route Sisophon-Siem-Réap, sur une centaine de kilomètres. A première vue, au moins un millier de soldats vietnamiens – et eux seuls, semble-t-il – assurent la garde de cet important axe stratégique qui relie les zones « chaudes » de la frontière thaïlandaise à l'état-major de l'armée de Hanoï, installé aux portes d'Angkor. Pas un ouvrage d'art qui ne soit flanqué de quelques sentinelles. La plupart des villages – même Preh-Nethpreh, « les yeux de Dieu » – sont entourés de barrières d'épineux. La nuit venue, des herses en bois en bloquent les issues.

Les forces armées populaires révolutionnaires sont-elles maintenant en mesure de prendre, pour certaines tâches, la relève d'une partie des cent cinquante mille à deux cents mille soldats vietnamiens qui occupent le pays ? Du moins les autorités locales l'affirment-elles. *« Nos forces, composées des trois catégories d'armes, ont grandi en quantité et en qualité,* assure M. Hun Sen, ministre des affaires étrangères ; *elles défendent fermement les frontières terrestre, maritime et aérienne de notre pays et occupent même des positions avancées le long de la frontière thaïlandaise. »*

L'armée cambodgienne est généralement créditée d'environ quinze mille à vingt mille hommes. *« Il appartient au Vietnam de la former,* précise-t-on dans les milieux diplomatiques soviétiques, *nous ne fournissons qu'une poignée de conseillers militaires. »* Quoi qu'en disent les responsables de Phnom-Penh, il ne semble pas que ces unités combattantes affrontent en première ligne les Khmers rouges et les forces nationalistes. Ces soldats se chargeraient, pour le moment, d'assurer la logistique, notamment le transport, et commenceraient à reprendre aux troupes de Hanoï la surveillance de certains villages, ce qui devrait faciliter le dépistage des « ennemis ».

THAILANDE · LAOS · VIETNAM · CAMBODGE · vers Nghe Tinh · Pleiku · Ban Me Thuot · Siem-Reap · Battambang · Pursat · Kompong-Chhnang · Kompong-Thom · Kratié · Kompong-Cham · Oudong · PHNOM-PENH · Kampong-Spau · Prey-Veng · Tay-Ninh · Svay-Rieng · Koh Kong · Kampot · Kompong-Som (Sihanoukville) · Chauphu · Mytho · SAIGON-HO CHI MINH-VILLE · 0 km 100

En bonne intelligence

Quoi qu'il en soit, les Khmers rouges et les nationalistes n'ont guère de chances de retourner, un jour, en leur faveur, la situation sur le terrain. Au mieux, peuvent-ils, par une recrudescence de leurs activités de guérilla, rendre la vie un peu plus difficile aux autorités cambodgiennes et à leurs alliés vietnamiens, mais certainement pas les inquiéter, ni même les contraindre à s'asseoir à la table des négociations. Le gros des forces vietnamiennes demeurera sur place aussi longtemps que le moindre doute subsistera sur la solidité du gouvernement.

Peut-être parce qu'elles savent que, pour cela, il faudra du temps, les troupes de Hanoï essaient de rendre leur présence supportable à une population qui nourrit, pour son voisin, une antipathie vieille comme le monde. Force est de constater que les « petits hommes verts » ne se comportent pas, en général, comme une armée d'occupation, qu'ils paraissent vivre en bonne intelligence avec les autochtones. Chemin faisant, combien de soldats vietnamiens, envoyés ici en « *mission d'internationalisme* », ne voit-on pas déambuler, sans armes, le long des routes ou dans les villages ? De jour, chacun vaque à ses occupations. Certains soldats somnolent dans leur guérite, d'autres font leur lessive, d'autres pêchent dans les mares avoisinantes. Ceux-là hèlent en vain de rares véhicules pour rejoindre leur unité ou gagner la prochaine localité. La nuit, c'est une autre affaire !

Ces soldats ne prennent-ils sur place que « *l'air et l'eau* », comme on le soutient en haut lieu, ou vivent-ils sur le dos des habitants ? D'aucuns assurent que le riz leur est expédié du Vietnam, et que pour le reste – légumes, viande et poisson – ils pourvoient sur place à leurs besoins par leurs propres moyens. Mais la polémique sur des détournements de l'aide internationale à leur profit n'est pas encore vraiment éteinte.

Il est clair qu'en l'état actuel le régime pro-vietnamien de Phnom-Penh ne survivrait pas au départ des troupes de Hanoï. Le parti communiste khmer (P.C.K.) renaît tout juste de ses cendres, il compterait entre quatre cents et six cents membres seulement. *« Il a une puissance et une intelligence suffisantes pour mener le pays vers le socialisme »*, affirme M. Hun Sen. A vrai dire, si jeune soit-elle, l'armée est, pour l'heure, la seule force qui compte dans un pays où toutes les structures politiques et économiques ont été brisées par les Khmers rouges entre 1975 et 1979.

M. Heng Samrin, secrétaire général du P.C.K. et président du Conseil d'État, citait récemment une *« immortelle pensée »* de Lénine : *« Une révolution ne peut être durable que lorsqu'elle sait se défendre par ses propres moyens. »* On est, aujourd'hui, encore très loin du compte. Mais les meilleures armes dont disposent le gouvernement de Phnom-Penh et son protecteur vietnamien sont le ressentiment et la peur que continuent d'inspirer les Khmers rouges à la population.

Depuis quatre ans qu'ils exercent le pouvoir, les responsables de Phnom-Penh sont-ils devenus, pour leurs alliés vietnamiens, des interlocuteurs moins malléables ? Certes, sur des points particuliers, il peut y avoir, entre voisins, des différences d'approche. Mais, semble-t-il, il n'y a guère de risques de divergences sur le fond. Le limogeage, en décembre 1981, de M. Pen Sovan, alors secrétaire général du P.C.K., qui cherchait à se rapprocher de Moscou et à prendre ses distances à l'égard de Hanoï, a bien montré les limites étroites à l'intérieur desquelles doit s'exprimer le nationalisme khmer.

Bulles de savon

Il est malaisé de mesurer avec précision quelle est, aujourd'hui, l'importance de l'assistance que Hanoï fournit à Phnom-Penh en conseillers techniques de tout acabit. Cependant, même s'il y a un certain « dégraissage » de ces effectifs, il n'en demeure pas moins que le petit Cambodge est condamné à vivre dans l'orbite de son grand voisin. Des cours de vietnamien sont organisés dans tous les ministères ; il est fortement recommandé à qui veut « grimper » de les suivre assidûment. A l'École des langues étrangères, l'enseignement du vietnamien précède celui du russe et de l'allemand. Impossible d'apprendre le français et l'anglais autrement qu'en suivant des cours privés et payants...

Dans ce pays dont la classe politique a été décimée sous le régime de M. Pol Pot, le gouvernement prendrait un risque à accueillir le prince Sihanouk, même repenti, sauf à le réduire au silence, comme l'avaient fait avant lui les Khmers rouges. Dans le cas contraire, le retour de l'ex-souverain créerait sur place un maelström que les responsables locaux auraient du mal à maîtriser. *« L'ancien chef de l'État est une girouette, il peut très bien se rallier à Heng Samrin »*, notent des observateurs, qui imaginent déjà pour lui des postes honorifiques : président du Front de la patrie, conseiller du gouvernement, ambassadeur extraordinaire...

Mais comment être sûr d'un homme qui se vante d'être *« imprévisible »* ? *« Tout ce tapage, tout ce remue-ménage fait autour de ce personnage, ne sont que des bulles de savon »*, dit-on dans les milieux diplomatiques soviétiques. Les autorités de Phnom-Penh gardent leur sang-froid. *« Les chiens impérialistes et réactionnaires aboient, la charrue socialiste avance et creuse son sillon »*, commente un porte-parole du ministère des affaires étrangères.

JACQUES DE BARRIN.

Prochain article :

« DEVANT LA PORTE DU SOCIALISME... »

A TRAVERS LE MONDE

Guinée-Équatoriale

• CONDAMNATION DE L'ANCIEN AMBASSADEUR EN FRANCE. – M. Julian Esono, ancien ambassadeur de Guinée-Équatoriale à Paris vient d'être condamné aux travaux forcés à Malabo, a indiqué mercredi 16 mars à Madrid, M. Severo Moto, président du Parti du progrès de Guinée-Équatoriale (opposition), sans préciser la durée de la peine. M. Esono avait été assigné à résidence (*le Monde* du 1er mars) avant d'être jugé sous l'accusation de s'être approprié de 400 000 F à 1 000 000 de francs.

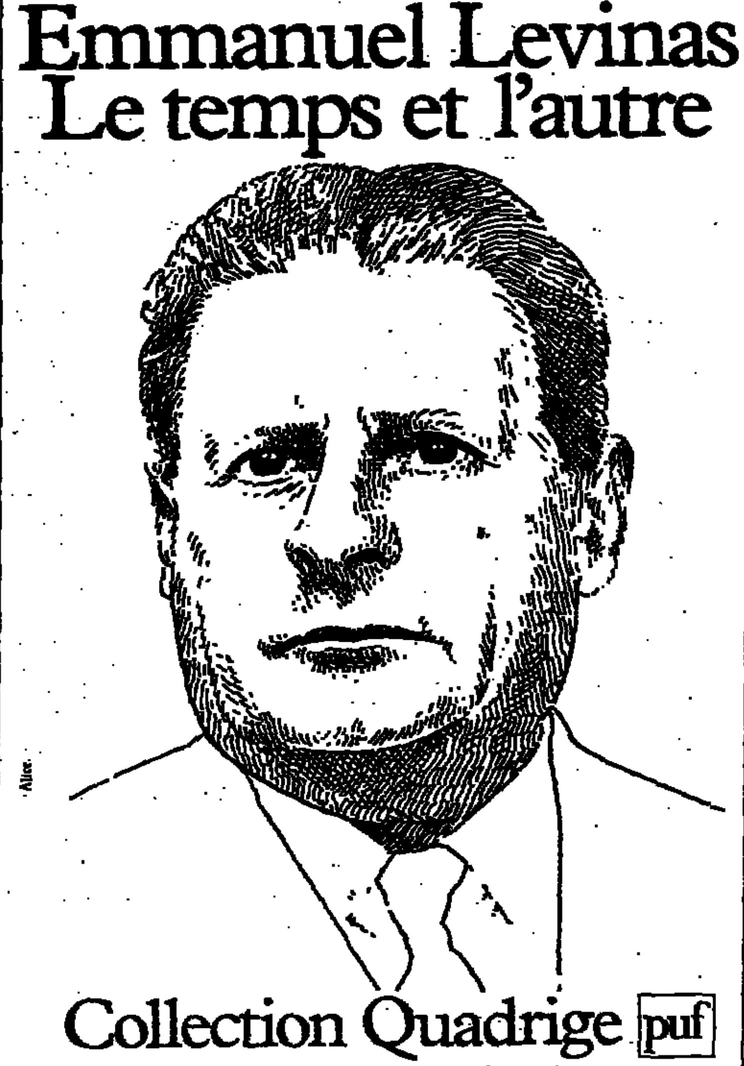
Turquie

• DIX ANS DE PRISON pour « propagande communiste » ont été requis contre M. Aziz Nesin, président de l'Association des écrivains turcs, par le procureur de la cour civile d'Istanbul. Un ancien article de M. Nesin, intitulé « Socialisme et moralité », était incriminé, ainsi que son livre *Nous ne sommes pas allés assez loin*, publié en 1961, et pourtant réédité plusieurs fois depuis. Le procès a été ajourné pour vérifier si ces publications n'ont pas fait l'objet d'autres poursuites. – *(A.F.P.)*

Union soviétique

• DÉCÈS DE SERGE POSTOVALOV. – Vice-président de la commission de contrôle du comité central du P.C. de l'U.R.S.S. depuis 1961, Serge Postovalov est mort le jeudi 17 mars des suites d'une « douloureuse maladie ». Il était âgé de soixante-seize ans. – *(A.F.P.)*

• M. ANATOLI ERCHOV LIMOGÉ POUR CORRUPTION. – Selon la *Pravda*, le premier vice-ministre soviétique de la construction de machines pour l'industrie légère et alimentaire depuis 1977, s'était fait construire, aux frais de l'État, une luxueuse résidence secondaire « avec cheminée et grenier aménagé ». – *(A.F.P.)*.



Thaïlande

SOUMIS AUX PRESSIONS DE CERTAINS GÉNÉRAUX

Le roi Bhumibol a dissous l'Assemblée

De notre correspondant

Bangkok. – Le général Prem Tinsulanond, premier ministre, a contresigné, samedi 19 mars, le décret royal dissolvant l'Assemblée nationale et fixant au 18 avril les élections législatives, initialement prévues le 12 juin. Conformément aux clauses provisoires de la Constitution de 1978, l'ancien système électoral – scrutin uninominal dans le cadre de petites circonscriptions – restera en vigueur. Un scrutin de liste appliqué à de vastes circonscriptions, qui aurait favorisé les grands partis, riches en hommes et en moyens, aurait dû être mis en place pour les prochaines législatives... si les échéances politiques avaient suivi leur cours. Mais l'opposition résolue de certains clans de l'armée de terre et la polémique qui s'en est suivie, ces dernières semaines, au Parlement, expliquent ce brusque retournement de situation. (*le Monde* du 18 mars)..

« Une élection qui serait organisée maintenant avec le nouveau système électoral risquerait de provoquer de sérieux problèmes politiques et des conflits, ce qui pourrait conduire à une détérioration de la situation économique et sociale et à une rupture de l'unité du peuple et du gouvernement », a précisé le roi Bhumibol, dans les attendus du décret. Le premier ministre n'a pas consulté, semble-t-il, les membres du gouvernement avant de prendre cette décision que des responsables militaires ont dévoilée plusieurs heures avant qu'elle ne soit rendue publique....

M. Kukrit Pramot, ancien premier ministre, chef du Parti d'action sociale (SAP), et M. Pichai Rattakul, chef du parti démocrate, formations membres de la coalition gouvernementale, ont aussitôt critiqué la dissolution de l'Assemblée. Ils se sont inquiétés des réactions de tous ceux qui, hors du Parlement, se sont opposés aux desseins de l'armée et qui constatent aujourd'hui qu'*« on leur a volé leur victoire »*..

Début janvier, le général Arthit Kamlang-Ek, commandant en chef de l'armée de terre, s'était prononcé en faveur d'une convocation *« sans délai »* du Parlement en session extraordinaire afin d'approuver le maintien du *statu quo* électoral, *« les gens, notamment dans les zones rurales, préférant, voter pour des personnalités plutôt que pour des partis »*. En réalité, certains clans militaires s'inquiétaient des effets du nouveau mode de scrutin, qui aurait facilité la naissance de puissantes formations politiques..

Le général Pichit, commandant la 1re division d'infanterie, avait dénoncé la possible ingérence de *« milieux influents »* dans les affaires publiques et évoqué l'inévitable chaos qui obligerait alors les militaires a *« faire un exercice »*. De son côté, le général Chavalit, assistant eu chef d'état-major de l'armée de terre, avait indiqué que l'élimination du communisme dont ses pairs avaient la charge passait par la lutte contre toutes les injustices *« nées du système capitaliste »*.

La voie périlleuse du parlementarisme

Au-delà de cette bataille autour d'un mode de scrutin, certains clans de l'armée, notamment celui des *« soldats démocrates »* – qui se sert du général Arthit pour promouvoir ses idées et que celui-ci utilise au profit de ses ambitions, – cherchent à empêcher la Thaïlande de glisser sur la voie périlleuse du parlementarisme à l'occidentale. Aussi avaient-ils proposé que les clauses provisoires de la Constitution de 1978 soient prorogées de quatre ans, de telle sorte que le Sénat, composé en majorité de *militaires nommés*, conserve ses pouvoirs et que les fonctionnaires civils et militaires gardent le droit d'accéder à des postes ministériels. Malgré pressions et intimidations, il s'en est fallu de dix voix que cette réforme obtienne au Parlement la majorité absolue, requise en troisième lecture.

Voulant éviter cet échec, il semble que certains responsables militaires soient intervenus auprès du général Prem pour qu'il prononce la dissolution de l'Assemblée sans attendre la troisième lecture. L'opposition du général Saiyud Kerdphol, commandant suprême des forces armées, aurait incité le premier ministre à ne pas céder à ces pressions.

En obtenant satisfaction après coup, le général Arthit a trouvé une nouvelle parade démocratique pour gagner le second round, si tant est, comme l'écrit le *Bangkok Post*, que *« notre politique ressemble à la boxe thaïe »*. Il est clair que les militaires n'en resteront pas là. *« La question n'est pas de savoir si, mais quand... »*, notait le *Nation Review*. La Thaïlande, en tout cas, entre dans une période de forte agitation politique.

J. de B.



ASIE

Pakistan

VIOLENTS AFFRONTEMENTS ENTRE SUNNITES ET CHIITES A KARACHI

Le couvre-feu a été imposé, samedi 19 mars, dans plusieurs quartiers de Karachi, pour la seconde fois depuis un mois, à la suite de violents affrontements entre musulmans sunnites et chiites. Ces derniers ne sont qu'une minorité au sein de la population de la grande ville pakistanaise. Les affrontements ont fait au moins six morts, une centaine de blessés, tandis que plus de cent personnes étaient arrêtées et des armes saisies. Parmi les personnalités interpellées figurent six dignitaires chiites, dont le mollah Mohamed Moussa, connu pour ses sympathies envers le régime de Téhéran.

Les affrontements avaient commencé vendredi soir, après la prière hebdomadaire. Plusieurs milliers de chiites se sont réunis dans la principale mosquée de Liaqatabad, où la population est en grande majorité sunnite, ce qui a entraîné de violentes bagarres. Samedi, un groupe de sunnites a partiellement brûlé une mosquée chiite, détruit les fondations d'une autre et incendié une dizaine de maisons où vivaient des chiites. Cette communauté avait obtenu l'autorisation de construire un nouveau lieu de culte à la suite de l'incendie de sa mosquée fin janvier, qui avait déjà provoqué de sanglantes émeutes.

Dimanche, les magasins étaient fermés, les rues désertes, et des soldats y patrouillaient en tenue de combat. Ces derniers ont dispersé de petits groupes de manifestants à coups de grenades lacrymogènes. — *(A.F.P., A.P., Reuter).*

Inde

NOUVELLES VIOLENCES EN ASSAM

Alors que la nouvelle Assemblée de l'Assam devait se réunir pour la première fois ce lundi 21 mars à Gauhati, la capitale de l'Etat a été mise en état de siège pour éviter tout incident. En effet, les violences continuent dans l'Etat, en dépit de la présence d'environ 150 000 militaires et policiers.

Le nouveau premier ministre, du Congrès I, parti de Mme Gandhi, qui avait remporté les élections (ce scrutin avait été massivement boycotté par les Assamais), a affirmé que la situation était maîtrisée, mais les mouvements nationalistes ont lancé un mot d'ordre de grève général pour ce lundi, en protestation contre la réunion de l'Assemblée.

Des incidents survenus samedi et dimanche ont coûté la vie à une trentaine de personnes, dont deux dirigeants étudiants nationalistes. Ces derniers ont été tués alors qu'ils s'étaient rendus sur la scène d'un affrontement dans le district de Darrang. Dans ce même district, plusieurs milliers d'habitations ont été détruites au cours de bagarres ethniques. A Gauhati, plusieurs bombes ont explosé, faisant des blessés civils, détruisant des maisons et endommageant des bâtiments officiels.

Au moins 250 000 personnes, en grande majorité des Bengalis, se retrouvent en situation de réfugiés, sans domicile, après les affrontements de février qui, selon les dernières estimations, ont fait 4 089 morts. A Calcuta, le gouvernement local a annoncé dimanche des mesures pour endiguer le flot de réfugiés venus d'Assam, qui atteint actuellement 22 000. — *(U.P.I., Reuter, A.F.P.)*

Didier Neveur
Maison fondée en 1878
Spécialistes
Rasoirs électriques et mécaniques
Coutellerie - Brosserie fine
ELECTRO-MENAGER
Cafetières électriques françaises, italiennes
Sèche-cheveux, miroirs
Cadeaux, gadgets utiles
39, rue Marbeuf, 8e - 225.61.70
Ouvert du lundi au samedi, de 9 à 19 heures

AFRIQUE

AVEC LA SIGNATURE D'UN « TRAITÉ DE FRATERNITÉ ET DE CONCORDE »

L'Algérie et la Tunisie mettent un terme à un contentieux vieux de vingt ans

De notre correspondant

Tunis. — En signant, samedi 19 mars, un Traité de fraternité et de concorde, la Tunisie et l'Algérie ont esquissé le cadre dans lequel pourrait s'amorcer un processus d'union maghrébine. C'est en effet la première fois, depuis l'indépendance des pays de la région, qu'un accord bilatéral à caractère politique n'est pas dirigé contre l'un ou l'autre voisin, mais au contraire leur est explicitement ouvert.

Ce traité, conclu pour vingt ans et signé par le président Bourguiba et le président Chadli Bendjedid, dont la visite en Tunisie s'est terminée dimanche, stipule qu'il *« demeure ouvert à l'adhésion des autres Etats du grand Maghreb arabe qui en accepteraient les dispositions »*. Dans la phase actuelle, il engage les deux pays :

— *« A s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force pour régler leurs différends »* et au respect mutuel *« de l'intégrité territoriale, de l'intangibilité des frontières nationales, de la souveraineté et de l'indépendance politique » ;*

— *« A n'adhérer à aucune alliance ou coalition de caractère politique ou militaire avec une ou plusieurs puissances »* qui serait dirigée contre l'un d'eux ;

— *« A ne tolérer sur son territoire aucune initiative ou acte découlant d'une attitude hostile que pourraient adopter une ou plusieurs puissances »* à l'encontre de l'un d'eux ;

— *« A ne tolérer sur leur territoire l'organisation de l'activité de tout groupement qui attenterait à la sécurité ou à l'intégrité territoriale de l'autre, ou tenterait par la violence de changer son régime. »*

Toutefois, le texte précise que chacune des parties conserve sa pleine liberté d'action pour conclure avec d'autres Etats tout accord à condition qu'il ne soit pas contraire aux dispositions énoncées.

Dans l'esprit des Algériens, les perspectives maghrébines qu'offre ce traité pourraient peut-être faciliter le règlement du problème du Sahara occidental. C'est du moins ce que M. Chadli Bendjedid et son ministre des affaires étrangères, M. Taleb Ibrahimi, ont laissé entendre, le premier en invoquant une possible solution *« dans un cadre maghrébin »*, le second, en n'hésitant pas à affirmer *« qu'il est du devoir de l'Algérie et de la Tunisie de jouer le rôle qui est le leur pour aider le roi Hassan II du Maroc et le Polisario »*. Toutefois, le communiqué publié au terme de la visite du président se réfère encore, et seulement, *« aux résolutions du sommet de l'O.U.A. de Nairobi de juin 1981 »* préconisant un référendum au Sahara occidental.

Mais si dans leur démarche Tunisiens et Algériens semblent aujourd'hui se tourner d'abord vers le Maroc, la proclamation de leur refus d'accepter sur leur territoire des groupements d'opposition visant au renversement de leurs régimes respectifs paraît être inspirée par l'exemple et les menaces de la Libye.

La visite de M. Chadli Bendjedid aura permis aussi de mettre un terme à un contentieux frontalier vieux de près de vingt ans. Le bornage définitif de la frontière qui se heurtait à des difficultés d'ordre technique plus qu'à des revendications territoriales, notamment dans la région située entre Gafsa et Ghardimaoui, a fait l'objet d'un accord qui, croit-on savoir, garantit les droits de propriété aux ressortissants des deux pays déjà installés dans ces zones.

« Nous voulons que, désormais, les frontières constituent des ponts jetés entre les deux peuples frères », a déclaré le chef de la diplomatie algérienne. C'est, en priorité, dans les régions frontalières que va s'exercer et se développer la coopération tuniso-algérienne. Les entretiens ont permis d'identifier et de préciser un certain nombre de projets dans les secteurs de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, de l'enseignement, de la santé, des transports et des communications qui seront mis au point le mois prochain à Alger lors de la réunion de la grande commission mixte que présideront les deux premiers ministres.

MICHEL DEURÉ.

LA SÉCHERESSE ÉPROUVE GRAVEMENT PLUSIEURS ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Abidjan *(A.F.P.)*. — La sécheresse qui, jusqu'à présent, sévissait au Sahel, s'est étendue cette année à toute une frange côtière de l'Afrique de l'Ouest, préoccupant vivement les autorités de Côte-d'Ivoire, du Ghana et du Bénin, où les feux de brousse sont nombreux et la production agricole en danger.

Dans ces quatre pays, la dernière saison des pluies (septembre, octobre, novembre) a été fortement déficitaire, et l'actuelle saison sèche est anormalement longue. De plus, l'harmattan, vent sec et chaud chargé de poussière qui vient du désert, a soufflé de longues semaines au début 1983, apportant son lot de soucis : maladies, sols desséchés, etc. Ces phénomènes, courants dans les pays sahéliens comme la Haute-Volta ou le Niger, sont relativement nouveaux dans les zones côtières ouest-africaines.

Ainsi au Bénin, les récoltes risquent d'être gravement compromises. Les réserves de nourriture sont faibles, car les précipitations de la fin de 1982 ont été inférieures aux années précédentes.

Au Togo, les régions cacaoyères sont particulièrement touchées tout comme au Ghana, dont c'est la principale denrée d'exportation. La situation est d'autant plus dramatique que ce pays a dû accueillir ces derniers mois environ 1,2 million de ses ressortissants expulsés brusquement du Nigéria.

En Côte-d'Ivoire, les feux de brousse ravagent le pays depuis décembre dernier. On parle de catastrophe nationale. Dans certaines zones, on a même retrouvé des paysans carbonisés dans leurs champs.

Dans ces quatre pays, les autorités ont lancé des plans d'action pour tenter de lutter contre le fléau. Partout la prise de conscience est réelle et l'heure est à la lutte pour empêcher que la sécheresse, à l'instar du désert, n'accentue d'année en année son emprise en direction des zones de forêt tropicale.

Swaziland

Le premier ministre a été démis de ses fonctions

De notre correspondant

Johannesburg. — Le premier ministre du Swaziland, le prince Mabandla Dlamini, a été officiellement démis de ses fonctions au cours du week-end. La décision a été prise par la reine mère, qui assure la régence du royaume depuis la mort de Sobhuza II en août 1982. Le successeur du prince à la tête du gouvernement n'a pas été désigné.

Coincé entre l'Afrique du Sud et le Mozambique, et très dépendant économiquement de Pretoria, le Swaziland ne dispose que d'une marge de manœuvre très étroite. Au sein de l'oligarchie swazie, les différences entre « traditionalistes » et « modernistes », également conservateurs, sont peu sensibles. La lutte d'influence, qui vient de coûter son poste au chef du gouvernement, fait penser à un combat de chefs, voire à une querelle de famille, puisque M. Dlamini est l'un des sept princes membres du gouvernement.

Jusqu'à présent, cependant, le pouvoir était partagé entre le cabinet et le Conseil suprême de l'Etat *(Likoko)*, composé d'une quinzaine de « sages » choisis par le roi. Depuis août, le Likoko est dirigé par la reine mère, la plus âgée des soixante-dix veuves de Sobhuza II, qui continuera d'exercer la régence jusqu'à ce qu'un héritier mâle soit choisi par elle et les quinze « sages » du Likoko.

L'un des cent cinquante enfants du « vieux lion » aurait, certes, été désigné comme héritier, il y a quelques mois, mais son intronisation n'a jamais été confirmée, et le jeune homme, âgé d'une quinzaine d'années, ne pourra être couronné qu'à l'âge de vingt et un ans. La monarchie tiendra-t-elle jusque-là ? Il ne fait aucun doute que, depuis sept mois, la nation swazie, qui vouait un respect total à Sobhuza II, en dépit de son autocratisme proverbial, se sent orpheline et manifeste, la crise économique aidant, certains signes d'impatience.

Mais les Swazis sont réputés nonchalants, et les partis d'opposition, comme les syndicats, sont interdits depuis une quinzaine d'années. Quant aux révolutions de palais plus ou moins étouffées, qui se sont multipliées ces derniers temps, elles ne menacent pas directement la monarchie mais certains de ces bénéficiaires. De fait, le danger le plus sérieux, pour le système, est précisément constitué par ses excès. Peu avant sa mort, le roi lui-même en avait pris conscience et autorisé son premier ministre à lancer une campagne contre la corruption, véritable cancer du régime. L'enquête qui menaçait d'éclabousser, en premier lieu, les membres de l'immense famille royale avait été arrêtée peu après son décès. On dit, aujourd'hui, que le prince Dlamini souhaitait la reprendre. Ce pourrait être la vraie raison de sa chute...

PATRICE CLAUDE.

Zimbabwe

Quatre Blancs ont été assassinés au Matabeleland

Un fermier blanc, Eric Stratford, sa femme et deux de leurs petits-enfants ont été tués, dans la nuit du vendredi 18 au samedi 19 mars, au cours de l'attaque, par des dissidents, de leur propriété située dans le Matabeleland, à 150 kilomètres de Bulawayo.

M. Sinclair, président de l'Union des fermiers, a aussitôt demandé de nouvelles dispositions urgentes pour assurer la protection des quelque cinq mille fermiers blancs du Zimbabwe, notamment de ceux installés au Matabeleland, où ils sont devenus la cible des dissidents qui se réclament de M. Nkomo. Ce dernier, réfugié à Londres, a dénoncé ce nouvel assassinat.

Une trentaine de fermiers blancs et de membres de leurs familles ont été enlevés ou assassinés au Matabeleland depuis l'éviction du gouvernement de M. Nkomo, en février 1982. — *(A.F.P., Reuter.)*

EUROPE

Grèce

L'éditeur du journal de droite « Vradyni » a été assassiné

Le propriétaire-éditeur du journal *Vradyni* (droite), M. George Athanassiadès, également président de l'Association des directeurs de journaux athéniens et président du Comité olympique grec, a été assassiné, samedi soir 18 mars, à coups de revolver dans son bureau, à Athènes. Un employé du journal a été grièvement blessé par l'assassin, qui a pris la fuite.

***Vradyni*, qui tire à 40 000 exemplaires, était devenu après les élections d'octobre 1981 extrêmement critique pour le gouvernement socialiste de M. Papandréou. Mais il avait vivement attaqué le régime des colonels et publié, à cette époque, des documents sur les tortures.**

Crime politique ou crapuleux ?

De notre correspondant

Athènes. — Président de l'Union des propriétaires de quotidiens athéniens et du Comité olympique grec, M. George Athanassiadès bénéficiait de l'estime générale. Personnalité de la droite classique et libérale, il avait récemment participé à une « table ronde » organisée par la télévision sur les problèmes cruciaux qu'affronte actuellement la presse de ce pays. Son assassinat plonge le monde politique dans la consternation et l'opinion dans la perplexité.

A droite, certains n'hésitent pas à soutenir qu'il s'agit d'un crime politique prémédité. Ainsi, l'éditeur du journal du soir *Vradyni* fondé en 1923, qui mène de vigoureuses campagnes contre le pouvoir socialiste, serait tombé victime du climat fiévreux entretenu par des polémiques par trop exacerbées. Or, pour l'instant, aucun élément concret ne permet de soutenir la thèse du crime politique plutôt que celle du crime crapuleux.

En revanche, et en attendant des éléments d'appréciation plus précis, il est permis d'avancer que cet assassinat se situe dans un climat politique pour le moins tendu. L'orientation générale du gouvernement, sa politique économique, les conflits sociaux et l'épineuse question des bases américaines donnent lieu à des controverses acerbes et, depuis quelques semaines, les Grecs vivent sur leurs nerfs. D'autre part, le remue-ménage du 26 février dernier (*le Monde* du 1er mars) a amené une bonne partie de la population à se demander ce qui s'est réellement passé ou aurait pu se passer, dans ces groupes militaires où un complot paraît bien avoir été éventé et déjoué. La spectaculaire et tumultueuse mobilisation des partis de gauche le dimanche 27 février, a incité des représentants de la droite et du centre à se demander dans quelle direction s'orienterait une éventuelle tentative de déstabilisation politique.

Enfin, et sur un autre plan, l'assassinat d'un des grands patrons de la presse s'inscrit dans un contexte d'insécurité qui préoccupe de plus en plus les Grecs. Ces derniers sont troublés par une poussée de criminalité sans précédent. Les vols, cambriolages et agressions sont de plus en plus nombreux. Cependant, le banditisme se situe au plus bas degré de la violence et le mini-terrorisme de ces dernières années n'est pas allé jusqu'à l'assassinat de personnalités politiques. C'est pourquoi le meurtre de M. George Athanassiadès suscite une grande émotion et pose des questions d'autant plus irritantes qu'à moins de voir la police arrêter l'assassin, elles risquent fort de rester sans réponse.

MARC MARCEAU.

Pologne

M. Walesa a conféré avec plusieurs anciens dirigeants de Solidarité

M. Walesa a conféré, samedi 19 mars à Varsovie, avec plusieurs des anciens dirigeants de Solidarité. Cette rencontre, la première de ce type depuis la libération, en novembre, du président du syndicat dissous, a été organisée à la faveur d'un déplacement dans la capitale de M. Walesa, officiellement venu de Gdansk pour présenter ses vœux au cardinal Glemp à l'occasion de sa fête, la Saint-Jozef.

C'était la seconde fois depuis novembre que M. Walesa rencontrait le primat. La teneur de l'entretien (vingt-cinq minutes environ) est restée secrète mais il a très certainement porté sur la visite que le pape doit en principe faire en Pologne en juin. Présenté comme certain tant par la hiérarchie catholique que par les autorités, ce voyage qui devait être annoncé il y a dix jours au Vatican ne l'a toujours pas été en raison, semble-t-il, de divergences entre l'Église et le pouvoir sur son programme. Seconde difficulté : les autorités attendent des évêques qu'ils appellent la population au calme et cette exigence se heurte aussi bien à la persistance des manifestations qu'à la volonté, exprimée le 9 mars, de M. Walesa de se montrer désormais *« plus ferme »*.

Dans une interview au quotidien autrichien *Die Presse*, le dirigeant syndical vient de prôner de nouvelles formes de protestations pacifiques et ponctuelles (comme le refus de paiement des redevances de télévision et le boycottage de certains produits), tout en déclarant qu'il souhaitait rencontrer le pape au cours de sa visite dont il ferait *« tout ce qui est en son pouvoir »* pour qu'elle puisse avoir lieu.

Autrement dit, les anciens dirigeants de Solidarité entendent essayer de peser dans le marchandage en cours entre le primat et le général Jaruzelski sur le voyage pontifical, et c'est sans doute dans ce cadre qu'il faut replacer leurs conversations de samedi. Apparemment tolérées par les autorités, qui auraient pu les interrompre si ce n'est les prévenir, elles ont eu lieu successivement au domicile d'un des avocats du syndicat, Me Sila-Nowicki, puis à l'église Saint-Martin, la paroisse la plus « engagée » de Varsovie. Elles ont en tout duré près de cinq heures.

Les autorités ont de leur côté fait savoir dimanche qu'elles avaient accordé la libération conditionnelle à 244 des 268 détenus politiques dont les dossiers de demmande de grâce ont été examinés.

● *Fred Rose, le seul député communiste* de l'histoire du Parlement canadien, reconnu coupable d'espionnage au profit de l'Union soviétique en 1947, est mort à Varsovie à l'âge de soixante-seize ans, a annoncé jeudi 17 mars sa veuve. Né en 1907 en Pologne, il avait émigré à l'âge de neuf ans au Canada, où il avait été élu au Parlement en 1943. Dénoncé comme espion par un jeune employé de l'ambassade d'U.R.S.S. à Ottawa, qui était passé à l'Ouest, il avait été arrêté en 1946 et condamné un an plus tard avant de se réfugier en Pologne où il avait été accrédité en 1970 comme correspondant du journal communiste *Tribune*. — *(A.P.)*

Depuis 39 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce
En vente partout 3 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS - Tél. (1) 806-30-30

LA BIERE
est le premier produit de consommation de l'Afrique.
Et tout ce qui la touche de près ou de loin marche bien !
SPECIAL ENERGIE
PETROLE : à qui profite la baisse ?
NUCLEAIRE : chimère ou réalité pour l'Afrique ?
afrique ÉCONOMIE
N° 18 VIENT DE PARAITRE
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CHEVEUX A PROBLÈMES
PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :
● pellicules, dépôts graisseux, cheveux secs, cassants ;
● démangeaisons, etc.
Il importe que les cheveux restent sains.
APPELEZ SANS TARDER :
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP
75001 PARIS
4, rue Castiglione
(1) 260-38-84
Bordeaux (48-06-34) - Brest - Grenoble (49-21-41) - Lille (51-24-19) - Limoges (34-15-20) - Lyon (838-06-76) - Marseille (48-29-97) - Montpellier - Mulhouse (45-80-88) - Nancy (332-91-88) - Nantes (48-74-57) - Reims (88-65-74) - Rennes (30-16-88) - Rouen (73-08-22) - Saint-Etienne (38-10-76) - Toulon (93-55-30) - Toulouse (23-29-84).
Pour les calvitues avancées, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Entretien toutes marques.
PROTHÈSE BRIDGECAP

EUROPE

Grande-Bretagne

Les protestations se multiplient après le renvoi d'un réfugié en Roumanie

DANIEL VERNET





EUROPE

Grande-Bretagne

Les protestations se multiplient après le renvoi d'un réfugié en Roumanie

(De notre correspondant)

Londres. – Les protestations s'amplifient en Grande-Bretagne contre l'expulsion, le mercredi 16 mars, d'un ressortissant roumain, M. Stanco Papusoiu (*le Monde* du 18 mars).

Des parlementaires, appartenant à toutes les formations politiques, y compris des conservateurs partisans d'un durcissement des lois sur l'immigration, des organisations, comme Amnesty International et l'Association Grande-Bretagne - Roumanie s'élèvent contre ce que le *Times* a appelé « *une expulsion cruelle* ».

Le ministère de l'intérieur a jeté « *la honte sur ce pays* [et] *humilié non seulement le gouvernement mais la réputation internationale de la Grande-Bretagne* » écrit de son côté l'*Observer*.

La décision de refuser l'asile politique à M. Papusoiu et de le renvoyer dans son pays semble avoir été prise par un responsable du ministère de l'intérieur, sans que le secrétaire d'Etat au Home Office, M. Whitelaw, ait été averti en temps utile.

L'histoire de M. Papusoiu était, il est vrai, passablement embrouillée. Entré illégalement en Angleterre en avril 1982, il a fait des déclarations contradictoires aux officiers d'émigration.

Il a d'abord déclaré qu'il avait fui son pays parce qu'il ne pouvait plus supporter de travailler dix heures par jour et de faire la queue dans les magasins. Ce n'est qu'après plusieurs interrogatoires qu'il a mentionné neuf ans passés en prison au cours des onze dernières années à la suite de six tentatives pour quitter clandestinement la Roumanie.

Selon l'*Observer*, M. Papusoiu portait, en arrivant en Angleterre, des traces de coups dues aux sévices subis dans les prisons roumaines. Mais il aurait été aussi battu dans un camp de transit britannique.

Toujours est-il qu'il est resté plusieurs mois en détention en Grande-Bretagne avant d'être découvert, par hasard, par un autre citoyen d'origine roumaine.

La crédibilité de M. Papusoiu a été mise en cause quand l'ambassade de Roumanie à Londres, interrogée par les autorités britanniques, a déclaré qu'il n'était pas de nationalité roumaine.

Le fait d'entrer en contact avec la représentation d'un pays totalitaire à propos d'un réfugié demandant l'asile politique est sans précédent dans les annales britanniques.

L'Association Grande-Bretagne-Roumanie est convaincue de la sincérité des déclarations de M. Papusoiu.

Elle estime parfaitement possible que ce dernier ait été déchu de sa nationalité quelque temps après sa fuite de Roumanie.

Elle explique d'autre part ses déclarations contradictoires par les difficultés d'un étranger d'éducation modeste et ne parlant pas l'anglais à répondre aux enquêtes officielles.

Le ministère de l'intérieur a conclu que M. Papusoiu pouvait fort bien être un simulateur et qu'il était en tout cas à ranger dans la catégorie des « *immigrants économiques* » qui n'ont donc pas les mêmes droits que les dissidents reconnus.

Toutefois, ces considérations n'expliquent pas pouquoi M. Papusoiu a été renvoyé directement en Roumanie, où il risque à nouveau une peine d'emprisonnement, au lieu d'être expulsé vers le pays de son choix.

Le ministère de l'intérieur affirme que Bucarest était la destination « *la plus commode* » afin d'éviter que les réfugiés ne soient « *renvoyés d'un pays à un autre, alors que nulle part on ne veut les accepter* ».

Plus de cent cinquante mille réfugiés vivent en Grande-Bretagne. A la suite de l'instauration de l'état de guerre en Pologne, les autorités britanniques ont accepté plusieurs milliers de Polonais.

Elles ont annoncé que dorénavant, elles n'accorderaient des permis de séjour que cas par cas. M. Papusoiu n'a-t-il pas été renvoyé dans son pays « *pour l'exemple* » ?

DANIEL VERNET.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

DES « HOMMES DU PRÉSIDENT » IMPLIQUÉS DANS DES AFFAIRES DOUTEUSES

La crédibilité de l'équipe Reagan est en baisse

De notre correspondant

Washington. – Ce ne sont pas ses adversaires qui causent le plus de souci à M. Reagan en ce moment, mais ses propres collaborateurs. Plusieurs d'entre eux viennent de se distinguer par un comportement douteux qui rejaillit sur l'image du président et sur la crédibilité de sa politique.

L'affaire la plus importante concerne l'Agence pour la protection de l'environnement, organisme accusé de ne pas faire son travail et même de conclure des arrangements illégaux avec l'industrie privée. Après plusieurs semaines de polémiques, la directrice, Mme Anne Burford, a donné sa démission (*le Monde* du 12 mars). Mais ce départ n'a rien réglé.

Six commissions de la Chambre des représentants, dominées par les démocrates, semblent vouloir mener l'enquête jusqu'au bout. Cela promet des révélations que la presse se fera un plaisir de reproduire, semaine après semaine. Le numéro deux de l'Agence, M. John Hernandez, se trouve déjà sur la sellette. On le soupçonne d'indulgence excessive envers la société Dow Chemical, pollueuse de rivières dans le Michigan...

Une deuxième affaire, plus modeste, a pour acteur un assistant du président pour les affaires de sécurité, M. Thomas Reed. La brusque fortune boursière de cet ancien homme d'affaires trouble le Congrès. Comment a-t-il pu gagner 424 000 dollars, en quarante-huit heures, par une seule – et très modeste – *transaction* ?

« *Le coup de chance* », affirme M. Reed. Mais on le soupçonne d'avoir profité d'informations confidentielles concernant les projets de fusion entre deux grosses sociétés... Homme de confiance du président, après avoir été l'un des « financiers » de sa campagne électorale, M. Reed occupe la vice-présidence d'une commission très importante, chargée par la Maison Blanche d'établir le mode de déploiement du futur missile MX. Se séparer de lui actuellement rendrait ce missile encore plus controversé. On attendra sans doute les conclusions de la commission, le mois prochain, pour renvoyer M. Reed à ses chères affaires.

La troisième histoire est purement politique. Elle concerne indirectement M. Kenneth Adelman, directeur désigné de l'Agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement, qui a déjà du mal à se faire confirmer par le Sénat. Ce diplomate aurait reçu – et implicitement approuvé – un rapport mettant en cause plusieurs membres de la délégation américaine qui négocie à Genève la réduction des armements stratégiques. Le général Rowny, chef de la délégation, les accuserait de chercher « *à tout prix un accord avec Moscou* ». Ces fonctionnaires seraient donc sur une liste noire, en attendant peut-être une purge.

Le général Rowny dément avoir écrit lui-même le rapport, et M. Adelman affirme l'avoir à peine lu. Mais cette affaire ne facilitera pas sa confirmation par le Sénat. Les Soviétiques l'exploitent d'ailleurs déjà à Genève, la présentant comme la preuve que Washington ne veut pas arriver à un accord.

Les embarras de M. Reagan ne sont pas nouveaux. Son conseiller pour les affaires de sécurité, M. Allen, avait dû démissionner pour une affaire dérisoire – et mal élucidée – de pots-de-vin. Des irrégularités financières ou professionnelles passées ont été reprochées à MM. Casey, directeur de la C.I.A. ; Donovan, secrétaire au travail ; Smith, attorney général ; sans compter les ennuis politiques : en 1981, le directeur du budget, M. David Stocman avait trouvé le moyen de confier à un journaliste ses doutes sur... l'orientation budgétaire.

Dans d'autres pays, beaucoup de ces affaires seraient passées inaperçues. Mais, aux Etats-Unis, la presse est constamment à l'affût. Les « fuites » sont incessantes, en raison de rivalités personnelles dans l'administration, de divergences politiques ou, tout simplement, d'une absence du sens de l'État.

M. Reagan est partiellement responsable de ce phénomène. Il a mal choisi un grand nombre de ses collaborateurs. Ce sont soit de vieux amis, soit des conservateurs « sûrs », souvent sans aucune expérience gouvernementale et avec un passé de businessmen pas toujours exempt de péchés.

Or le président est très fidèle en amitié. Son âge ne l'incite d'ailleurs pas à changer d'entourage. Pour qu'un collaborateur soit congédié, il faut vraiment qu'il ait dépassé les bornes du supportable ou soit devenu une véritable gêne politique.

Les nouvelles « *affaires* » tombent à un mauvais moment. Pour affronter le Congrès sur des questions aussi délicates que le Salvador, le budget militaire et le missile MX, M. Reagan a besoin d'une équipe solide, cohérente, inspirant confiance. Les « affaires » non seulement diminuent cette crédibilité, mais masquent, dans la presse, l'amélioration de la conjoncture économique. Le dernier sondage de *Time* montre que la popularité du président a baissé, alors même que la reprise s'installait. Seuls 46 % des personnes interrogées déclarent avoir confiance dans les capacités de M. Reagan. C'est le plus mauvais score de sa présidence.

ROBERT SOLÉ.

LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE

Les combats prendraient de l'ampleur au Nicaragua entre sandinistes et somozistes infiltrés

La situation est tendue au Nicaragua, où les autorités sandinistes ont envoyé des renforts de troupe dans les départements de Jinotega et de Matagalpa, près de la frontière du Honduras, où les incursions des somozistes semblent plus nombreuses et effectuées avec une détermination accrue.

Près de trois mille somozistes seraient engagés dans des combats sérieux contre les forces gouvernementales. Une personnalité proche du gouvernement a fait état de parachutages d'unités somozistes dans la région.

Les autorités ont cependant démenti, dimanche 20 mars, à Managua, que des villes du Nord-Est avaient été occupées par les assaillants. Mais des séries de consultations ont eu lieu toute la journée entre responsables gouvernementaux pour analyser ce qui est qualifié d'« *escalade agressive de l'impérialisme contre le territoire national* ». A Grenade, la petite île antillaise dont le gouvernement est procubain, toutes les forces militaires ont été mobilisées dimanche, et les autorités ont réaffirmé la solidarité de Grenade avec le Nicaragua.

● *Au Guatemala*, le général Rios Montt, chef de l'État, a réaffirmé dimanche son offre d'amnistie à la guérilla et rappelé que l'état d'urgence sera levé le 23 mars. Le Congrès des juristes guatémaltèques, réuni à Antigua, a recommandé la suppression des tribunaux spéciaux, qui ont prononcé de nouvelles condamnations à mort samedi. Le général Rios Montt estime, quant à lui, que ces tribunaux sont « *nécessaires* ».

● *A San-Salvador*, où les partis préparent les élections qui doivent avoir lieu en décembre, on a annoncé, dimanche 20 mars, que M. Deane Hinton, ambassadeur des États-Unis, pourrait quitter son poste dans le courant de l'année. C'est M. John Negroponte, actuel ambassadeur américain au Honduras, qui pourrait succéder à M. Deane Hinton, selon l'hebdomadaire *Newsweek*.

Selon le *New York Times* du dimanche 20 mars, les Etats-Unis ont établi ces deux dernières années un important réseau de renseignements en Amérique centrale, pour surveiller les activités de la guérilla au Salvador et son ravitaillement en armes.

Citant des responsables gouvernementaux anonymes, le journal souligne que le nombre des techniciens et agents de renseignements, dans la région, est nettement supérieur à celui des conseillers militaires américains, dont le nombre est fixé, pour le moment, à cinquante-cinq.

Le *New York Times* précise que le nombre exact des agents de renseignement américains au Salvador n'est pas connu. Certains responsables l'estiment supérieur à cent cinquante. Les activités des services de renseignement comportent, en particulier, l'infiltration d'agents au Nicaragua et le survol à basse altitude par des avions de reconnaissance de zones contrôlées par la guérilla au Salvador.

Le réseau a, toujours selon le journal, fourni aux responsables américains un tableau précis des livraisons d'armes à la guérilla par Cuba et l'U.R.S.S., ainsi que des informations détaillées sur ses plans et opérations.

Mais, affirme le *New York Times*, l'armée salvadorienne n'exploite pas toujours ces informations et a été incapable de tirer profit d'informations détaillées sur une offensive de la guérilla en janvier dernier. La plupart des armes fournies à la guérilla, provenant essentiellement de stocks américains abandonnés au Vietnam, seraient envoyées d'U.R.S.S. à Cuba et transportées par mer jusqu'au port nicaraguayen de Bluefields.

Ces stocks, surtout des armes légères et des munitions, arrivent au Salvador soit par route, via le Honduras, soit par des petits avions. La voie maritime du Nicaragua au Salvador par le golfe de Fonseca aurait été pratiquement abandonnée à cause de l'activité de patrouilleurs salvadoriens, ajoute le quotidien. – *(A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)*

Haïti

LES CENDRES DE TOUSSAINT LOUVERTURE SERAIENT TRANSFÉRÉES A PORT-AU-PRINCE

Les cendres de François Toussaint-Louverture, premier président de la République noire d'Haïti, proclamée en 1800, seraient transférées prochainement de France en Haïti, à l'occasion de l'inauguration d'un Panthéon national à Port-au-Prince, apprend-on de source bien informée.

L'inauguration de ce monument est normalement programmée pour le 7 avril. M. Jean-Claude Duvalier, « président à vie » de la République d'Haïti, aurait l'intention de célébrer en grande pompe cet évènement.

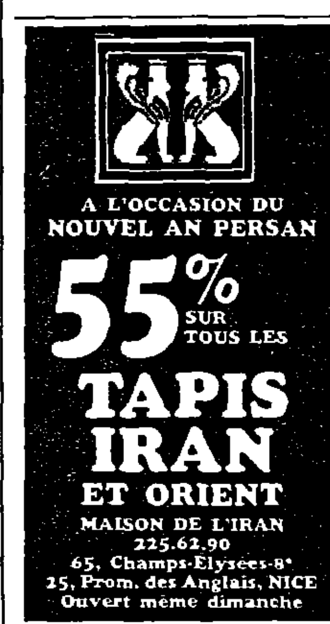
Toussaint-Louverture, né esclave en 1743 à Saint-Domingue et employé comme cocher, a été un des chefs de la révolte des Noirs en 1791.

Après avoir combattu dans les rangs espagnols contre les Français, il s'est rallié à la France révolutionnaire, qui venait d'abolir l'esclavage en 1794. Il a contribué à refouler de l'île Espagnols et Anglais (1795-1798) et fut promu général de brigade et commandant en chef des troupes.

En 1800, il proclama l'indépendance complète de l'île et devint président de la nouvelle République.

Bonaparte envoya alors contre lui le général Leclerc à la tête d'un corps de vingt mille hommes et Toussaint dut capituler après la défense héroïque de la forteresse de Crête-à-Pierrot (1802).

Arrêté pour trahison, il fut déporté en France et enfermé au fort de Joux, près de Pontarlier (Jura). Il y est mort le 27 avril 1803 et y a été enterré.



(Publicité)

LANGUAGE STUDIES

PARIS – LONDRES – BERKELEY – MADRID

APPRENEZ LA LANGUE DANS LE PAYS D'ORIGINE
COURS INTENSIFS POUR ADULTES
COURS SPECIAUX POUR HOMMES D'AFFAIRES

Appelez-nous : (1) 260-53-70 ou renvoyez le coupon au 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS

Nom, prénom ....
Adresse ....
Profession .... *Téléphone* ....
désire recevoir, sans engagement, une documentation complète sur les cours de langues.

DIPLOMATIE

● RECTIFICATIF. – Une coquille nous a fait écrire dans *le Monde* du 18 mars, à propos de la présentation des lettres de créance du nouvel ambassadeur laotien à Paris, M. Bodhisane, que ce dernier avait travaillé depuis l'an dernier au « ministère bastion des affaires étrangères). Il s'agissait du « *ministère laotien des affaires étrangères* ».



PARIS-MADRID EN AIRBUS

RAPIDE : 2 ALLER-RETOUR PAR JOUR EN 1 H 50
LUXUEUX EN PREMIERE CLASSE
TRADITIONNEL EN CLASSE TOURISTE

A partir du 27 mars.

Départs d'Orly-Sud : 12 h 05 et 20 h 15.
Départs de Madrid : 9 h 15 et 17 h 25.

Consultez votre agence de voyages ou le service réservations d'IBERIA, tél. - 723.00.23.

IBERIA

TIRAGES DIAPOS
EN 13×18 OU 18×24 · RECADRAGE · CORRECTIONS
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12e ☎ 347.21.32



A CONFIGURATION ÉQUIVALENTE, JUGEZ UN MICRO A SON SENS DE L'ÉCONOMIE.



On s'accorde à reconnaître à l'écureuil un extraordinaire sens de l'économie. C'est sans doute la qualité qui lui permit de survivre à tous les bouleversements écologiques. Cette qualité, le Victor S1 la possède au plus haut point.

Car le S1, à puissance égale, reste un des micro-ordinateurs les plus économiques du marché.

Jugez plutôt : pour 29.900 F HT, la version de base du S1 est livrée complète avec l'écran haute définition, l'unité centrale avec interfaces de communication, le clavier AZERTY et les deux systèmes d'exploitation les plus répandus dans le monde de la micro-informatique : CP/M 86[R] de Digital Research et MS/DOS[R] de Microsoft. Et pour ce prix vous disposerez d'une mémoire d'éléphant puisque la version de base du S1 comporte 128 ko de mémoire centrale et deux fois 600 ko en mémoire de masse sur disquettes. Une version double face porte la capacité mémoire du S1 à deux fois 1,2 Mo sans nuire à son sens de l'économie puisqu'elle ne vous coûtera que 36.400 F HT.

Et si vous voulez disposer de la mémoire d'un troupeau d'éléphants, la version disque dur interne du S1 dispose pour 45.000 F HT, de 10,6 Mo sur disque dur Winchester plus 1,2 Mo sur disquette.

Alors regardez, comparez, et vous verrez que le S1 est le plus puissant pour le même prix.

Et ça, vous n'aurez pas besoin d'un micro pour vous en apercevoir.

MS/DOS et Multiplan sont des marques déposées de Microsoft, CP/M86 est une marque déposée de Digital Research.

Je désire recevoir de la documentation gratuite sur le S1 en renvoyant ce bon à Victor Technologies : 28, rue Jean-Jaurès - 92800 PUTEAUX - (1) 773.85.64.

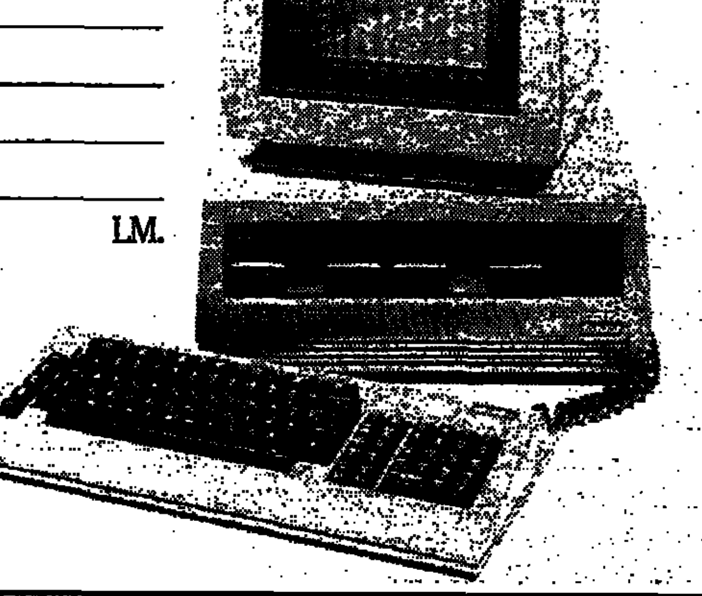
Nom : ______ Société : ______

Fonction : ______ Adresse : ______

Application : ______

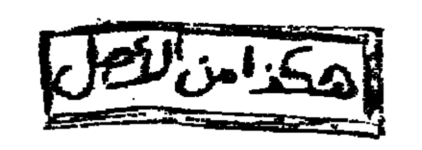
Tél. : ______

LM.



VICTOR TECHNOLOGIES

UNE ÈRE NOUVELLE DANS LA MICRO-INFORMATIQUE.



Le Monde

politique

Les réunions de Bruxelles et leurs incidences en France

Le rajustement monétaire ne sera qu'une étape avant un assainissement complet, *déclare M. Pierre Mauroy*

M. Pierre Mauroy a été réélu, dimanche matin 20 mars, maire de Lille. Le premier ministre a profité de cette occasion pour introduire dans son discours de circonstance quelques commentaires sur les négociations monétaires et leurs conséquences prévisibles. Il a d'abord réaffirmé la volonté du gouvernement *de parvenir à un accord dans le cadre du* système monétaire européen. Sur le fond, la position de M. Mauroy ne varie pas.

En mai 1981 déjà, le premier ministre partageait le point de vue de M. Jacques Delors favorable à une défense de la monnaie à l'intérieur du S.M.E., alors que d'autres socialistes, notamment M. Michel Rocard, *préconisaient de laisser* flotter le franc. Dans le contexte actuel, cette réaffirmation traduit néanmoins une évolution dans la mesure où M. Mauroy admet implicitement l'éventualité d'une nouvelle dévaluation du franc, alors qu'il l'avait rejetée « *complètement* » avant les élections municipales.

M. Mauroy a ensuite souligné qu'en toute hypothèse *un rajustement monétaire ne constituerait* qu' *« une étape avant un assainissement complet »*. Ce qui accrédite l'idée que la politique dite de rigueur pourrait être accentuée.

Enfin, M. Mauroy a exprimé à nouveau sa conviction selon laquelle la poursuite de cette politique doit s'inspirer d'une *logique économique* privilégiant l' *« homme »* et la *« croissance »*.

Par ces propos, le premier ministre a voulu résumer l'enjeu des débats en cours, à Bruxelles mais également à Paris, au sommet de l'exécutif, au sein du gouvernement – comme au printemps 1981 – et à la direction du P.S.

En recourant délibérément à l'emploi d'un article indéfini pour ajouter que cette nouvelle phase de l'action de la gauche devra être conduite par « un gouvernement » – un gouvernement indéterminé, donc un autre, avec ou sans lui... – M. Mauroy a tenu aussi à expliciter – si l'on ose dire – que la question du remaniement, ou du changement, du gouvernement appartient au seul président de la *République. Pour l'instant,* le *premier ministre* n'est pas démissionnaire, indiquait-on dimanche soir dans son entourage.

A l'Hôtel Matignon, on s'emploie d'ailleurs à dissiper l'impression de désaccord entre le premier ministre et le président de la République qu'avait suscitée la chronologie des événements de la semaine *dernière. Cette impression était née après* que M. Mauroy eut demandé, selon l'Elysée, un délai de réflexion à M. Mitterrand, qui lui aurait proposé, dès le lundi 14 mars, de rester à la tête du gouvernement, quelles que soient les conclusions des négociations monétaires et leurs incidences sur la politique économique française.

Au 57, rue de Varenne, on préférait souligner, dimanche soir, que M. Mauroy ne refuserait certainement pas de conserver sa charge si M. Mitterrand jugeait opportun son maintien à la direction des affaires du pays. En revanche, on excluait, en invoquant l'esprit des institutions de la V[e] République, toute rupture entre les deux hommes. On n'allait pas, toutefois, jusqu'à exclure totalement une séparation *par consentement mutuel*.

A l'Hôtel Matignon aussi, plusieurs précautions valent mieux qu'une.

ALAIN ROLLAT.

Lors de la séance d'installation du *nouveau conseil municipal de Lille,* dimanche matin 20 mars, M. Pierre Mauroy a notamment déclaré : *« Nous ne pouvons nous permettre d'abandonner la politique de rigueur dans laquelle nous sommes engagés. Non seulement nous devons rester fidèles à cette règle de la rigueur, mais encore nous devons l'appliquer avec un soin tout particulier. Il faut réaménager les parités des différentes monnaies européennes. Il s'agit là d'une mesure technique inévitable dès lors qu'une spéculation aussi massive se développe entre le dollar et le mark. Il m'apparaît à cet égard indispensable que nos alliés américains se posent sérieusement le problème des relations entre leur monnaie et l'unité de compte européenne, l'ECU.*

» Si nous laissons subsister le désordre actuel, les mouvements du dollar ne cesseront de perturber le bon fonctionnement du système monétaire européen, qui est l'un des outils indispensables de la construction européenne. Cela ne nous semble pas acceptable.

» Mais il est vrai que le réaménagement des parités monétaires européennes n'est pas seulement le résultat de cette spéculation internationale. Nous devons tous avoir conscience que, aussi longtemps que le rythme de l'inflation sera, en France, supérieur à celui de nos principaux partenaires – et d'abord de la République fédérale d'Allemagne, – notre monnaie sera menacée. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a décidé d'engager une lutte implacable contre l'inflation.

« Surmonter les revendications particulières »

» Quand je suis arrivé à la tête du gouvernement, en mai 1981, l'inflation était en France de 13,7 %. Mais elle était sur une pente de 14 à 14,5 %. Dans le même temps, l'inflation avait commencé à baisser chez nos partenaires. La France était donc en retard en mai 1981. Et dans les sept années précédentes, elle avait été amenée à sortir à deux reprises du S.M.E. Le principal acquis de la politique de lutte contre l'inflation menée par le gouvernement, c'est justement d'avoir réussi à diminuer notre différentiel d'inflation. L'inflation a baissé plus vite en France que chez nos principaux partenaires !

» C'est pourquoi, compte tenu de cette réalité, compte tenu de nos acquis, compte tenu de l'ampleur de l'effort que nous avons engagé, compte tenu enfin de la détermination qui est la nôtre de poursuivre dans cette voie, le représentant du gouvernement de la gauche peut parler à Bruxelles la tête haute.

» Entre 1981 et 1982, notre inflation a diminué de 4 points, alors qu'elle n'a baissé que de 2 points chez nos huit principaux partenaires commerciaux. Notre différentiel a donc diminué de 2 points !

» Avec l'Allemagne, dont l'inflation est passée de 6,3 à 4,6 % de 1981 à 1982, notre différentiel a diminué encore plus nettement puisqu'il a baissé de 2,6 points.

» En dépit de ces bons résultats, l'écart demeure excessif. Nous devons donc redoubler d'efforts. Dès cette année, nous devons ramener notre inflation à 8 % au maximum. C'est l'engagement que le gouvernement a pris lors de la sortie de la période de blocage des prix et des revenus. C'est sur cette base qu'ont été signés les accords salariaux pour cette année. Il faut non seulement atteindre cet objectif mais encore nous mettre ensuite, et le plus rapidement possible, sur une pente de 4 à 5 % d'inflation pour 1984.

» Si cette politique est menée à son terme, le réaménagement des parités monétaires actuellement en cours de négociation ne sera qu'une étape à franchir avant un assainissement complet sur le plan économique et monétaire. Ce n'est que si nous n'avions pas cette volonté de poursuivre notre effort que le réajustement en cours serait un recul.

» Voilà pourquoi le pays rassemblé, le pays uni dans un seul et même effort doit remporter cette victoire sur lui-même et débarrasser enfin la France de cette faiblesse permanente qu'est son inflation excessive.

» Oui, j'appelle les Français à l'effort !

» Je demande à toutes les Françaises et à tous les Français de surmonter leurs revendications particulières et de se grouper derrière le président de la République pour que, tous ensemble, nous gagnions cette grande bataille du renouveau économique de la France.

» C'est par un effort collectif justement réparti, c'est par la mobilisation de toutes les forces du pays que nous réussirons.

» Ensemble, depuis deux ans, nous avons déjà fait beaucoup. Beaucoup pour la justice sociale. Beaucoup pour la remise en activités de notre économie.

» Déjà la France est le seul des grands pays industrialisés à être parvenu à stabiliser le chômage. Déjà nous avons su obtenir un taux de croissance supérieur à celui de nos partenaires. C'est cela notre logique. Toujours nous privilégierons l'homme, nous privilégierons la croissance. Sur la base de ces premiers résultats, conformément aux orientations du président de la République, il nous faut poursuivre dans la rigueur et la justice. A Paris, un gouvernement aura à conduire cette action. A Lille, parallèlement, un conseil municipal aura à appliquer avec sérénité, durant ces six prochaines années, les cent quatre-vingt-sept propositions du programme que les Lillois ont retenu le 13 mars dernier. »

● *M. Jean Poperen,* membre du secrétariat national du P.S., a déclaré, dimanche 20 mars, au « Club de la presse » d'Europe 1 : « *Nous ne croyons pas qu'il puisse y avoir d'avenir assuré hors de l'effort européen (...). Il y a à l'heure actuelle crise de l'Europe (...). Si nous nous trouvons, devant ce qu'il faudra considérer comme un ultimatum – mettre* [la France] *à genoux, – la question se posera de savoir si l'on peut continuer ce jeu dans lequel l'Europe ne gagnerait pas et la France perdrait. Car je ne crois pas que l'Europe gagnerait contre la France.* »

La démission de M. Michel Jobert

M. Michel Jobert, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur, a annoncé, dimanche 20 mars, en fin de matinée, sa décision de quitter le gouvernement en rendant public le communiqué suivant :

« *J'ai attendu que se clôture la négociation monétaire de Bruxelles, pour rendre publique ma démission du gouvernement,* intervenue le 17 mars.

N'ayant rien demandé, j'avais accepté les responsabilités gouvernementales en 1981, de la même façon que j'avais soutenu, dès avant l'élection présidentielle, M. François Mitterrand, afin que l'alternance devienne une réalité dans nos institutions. J'ai indiqué, le 17 mars, au président de la République, *une fois encore, que les fonctions qui m'ont été confiées n'ont jamais répondu aux nécessités d'une action* cohérente et efficace et je l'ai par conséquent prié, dans ces jours où il se préoccupe de redéfinir l'organisation gouvernementale, d'accepter ma démission d'un poste aussi mal défini. »

M. Jobert nous a précisé dimanche soir qu'il n'a reçu aucune réponse du président de la République à sa lettre du 17 mars.

Ponce Pilate ? Non « jobertiste »

Cet homme est une énigme. Peut-être plus encore pour ceux qui ont essayé de le comprendre. M. Michel Jobert quitte le gouvernement. Il s'en va comme il était venu, de façon insolite, apparemment indifférent au contexte politique de son départ, fidèle en fait *à sa propre logique interne, cohérent* avec lui-même. Rien qu'avec lui-même. La démission du ministre du commerce extérieur a surpris. Elle va être, elle est déjà, sévèrement jugée par tous ceux pour qui elle apparaît comme la manifestation d'un homme avant tout soucieux de sa propre trajectoire, de son image.

Les faits ne plaident pas en faveur de ce départ : M. Jobert s'en va et *choisit de le faire au moment* où le gouvernement français affronte presque seul ses partenaires européens dans une négociation monétaire aléatoire, au lendemain d'élections municipales qui lui ont été défavorables, à quelques jours d'un remaniement ministériel qui est censé tenir compte de cet « avertissement » donné par les électeurs.

M. Jobert ne peut pas ignorer *qu'en agissant ainsi il choisit un* moment où le pouvoir qu'il a soutenu depuis le 10 mai 1981 est attaqué, affaibli. Ce faisant, il doit savoir aussi qu'il porte un mauvais coup à l'homme auquel il s'est rallié dès avant le premier tour de l'élection présidentielle, M. François Mitterrand, et à qui, à bien des égards, il ressemble tant.

Secret comme lui, c'est un personnage à « clés ». Rares sont *ceux qui peuvent être sûrs,* après une conversation avec l'un ou l'autre, d'avoir parfaitement interprété la volonté de leur interlocuteur. Parce qu'il n'y a pas de « grille de décriptage ». M. Mitterrand ressentira probablement le départ de son ministre du commerce extérieur, au-delà des aspects de conjoncture politique, comme une geste inamical, et d'ingratitude. Tout comme M. Jobert pense certainement que le pouvoir, voire M. Mitterrand lui-même, s'est montré ingrat envers lui.

Sentimental au point de paraître parfois écorché vif, soucieux des marques de considération qu'il estime être en droit d'attendre d'autrui, M. Jobert n'a sans doute pas compris qu'en entrant *au gouvernement il devait entrer* dans une autre logique. Il ne s'y est jamais résolu.

Il s'en va donc, sourd au fracas du temps, bercé par sa musique, légitimé par avance par l'idée qu'il se fait de l'« intérêt national ». Voilà au moins une certitude : l'ancien ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou s'est toujours évertué à replacer ses faits et gestes dans le jugement de *l'histoire, convaincu que* celle-ci, au bout du compte, lui donnera raison. Indifférent – au risque de paraître méprisant – aux commentaires du sérail politique, il en tire, au contraire, une nouvelle ardeur et donne l'impression de se nourrir de l'incompréhension qu'il suscite.

Ponce Pilate ? Non, « jobertiste » ! Le président du Mouvement des démocrates est sans doute intimement persuadé que son geste entre dans une filiation *gaullienne. Les gaullistes, ou,* plus exactement, les « chiraquiens », vont avoir une nouvelle occasion de vilipender celui qu'ils considèrent comme un traître pour avoir rallié la gauche. Homme de gauche, M. Michel Jobert ? Non, jobertiste. Ce qui ne veut pas dire opportuniste.

C'est en effet en octobre 1976, à Marseille, lors des deuxièmes assises du Mouvement des démocrates, que, pour la première fois, *l'ancien secrétaire général* de l'Élysée avait donné l'impression de prendre ses distances avec sa famille politique naturelle pour faire mouvement vers les socialistes. Durant tout le septennat de M. Giscard d'Estaing, M. Jobert *s'était fait le portraitiste* cruel des hommes au pouvoir, à la Daumier, avec une prédilection pour le président de la République.

Le centre-gauche

Classé au centre-gauche de l'échiquier politique, M. Jobert est entré dans le gouvernement de M. Mauroy en tant que symbole. Sa présence et celle des radicaux de gauche équilibraient, dans une certaine mesure, celle des ministres communistes. Ministre du commerce extérieur, il s'était vu confier une autre mission par M. Mitterrand, *celle de structurer* ou au moins de fédérer le centre-gauche.

Force est de constater que, sur ce plan, il a échoué. *« Je ne suis pas un papier enduit de poix pour attirer les mouches »,* avait-il déclaré en novembre 1982, signifiant par là que l'on ne pouvait compter sur lui pour se livrer à des négociations qui s'apparentent, de son point de vue, à l'indi*cible vulgarité des querelles partisanes,* des « marchandages ». Le Mouvement des démocrates, fondé à l'automne 1974, n'a pas dépassé le stade de l'esquisse, sans doute parce qu'il n'existait qu'à travers la vision d'un seul homme. Lors des élections municipales, les jobertistes, alliés à la Nouvelle Action royaliste, n'ont obtenu que 0,86 % des suffrages exprimés à Paris.

M. Jobert s'en va, laissant un déficit du commerce extérieur qui est passé de 50 à 93 milliards de *francs de 1981 à 1982, sans que* pour autant personne n'ait jamais songé à lui en faire porter l'entière responsabilité. Le ministre du commerce extérieur donne sa démission, en affirmant que ce n'est pas en raison de divergences politiques sur l'action qui est menée, mais parce qu'il n'a jamais eu les moyens de sa politique. *« Je ne pouvais pas rendre les services que je pensais pouvoir rendre (...). Je souhaite non seulement bonne chance, mais la réussite de ce gouvernement et de celui qui lui succédera »,* a-t-il précisé dimanche soir 20 mars.

L'erreur a sans doute été de croire que cet homme foncièrement atypique pourrait, en donnant l'impression de se « ranger » politiquement, en acceptant de n'être qu'un ministre parmi d'autres – même avec le titre de ministre d'État, – accepter de perdre son identité, cet « *ailleurs » auquel* – il faut au moins lui rendre cette justice – il n'a jamais cessé de se référer.

M. Jobert s'en va. Le symbole est parti. Il sera difficile d'en trouver d'autres. Le ministre du commerce extérieur pense-t-il, s'il peut un instant faire abstraction de ses certitudes, que son geste est « convenable » ?

LAURENT ZECCHINI.

Vingt-deux mois sans attribution

Vingt-deux mois sans que le décret classique en la matière ne fixe ses attributions, tel fut le sort singulier de M. Jobert. Déjà dépourvu de directeur de cabinet de mai 1981 à fin janvier 1982, le sixième ministre du commerce extérieur de la V[e] République n'a pas réussi à se faire attribuer l'autorité qu'il jugeait nécessaire pour *mener à bien* sa mission. Ainsi, son bras séculier, la Direction des relations économiques extérieures (D.R.E.E.) resta rattaché au ministère de l'économie et des finances.

Prisonnier volontaire dans les locaux préfabriqués du quai Branly, M. Jobert se contenta d'écrire, de lancer quelques mots et de voyager, faute de pouvoir définir et appliquer une politique économique extérieure « cohérente et efficace », mais ouverte. Il était dans ce domaine, il est vrai, coincé entre le Quai d'Orsay et la Rue de Rivoli, sans compter les ambitions territoriales des ministères techniques, comme l'agriculture et surtout l'industrie. L'*ancien responsable* des affaires étrangères de Georges Pompidou effectua ainsi une cinquantaine de déplacements à l'étranger, où il put servir les intérêts de la France *grâce notamment à ses amitiés* arabes.

Ministre sans troupe, M. Jobert mit toutefois au point deux trains de mesures, le 23 décembre 1981 et le 20 octobre 1982, qui visent à améliorer les aides à *l'exportation et à renforcer* le contrôle des importations (traduction en français des documents douaniers, indication sur les marchandises du pays d'origine), ce qui lui valut d'être taxé de protectionnisme subtil. Les accusations rebondirent de plus belle avec l'affaire du dédouanement des magnétoscopes à Poitiers, qui permit à M. Jobert de marteler les cerveaux européens en soulignant à Bruxelles la nécessité de faire front contre les Japonais.

Le ministre d'État a aussi fait preuve de pugnacité face aux Américains, heureux, semble-t-il, de retrouver ses adversaires d'antan. A Genève cette fois, lors de la réunion du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Fin novembre 1982, il rameuta les énergies du Vieux Continent pour faire pièce aux of*fensives américaines sur l'agriculture.* La conférence ne fut pas ce qu'elle aurait dû être – un lieu d'examen des pratiques commerciales – mais l'ancien contradic*teur de M. Kissinger avait rompu* quelques lances.

Otage, dans ce ministère en trompe-l'œil qu'est le commerce extérieur – il n'y a pas de pro*blème spécifique des échanges,* mais une mise en question de la politique économique globale – M. Jobert laisse deux outils : un centre d'observation et de prévision créé à l'image du centre d'analyse et de prévision qu'il *fonda en 1974 au Quai d'Orsay* et une sous-direction des importations. Ainsi, celui auquel il fut naguère prêté un destin élyséen fit-il au sein du gouvernement socialiste un séjour *contrarié. Lucide* puisqu'il prédisait au début de 1982 un déficit de 100 milliards de francs, il assista avec une sorte de fatalisme à la réalisation de sa prédiction. A ce titre, sa démission paraît tardive.

M. B.

M. HINTERMANN (P.S.) : manquement à la solidarité

M. Eric Hintermann, président de l'Amicale sociale-démocrate, membre du parti socialiste, écrit, dans sa *Lettre sociale-démocrate,* à propos de la décision de M. Michel Jobert :

« La démission de Michel Jobert, qui manque à la solidarité au moment des difficultés, après avoir fait plus de bons mots qu'il n'a produit de bons chiffres au commerce extérieur, montre bien que le parti socialiste doit occuper lui-même l'espace politique entre le parti communiste et la droite au lieu de rechercher des relais qui se situent ailleurs.

» Il appartient au parti socialiste de s'ouvrir aux Français de sensibilité humaniste et réformiste et de les regrouper lui-même, ce qui rendra bien inutiles les spéculations sur des individualités peu sûres et un centre-gauche flou avec, comme l'a dit un de ses porte-parole « un pied dans chaque camp ». *La loyauté et la discipline sont bien la condition nécessaire au succès de François Mitterrand et de la gauche.* »

Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATELIE

Le film du dimanche

8 h 55. – Dans une dépêche en provenance de Bruxelles, l'A.C.P. annonce, dimanche 20 mars, que M. Jacques Delors vient de déclarer, à 8 h 30, avant la *reprise des négociations : « Cela va aller vite. Il faut absolument terminer avant midi. Des choses importantes vont se passer cet après-midi à Paris et il faut en être. »*

11 h 21. – L'A.F.P. rend publique la démission du ministre d'État, ministre du commerce extérieur, M. Michel Jobert.

11 h 30. – A Lille, devant les conseillers municipaux, M. Mauroy évoque les négociations en cours.

12 h 30. – Entré à l'Elysée par une *porte latérale, M. Mitterrand s'entretient* notamment avec MM. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Fabius, ministre du budget, arrivé au palais au volant d'une 2 C.V.

13 h. – Etat d'« alerte » au *Journal officiel* où toutes les dispositions sont prises pour publier exceptionnellement, dès lundi 21 mars, une série de mesures d'accompagnement en cas de rajustement monétaire impliquant une dévaluation du franc.

15 h 30. – M. Mauroy entre à l'hôtel Matignon par une porte secondaire. Seul son directeur de cabinet, M. Michel Delebarre, entre par la grande porte.

16 h 20. – M. Delors arrive à son tour à l'Elysée pour rendre compte des négociations à *M. Mitterrand. Les* journalistes, nombreux dans la rue du Faubourg-Saint-Honoré, ne sont pas autorisés à entrer dans la cour du palais présidentiel. La police les prie de circuler : *« L'Elysée est fermé le* dimanche, leur dit-on. *Ce n'est pas une maison publique. »*

16 h 44. – M. Delors quitte l'Elysée et se rend à l'hôtel Matignon en faisant un bref arrêt au ministère du travail.

17 h 30. – M. Delors quitte l'hôtel Matignon *pour retourner à l'Elysée.* M. Thierry Pfister, conseiller auprès du premier ministre, interrogé par les journalistes, indique : *« Peut-être que M. Delors est allé chercher une réponse à une question... »* Il ajoute que le premier ministre *« n'a pas remis sa démission et donc celle de son gouvernement. Nous vivons dans l'attente de la conclusion de la négociation,* indique-t-il. *M. Delors a reçu un nouveau mandat de négociation. »*

17 h 55. – Les journalistes sont autorisés à entrer à l'Elysée. Le porte-parole de la présidence, M. Vauzelle, déclare que *« la France aura arrêté sa position lundi en fin de matinée. »* Interrogé sur l'éventualité d'un prochain remaniement, il ajoute : *« Chaque chose en son temps. Le président de la République suit les affaires monétaires. Il doit s'adresser au pays mercredi. Je pense qu'il fera probablement allusion au remaniement, le cas échéant, mercredi. »*

18 h 15. – M. Delors quitte l'Elysée. A propos de son éventuelle nomination à la charge de premier ministre, le ministre répond que ce sujet *« n'est pas à l'ordre du jour »*.



POLITIQUE

LES RÉUNIONS DE BRUXELLES

L'HUMANITÉ : Résorber les gâchis nés des modes de gestion précédents

« *Parce que la France est la seule à avoir stabilisé son chômage*, écrit Martine Bulard dans *l'Humanité* du lundi 21 mars, *la seule à avoir augmenté l'activité de son pays tout en réduisant l'inflation, à préconiser une relance concertée des économies européennes et proposer un programme de développement des pays pauvres, les autorités ouest-allemandes et belges, en particulier, voulaient la faire plier. Cap sur l'austérité, et que personne ne bouge.* »

Martine Bulard souligne que le choix n'est pas entre l'austérité et l'endettement. « *Les directions des groupes nationalisés*, écrit-elle, *les banques publiques, le gouvernement, bien sûr, mais aussi les salariés doivent se mobiliser et travailler activement à résorber les gâchis nés des modes de gestion précédents.* »

Dans *l'Humanité-Dimanche* du 20 mars, Jack Dion écrivait qu'un « *front commun* », réunissant « *les responsables de Bonn, les milieux financiers internationaux, le C.N.P.F., la vraie droite et la fausse gauche* » s'est « *spontanément reformé pour tirer à vue sur la politique française* ». Il ajoutait : « *L'imminence du réajustement des monnaies européennes a été saisi au bond par tous ceux qui rêvent de voir la France dévier de sa route et renier les choix effectués en mai 1981.* »

M. CHABAN-DELMAS : nous n'avons plus les mains libres.

M. Jacques Chaban-Delmas a déclaré, lundi 21 mars, au micro d'Europe 1 : « *Le gouvernement, ce qu'il va devenir, le prochain gouvernement, avec qui, avec quelle politique, tout cela est très dépendant de ce qui se passe à Bruxelles. Nous n'avons plus tout à fait les mains libres. Nous entrons dans une sorte de dépendance à l'égard des autres.* »

Interrogé sur une éventuelle ouverture au centre gauche, l'ancien premier ministre a répondu : « *Vous avez, en France, deux espèces d'hommes et de femmes en matière politique. Ceux qui font reposer leur raisonnement, leur action sur une analyse marxiste et les autres. Tant que vous aurez confusion entre les deux, il sera impossible de sortir la France du guêpier dans lequel elle s'est fourrée.* »

Si les « *marxistes* » partaient, M. Chaban-Delmas ferait « *tout (son) possible pour ne pas (se) contenter, comme aujourd'hui, de surveiller ce qui se passe et d'en souffrir énormément.* » « *Je ferai tout mon possible*, a-t-il ajouté, *pour essayer d'aider d'une manière ou d'une autre.* »

GALERIE DES ORFÈVRES
66, quai des Orfèvres
23, place Dauphine - Paris
Téléphone : 326-81-30
YAN
8 au 26 mars 83

M. CHIRAC : il faut un retournement complet de notre politique économique.

M. Jacques Chirac, qui était, dimanche 20 mars, l'invité de R.M.C., a notamment déclaré : « *Il vaut mieux trouver un accord, même s'il n'est pas très bon au niveau de la dévaluation, constatant l'échec de la politique économique, et ensuite en tirer les conséquences, plutôt que de sortir du S.M.E. et nous isoler de l'Europe.* » (...) « *Si nous sortons du S.M.E., nous restons seuls et cela conduit forcément à une politique protectionniste. Alors, n'oublions jamais que deux travailleurs sur cinq, en gros, en France, travaillent pour l'exportation et que si nous entrons dans une politique protectionniste, automatiquement, il y aura des mesures de retorsion et que cela augmentera le chômage.* » (...) « *Si l'État continue la politique qui est la sienne, c'est-à-dire une politique d'étatisation, de surchage permanente des travailleurs et des entreprises, alors il n'y aura ni dynamisme, ni confiance dans l'avenir de notre économie. Dans ces conditions, la rigueur me paraît inutile. Il faut un retournement complet de notre politique économique, il faut commencer par s'attaquer aux déficits, il faut ensuite respecter davantage les libertés d'initiative et de responsabilité.* »

M. LÉOTARD (P.R.) : la journée des dupes

Invité, dimanche 20 mars, du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain, a jugé que dimanche avait été « *un peu la journée des dupes* ». Il a notamment expliqué : « *Les Allemands sont dupés — on les traite d'arrogants — (...) ; les Français de la majorité sont dupés — on leur a caché la situation de notre monnaie et de notre économie ; les Français de l'opposition le sont aussi (...), auxquels on a reproché de mener une campagne excitée, haineuse (...).* »

Il a poursuivi : « *Quand on accompagne la crise monétaire et économique que nous connaissons d'une crise politique, on prend devant le pays la responsabilité d'une double légèreté. Jamais depuis 1958 la Ve République n'a connu une telle situation (...). En fait, ce qu'il faut, c'est un peu moins de socialisme et un peu plus d'Europe.* »

A propos des conséquences du plan Mauroy, il a déclaré : « *Nous sommes entrés dans une phase de régression sociale.* » Il a noté, d'autre part, *qu'il ne voyait pas* « *comment nous pourrions échapper à ce qu'il vaut bien appeler une dévaluation (...). Voilà revenu le temps des créanciers (...). Il y a là un fantastique retour en arrière (...)* ».

La R.F.A. estime qu'il y a un problème du franc et non un problème du mark

De notre correspondant

Bonn. — La France reste l'enfant terrible et incorrigible de l'Europe. C'est la conclusion à laquelle aboutissent, ce lundi matin 21 mars, tous les commentateurs d'outre-Rhin. En fait, les discussions de Bruxelles touchent un point névralgique de l'économie allemande, à savoir, par le biais des prix, les exportations, un des rares postes positifs du bilan. En outre, « *les philosophies économiques divergeaient de plus en plus, en sorte que le système monétaire européen n'arrivait plus à les contenir* », écrit *Die Welt*.

Le chancelier Kohl a en tout cas une confiance absolue, en M. Stoltenberg dont il a renouvelé l'expression pendant la négociation — qui dure encore — devant mener à la composition du gouvernement de Bonn. Le ministre des finances est un homme du Nord, sérieux et résolu, qui n'a sans doute pas une considération excessive pour l'expérience socialiste française. C'est un praticien plus qu'un théoricien, et il adhère de toutes ses fibres à l' « *économie sociale de marché* » (Soziale Marktwirtschaft) à l'enseigne de laquelle s'est produit le « *miracle* » économique allemand.

Cependant, M. Kohl, qui n'est pas un économiste, aura plaidé la patience et la prudence envers le partenaire français. Le chancelier, qui préside aux délibérations du sommet européen, n'a que faire d'un conflit avec Paris pour inaugurer sa pésidence.

Il n'appartient pas toutefois à la R.F.A. de « *dédouaner* » la France chaque fois que celle-ci se livre à ses démons qui sont ceux de la facilité et du laxisme. Ne va-t-on pas jusqu'à comparer l'endettement extérieur français à celui du Brésil et du Mexique — deux pays réputés pour leur imprudence, sinon pour leur extravagance ? Pour les Allemands, il est évident qu'il n'y a pas de « *problème du mark* » mais un problème du franc qui souffre depuis longtemps d'une maladie de langueur que les médications socialistes n'ont fait qu'aggraver.

« *La faute du désaccord de Bruxelles revient aux Français*, écrit la *Frankfurter Allgemeine, qui refusent de reconnaître l'échec de leur politique économique. La chute des cours du franc ces dernières semaines a rendu clair que c'est la France qui avait besoin de s'adapter. Au lieu de quoi Paris inverse la perspective et voudrait rendre les Allemands responsables des cahots du système monétaire européen.* »

ALAIN CLÉMENT.

mars !
un mois étonnant chez NEUBAUER
pour tout achat d'une
• TALBOT HORIZON
• TALBOT SOLARA
• 104 PEUGEOT
Le meilleur prix — le meilleur service
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

Les réactions dans la presse étrangère

DE VOLKSKRANT (Pays-Bas) : deux politiques opposées

« *Le gouvernement français a choisi une politique de stimulants économiques pour combattre le chômage. Les autres ont préféré les restrictions énergiques, pour réduire l'inflation et les déficits budgétaires. Ces deux dernières années, ces deux politiques opposées ne se sont plus supportées.* »

« *L'isolement des Français a conduit leur pays à d'énormes déficits budgétaires et commerciaux. L'encouragement de la consommation en France entraîne une demande de produits qui, par exemple, ne peuvent pas être vendus en Allemagne et aux Pays-Bas, parce que, dans ces pays, le pouvoir d'achat est précisément réduit. L'inverse se produit en Allemagne et aux Pays-bas, grâce à quoi ces pays ont une meilleure balance des paiements. Les monnaies suivent ces mouvements, qui se sont accentués après les élections.* »

DAILY MAIL (Londres) : une politique de dépenses excessives

« Ce qui est au cœur de la crise, c'est l'échec du gouvernement français à combattre le chômage par une politique de dépenses excessives. Le gouvernement Mitterrand, déjà lourdement endetté, a un besoin urgent d'argent. Il a demandé au Marché commun un prêt de 6 milliards de dollars. Mais les Allemands refusent de participer à un tel prêt, à moins que la France n'accepte une dévaluation massive et n'affranchisse sa politique économique de la philosophie socialiste du « dépensez, dépensez, dépensez » (...).

» Les deux crises — la crise politique française et celle du système européen — se conjuguent pour créer l'un des plus gros problèmes de l'histoire du Marché commun (...).

» Mitterrand avait prévu d'annoncer un remaniement ministériel mercredi dans une allocution télévisée. Mais il semble qu'il ait été pris de vitesse par les événements, en particulier par la démission — annoncée dimanche matin — du ministre du commerce extérieur Michel Jobert, qui se plaignait de n'avoir pas les moyens de s'attaquer au déficit commercial (...). »

DAILY TELEGRAPH (Londres) : le sourire suffisant de Mme Thatcher

« *En allant aujourd'hui à Bruxelles pour le début du sommet du Marché commun, Mme Thatcher a toutes les raisons d'afficher un sourire suffisant. Elle voit le gouvernement français résister à une dévaluation du franc qui semble un châtiment inexorable en raison de l'hémorragie de réserves dont souffre la France et de l'impuissance de ses dirigeants à ramener l'inflation à un taux vaguement comparable à celui de l'Allemagne ou de la Grande-Bretagne. Elle voit un gouvernement allemand, avec qui elle sympathise, ayant le vent en poupe après sa victoire électorale et porté à adopter le même profil politique qu'elle (...).*

» *Les problèmes monétaires du week-end ont montré que, malgré tous les efforts déployés ces dernières années, le système monétaire européen n'a pas réussi à imposer aux pays membres un système économique et monétaire commun. Cela prendra du temps (...).* »

FINANCIAL TIMES (Londres) : trois arguments pour le maintien de la France dans le S.M.E.

« *Les Allemands de l'Ouest ont toujours été enclins à penser que le membre le plus faible* (du système monétaire européen) *devrait mettre de l'ordre chez lui. Les Français ont toujours eu tendance à plaider que la convergence devrait jouer dans les deux sens. Un point en leur faveur dans la tension actuelle est que ce que l'on appelle l'indice de divergence du S.M.E. indique nettement le deutschemark comme la monnaie qui s'écarte de la ligne. (...)*

» *Pourtant, trois arguments plaident en faveur du maintien de la France dans le S.M.E. En premier lieu, ce système a amené les Allemands de l'Ouest à abaisser leurs taux d'intérêt davantage qu'ils l'auraient fait sans lui, car les contraintes du S.M.E. ne pèsent pas toutes dans le sens de la déflation. En second lieu, le gouvernement travailliste britannique a appris en 1976 que les mouvements du libre marché peuvent submerger les ambitions socialistes aussi cruellement qu'un système de taux de change fixes. Enfin, dix années de taux de change flottants se sont révélés être une difficile expérence pour le commerce mondial et l'investissement. La tendance du moment est de rechercher les moyens par lesquels les politiques économiques nationales peuvent être coordonnées et la précarité des taux de change réduite.* ».

THE TIMES (Londres) : aider M. Mitterrand à refermer la boîte de Pandore

« *La crise est plus sérieuse qu'il pourrait apparaître à première vue, car son enjeu réel est toute la politique française pour au moins les trois prochaines années. Si un mauvais tournant est pris aujourd'hui, la France pourrait se trouver largement déportée de son engagement européen, ce qui détruirait beaucoup de ce qui a été réalisé en plus d'un quart de siècle en matière d'intégration européenne.*

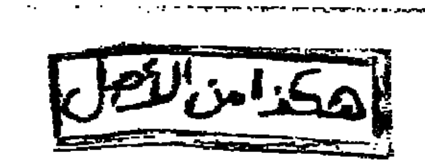
» *Ce que les deux premières années de la présidence Mitterrand ont montré, c'est qu'un pays ne peut faire seul de la reflation avec succès, lorsqu'il est membre d'un système économique plus vaste dans lequel d'autres autorités appliquent une stricte discipline financière. L'effet prévisible a été que les prix se sont élevés plus vite en France qu'ailleurs et que les importations ont largement dépassé les exportations. Tout cela a été payé en partie par l'utilisation des réserves du pays en devises, en partie en contractant un volume alarmant de dettes extérieures (...).*

[La sortie de la France du S.M.E.] « *ne donnerait en fait aucun résultat, à moins d'être accompagnée d'une stratégie économique complètement différente, dont le fondement serait protectionniste. C'est certainement la dernière chose que veulent MM. Mitterrand ou Delors. Mais ils ont levé d'au moins un pouce le couvercle de la boîte de Pandore, montrant clairement les griffes des démons protectionnistes français. Il faut à tout prix les aider à refermer fermement le couvercle avant qu'il ne soit trop tard.* »

IAE
Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
47, rue des Bergers 75740 PARIS Cedex 15
DIPLOME NATIONAL DE 3e CYCLE
· LE CERTIFICAT D'APTITUDE A L'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (DESS)
· UNE FORMATION A LA GESTION
· 3 FORMULES D'ENSEIGNEMENT ADAPTEES A VOS BESOINS
FORMULES «classiques»
9 mois d'études à plein temps ou 18 mois d'études à temps partiel en soirée
RENSEIGNEMENTS :
M.C. SCAGLIA 554.40.10
N. BLONDIN 557.62.52
FORMATION PERMANENTE «journée bloquée»
18 mois d'études une journée par semaine dans le cadre de la formation continue sans interruption de la vie professionnelle
RENSEIGNEMENTS :
M.C. SCAGLIA 554.40.10
P. BORGES 557.28.41
B. FLOCH 557.28.41
Inscriptions : jusqu'au 27 mai 83 - Test d'entrée : 11 juin 83
Début des cours : fin octobre 83
M ______ Fonction ______
Entreprise ______ Tel ______
Adresse ______
Souhaite recevoir une documentation sans engagement de sa part.
PROMO J

ipesup
1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC
Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures
16 rue du Cloître Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30
sciences-po
entrée en A.P. et entrée directe en 2e année
Préparation en cours du soir à partir de février
Stage intensif d'été
HEC - ESSEC... SCIENCES-PO... MEDECINE... PHARMACIE...
PROMO J

L'Amérique à l'anglaise.
Impossible de trouver moins cher.
Paris-San Francisco et retour 5175 F sur vols réguliers.
Pour plus amples renseignements, consultez votre agent de voyages habituel, le bureau British Airways le plus proche, ou téléphonez au : (1) 778.14.14
Vente et transport via Londres soumis à des conditions particulières.
British airways
DUPUY-COMPTON ET ASS BAW 304



ET LEURS INCIDENCES EN FRANCE

Un week-end agité à Bruxelles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La réunion des ministres des finances des pays de la C.E.E. participant au système monétaire européen (S.M.E.) a été marquée dès son début par l'agitation et l'incertitude politiques parisiennes. En arrivant samedi à Bruxelles, M. Delors a fait des déclarations incendiaires ; il a souligné la multitude des désaccords entre la France et l'Allemagne à propos du fonctionnement de la Communauté (évolution à imprimer à la politique agricole commune et suppression des montants compensatoires monétaires appliqués par la R.F.A. dans les échanges agricoles ; relations avec les Etats-Unis et le Japon ; effort budgétaire...), et a annoncé comme une éventualité très plausible la sortie du franc du S.M.E.

Le ministre critiquait en termes vifs le comportement des Allemands : « *Devant des gens arrogants et incompréhensifs, que voulez-vous que je fasse ? Les petits pas monétaires ne sont rien à côté des divergences que je viens de signaler* ». Il s'en prenait avec tout aussi peu de modérations aux Belges, aux Luxembourgeois et aux Danois, coupables d'estimer contraire à leur intérêt de dévaluer leur monnaie : « *J'ai appris ce matin que des pays dont la monnaie est au plancher avaient des prétentions extraordinaires* ».

M. Delors terminait ses commentaires sur une note pessimiste : « *Je suis très Européen. Si je dis cela, c'est avec tristesse ; mais je constate qu'actuellement, il n'y a aucune base d'accord possible ; je suis venu ici par politesse ; j'ai même hésité à venir. Je ne vois pas comment nous en sortir.* »

Ces déclarations étaient d'autant plus étonnantes que l'on savait depuis vendredi 18 mars, en tout cas depuis la réunion du comité monétaire de la C.E.E. de samedi matin, que les Allemands, s'ils refusaient une réévaluation unilatérale du mark souhaitée par Paris, étaient disposés à faire les trois quarts du chemin. Il était à peu près entendu que, pour un écart total de huit points entre les deux monnaies, le taux central du mark serait relevé de cinq à six points et celui du franc diminué de deux à trois points.

Cette dévaluation de 8 % du franc par rapport au mark, ou, si l'on préfère, cette réévaluation de 8 % du mark par rapport au franc, devait permettre d'atteindre le premier objectif de négociations des Français : rétablir dans des conditions très honorables le calme sur le marché des changes et donner le temps à la politique économique engagée par le gouvernement de produire ses effets.

Les débats de samedi permirent de détendre l'atmosphère. Les Allemands réagirent avec sang-froid : « *Ce sont des propos à usage interne* », répondit un de leurs fonctionnaires, interrogé sur les déclarations de M. Delors. Ils montrèrent sans ambiguïté que, conscients de l'enjeu — une prise de distance de la France par rapport à la Communauté, avec des conséquences certainement monétaires, mais vraisemblablement aussi commerciales et assurément politiques — ils étaient déterminés à consentir des efforts importants pour aboutir à un compromis.

Tout de même stupéfaits par les propos du ministre français, qui, à leurs yeux, est le meilleur du gouvernement, ils s'interrogeaient cependant sur ses intentions réelles : c'est qu'il est très difficile de négocier avec quelqu'un dont on n'est pas sûr qu'il veuille un accord.

M. Delors, prenant acte de cette bonne volonté allemande, laquelle signifiait que le problème ne se posait pas en termes de céder ou de ne pas céder, constatant également qu'aux yeux de ses collègues il n'y avait pas un problème du mark, mais bien un problème du franc, et que, par conséquent, la prétendue partie de bras de fer s'engageait mal, se prêta à un dialogue constructif.

Hypothèses

Au moment de la première interruption, ans la nuit de samedi à dimanche, l'ambiance était apaisée et l'accord semblait à portée de la main. « *La rudesse est le signe de l'amitié* », plaisanta M. Delors à propos de ses déclarations précédentes. Il admit alors implicitement qu'il y avait un problème intérieur rançais, qu'il existait à Paris au sein du gouvernement un camp favorable à la sortie du S.M.E., voir à une distanciation encore plus grande : « *Ils pratiquent un scepticisme de bon aloi. Il faut les persuader que les perspectives sont intéressantes, que l'Europe apporte quelque chose et pas seulement des inconvénients* », commenta-t-il à propos des partisans de cette tendance.

Au cours des débats sur les modalités du réalignement, il a été envisagé de prévoir pour le franc, comme c'est le cas pour la lire, un élargissement des marges de fluctuation des changes autorisées. Celles-ci sont de 2,25 % de part et d'autres du taux central. Elles pourraient être portées à 3, voire à 4 %. Des marges ainsi élargies permettraient en principe une défense plus souple, plus élastique de la monnaie.

Autre hypothèse abordée ; le lancement d'un emprunt communautaire de 6 milliards d'ECU (40 milliards de francs) avec l'idée que la France puisse puiser dans les crédits ainsi rassemblés afin de plus facilement faire face en cas de besoin à des difficultés de balance des paiements. Ce ne serait pas une innovation. Des emprunts communautaires conçus afin d'alléger les difficultés de balance des paiements ont été émis dans les années qui ont suivi le premier choc pétrolier et deux pays membres, l'Italie et l'Irlande, ont usé de la « *facilité* » ainsi offerte.

M. Delors a d'autre part indiqué dimanche soir qu'il y avait un accord de principe entre la France et la R.F.A. quant à un démantèlement substantiel des montants compensatoires monétaires positifs appliqués par les Allemands dans les échanges agricoles (ces M.C.M., jouant comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation gênent considérablement les agriculteurs français).

Blocage

Les promesses du samedi soir ne furent pas confirmées le dimanche matin. A quoi attribuer le nouveau blocage auquel on assista alors ? Les Français avaient un double objectif : d'une part, supprimer les fortes tensions s'exerçant sur le franc qui coûtaient des fortunes à la Banque de France ; de l'autre, ne faire apparaître ni un isolement du franc français, ni une responsabilité particulière de la monnaie nationale dans les troubles de l'heure.

Faute d'une réévaluation unilatérale du mark, ils souhaitaient plusieurs dévaluations. Celles de la lire italienne et de la livre irlandaise étaient acquises sans problème. Mais les Belges et les Luxembourgeois non seulement refusaient « *farouchement* » toute dévaluation, mais encore entendaient relever leur taux pivot de 1 %.

La marge de manœuvre de M. de Clerck, le ministre belge, était relativement réduite. Outre le fait que la Belgique, dont l'inflation diminue et le commerce extérieur se redresse, ne voit pas de raison objective pour dévaluer sa monnaie, il lui fallait tenir compte du ferme refus du Luxembourg de voir la monnaie commune s'écarter de plus de 4 points du mark (il semble qu'une partie importante de la dette extérieure luxembourgeoise soit contractée en D.M.)

Le Luxembourg, lors de la dévaluation du franc belgo-luxembourgeois en février 1982, avait menacé de rompre l'union monétaire belgo-luxembourgeoise au cas où Bruxelles ne tiendrait pas suffisamment compte, comme ce fut alors le cas, de sa position. La Belgique, très soucieuse d'éviter une telle situation, exprima donc avec force sa volonté de ne pas dévaluer.

Autre difficulté : le montant de la réévaluation du florin néerlandais. Les Belges et les Luxembourgeois souhaitaient que leur partenaire du Benelux ne suive que partiellement les Allemands, surtout dans l'hypothèse où le relèvement du taux pivot du mark ne serait pas de 5 points, mais de 5,5 ou 6 points. Les Pays-Bas semblaient à peu près d'accord, mais cette formule posait alors un problème aux Allemands qui, devant déjà consentir un effort important à l'égard des Français, ne voyaient pas favorablement une réévaluation de leur monnaie par rapport à ces autres grands clients que sont pour eux les Néerlandais. Ce sont ces questions complexes d'équilibre des relations entre les différentes monnaies que l'on s'efforçait de régler lundi matin.

PHILIPPE LEMAITRE.

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
INNOVATIONS MUNICIPALES
Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Les mécanismes d'intervention du S.M.E. sont provisoirement suspendus

Afin de déjouer toute manœuvre spéculative sur les monnaies du S.M.E. — et d'éviter l'obligation faite aux banques centrales d'intervenir sur les devises en cas d'écart trop accentué, — les mécanismes du système monétaire européen ont été suspendus lundi 21 mars.

Dans l'attente d'un réalignement des parités, qui devrait intervenir dans la journée de lundi, cette décision exceptionnelle (les réaménagements de parités effectués dans le passé l'ont été généralement au cours du week-end, et les marchés des changes ont normalement fonctionné dès le lendemain) équivaut à laisser flotter librement les monnaies au sein du S.M.E. pendant une période de temps limité, les marchés déterminant les parités de ces devises en fonction de la seule loi de l'offre et de la demande.

L'expression « *fermeture des marchés des changes* » est conforme à l'usage, « *mais pas à la technique* », a précisé pour sa part M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank. « *Nous ne pouvons pas exclure les transactions en monnaies du S.M.E. entre banques commerciales* », a ajouté M. Poehl, expliquant que cette décision, prise dimanche à l'unanimité par le conseil des ministres de la Communauté, n'excluait pas que les banques centrales « *déploient une certaine activité* » sur la scène monétaire.

A Paris, la séance officielle du marché des changes, qui se déroule habituellement de 13 h 30 à 14 heures à la Bourse de Paris, n'aura pas lieu lundi 21 mars.

Destiné à succéder au « serpent » monétaire, qui fonctionnait depuis avril 1972 (la France, l'Allemagne fédérale, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas (1) étaient alors convenus de limiter à 2,25 % les marges de fluctuation de leurs monnaies l'une par rapport à l'autre), le système monétaire européen (S.M.E.) a été officiellement créé par un accord conclu les 4 et 5 septembre 1978 à Bruxelles, mais ce n'est que le 13 mars 1979 qu'il est entré réellement en vigueur.

Deux axes

Les mécanismes de ce système, qui vient de fêter sa quatrième année d'existence, s'appliquent à huit devises : le franc français, le mark allemand, le florin néerlandais, la lire italienne, le franc belge et le franc luxembourgeois par extension, la livre irlandaise et la couronne danoise. Tout en ayant adhéré à l'accord créant le système monétaire européen, la Grande-Bretagne ne participe pas, toutefois, à l'une de ses principales dispositions de régulation : le mécanisme d'intervention sur les marchés des changes. De son côté, la Grèce n'a pas encore adhéré au S.M.E. Enfin l'Italie continue à bénéficier de certaines dispositions spécifiques sur les limites maximales de fluctuations autorisées au sein du S.M.E.

Ce système monétaire européen fonctionne autour de deux axes :

● L'ECU (European currency unit), qui est une unité monétaire établie à partir d'un « panier de devises » et en contrepartie d'un dépôt effectué par les banques centrales de 20 % de leurs avoirs en or et avoirs en dollars auprès du FECOM (Fonds européen de coopération monétaire). La valeur de l'ECU est calculée chaque jour à partir de la somme des cours des huit devises du S.M.E. et de la livre sterling établis sur leur marché national et multipliée par un coefficient de pondération qui tient compte du poids relatif des économies nationales dans l'ensemble européen (33 % environ pour le mark et 20 % pour le franc français, par exemple). Ainsi, à la date du 18 mars 1983, la valeur de l'ECU était de 2,25790 marks et de 6,54423 francs français.

● Le mécanisme de change, qui s'articule autour d'un cours-pivot déterminé en ECU et qui peut être révisé, en cas de réajustement monétaire, par accord mutuel entre les pays adhérents au S.M.E. et la Commission européenne. Sur la base de ces cours-pivots est déterminée une grille pour chaque monnaie communautaire (sauf pour la livre sterling et pour la drachme). Cette grille comprend un cours central calculé par rapport aux autres devises, et des cours-planchers et plafonds dont le franchissement déclenche les mécanismes d'intervention obligatoires. Les fluctuations de cours maximales autorisées de part et d'autre des cours centraux sont limitées à plus ou moins 2,25 % (sauf pour la lire italienne qui bénéficie d'une marge pouvant atteindre 6 %) et les banques centrales sont tenues d'intervenir (acheter ou vendre selon le cas) sur le marché afin de maintenir leurs monnaies à l'intérieur de ces limites.

A titre d'exemple, au cours de la journée du 7 mars, lorsque la Banque de France s'est trouvée confrontée à une très forte demande de marks motivée par le succès de M. Kohl aux élections législatives, elle a, dans un premier temps, défendu la parité du franc français au cours-pivot de 2,8339 F en vigueur depuis la mi-juin 1982. La banque centrale a ensuite laissé monter la monnaie allemande jusqu'au taux-plafond de 2,8985 F (le taux-plancher est de 2,7709 F), amenant ainsi les autorités ouest-allemandes à prendre le relais tout en se donnant alors la possibilité de faire appel aux trois mécanismes de crédit créés en 1970 et en 1972 et qui ont été renforcés lors de la création du S.M.E. :

1) L'ouverture d'un crédit de montant illimité à très court terme, dans leurs monnaies, entre les banques centrales participant au mécanisme de change. Ce financement dont la durée est fixée à soixante-quinze jours (quarante-cinq jours après la fin du mois) peut, dans certaines conditions et limites, être renouvelé une fois pour une durée de trois mois ;

2) L'obtention d'un crédit mutuel consenti par toutes les banques centrales de la communauté à partir d'une caisse commune dont le montant global avoisine actuellement 14 milliards d'ECU, la durée initiale de ce soutien monétaire à court terme étant fixées à trois mois, une prorogation étant possible jusqu'à neuf mois ;

3) Le recours possible à un crédit à moyen terme que peuvent se consentir les pays de la Communauté pour une durée de deux à cinq ans relevé sur une enveloppe actuellement fixée à 11 milliards d'ECU.

(1) *La lire italienne devait quitter le « serpent » européen dès le mois de janvier 1973.*

Les montants compensatoires monétaires : des correctifs qui renforcent les forts

M. Delors a fait de la diminution des montants compensatoires monétaires agricoles (M.C.M.) l'un des enjeux de la négociation en cours. Il a même précisé, dimanche 20 mars, que des progrès avaient été enregistrés sur ce point.

En fait, il semble que M. Delors ait obtenu de la part des Allemands un engagement par lequel ces derniers seraient disposés à respecter l'accord de mars 1979, qui prévoyait la suppression des M.C.M. nouveaux dans un délai de deux ans. Cela signifierait que la R.F.A. accepterait de diminuer ces M.C.M. de 3,5 %, alors que M. Ertl, ministre allemand de l'agriculture, n'entendait pas dépasser 1 %. Pourquoi cette importance donnée à ce jeu de taxes et de subventions ?

Les produits agricoles bruts ou transformés sont les seuls secteurs à ne pas bénéficier des avantages théoriquement apportés à l'exportation par une dévaluation. Puisque les prix agricoles ont en Europe un régime commun, quand la valeur relative des monnaies change, des correctifs sont apportés, qui taxent les produits agricoles des pays où la monnaie a été dévaluée, et qui, sans cette mesure, seraient moins chers que le tarif commun et donc plus compétitifs.

En sens inverse, ces correctifs subventionnent les produits des pays où la monnaie est réévaluée. Pour éviter les M.C.M., les gouvernements ont toujours la possibilité de faire suivre aux prix des produits agricoles exprimés en monnaie nationale les mêmes mouvements que ceux des monnaies. Dans le cas de la France, où l'on dévalue, c'est relativement facile, puisque cela conduit à augmenter les prix. Dans le cas de l'Allemagne, c'est politiquement moins aisé, puisqu'il faudrait diminuer les prix garantis. On comprend dès lors que la R.F.A. préfère dans les débats agricoles une hausse des prix garantis relativement faible, ce qui évite d'alimenter l'inflation et l'instauration de montants compensatoires monétaires positifs, qui non seulement évitent une baisse des prix en cas de réévaluation mais, plus encore, facilitent et encouragent les exportations.

Lors de la création du S.M.E., la France avait bien vu le danger de ce système. Elle en avait retardé l'adoption pour obtenir une garantie : les M.C.M. devaient être supprimés dans les deux ans qui suivaient leur création.

Le mécanisme des M.C.M. entraîne trois séries de conséquences :

1. — Sur le commerce extérieur : on sait pour la France l'importance du solde positif dans le secteur agro-alimentaire. En 1982, celui-ci s'est réduit, passant de 25,4 à 18,6 milliards de francs. Certes les M.C.M. ne sont pas les seuls responsables de cette diminution, mais ils y contribuent. Pour exporter au sein de la Communauté, vers la R.F.A. par exemple, les M.C.M. négatifs français qui taxent les exportations s'ajoutent aux M.C.M. positifs allemands qui taxent les importations, et on aboutit à une barrière tarifaire de 13,7 % (5,3 % + 8,4 %).

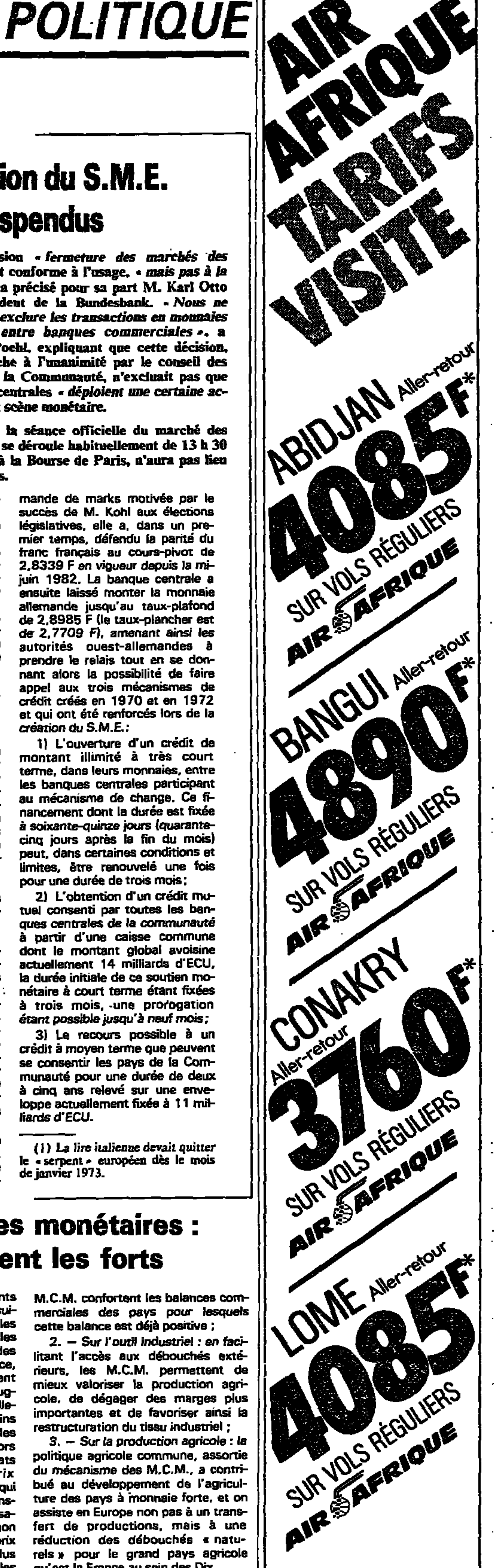
Les M.C.M. pénalisent aussi les exportations sur les pays tiers puisque les M.C.M. négatifs sont déduits des restitutions à l'exportation (subventions). Ils favorisent les importations, car ils sont déduits également des prélèvements (taxes) à l'importation. Pour les monnaies fortes, l'effet est inverse. En d'autres termes, les M.C.M. confortent les balances commerciales des pays pour lesquels cette balance est déjà positive ;

2. — *Sur l'outil industriel* : en facilitant l'accès aux débouchés extérieurs, les M.C.M. permettent de mieux valoriser la production agricole, de dégager des marges plus importantes et de favoriser ainsi la restructuration du tissu industriel ;

3. — *Sur la production agricole* : la politique agricole commune, assortie du mécanisme des M.C.M., a contribué au développement de l'agriculture des pays à monnaie forte, et on assiste en Europe non pas à un transfert de productions, mais à une réduction des débouchés « naturels » pour le grand pays agricole qu'est la France au sein des Dix.

STAGES d'ANGLAIS à OXFORD
en cours individuels
Formation continue
toute l'année - tous niveaux
une semaine au moins - 15h, 30h
ou 45h de cours par semaine
séjours également pour scolaires et étudiants
OISE OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
21, rue Théophraste Renaudot
75015 Paris - Tél. (1) 533.13.02





Il y a 21 Tarifs Réduits. Il y en a sûrement un pour vous. Alors, consultez Air Afrique ou votre agence de voyages habituelle.

Pour découvrir l'Afrique Noire, la Compagnie Air Afrique vous propose toute une gamme de tarifs réduits. En plus du tarif visite à 55 % de réduction, valable même si vous voyagez seul, il y a des tarifs pour les jeunes, pour les familles, pour le 3e âge...

* Prix valables au 1er Nov. 1982 et soumis à certaines conditions d'application.

POLITIQUE

LES RÉUNIONS DE BRUXELLES ET LEURS INCIDENCES EN FRANCE

Le S.M.E., une contrainte utile

(Suite de la première page.)

Certes, après le retour du franc dans le *« serpent »* en juillet 1975 et le semestre qui suivit, elle en récupéra une bonne partie pour les reperdre, à hauteur de 14 milliards de francs en deux mois et demi, juste avant la deuxième sortie du dit *« serpent »* en mars 1976. De même, les périodes qui ont précédé les *« réajustements »* du nouveau Système mis en place en mars 1979, ont donné lieu à de très fortes sorties de devises qui, ajoutées aux déficits de la balance des paiements, ont épuisé les réserves de la Banque de France : cela a été le cas de mai à octobre 1981, de février à juin 1982 et de septembre à mars 1983.

La fréquence et l'importance de ces hémorragies ont conduit, tout naturellement, les adversaires du S.M.E., à vanter les charmes du flottement libre : plus de parité à défendre, plus de sorties de devises, et, dans l'esprit de beaucoup, plus de contraintes de nature à entraver le cours de la politique nationale.

Une chaîne

C'est bien là que se situe le débat fondamental. Le maintien des parités monétaires fixes entre partenaires d'une même zone suppose au départ, sinon une communauté de politiques, du moins un certain équilibre entre les partenaires, avec des modalités variables. Ainsi des écarts entre les taux d'inflation qui engendrent des exédents commerciaux dans les pays « sages » et des déficits dans ceux qui ne le sont pas peuvent être compensés, temporairement, par des excédents de balance des paiements, par afflux ou sortie de capitaux. Cela a été le cas de l'Allemagne entre 1979 et 1981, victime d'une hémorragie de devises malgré un commerce extérieur florissant, et dont la monnaie dut être soutenue par la France, déficitaire dans ses échanges extérieurs mais riche des apports de capitaux arabes.

Mais, un jour ou l'autre, le voile se déchire, et une opération-vérité, à savoir un ajustement monétaire, doit être entreprise pour rétablir les équilibres à un niveau différent. Une Communauté économique et monétaire, en effet, est une chaîne qui ne tolère la faiblesse d'aucun de ses maillons, du fait de l'inflation, du déficit commercial ou de l'endettement international, facteurs de tension qui peuvent devenir intolérables. Il n'est donc pas possible de voir cette Communauté subsister sans politique commune sur tous ces facteurs ou, à défaut, sans ajustements périodiques, très coûteux en devises, comme on l'a vu.

Obtenir un répit suffisant

Sur cette question de politique commune, la pensée des adversaires du S.M.E. est hésitante. Ils rejettent, certes, les contraintes et leurs conséquences, tout en admettant qu'une politique de rigueur soit nécessaire. Car l'expérience enseigne qu'une monnaie faible, mise en état de flottement, se met à glisser inexorablement. On l'a bien vu, entre mai 1976 et mai 1979, dates de sortie et de rentrée du franc dans le système européen : il a perdu 35 % par rapport au mark. Sans doute, proposent-ils, en cas de flottement, une rigueur accrue. Mais en ce cas, pourquoi flotter ?

C'est là qu'apparaît la seconde préoccupation des adversaires du S.M.E. : le comblement implicite du déficit de la balance commerciale par une dérive, sans douleur ni drame, de la monnaie, qui renchérira les importations et permettra aux industries nationales de reconquérir leur marché intérieur tout en exportant plus facilement — en fait, un protectionnisme déguisé, toujours tentant, notamment chez des chefs d'entreprise dont les coûts de production montent trop vite ou dont les fabrications sont de qualité insuffisante.

Sur ce point, les analystes les plus sincères reconnaissent que les inconvénients l'emportent sur les avantages : dans un pays comme la France, où le pétrole et les matières premières représentent 40 % des importations, toute dérive de la monnaie importe, en même temps, de l'inflation, qui à son tour majore les *coûts de production et creuse le déficit commercial dans un cercle vicieux.* Même les têtes pensantes les plus *« radicales »* du P.S. l'admettent aujourd'hui. Ne parlons pas, au surplus, des effets néfastes du protectionnisme sur les industries nationales, qui le mettent rarement à profit pour redevenir compétitives : n'est pas le Japon qui veut.

Ajoutons enfin que, selon une étude de l'INSEE établie sur modèle économétrique, et parue dans sa revue *Economie et Statistiques* de février 1980, sous la signature MM. Aglietta, Orléan et Oudiz, il ressortait que, *« contrairement à certaines vues théoriques, la flexibilité brouille le calcul économique et rend ainsi encore plus risquée et aléatoire la décision d'investissement »*.

Les auteurs ajoutaient, toutefois, que, pour éviter l'asphyxie des industries exportatrices, il serait nécessaire de procéder à des ajustements *« ordonnés »* excluant les anticipations spéculatrices. Les auteurs avaient, peut-être, candidement, mis le doigt sur la difficulté de tels ajustements.

Le drame de la France, c'est que, depuis octobre 1981, elle n'a jamais obtenu de ses partenaires une marge de dévaluation supérieure au comblement de l'écart antérieur, et susceptible de lui donner un répit suffisant. Les industriels français sont toujours restés la tête tout juste hors de l'eau, et la Banque de France perpétuellement sur la défensive. C'est là le point faible du S.M.E. et c'est là aussi que la politique communautaire commence.

FRANÇOIS RENARD.

Une nouvelle donne

(Suite de la première page.)

Mais l'un des hommes qui étaient censés travailler à cet élargissement quitte le gouvernement. En outre, les circonstances poussent ceux-là mêmes dont le « profil » cadre bien avec un éventuel « recentrage » à se montrer plus critiques que de coutume. *« Nous n'avons plus les mains libres »*, assure M. Jacques Chaban-Delmas, reprochant au gouvernement de compromettre l'indépendance du pays.

Enfin, l'opposition — que son demi-échec (par rapport à ses objectifs) ou sa demi-victoire au scrution municipal semblait inciter à davantage de modestie — retrouve l'occasion d'exploiter la situation. *« Il faut un retournement complet de la politique économique de la France »*, assure M. Jacques Chirac, tandis que M. François Léotard parle d'un gouvernement *« en état d'apesanteur, amoindri et diminué »*.

L'opposition brandit également la menace d'un isolement de la France. M. Delors aussi, lorsqu'il s'adresse à ses camarades socialistes. De fait, le départ de M. Jobert renvoie à un débat de fond au sein de la gauche sur l'éventuelle aggravation de la rigueur d'une part, sur le meilleur moyen de réduire le déficit extérieur d'autre part.

Les uns tels M. Delors, prônent le maintien au sein du S.M.E. et acceptent le réajustement monétaire. Qui dit réajustement dit mesures d'accompagnement : il est clair que M. Delors a dans sa poche un nouveau plan de rigueur. Une telle politique, dure pour les couches moyennes, peut signifier que le pouvoir s'accommode de l'éloignement de ceux de ses électeurs du 10 mai qui l'ont quitté et leur donne rendez-vous en 1986. Cette échéance devrait être précédée d'une phase moins dure, une fois achevé l'« assainissement » de l'économie.

Un autre schéma consiste à refuser tout compromis avec la R.F.A en ce qu'il comporte des conditions de politique économique jugées inacceptables. Il faudrait alors sortir du S.M.E. Les adversaires du S.M.E. constatent en premier lieu que les ajustements périodiques intervenus depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir ont entamé sa crédibilité, et que les efforts déployés par la France depuis juin 1982 pour mener une politique plus orthodoxe n'ont guère convaincu les milieux financiers internationaux. Au-delà, ils redoutent que le maintien du franc dans le S.M.E. ne conduise la France à pratiquer une politique tendant à aligner sa croissance sur celle de ses partenaires, donc à la ralentir, en pesant sur le marché intérieur, au risque de voir se multiplier les défaillances d'entreprises et donc d'augmenter le chômage.

La sortie du S.M.E. dès lors que le franc flotterait sans doute à la baisse — mais à quel niveau ? — permettrait un ralentissement mécanique des importations surtout s'il était accompagné de certaines mesures de sauvegarde pour protéger les secteurs les plus faibles. Cette démarche n'a pas, et de loin, que des avantages *(lire l'article de François Renard)* et ne semble pas avoir convaincu totalement le président de la République. Cela signifierait que l'on tente de reconstituer le rassemblement du 10 mai sur la base d'un appel au sursaut « national » face à des partenaires refusant de jouer le jeu de la solidarité.

La distinction entre ces deux scénarios ne serait pas, dans la pratique, aussi nette. Dans l'un et l'autre cas, *on voit mal que la France puisse* faire l'économie d'une réduction de la consommation pour réduire le déficit extérieur. Au reste, il y a unanimité sur la nécessité impérieuse de mener à bien une action vigoureuse contre l'inflation, pour redresser le déficit extérieur et renforcer le potentiel industriel. En outre, on s'accorde dans la majorité pour considérer, comme le fait M. Poperen, que c'est moins la « rigueur » qui est mise en cause par l'électorat que la « répartition de la rigueur ».

Ne pas se coucher devant l'Allemagne

Enfin, chacun considère que le problème est aujourd'hui, face à l'Allemagne, de ne pas *« se coucher »*, de refuser de *« mettre la France à genoux »*, selon l'expression de M. Poperen. Le fait que les deux réunions de Bruxelles soient l'occasion de *« mettre à plat »* l'ensemble des questions européennes, comme le dit le chef de l'État, ne réjouit personne : les convictions en faveur de l'Europe de MM. Mitterrand, Mauroy, Delors, Rocard, Fabius, ne sont plus à démontrer. Mais chacun est convaincu de la nécessité de faire cesser le *« petit jeu »* qui consiste, pour certains gouvernements, à proclamer leur foi européenne et à refuser, dans le même temps, toute proposition concrète. Tout laisse supposer aujourd'hui que le souhait de l'Élysée est de voir le franc rester dans le S.M.E. M. Delors, qui a regagné Bruxelles ce lundi matin, a rencontré à deux reprises le président de la République dimanche. La France, semble-t-il, est décidée à parvenir à un com*promis et à accepter une dévaluation* du franc de 2,5 % et une réévaluation du deutschemark de 5,5 % qui accréditerait l'idée que ses thèses ont prévalu.

Quelle que soit l'issue de ces négociations, leurs conséquences de politique intérieure seront lourdes. Tout se passe comme si se mettaient en place les conditions d'une nouvelle donne politique. Dans ce contexte, le risque est grand pour M. Mitterrand de rompre la continuité que M. Pierre Mauroy avait su assurer entre l'« état de grâce » et la rigueur.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Deux élections cantonales

EURE : canton de Damville (1er tour).

Inscr., 4 079 ; vot., 2 970 ; suffr. expr., 2 936. Mme Charpentier, R.P.R., 1 364 ; MM. Desnos, U.D.F.-C.D.S., 1 066 ; Duvallet, P.S., 374 ; Mme Lucas, P.C., 132. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Aimé charpentier, R.P.R., décédé le 28 janvier 1983. Il avait été élu conseiller général à l'occasion d'une élection partielle, les 23 et 30 mai 1978. Au premier tour les résultats avaient été les suivants : inscr., 3 570 ; vot., 2 333 ; suffr. expr., 2 302 ; MM. Charpentier, 836 ; Desnos, 783 ; Rosse, s.e., 246 ; Grimaud, P.S., 237 ; Jolly, P.C., 200. Aimé Charpentier l'emportait au second tour avec 1 233 voix contre 976 à M. Desnos pour 2 209 suffrages exprimés et 2 405 votants. Il y avait 3 569 électeurs inscrits.

Mme Charpentier, veuve d'Aimé Charpentier, qui a *été* élue maire de Damville, vendredi 18 mars, bénéficie d'une avance confortable pour le second tour. Par rapport au scrutin de 1978, le P.C. enregistre un recul de plus de quatre points (4,49 % contre 8,68 %) et le P.S., un gain de plus de deux points (12,73 % contre 10,29).]

PAS-DE-CALAIS : canton de Lambres (1er tour).

Inscr., 13 623 ; vot., 12 236 ; suffr. expr., 11 980. MM. Edric, opp., 6 472, *ÉLU ;* Quenon, P.S., 5 508.

[Cette élection faisait suite à l'annulation du scrutin de mars 1982 prononcée par le tribunal administratif de Lille. Les résultats du premier tour de ce scrutin étaient les suivants : inscr., 13 385 ; vot., 11 827 ; suffr. expr., 11 515. MM. Quenon, 5 544 ; Edric, 5 279 ; Sacepe, P.C., 692. M. Quenon, qui vient d'être élu maire de Lambres, l'avait emporté au second tour avec 5 952 voix contre 5 930 à M. Edric pour 11 882 suffrages exprimés. Il y avait 12 116 votants et 13 385 électeurs inscrits. L'écart entre les deux candidats, qui était de 22 voix, est cette fois de 964 suffrages. Le candidat socialiste, qui recueille 45,97 % des suffrages exprimés, perd plus de cinq points par rapport au scrutin de 1982 (50,03 %).]

L'U.D.F. choisit de se distinguer davantage du R.P.R.

Après avoir joué l'union avec le R.P.R., l'U.D.F. va s'efforcer, tout en préservant l'entente au sein de l'opposition — que désire son électorat, — de marquer sa spécifité. Les prochaines élections européennes sont pour elle l'occasion de s'engager sur cette voie. C'est ainsi que, quatre jours après le deuxième tour des municipales, M. Lecanuet a émis le souhait de voir l'U.D.F. constituer sa propre liste derrière Mme Simone Veil. *(le Monde* du 19 mars). Cette proposition ne pouvait que recevoir un bon accueil au P.R. et au C.D.S. Seul le parti radical semble réservé.

L'U.D.F. entend consacrer son énergie dans les mois qui viennent à l'affirmation de sa spécificité. *« Le langage de l'U.D.F.* affirme son président, M. Lecanuet, *doit être celui de l'ouverture et de la largeur de vues, en y ajoutant ce qui manque aux socialistes : la rigueur dans la gestion. »* « *Ainsi*, poursuit-il, *elle apparaîtra de plus en plus non comme le parti de la revanche droitière mais comme un recours sérieux.* »

Le secrétaire général du P.R., qui semblait impatient ces derniers jours de s'attaquer aux structures de la confédération, approuve, et insiste sur la nécessité de voir s'affirmer au sein de l'opposition deux *« cultures »*. Invité dimanche 20 mars du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », il a tenu à affirmer que, face à cet enjeu, les questions d'organisation au sein de l'U.D.F. passaient au second plan.

Ces questions d'organisation n'alimentent selon lui que des conciliabules d'états-majors qui ne présentent aucun *« intérêt »*. Cela vraisemblablement jusqu'aux premiers jours du mois de juin, quand les mandats de MM. Lecanuet et Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., arriveront à leur terme.

Si l'U.D.F. veut approfondir le contenu de son discours, elle semble s'en remettre pour le reste aux conclusions d'un professionnel chargé d'examiner ses structures. Dans quelques mois, il pourrait proposer aux responsables du bureau politique de l'U.D.F. des solutions administratives à des questions que ceux-ci refusent encore de considérer comme des choix politiques.

Ces réflexions devaient se poursuivre lundi et mardi au cours du séminaire qui, à Royaumont (Val-d'Oise), réunit les responsables du C.D.S. Après avoir établi un constat des forces et des faiblesses de leur parti, ceux-ci devraient définir la stratégie à long terme du C.D.S. et parallèlement le rôle qu'il entend jouer au sein de l'U.D.F.

Une réflexion que, pour sa part, le parti républicain a menée tout au long de la réunion de son bureau politique jeudi 17 mars. Au cours de cette journée de travail, M. Léotard a affirmé qu'il n'entendait pas revenir sur les choix stratégiques qu'il avait précisés lors de son élection au poste de secrétaire général, et qui présidèrent à la transformation des républicains indépendants en parti républicain : le P.R. doit s'efforcer de devenir un grand parti populaire, qui s'appuie sur sa force militante plutôt que sur quelques notables. Ainsi le retour à une stratégie type CNIP semble être définitivement écarté (*le Monde* du 18 mars).

Au cours de cette même réunion, les rapports avec le R.P.R. ont été évoqués, et l'idée d'une nécessaire *« distanciation »* a prévalu. Une distanciation que l'union n'a pas permis de réaliser tout au long des élections municipales. Certains responsables *du P.R. ne sont pas loin de penser* que, faute d'avoir été suffisamment perçu, le langage plus modéré de l'U.D.F. n'a pas permis au deuxième tour la confirmation de la poussée du premier tour.

Le débat sur l'organisation systématique, à l'avenir, de primaires n'a cependant pas été tranché, tout comme ne l'a pas été celui concernant l'attitude à adopter vis-à-vis de l'U.D.F. Le P.R., dans son ensemble, ne paraît pas encore savoir s'il veut jouer totalement l'U.D.F. — même s'il est clair pour M. Léotard que *« son existence est nécessaire »*, — ou s'il privilégie un certain patriotisme de parti.

On en revient là à l'éternel débat : tant que n'auront pas été modifiées les structures de l'U.D.F. d'une manière qui réponde à ses vœux, le P.R. ne saurait s'engager plus avant dans un tel choix. D'autant que les ambitions des uns et des autres au parti républicain peuvent militer en faveur de solutions différentes. Il n'est pas dit notamment que ceux qui souhaitent succéder à M. Michel Pinton — après avoir présidé par exemple aux destinées du P.R. ou des R.I. — soient favorables à la disparition de cette fonction et à son remplacement par un triumvirat réunissant les chefs de file du P.R., du C.D.S. et des radicaux.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

M. LÉOTARD (P.R.) : l'U.D.F. est capable d'être une force d'entraînement

M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain, qui était, dimanche 20 mars, l'invité du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », a estimé que la *« stratégie unitaire »* de l'opposition pour les municipales *« a été bien comprise par l'électorat et a été payante »*. Il a précisé que, pour l'avenir, l'introduction d'une *« mécanique de la proportionnelle devrait nous autoriser — si ce n'est nous obliger — à présenter des listes sous nos propres couleurs »*. *« Je pense aux élections européennes et aux élections régionales »*, a-t-il dit. Selon lui, *« l'Europe est certainement pour l'U.D.F. une occasion d'aller de l'avant, c'est-à-dire d'améliorer encore ce qui nous réunit »*.

M. Léotard a jugé que l'élaboration d'un programme commun avec le R.P.R. n'est pas *« ce qui préoccupe vraiment les Français. Il y a déjà un stock de propositions qui nous* [les militants du P.R.] *sont propres pour sortir de la crise et affronter l'alternance »*.

Le secrétaire général du P.R. s'est déclaré *« personnellement serein et optimiste sur l'avenir de l'U.D.F. »*, qui, selon lui, *« est capable d'être une force d'entraînement et de proposition. C'est une famille politique essentielle dans la vie de notre pays, qui a en commun un certain nombre de thèmes »*. *« Je répète*, a-t-il dit, *que nous souhaitons approfondir et renforcer l'U.D.F. et que le parti républicain désire apporter sa pierre. » « Ce ne sont pas les problèmes de personnes qui sont importants »*, a-t-il ajouté.

M. Léotard a affirmé qu'il a *« beaucoup d'admiration »* pour M. Raymond Barre, qu'il qualifie d'*« homme de qualité et de courage »*.

Il a estimé, d'autre part, que les hommes qui évoquent, dans l'opposition, *« l'hypothèse d'un rapprochement avec le pouvoir ne contribuent ni à la clarté ni à la moralisation de la vie politique »*.

M. Léotard a proposé l'organisation au Parlement d'un débat sur l'immigration. Ce débat permettrait, selon lui, *« d'envisager une diminution du volume global de la communauté étrangère en France et (...) de faire en sorte, lorsqu'il y a délinquance, d'appliquer la loi républicaine, c'est-à-dire que nous puissions les expulser »*.

RECOURS EN ANNULATION

A Nice, M. Max Gallo, député socialiste et tête de liste de la majorité, a déposé un recours en annulation auprès du tribunal administratif. M. Gallo fait état *« d'irrégularités et d'infractions »* relatives aux inscriptions sur les listes électorales et *« d'anomalies »* dans l'expédition des bulletins de vote aux électeurs.

M. Jacques Médecin, député apparenté R.P.R., a été réélu, vendredi 18 mars, maire de la ville.

Dans le cadre de la journée nationale contre la discrimination raciale
GAVIN JANTJES
ERNEST PIGNON-ERNEST
JOE LE BROCQUY
SAURA
LE PARC
dédicaceront leurs affiches
LE LUNDI 21 MARS 83
de 16 h 30 à 18 h 30
à la Librairie FLAMMARION du Centre POMPIDOU
Tél. : 278.67.40

M. Poperen (P.S.) : la majorité doit s'appuyer sur la « gauche profonde »

Invité, dimanche 20 mars, du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré, tirant les leçons des élections municipales : *« Le reproche qui a pu nous être fait, c'est moins la rigueur que la répartition de la rigueur. (...) Cette rigueur ne s'est pas toujours traduite suffisamment en termes d'efficacité gouvernementale. (...) Il ne peut pas y avoir de rigueur efficace pour un gouverment de la gauche si elle n'est pas supportée par une volonté constante de justice sociale. (...) La réalisation de nos objectifs économiques, à savoir le redémarrage industriel, conditionne la justice sociale. Mais à son tour la justice sociale conditionne l'engagement des forces populaires sans lesquelles nous n'obtiendrons pas ce redémarrage économique. »*

Interrogé sur un éventuel « recentrage » de la majorité, M. Poperen a déclaré : *« Nous ne pouvons réussir ce que nous avons entrepris que si nous avons le soutien des forces que nous appelons populaires, de ces forces sociales dont l'essentiel est constitué par la majorité du salariat, ce que j'appelerai la gauche profonde. Si nous nous écartons tant soit peu de cela, croyez-moi, nous sommes perdus. (...) La gauche ne peut pas gagner sans le concours de ce qu'il est convenu d'appeler les marges. (...) On gagne avec le concours des marges, mais on ne gagne pas en s'alignant sur les marges. »*

A propos de la perte d'influence du P.C.F., M. Poperen a précisé : *« Nous n'avons jamais pensé que le développement, le renforcement, le rayonnement du parti socialiste dussent se faire nécessairement sur les ruines des autres formations de la gauche. Nous avons trop le sens de l'intérêt commun, de ce qu'est la majorité actuelle. Mais en même temps nous avons le sentiment que les autres, à côté de nous, doivent prendre leur part de l'effort de réflexion, de l'effort peut-être aussi de renouvellement de leurs propres perspectives. »*

M. Poperen a dénoncé la campagne électorale conduite, dans la banlieue de Lyon, par un candidat de l'opposition : *« Sa campagne, c'était la trouille au ventre (...) la peur du bougnoule. »* A propos des immigrés, il a précisé : *« Au nom même de l'intérêt que nous portons à ces populations, nous ne laisserons pas de ghettos se constituer dans nos villes, parce que c'est la pire chose pour la population d'origine française, mais c'est aussi la pire chose pour les immigrés. »*

● *La polémique entre la C.G.T. et l'A.F.P.* — M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., a demandé un entretien à M. Burin des Roziers, président du conseil supérieur de l'A.F.P., au sujet de la dépêche sur le conflit Citroën-Aulnay, à l'origine d'une vive polémique entre la centrale syndicale et l'agence *(le Monde* des 17, 18 et 19 mars).

UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE



INTERNATIONAL OPEN UNIVERSITY

AVIS DE CONCOURS
pour admission en octobre 83

I.M.B.A.* programs

Le programme de l'« International Master of Business Administration » est proposé après admission par voie de concours aux :

— Étudiants ayant déjà accompli de deux à quatre ans d'études supérieures (classes préparatoires aux Grandes Écoles, Universités, etc.)
REGULAR IMBA program (3 ans)

— Titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (ingénieur, maîtrise, docteur, etc.)
INTENSIVE IMBA program (2 ans)

— Cadres et responsables d'entreprise pouvant disposer de plusieurs périodes sabbatiques de trois ou quatre mois
PART-TIME INTENSIVE IMBA program (de 1 à 3 ans)

— Jeunes bacheliers qui, après avoir suivi un programme spécial du niveau « Bachelor degree » obtiennent un « Undergraduate certificate of International Management Studies (UCIMS) » leur donnent accès au « IMBA program »
UCIMS program + REGULAR IMBA program (5 ans)

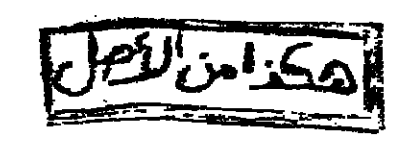
Ces programmes s'adressent à ceux qui se destinent à une carrière à vocation internationale et qui sont prêts à se rendre dans les différents campus où se déroulera leur programme intégré.

EUROPE - *Institut Supérieur de Gestion* - PARIS
U.S.A. - *European University of America* - SAN FRANCISCO
ASIE - *International Management University of Asia* - TOKYO

Les concours des différents programmes auront lieu dans les principales villes d'Europe dans la semaine du 27 JUIN au 2 JUILLET 1983

Pour obtenir les programmes détaillés, les conditions d'inscription au concours, contacter
« Centre d'Information et d'Admission de l'ULI pour la FRANCE » - (1) 296.30.88
J.D. ASSIE - 22 RUE MONTPENSIER - 32 Galerie Montpensier - Jardins du Palais Royal 75001 PARIS
ou UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE
General admission office
36 Rue de CANDOLLE - 1205 - GENÈVE (SUISSE) - Tél. (22) 20.66.11





M. Méhaignerie (C.D.S.) : oui à l'« ouverture » de l'opposition mais sans compromis avec le pouvoir

Les succès du C.D.S. aux élections municipales justifient a posteriori, *semble-t-il, les choix de son président, M. Pierre Méhaignerie, qui a accordé la priorité au travail discret sur le terrain et reporté après les municipales les problèmes d'organisation interne et de communication. Les temps est toutefois venu de les aborder. Le séminaire qui réunit à Royaumont, lundi 21 et mardi 22 mars, les principaux responsables centristes a été organisé à cet effet. Il donne au C.D.S. l'occasion d'établir un constat de ses forces et de ses faiblesses et de décider de sa stratégie à long terme en étudiant notamment l'évolution des « courants porteurs » de la société et l'itinéraire des principales personnalités politiques.*

Au nombre de ses forces, le C.D.S. classe l'importance de son réseau d'élus, conforté par les scrutins des 6 et 13 mars et dont les pouvoirs vont être accrus par la décentralisation. Il se félicite, d'autre part, de l'apparition d'une nouvelle génération – celle des vingt-cinq-quarante ans – issue des Jeunes Démocrates sociaux. C'est le cas notammment de M. Marchand à Sète, de M. Birraux à Annemasse ou encore de M. Dominique Baudis à Toulouse.

Par-delà le renforcement de ses structures, le C.D.S. note au nombre de ses atouts la qualité de son message. Il juge que la lassitude des Français face à la violence de l'affrontement droite-gauche, les dangers de l'extrémisme tels qu'ils ont pu apparaître dans certaines villes lors des municipales, lui permettent d'espérer que son message *« de tolérance et d'ouverture »* aura davantage de chances d'être entendu.

Dans l'éditorial du dernier numéro de *Démocratie moderne* (daté 17 mars), M. Jacques Barrot explique notamment : *« Le C.D.S. n'est pas prisonnier d'attitudes récentes qui ont pu couper la majorité d'hier du pays et de sa jeunesse (...) Il n'a jamais versé dans le climat de violence et d'intolérance. Il a repoussé la facilité, les simplistes à l'allure revancharde. »* Le C.D.S. semble croire d'autant plus à ses *chances d'être entendu* qu'il pense s'être débarrassé de certaines des insuffisances de son discours économique.

Les prochaines élections européennes, la récente victoire de ses « amis » en Allemagne fédérale, lui assurent en outre, à son avis, une position de leadership dans le débat qui va s'ouvrir. De la même façon, l'enseignement libre est pour lui un terrain privilégié. Enfin, l'émergence de M. Raymond Barre, qui chaque jour s'affirme un peu plus comme l'un des chefs de file de l'opposition, lui donne une certaine latitude. En affirmant ses sympathies à l'égard de l'ancien premier ministre, le C.D.S. laisse deviner sa volonté de contrebalancer *les* éventuels désirs d'hégémonie giscardiens, et trouve en la personne de M. Barre un contrepoids.

Le C.D.S. doit pourtant reconnaître *qu'il souffre de graves faiblesses.* Elles concernent son organisation interne, ses difficultés financières et le vieillissement d'une partie de ses cadres, qu'il faudrait, de l'avis même de M. Méhaignerie, renouveler dans une trentaine de départements.

La progression de M. Barre

« *Nous devons*, note le président du C.D.S., *renforcer l'organisation départementale et régionale, approfondir la réflexion militante des élus et des experts, développer une stratégie de communication, moderniser notre appareil et rechercher les meilleurs candidats pour les prochaines échéances.* »

Tout en remédiant aux faiblesses structurelles de son parti, M. Méhaignerie devrait, avec l'ensemble des responsables du C.D.S., fixer des objectifs et déterminer une stratégie à plus ou moins long terme.

S'il pense que le C.D.S. est le mieux à même d'incarner l'ouverture de l'opposition – *« l'ouverture sur le débat et non sur le pouvoir »*, précise-t-il, – il n'en considère pas moins avec une certaine inquiétude les tentatives du pouvoir ou de personnalités extérieures de créer un centre gauche. Tentatives auxquelles son parti serait le premier à être exposé.

Il lui faut aussi considérer qu'un parti sans chef de file présidentiable, même si l'échéance est encore lointaine, a beaucoup plus de mal à s'affirmer, à diffuser son message. Or, au C.D.S., on est bien forcé de reconnaître que ce « présidentiable » a peu de chance d'émerger de ses rangs d'ici à 1988. M. René Monory, sénateur centriste de la Vienne et ancien ministre, peut ne pas partager cet avis ; il lui faut bien reconnaître que la présence de *M. Barre l'empêche d'occuper un* créneau qu'il pouvait convoiter.

Cette absence de « présidentiable », la volonté de ne pas se ranger derrière M. Giscard d'Estaing, le *fait que le C.D.S. ne puisse s'affirmer* comme un parti de masse et concurrencer sur ce terrain le R.P.R., tout cela explique, au-delà de sympathies qui peuvent être naturelles, l'attention avec laquelle le C.D.S. suit la progression de M. Barre et mesure ses chances futures. Faute de pouvoir représenter la majorité au sein de l'opposition, le C.D.S. pourrait choisir de devenir le parti d'un président de la République. Une telle stratégie suppose que soient préservées et son indépendance et l'indépendance de l'U.D.F. tout entière.

Une fois rassuré sur ces points, le C.D.S. devrait abandonner toute velléité de quitter la confédération. Au sein de l'U.D.F., il peut vouloir jouer le rôle de principale force d'entraînement ou, en attendant de prochaines échéances, développer sa propre stratégie avec toute la latitude que laisse l'absence d'échéances immédiates.

C'est encore M. Barrot qui écrit dans *Démocratie moderne : « Les roulements de tambours et les clairons ont su réveiller les Français de la torpeur dans laquelle le chant des sirènes socialistes et communistes les avait plongés. C'est à nous qu'il appartient désormais d'écrire les notes justes de la partition qui pourra rythmer les avancées de l'opposition. »* Ainsi, *tout en se* démarquant du R.P.R., le C.D.S., au sein même de l'U.D.F., pourrait tenter de préserver sa spécificité et ses chances d'incarner de manière privilégiée l'ouverture et le centrisme authentique au moment où l'opposition s'en réclame dans sa quasi-totalité.

C. F.-M.

MALGRÉ LA PERTE DE ROUBAIX ET DE TOURCOING PAR LA GAUCHE

M. Notebart (P.S.) veut garder la présidence de la communauté urbaine de Lille

Lille. – Bien difficile de prédire qui présidera demain aux destinées de la communauté urbaine de Lille. Faut-il croire qu'en perdant, les 6 et 13 mars, Roubaix et Tourcoing, pour ne parler que des deux plus importantes villes passées à l'opposition, la gauche a perdu la communauté urbaine ? Une certaine logique le voudrait. Celle au moins des états-majors nationaux de l'opposition qui souhaiteront en faire un enjeu politique voyant la possibilité d'ouvrir une brèche dans la suprématie de la gauche dans une région où elle détient les présidences des deux conseils généraux et celle du conseil régional (1).

De notre correspondant

Mais les choses ne sont pas si simples : les élections municipales ont certes fait perdre à la gauche la majorité absolue qu'elle détenait au conseil de la communauté, mais sans pour autant la donner à l'opposition.

L'*actuel président*, M. Arthur Notebart, maire socialiste de Lomme, avait jusqu'à présent, suscité un large consensus dans cette communauté urbaine pourtant très dispersée. Forte de plus d'un million d'habitants, la C.U.D.L. ne rassemble pas moins de 86 communes. Lille, la plus importante, compte 170 000 habitants, Warneton, la plus petite, mille fois moins, 171 exactement. De plus, la communauté urbaine de Lille est la seule en France à ne pas être organisée autour d'une seule ville centre : englobant Roubaix et Tourcoing, elle est en quelque sorte tricéphale. La prédominance générale de la gauche, et en parallèle la forte personnalité de M. Notebart, a assuré jusqu'à présent la cohésion.

Les résultats des 6 et 13 mars sont venus tout bouleverser. La gauche, qui comptait 60 sièges sur 90 en a perdu 24. Pour autant les partis d'opposition, R.P.R. et U.D.F., ne peuvent prétendre à eux seuls assurer leur prédominance dans le conseil communautaire. Il faut compter en effet, entre les deux blocs droite et gauche, avec les non-inscrits et les maires des petites communes jusque-là regroupés au sein du GADEC (groupe d'action démocratique et communautaire). Et la loi du 31 décembre 1982 qui prévoit 140 sièges (au lieu de 90 actuellement) si les communes parviennent à se mettre d'accord sur leur répartition, ou 100 sièges dans le cas contraire, ne changera pas *radicalement cette situation dans* laquelle les maires des petites communes seront amenés à jouer un rôle d'arbitres. Nul doute que dès maintenant et d'ici à juin, date à laquelle devrait se faire l'installation du nouveau conseil, ils seront très sollicités.

M. Notebart a d'ores et déjà fait savoir qu'il serait candidat : *« La C.U.D.L. n'est pas perdue, elle n'est même pas menacée »*, déclarait-il au lendemain du 6 mars. M. Notebart, qui a pour atout son passé de gestionnaire et sa parfaite connaissance des dossiers (dont le métro de Lille n'est pas le moindre) souligne qu'il n'est pas le président *« des seuls partis de la majorité présidentielle mais celui de la communauté urbaine, toute tendances confondues »*. Ce n'est pas une simple clause de style : en 1977, il avait été élu par 85 délégués sur 90, 5 ayant voté blanc. *Mais cette fois-ci...*

Pour M. Serge Charles, maire R.P.R. de Marcq-en-Barœul, il faut aller dans le sens des résultats des municipales : c'est le jeu de l'alternance. Encore faut-il que les formations de l'opposition se mettent d'accord sur le nom d'un candidat. Celui de M. André Diligent (C.D.S.), maire de Roubaix, est souvent avancé comme pouvant avoir l'appui des maires regroupés au sein du GADEC, dont il avait été le fondateur voici quelques années. Il faudra aussi compter avec M. Stéphane Dermaux, maire (P.R.) de Tourcoing.

Au-delà des hommes, se posera la question du fonctionnement de la communauté et de sa finalité, organisme de gestion ou enjeu politique ? Car, peut-on imaginer, si M. Arthur Notebart était reconduit dans ses fonctions, qu'il tienne à l'écart de tous postes de décision les représentants de deux grandes villes comme Roubaix et Tourcoing ? A l'inverse, si un membre de l'opposition lui succédait, pourrait-il rejeter purement et simplement dans l'opposition les représentants de la ville de Lille ? Toute radicalisation politique comporterait un risque de rupture, y compris géographique. La volonté de M. Diligent, plusieurs fois affirmée, *« d'inverser le courant et de favoriser systématiquement le secteur de Roubaix-Tourcoing* [jusque-là défavorisé à ses yeux] *pour rééquilibrer la métropole »*, est de nature à inquiéter plus d'un.

JEAN-RENÉ LORE.

(1) Le conseil général du Nord est présidé par M. Albert Denvers (P.S.), celui du Pas-de-Calais par M. Roland Huguet (P.S.) et le conseil régional par M. Noël Josephe (P.S.).

LE MONDE PUBLIERA DANS SES ÉDITIONS DE DEMAIN, DATÉES 23 MARS, UN DOSSIER SUR LES COMMUNAUTÉS URBAINES APRÈS LES ÉLECTIONS MUNICIPALES.

BOIS DE CHAUFFAGE A PARIS

Livraison rapide selon vos besoins.
Un bon feu au bon prix.

BUCHES SERVICE, (1) 677-00-37

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

TED BATES

Certains voient l'immobilier en noir.

Nous vous aidons à voir plus clair.

Quand certains voient l'immobilier en noir, à la Banque de La Hénin nous préférons vous aider à voir plus clair. Encore une fois pas d'attentisme, des idées.

Pour la Banque de La Hénin, l'immobilier n'est pas seulement une spécialité : c'est une vocation. La Banque de la Hénin a toujours été à la pointe de ce secteur économique : pionnière dans la distribution de prêts conventionnés, inventrice du Compte Epargne Résidence Secondaire, innovatrice, avec les crédits travaux sans hypothèque.

A la Banque de La Hénin, les conseillers que vous rencontrez sont tous des experts, des partenaires qui connaissent en ces temps difficiles, la valeur du conseil, l'importance de la souplesse et des décisions rapides.

Pour la Banque de La Hénin, l'ennemi n° 1 de l'immobilier, c'est l'immobilisme.

C'est comme cela que l'on devient et que l'on reste la première banque française de l'immobilier : il y a près de 100 banques spécialistes de l'immobilier en France, elles s'appellent toutes La Hénin.

Banque de La Hénin
La Banque-orchestre de l'immobilier



Siège social : 16 rue de la Ville-l'Evêque 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15

هكذا من الأصل

société

JUSTICE

AUX ASSISES DE L'AUDE

Deux anciens parachutistes condamnés pour le meurtre d'un homosexuel

Deux anciens parachutistes du 3e R.P.I.M.A., basé à Carcassonne, ont comparu, du 16 au 18 mars, devant la cour d'assises de l'Aude, que présidait M. Joseph Deixonne, pour le meurtre, dans la nuit du 13 au 14 avril 1980, d'un jeune homosexuel, Charles Jaumes-Anglade, vingt-six ans. Armand Fadene, vingt-huit ans, que défendait Me Roland Dumas, reconnaissait avoir assisté au meurtre sans en être l'auteur. Eric Bescond, vingt-trois ans, a nié toute participation aux faits. La partie civile, représentée par Mes Charles Libman et Muriel Laroque, s'est attachée à rappeler les témoignages accablants sur les aveux des accusés qui, depuis, s'étaient rétractés. Armand Fadene et Eric Bescond ont été condamnés, le 18 mars, respectivement à dix-neuf ans et à neuf ans de réclusion criminelle.

« Incompatible »

De notre envoyé spécial

Carcassonne. — La nuit, les remparts font encore de l'ombre sur la ville. Tant de tours et de créneaux : la cité veille sur le bourg. Tous feux éteints, Carcassonne dort paisiblement. Quelques bistrots à soldats, enfumés, à peine deux ou trois lanternes encore allumées dans les rues désertes à l'heure tardive où d'autres hommes sortent à l'aventure pour l'amour furtif des beaux militaires. Le 13 avril 1980, Charles Jaumes-Anglade rôdait par là. On a retrouvé son cadavre le lendemain sur le plateau de Grazailles, à quelques kilomètres de la ville. Le jeune homme avait été tué à l'arme blanche et on avait jeté son corps à moitié nu dans un fourré. On avait frappé le petit horticulteur homosexuel honteux qui devait affronter la nuit. Ses parents ne savaient pas, et lui ignorait à quel point ils l'aimaient. Il ne savait pas qu'ils lui auraient pardonné, qu'il ne fallait pas risquer l'ombre et la mort pour si peu.

Au banc des accusés, deux anciens parachutistes se débattent avec ce meurtre. Armand Fadene, caporal-chef d'une section de combat, et Eric Bescond, première classe, se disent aujourd'hui innocents. Le coupable serait un troisième homme, un légionnaire déserteur introuvable. Fadene, 1,85 mètre, 80 kilos, n'aurait pu qu'assister impuissant à la tuerie. Bescond regardait à l'heure du crime la télévision dans sa chambrée. « Affirmatif », M. le président. » « *Moi*, dit Fadene, *je ne suis pas un homosexuel, je ne mange pas de ce pain-là.* » « *Moi*, dit Bescond, *je fais ça pour de l'argent, c'est tout.* » Tout le mal viendrait de l'inspecteur Devigne du service régional de police judiciaire de Perpignan. C'est lui qui leur aurait fait signer des procès-verbaux accablants. L'inspecteur « machiavélique » a recueilli leur témoignage. Devant lui, Bescond a reconnu et signé qu'il tenait les pieds de la victime pendant que Fadene la tuait de quatorze coups de couteau. Devant lui, Fadene a avoué qu'il s'était rendu après le crime dans un bar de la ville, le Vitrac, où une serveuse, Mme Jeanine Rousseau, avait remarqué du sang sur ses mains et sur ses vêtements. Devant lui, enfin, Mme Rousseau a témoigné que Fadene lui avait dit : « *Je viens de tuer un pédé.* »

Mais, à l'audience, plus rien n'est vrai. « *J'étais saoul*, dit Fadene, *je ne me souviens plus, il y a des pots de régiment, des pots de compagnie, des pots de section...* » Et Bescond, que l'expert psychologue trouve débile, redouble de difficultés d'élocution. Fadene est formel, affirmatif, sans ce Devigne, il serait auprès de sa femme et de son fils. « *Mettez-vous à ma place, monsieur le président.* » Et Bescond bégaie des larmes quand son père vient raconter que son parachutiste de fils n'aurait pas fait de mal à une mouche.

Puis, c'est le défilé du régiment. Tous carrés comme des armoires, le cheveu ras, en jeans et en blouson de satin noir. Un officier entre en tenue de combat, il salue militairement la cour. Un autre, très raide, tient à sa mise au point : « *Je n'ai jamais eu de relations équivoques avec Bescond l'homosexuel, ce genre de tendance est incompatible avec le métier de soldat.* » Demi-tour, ils vident les lieux sans un regard à leurs anciens camarades.

Mensonge ou vérité, les accusés garderont leur visage de bois. Alors, péniblement, un vieil homme se dirige vers la barre. Il a l'accent rocailleux de l'Aude. Il parle de son fils : « *Vous savez, il était fragile, il avait « le pollen des fleurs ». C'est lui qui organisait les kermesses au village et, depuis qu'il n'est plus là, il n'y a plus de kermesses. Il s'occupait de son petit jardin. Il aurait planté une allumette qu'il en aurait fait une fleur. Quand on entend une voiture au bout du chemin, ma femme et moi, nous nous disons encore c'est le petit qui rentre. J'ai vu ses yeux ouverts à la morgue, ils me disaient : « Papa, c'est maintenant » que tu arrives, c'est trop tard, ils » m'ont torturé...* »

Lorsqu'on retrouva le cadavre de Charles, sa main s'était refermée sur une feuille de lierre.

CHRISTIAN COLOMBANI.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Les malheurs d'un promoteur

Devant la trente et unième chambre *correctionnelle* de *Paris, présidée* par M. Jean Leonnet, ont comparu, les 17 et 18 mars, M. Marc Rozenblum, cinquante et un ans, animateur d'un groupe de *cinquante-deux sociétés*, et *quatre* associés, MM. William Allouche, Louis Pouliguen, Maurice Lévy et Albert Angel, à la suite du krach de trois cents millions environ survenu à *la fin de 1980. Il ne s'agit pas* en l'occurrence de banqueroute, qui fait l'objet d'une information judiciaire toujours en cours, mais de poursuites pour abus de biens *sociaux portant* sur douze millions de francs, chiffre lui-même discuté.

Avec son allure de brasseur d'affaires à la fois dynamique et sérieux, M. Rozenblum, d'origine lituanienne, *réfugié* en *France depuis* 1939, semble être à l'opposé du financier véreux et parasite. Il a toujours montré une activité débordante, d'abord avec son beau-père dans le domaine des produits chimiques, puis, après la mort de celui-ci, dans l'immobilier.

Comme il ne disposait pas d'une fortune personnelle, il fut lancé sur le marché par les banques depuis 1968 à partir de sa société de promotion immobilière originelle : l'AFICO. Il construisit et vendit ainsi des appartements dans la vallée du Var à Bormes-les-Mimosas, mais aussi à Marseille, Villars-de-Lans, Compiègne, Lille, Toulon, *Antony, Montfermeil, Bordeaux*, Clichy-sous-Bois, Joigny, Chartres, Yerres, Limoges, Fontenay, Cergy, etc., etc.

Malheureusement, l'opération de Villars-de-Lans, « Villars-le-Haut » était fort téméraire. Pour commercialiser neuf cents appartements, M. Rozenblum voulut créer une « *animation* » par des restaurants, un hôtel, une discothèque, un super*marché*... *Parmi* les *cinquante-deux* sociétés formant le « groupe Rozenblum » apparurent donc, à côté des sociétés purement immobilières, des sociétés commerciales coiffées par *un holding :* la C.P.G.F. (*Compa*gnie de participation et de gestion financière).

Aujourd'hui, le parquet reproche aux prévenus d'avoir financé ces sociétés commerciales de *1977* à *1980* grâce à des avances fournies par d'autres, dont, d'après lui, ce n'était pas l'objet social.

M. Rozenblum, qu'assiste Me Lev Forster, s'insurge contre cette interprétation du ministère public. Il estime que l'ensemble des sociétés formaient un groupe cohérent. Il ajoute que tous ses ennuis proviennent d'un brusque « *lâchage* » des banques, alors que son groupe se trouve depuis un arrêt de la cour d'appel de Paris du 14 juin dernier en état de règlement judiciaire.

« *Si on n'avait pas fait les opérations contre nous en juillet 1980*, a-t-il dit, *toutes ces sociétés vivraient très bien aujourd'hui !...* »

Le tribunal se prononcera ultérieurement.

PAQUES : *STAGES INTENSIFS*

MATH | **ECO**
PHYS | **S-NAT**

28/03 - 01/04

POUR TERMINALES B C D
STAGE SPÉCIAL POUR PREMIÈRE

TOP MATH Etablissement Enseignement privé
23, bd de Beauséjour. 525-45-33 ou 520-45-84. Métro Muette

ÉDUCATION

La journée nationale sur la rénovation des collèges

Un pari stratégique pour cinq mille établissements

« *Aucune rénovation ne sera possible dans les collèges sans le concours de tous les acteurs en présence* », écrivait, il y a un mois, le directeur de cabinet de M. Alain Savary aux principaux des quelque cinq mille collèges de France. C'est dans cet esprit que les personnels de ces établissements, les parents et les élèves — et, si possible, les élus locaux, les mouvements pédagogiques et organismes culturels — sont invités à participer à la journée nationale sur la rénovation des collèges, organisée ce lundi 21 mars.

Cette journée sera d'abord consacrée à l'information. A cette fin, le rapport de M. Louis Legrand pour un « collège démocratique », (*le Monde* du 7 janvier), une synthèse de ce texte et les orientations retenues par le *ministre de l'éducation nationale (le Monde du* 2 février) ont été adressés à tous les chefs d'établissement. A partir de ces informations, personnels, parents et élèves devront réfléchir en commun. Pour permettre au plus grand nombre de parents de participer à cette réflexion, le ministère a demandé aux chefs d'établissement d'organiser une réunion en soirée pour rendre compte des travaux de la journée et organiser un nouveau débat avec les professeurs. Une seconde journée de réflexion est prévue en mai. Elle portera plus particulièrement sur les conditions de mise en œuvre de la rénovation. Trois syndicats (1) ont appelé leurs adhérents à faire grève, le 22 mars, contre les propositions de réformes des collèges et de faire du 21 mars une journée de « résistance active ».

Un dangereux explosif. Tel est l'effet produit lors de sa publication, au début de l'année *1983*, par le rapport de M. Louis Legrand, professeur de sciences de l'éducation à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Cela en dépit d'une année de travaux menés en commissions nationale et départementales avec la participation des principaux partenaires du ministère de l'éducation nationale. Les désaccords, les affrontements parfois vifs — y compris avec les syndicats de gauche — n'ont pas été éludés au cours des débats préparatoires. Tout le monde a eu la parole, et les avis des syndicats et associations sont publiés en annexe au rapport. Mais, « *compte tenu des oppositions, des intérêts et des habitudes, il était illusoire d'espérer parvenir à un accord général* », note M. Legrand en avant-propos. (...) « *Ce rapport est donc en premier lieu le produit d'une conviction* ».

Une conviction qui repose sur des recherches, sur des expérimentations menées de longue date. Mais une conviction qui dérange, qui bouleverse les habitudes, ébranle les mentalités. Bref, tout l'édifice — déjà fragile — de l'éducation nationale.

S'attaquer aux collèges, avec pour objectif « *la réduction des inégalités sociales et la lutte contre l'échec scolaire* », ce n'était peut-être pas aller à la racine du mal, mais tenter de panser les plaies là où elles apparaissent aujourd'hui les plus profondes, tant pour les élèves que pour les enseignants, tous confrontés aux difficultés nées de la trop grande hétérogénéité des classes depuis la mise en place du « *collège unique* » par M. René Haby.

Le groupe de pilotage animé par M. Legrand a d'abord proposé de nouvelles structures, et notamment la répartition des élèves en « ensemble » (de la sixième à la quatrième) *constitués de « divisions de base »* hétérogènes ne dépassant pas chacune vingt-six élèves. En français, en mathématiques et en langues vivantes, des groupes de niveau homogène pourraient être *constitués*.

Pour ce qui concerne les enseignements proprement dits, M. Legrand suggérait un rééquilibrage des activités en faveur de l'éducation physique, artistique et « polytechnique ». Ce rééquilibrage était accompagné d'une nouvelle organisation du temps scolaire en « séquences » de cinquante minutes avec des périodes de travail interdisciplinaire.

Toute sélection, tout redoublement au cours des trois premières années de collège (de la sixième à la quatrième) étaient supprimés pour céder la place à une « évaluation formative », permettant de situer à tout moment « *les performances de chaque élève par rapport à des programmes* » couvrant en continu la scolarité au collège. C'est seulement à la fin de la quatrième et dernière année de collège que serait établi « *un bilan pédagogique général* », préalable aux décisions d'orientation ou de redoublement.

M. Legrand souhaite que les professeurs travaillent en équipe — équipe pédagogique de professeurs et « équipe éducative » associant tous les personnels, les parents et les élèves, notamment dans la définition de « projets éducatifs ». Surtout, et c'est un élément essentiel du dispositif, il préconise la mise en œuvre du « tutorat », chaque professeur ayant la charge d'un groupe — de douze à quinze élèves — pour l'aider dans l'organisation de son travail en dehors des heures de classes. Travail en équipe et tutorat ont inspiré au rapporteur une nouvelle définition du temps de service des enseignants. Il a ainsi proposé que chaque professeur de collège consacre, chaque semaine, seize heures à l'enseignement, trois heures à la concertation, trois heures au tutorat, soit vingt-deux heures dans l'établissement. Une telle unification aurait pour conséquence de mettre fin à la disparité de formation, de statut, d'horaire et de rémunération qui existe actuellement entre les enseignants des collèges, pour des raisons historiques.

C'est cette proposition qui a mis le feu aux poudres. *Elle revient*, en effet, à augmenter le temps de présence dans l'établissement de certaines catégories d'enseignants (les agrégés, par exemple, « doivent » quinze heures) et à supprimer la fonction — et donc l'indemnité — de professeur principal. En contrepartie, des conditions de travail sans doute plus supportables pour les professeurs comme pour les élèves.

Mais le rapport n'ayant pas à ce moment-là été largement diffusé, et M. Savary n'ayant pas annoncé ses intentions, la *colère* a *monté*, unissant dans le même opprobre les rapporteurs, le ministre, les syndicats et la presse.

M. Savary a commencé à désamorcer la bombe en annonçant, le 1er février, ce qu'il retenait du rapport Legrand... et ce qu'il en rejetait. Le ministre a, par exemple, relevé les mérites de la structure en « *ensembles* », « *divisions hétérogènes* » pour certaines disciplines et groupes de niveau homogènes pour d'autres. Il a souhaité que le travail collectif des enseignants et le tutorat soient « *pris au sérieux* ». Mais s'il considère naturel de définir désormais les services des enseignants « *en fonction du niveau d'enseignement et non des corps d'origine* », il a rejeté la « codification » suggérée par le rapport Legrand, tout comme le choix du « tuteur » par l'élève.

L'appel au volontariat

Le ministre a aussi manifesté son intérêt pour le rééquilibrage des activités scolaires — avec le concours d'associations culturelles et sportives d'une part, de professionnels d'autre part, — pour les propositions relatives à l'orientation, pour la redéfinition des contenus d'enseignement...

Surtout M. Savary a choisi de ne rien imposer. Les problèmes, affirme-t-il, ne se résolvent pas avec des textes mais avec des hommes. Le changement passe par des « *acteurs* », non par des « *exécutants* ».

C'est pourquoi il fait appel au volontariat pour entreprendre, à la rentrée 1984, la première étape de rénovation des collèges. Procédure délicate, compte tenu de la crispation du milieu enseignant depuis la publication du rapport Legrand. Le défaut d'information — sur le contenu du rapport et sur ce qu'en a retenu ou rejeté le ministre — a sans doute sa part dans bien des accès de colère. C'est pourquoi la journée de *ce 21 mars devrait être une étape* importante. De sa réussite ou de son échec il dépendra que la rénovation des collèges puisse ou non s'engager. S'il est un domaine où le change*ment ne se décrète pas, c'est bien ce*lui de l'éducation nationale. Mais c'est aussi, paradoxalement, celui où l'on agit à la condition que des textes le permettent.

Toutes les contributions seront néanmoins les bienvenues au ministère. Car si M. Savary a retenu l'essentiel du dispositif pédagogique préconisé par le rapport Legrand — reportant *à plus tard les discussions* sur le statut des enseignants, — il a bien précisé qu'il ne devenait pas pour autant le « *dogme* » du ministère. La méthode adoptée peut mobi*liser des énergies sans créer, a priori*, d'obligations budgétaires qui pourraient être insurmontables. Toute amélioration n'est pas nécessairement coûteuse mais doit recevoir soutien et encouragement. C'est un pari stratégique dont les enjeux sont lourds de conséquences mais dans lequel les responsabilités sont partagées.

CATHERINE ARDITTI.

(1) Il s'agit du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC), de la Confédération nationale des groupes autonomes (C.N.G.A.) et du Syndicat C.F.T.C. de l'éducation nationale, de la recherche et des affaires culturelles. Ces trois syndicats ont reçu le soutien de la C.G.C et de l'Union nationale interuniversitaire (UNI, droite), cette dernière appelant « *les parents et les lycéens à appuyer l'action des grévistes* ».

LES « RENCONTRES DÉPARTEMENTALES DU CHANGEMENT A L'ÉCOLE » A BOBIGNY

Le plaisir en plus

Avant la journée de consultation nationale dans les collèges, les sections de Seine-Saint-Denis de la FEN et de trois de ses syndicats (sections départementales dirigées par la tendance Unité et Action qu'a*niment des militants communistes*), celui des *instituteurs et professeurs de* collège (SNI-P.E.G.C.), des enseignements du second degré (SNES), et de l'éducation physique (SNEP), ainsi que de la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.), ont organisé, le vendredi 18 mars, à Bobigny, des « Rencontres départementales du changement à l'école ». Quelque six cents enseignants et parents d'élèves y ont participé, en présence de M. Jack Ralite, ministre de la santé.

Que changer ? Pourquoi changer ? Comment changer ? Ces trois questions ont servi de trame à un débat passionné entre des partenaires déjà convaincus de la nécessité de « *réussir la transformation de l'école* ». Mais « *le grand jour de l'école n'a pas encore eu lieu* », a regretté M. Christian Roulette, président départemental de la F.C.P.E., tandis que M. Joël Derrien, membre du bureau national du S.N.I.-P.E.G.C., constatait que le « *fossé entre l'école et la société* » continuait de peser sur cette dernière. Enjeu politique, la rénovation de l'école, estiment les militants du courant Unité et Action, doit s'opérer dans le sens de la justice sociale, avec la participation des parents et des syndicats ouvriers, afin que soient formés de nouveaux « *travailleurs-citoyens capables de pousser plus loin la démocratie* ». Cette analyse a été vivement contestée par des chercheurs de l'Institut national de la recherche pédagogique. Ainsi, par exemple, M. Michel Violet, partisan d'une « *déscolarisation* » de l'enseignement, refuse-t-il que « *des enfants s'arrêtent de vivre à l'école pour qu'on leur apprenne à vivre dehors.* »

« *La connaissance, c'est aussi le plaisir* », a remarqué le ministre de la santé en insistant sur la nécessité d'associer tous les usagers de l'école à sa transformation.

Si les instituteurs et professeurs présents à ce débat n'entendent pas se contenter d'un changement formel (« *Nous voulons être autre chose que des applicateurs de réformes* »), a dit l'un d'eux, ils réclament aussi des moyens. « *Les moyens ne sont pas un préalable à la lutte contre l'échec scolaire, mais il convient de démontrer combien l'investissement éducatif est essentiel* », a ainsi expliqué Mme Rosette Spire, secrétaire nationale du SNES.

Faut-il compter sur une nouvelle réforme pour assurer l'égalité des chances ou ne vaut-il pas mieux changer d'abord ses méthodes classe par classe ? L'auditoire était encore partagé sur cette question lorsqu'un représentant du Groupe français d'éducation nouvelle (G.F.E.N.) a réclamé la parole pour lire un poème composé par des enfants analphabètes de l'Institut médico-pédagogique de Nanterre. « *Certains ont même appris aussi à lire* », a-t-il confié. L'échec scolaire avait perdu un point.

P. B.

Faits et jugements

● *Une plainte a été déposée* au parquet de Lyon au nom de l'*Association internationale contre l'exploitation des fœtus humains*, que préside M. Claude Jacquinot, magistrat. Cette plainte, a précisé M. Jacquinot, à Nice, au cours d'un colloque consacré au thème « *Des fœtus vivants exploités : une réalité cachée* », vise en particulier les travaux de l'équipe du professeur Jean-Louis Touraine (Lyon) qui se livrerait « *à des expérimentations sur des fœtus vivants de plus de seize semaines* ».

● *Un retraité niçois*, M. François Ferrua, a déposé une plainte contre X... auprès du parquet de Nice, à la suite du décès, en février, de sa sœur, Mme Antoinette Zanni, soixante ans, témoin de Jéhovah, morte après avoir refusé, conformément aux préceptes de la secte, de recevoir une transfusion sanguine, qui aurait permis de la sauver d'une grave insuffisance rénale. Mme Zanni avait signé une décharge de responsabilité pour les médecins qui la soignaient.

● *Un enfant de six ans, Ludovic Janvier*, a disparu depuis jeudi 17 mars de Saint-Martin-d'Hères (Isère), dans la banlieue de Grenoble, où ses parents se sont installés il y a trois semaines. La dernière fois qu'il a été vu, il était en compagnie de ses frères, âgés de huit ans et de deux ans et demi. Il venait d'être abordé par un homme portant un casque de moto bleu, plutôt corpulent et de taille moyenne, leur demandant de l'aider à chercher son chien en échange de bonbons.

Publicité

VOTRE FORMATION EN LANGUES

anglais, allemand, espagnol, italien, russe, grec.

Quel que soit votre niveau, apprenez ou perfectionnez vos connaissances d'une ou plusieurs langues étrangères, et préparez à distance un examen professionnel : Chambres de Commerce étrangères, Cambridge, B.T.S. Traducteur.

Renseignements à LANGUES & AFFAIRES, Service 2955, 35, rue Collange, 92303 Levallois. Tél. : 270-81-88. (Etablissement privé.)

RELIGION

A Paris

LE CONGRÈS NATIONAL DE PAX CHRISTI ÉTUDIE LE PROBLÈME DES VENTES D'ARMES

Le problème des ventes d'armes a été évoqué lors du congrès national du mouvement international catholique pour la paix Pax Christi, qui a eu lieu samedi 19 et dimanche 20 mars à Paris, sous la présidence de Mgr Eugène Ernoult, archevêque de Sens et évêque d'Auxerre.

M. Noël Copin, rédacteur en chef du journal *la Croix* et éditorialiste à la télévision, après avoir traité des événements que l'encyclique *Pacem in terris* de Jean XXIII en 1963 a pu influencer ou provoquer au cours de ces deux décennies, a évoqué les ventes d'armes des pays occidentaux, y compris la France. Ces ventes, a-t-il dit en substance, répondent à une logique assez imparable. Si la France, en effet, affirme avoir droit à une défense, il lui faut reconnaître à d'autres pays ce même droit, donc le droit d'acheter des armes, a expliqué M. Copin.

Samedi après-midi, le Père Yves Calvez, ancien assistant du Père Pedro Arrupe, préposé général des jésuites, s'est attaché à faire mieux saisir, avec le recul du temps, le sens, et la portée de *Pacem in terris*. Il a replacé cette première encyclique de la paix dans le contexte politique de cette époque de guerre froide : peu après les accords d'Evian entre la France et l'Algérie, et peu après l'affaire des missiles soviétiques à Cuba notamment.

Au cours d'une table ronde, dimanche après-midi, M. Léo Hamon, ancien ministre, a mis en garde contre un certain pacifisme, soulignant que les relations internationales sont caractérisées par une asymétrie fondamentale. « *Où est l'équivalent à l'Est ?* », a-t-il demandé en ajoutant : « *Ce que nous faisons n'est pas assuré de réciprocité* ».

SCIENCES

LE REPÉRAGE DES AVIONS ET DES NAVIRES EN DÉTRESSE

En quelques mois, un satellite soviétique a permis de sauver une vingtaine de personnes

Le 7 mars, un petit avion de tourisme tentait de décoller d'un lac gelé situé à environ 160 kilomètres au nord-est de la ville canadienne des Sept-Iles (Québec). Fausse manœuvre, panne de moteur, erreur de pilotage, toujours est-il que l'appareil se retourne au décollage. La région est déserte. Aucun témoin n'a assité à l'accident et n'a pu par conséquent donner l'alerte. Pourtant, les rescapés de ce « cheval de bois » seront retrouvés sains et saufs parce qu'un satellite soviétique, Cospas-1, a entendu le signal, bien faible, de la balise de détresse de l'avion. Aussitôt le message est retransmis à plusieurs stations de réception dont celle du Centre national d'études spatiales (CNES) à Toulouse qui donnera la position de l'épave à dix-sept kilomètres près.

Il ne s'agit là que d'un exemple : en sept mois, le satellite soviétique a permis de sauver une vingtaine de vies humaines (victimes de naufrages ou d'accidents d'avion).

Ainsi s'est trouvée amplement démontrée l'utilité d'un recours au satellite pour localiser rapidement des bateaux et avions en détresse. Selon une étude réalisée en 1978 par le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage atlantique, sur neuf naufrages de navires de pêche dans des zones proches de la côte, les délais d'alerte ont été compris entre dix et cent soixante-huit heures alors que l'estimation maximale de survie d'un homme à la mer ne dépasse guère sept heures.

Dès 1979, les organismes de trois pays – la NASA pour les Etats-Unis, le département des communications pour le Canada et le CNES pour la France – se sont interrogés sur les améliorations que les techniques spatiales pourraient apporter à la détection et à la localisation des bateaux et des avions en détresse, soit à partir des équipements existants, comme les balises fonctionnant sur 121,5 et 243 MHz, soit à partir d'équipements fonctionnant à 406 MHz à développer. Tout cela a conduit à lancer un programme conjoint d'aide aux recherches et au sauvetage grâce à des satellites croisant à plusieurs centaines de kilomètres d'altitude (Sarsat) auxquels se sont joints depuis plusieurs pays parmi lesquels l'Union soviétique (*le Monde* du 26 mars 1980).

Un système entièrement nouveau

C'est la raison pour laquelle, depuis le 1er septembre de l'année dernière, un satellite soviétique, lancé au mois de juin, est à l'écoute des messages de détresse émis sur la fréquence radio 121,5 MHz. Dans peu de temps, il devrait être aidé dans sa tâche par un satellite américain, NOAA-E qui sera lancé, le 28 mars prochain, depuis la base californienne de Vandenberg. Comme son homologue soviétique, NOAA-E, « écoutera » sur la fréquence 121,5 MHz, mais aussi sur la fréquence 243 MHz utilisée par les forces de l'OTAN. De cette manière, il est possible de traiter une dizaine de messages de détresse simultanés tout en calculant la position des naufragés avec une précision inférieure à une vingtaine de kilomètres.

Le travail ne manquera pas dans la mesure où, au total, ce sont 190 000 avions civils et 2 000 bateaux qui sont actuellement équipés de telles balises aux Etats-Unis, au Canada et en France. En Norvège, 600 avions et 6 000 bateaux le sont également. Malheureusement, les balises existantes à 121,5 et 243 MHz présentent de multiples inconvénients : mauvaise fiabilité, émission faible, détection uniquement si l'épave et la station de réception sont en vue du satellite (1), absence d'identification du sinistré. Pour ces raisons, les spécialistes ont été amenés à rechercher quelque chose de plus adapté, à savoir un système entièrement nouveau fonctionnant sur 406 MHz et équipant tant le satellite soviétique que le satellite américain sur lequel est installé, dans ce but, du matériel français (Sargos).

Avec deux satellites et huit stations de réception, les promoteurs de Sarsat espèrent être en mesure de traîter 90 messages de détresse simultanés, de localiser le lieu des sinistres avec une précision de 2 à 5 kilomètres et ce avec un délai d'alerte de deux heures. Celui-ci pourrait être réduit de moitié avec deux satellites supplémentaires. Aussi ne faut-il pas s'étonner que l'on songe déjà, alors que les satellites actuels servent à une évaluation technique et de démonstration du système Sarsat-Cospas, à la mise en place, après 1990, d'un système opérationnel international faisant appel à tout un réseau de satellites pour offrir une couverture mondiale du globe.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Ce n'est pas le cas avec les nouvelles balises fonctionnant à 406 MHz.

CARNET

Naissances

– Agnès et Jean-René,
Etienne, Nicolas,
Ariane et Aurore,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Iris de FLEURIEU.

– **Philippe RUSCH**
et Marie-Dominique, née Bauer,
ainsi que Anne, sont heureux d'annoncer la naissance de
Romain,
le 3 mars 1983.
24, rue Michel-Rondet,
42000 Saint-Etienne.

– **Pierre-Henri TEXIER**
et Christine, née Combescure,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Isabelle,
le 8 mars 1982.
17, rue de l'Arc-de-Triomphe,
75017 Paris.

Mariages

– Le docteur **Maud BRANDELY**

et le docteur **Jean-Noël TALBOT**

sont heureux d'annoncer leur mariage.

166, avenue de Paris, Vincennes.

Décès

– Mme Adrien Cerf,
M. et Mme Gérard Langlois, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Philippe Pelade et leur fille,
M. et Mme Rémy Cerf et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Cerf, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Robert Cerf, leurs enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Adrien CERF,

leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, frère, beau-frère, oncle, parent et allié,
survenu le 18 mars 1983, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques seront célébrées le mardi 22 mars.
On se réunira à la porte principale du cimetière de Pantin-Parisien, à 8 h 45.
Cet avis tient lieu de faire-part.
65, rue des Dames, 75017 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de
M. Jean LANDAU,
survenu le 13 mars 1983.
De la part de :
Mme Jean Landau,
Denis et Helen Landau et leurs enfants,
Pierre Landau,
Anne et Dominique Obellianne,
Gilles Landau.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
36, rue La Quintinie, 75015 Paris.

– Mme Robert Locre, son épouse,
M. et Mme Guy Locre,
M. et Mme Pierre Locre,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean Wyts,
Et toute leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert LOCRE,
architecte,

survenu le 17 mars 1983.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 mars, à 14 heures,
en l'église Notre-Dame d'Auteuil.

27, rue Chanez,
75016 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– M. Chaussade,
Les collaborateurs de la société d'architecture Locre et Chaussade,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

M. Robert LOCRE,
architecte,

survenu le 17 mars 1983.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 mars, à 14 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil.
17, place des Etats-Unis, 75116 Paris.

– Roger Puybouffat,
son époux,
Rose et Claude,
ses filles,
Joël Merrien et
Jean-Paul Briand,
ses gendres,
Lise, Marianne et Claire Merrien,
Nadège Briand,
ses petites-filles,
Ses neveux et nièces,
Et toute la famille,

L'Association française des Bessarabiens,
L'Amicale des vétérans du parti communiste français,,
Les communistes du 12e arrondissement de Paris,
La Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes, comité de Paris,
L'Amicale Châteaubriant-Voves,
L'Amicale des déportés et familles de Mauthausen-Loibl-Pass,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Roger PUYBOUFFAT,
née Udès-Adèle Gvilman,
internée de la Résistance,
croix des combattants volontaires de la Résistance,

survenu le 16 mars 1983, à Paris-12e, dans sa soixante-dix-septième année.

La levée de corps à l'amphithéâtre de l'hôpital Rothschild, 13, rue Santerre, à Paris-12e, se fera le jeudi 24 mars 1983, à 10 h 30.
L'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant, à Paris-20e, aura lieu à 10 h 45.

17, rue Louis-Braille, 75012 Paris.
1, rue Vidal-de-la-Blache,
75020 Paris.
28, rue Jules-Ferry,
91470 Limours-en-Hurepoix.

Remerciements

– M. et Mme Robert Castel,
Denise Castel et ses enfants,
remercient avec émotion toutes les personnes qui par leur présence, leurs messages, se sont associées à leur peine lors du décès de
M. François CASTEL.

Anniversaires

– Seuls sont morts ceux qui sont oubliés. Souvenez-nous de
Guy de SERRES-JUSTINIAC,
19 mars 1981.

– A la mémoire de notre cher amour
Hugues COSTA,
mort si brutalement à Delhi, à vingt-deux ans.
Des prières seront dites, le 25 mars, à 13 heures, au cimetière du Montparnasse.

Messes anniversaires

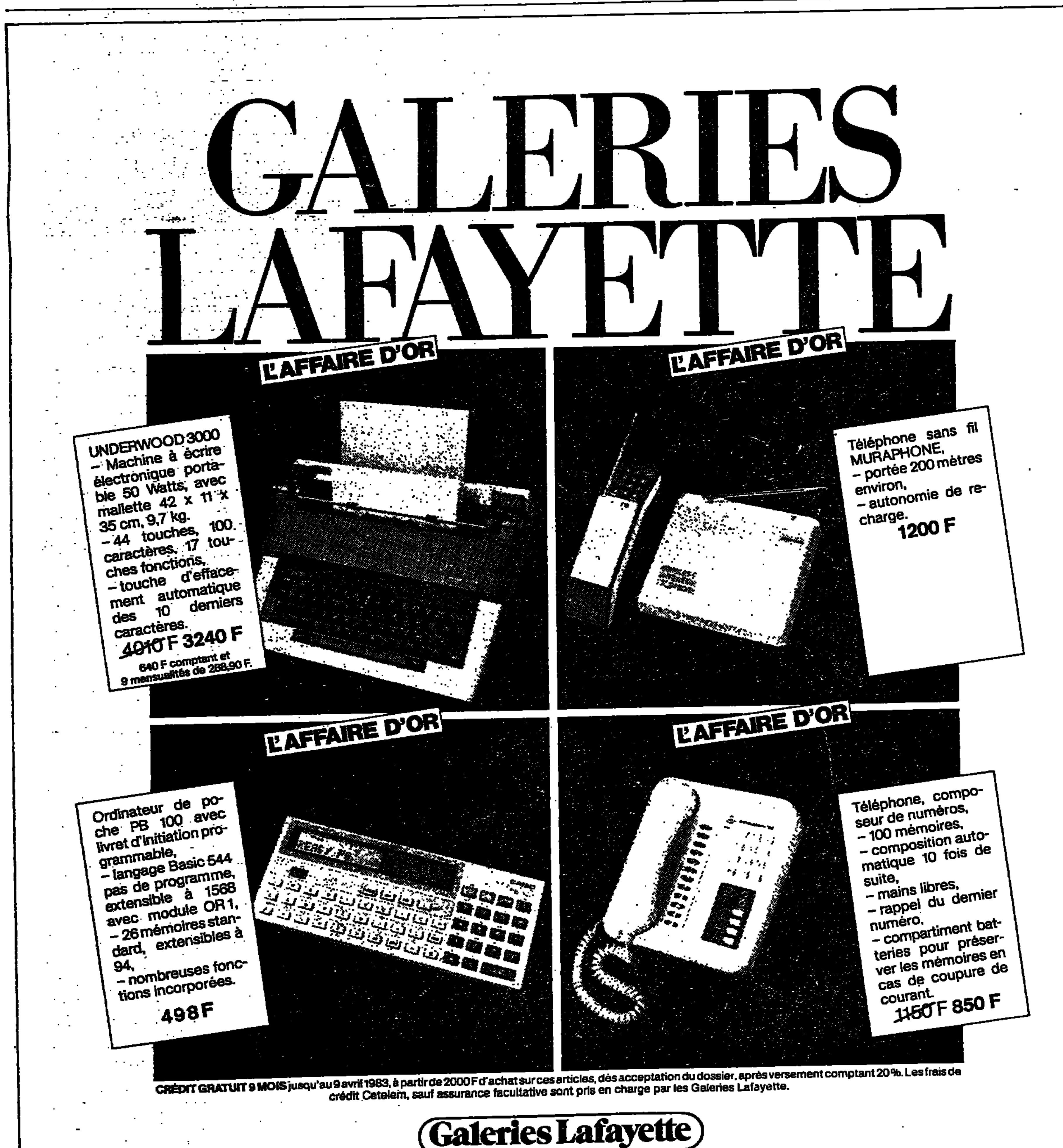
– Pour le deuxième anniversaire de la disparition de
l'abbé Alexandre GLASBERG,
décédé le 22 mars 1981, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont estimé et aimé.
Une messe anniversaire sera célébrée à sa mémoire, lundi 11 avril 1983, à 18 h 15, en la chapelle Saint-Bernard, 34, avenue du Maine, 75015 Paris (sous le bâtiment de la gare Montparnasse).

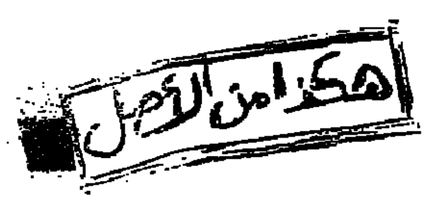
– Le 24 mars 1980,
Mgr ROMERO,
archevêque de San-Salvador (Salvador),
était assassiné alors qu'il célébrait la messe. Pour le deuxième anniversaire de sa mort, Mgr Daniel Pézeril, évêque auxiliaire de Paris, et le pasteur Claudette Marquet, président de la Mission populaire évangélique de France, présideront une célébration œcuménique, le 24 mars à 18 h 30, en l'église Saint-Séverin, à Paris-5e.

Débats

– Sur le thème « Quinze années de luttes, notre histoire », le M.L.F. (déposé) organise jusqu'au 8 avril une enquête et des débats (à 18 h 30). Maison des architectes, 100, rue du Cherche-Midi, 75007 Paris. Prochains débats :
– 23 mars : « Les mutilations sexuelles ».
– 30 mars : « Femmes, nous sommes un peuple par-delà les frontières ».
– 25 mars : « Les femmes et le monde musulman ».
– 26 mars : « Les femmes et l'Etat en U.R.S.S. ».
– 6 avril : autour de « Un homme nommé Zapolski ».
– 8 avril : « Le Mouvement de libération des femmes, la lutte pour la libération et l'indépendance des femmes ».

A l'occasion de la signature du livre de Marie-Madeleine Gauthier
LES ROUTES DE LA FOI
Reliques et reliquaires
de Jérusalem à Compostelle
le mardi 22 mars 1983, de 17 à 19 h.
l'auteur signera son livre à la
Librairie « BIBLIOTHÈQUE DES ARTS »
3, rue Corneille, 75006 PARIS
Téléphone : 634-08-62





Le Monde

sports

RUGBY

La France et l'Irlande gagnent le Tournoi des cinq nations

Le Tournoi des cinq nations 1983 s'est achevé le 19 mars sur un partage de la première place par les équipes de France et d'Irlande, qui l'ont emporté sur leur terrain respectivement face au Pays de Galles (16-9) et à l'Angleterre (25-15). Deux rencontres très intenses, trop sans doute.

A Landsdowne Road, l'équipe du Trèfle a marqué deux essais par Slaterry et Campbell (essai transformé) et cinq pénalités par le même Campbell contre l'équipe de la Rose, qui a inscrit cinq pénalités par Hare.

Au Parc des Princes, à Paris, l'équipe de France a inscrit un essai par Estève, un drop par Camberabero et trois pénalités par Blanco, contre l'équipe du Pays de Galles, qui a réussi un essai de Squire transformé par Wyatt et une pénalité d'Evans. Un final très houleux pour le dernier tournoi de Robert Paparemborde, Christian Belascain, Pierre Dospital, et — peut-être — Jean-Pierre Rives.

Quand tombe le rideau rouge

Le rugby, c'est la guerre. C'est la *guerre quand une bande de braves* gars de Pontypool, Llanelli, Swansea ou Cardiff en ont assez de se faire traiter, sur tous les tons, de minables et de moins que rien dans les pubs des docks et des corons du Pays de Galles. C'est la guerre quand cette bande veut prouver qu'elle peut enrichir un héritage des fastueuses années de victoire, les « seventies » de Gareth Edwards.

Pour faire taire les quolibets, pour montrer qu'on est à la hauteur, il n'y a pas trente-six solutions en rugby : *« On les met. »* Aucun dictionnaire ne donne le sens de cette expression, argot de vestiaire. Cela, d'ailleurs, ne s'explique pas, cela se fait. Dans le secret de la mêlée, d'abord, cette chambre des tortures où l'on mord, tape et tord tout ce que l'on attrape. Dans le champ, ensuite, où l'on carambole tout ce qui bouge.

Bref, quinze gaillards qu'on aurait pris en auto-stop sans hésitation *la veille passent un maillot rouge*, par un samedi après-midi grisâtre de mars, et la chronique sportive devient correspondance de guerre. *Orange mécanique* au Parc des Princes. Edward Butler, le distingué professeur de langues aux tempes argentées, est le chef de la horde sauvage. *Apocalypse now.* Le sang ne se voit pas sur les tuniques rouges. Il tache les paletots blancs comme des tabliers de boucher. On compte les blessés : Rives, toujours le premier, Blanco, Dospital... Rugby terreur.

C'est ainsi que les Gallois ont balayé les Irlandais quinze jours auparavant. C'est ainsi qu'ils comptent s'imposer à Paris et gagner ce Tournoi des cinq nations 1983. C'est ainsi *qu'à la douzième minute ils ouvrent* le score en trois charges de bisons furieux. Le deuxième ligne Squire aplatit, l'arrière Watt transforme. Et c'est très mal parti pourt les Français. On craint le K.O., l'écœu*rement, l'abandon.*

Que peut faire une équipe groggy d'entrée de jeu, qui emberlificote les passes, dont les lignes arrière sont asphyxiées par le forcing adverse ? *Eh bien celle de Rives ne laisse pas* passer l'orage, elle ne plie pas l'échine. Elle relève le défi, elle souffle sur le feu, elle récolte la tempête. Coup bas pour coup bas. Les Paparemborde, Imbernon et Joinel ont connu d'autres combats perdus d'avance. Ils savent qu'en ne renonçant pas ils peuvent redresser les situations les plus compromises.

Centimètre par centimètre

C'est l'esprit d'Auckland qui a fait battre les All Black sur leur terrain à leur propre jeu. *Les Gallois* veulent la guerre, ils l'ont. A eux de compter leurs blessés. Parce qu'il y a aussi une victoire dans le Tournoi pour les Français au bout de leur *chemin de croix. Parce que Papa*remborde ne peut pas prendre sa retraite de pilier droit international sur une humiliation, c'est la réaction en chaîne de l'orgueil national meur*tri.*

Les *« tracteurs »* français entrent en action. Dintrans charge, Dospital pousse, Condom saute, Erbani tire. On repasse dans le camp des rouges. *On n'en bouge quasiment plus. Oh !* ce n'est pas fini pour autant. Squire boite bas et l'arrière Wyatt sort, épaule luxée. Mais l'ouvreur Dacey reste redoutable. Derrière la mêlée, *Holmès n'a pas dit son dernier mot.* Le contre gallois est toujours possible. Pas question aujourd'hui d'envolée lyrique des trois-quarts. Sella et Estève jouent plus souvent les pompiers que les chariots de feu. On approche du but, centimètre par centimètre. Mais on approche suffisamment pour que Camberabero passe un drop de 22 mètres à la trentième minute, et pour que Blanco *égalise à la trente-sixième minute* sur une pénalité des 38 mètres.

6-6. Il faut empêcher maintenant les Gallois de pourrir le match, car un résultat nul leur suffit pour ter*miner premiers du Tournoi.* Après un début de partie hésitant, l'arbitre néo-zélandais Tom Doocey s'emploie fort à propos en sifflant assidument les hors jeu de position des *« diables rouges »* toujours prêts à étouffer dans l'œuf les attaques françaises.

Il faut surtout conjurer le mauvais sort qui a parfois tendance à *tout faire* rater à une équipe. La poisse, cela existe. Le XV de France l'a rencontrée quand, juste avant la mi-temps, Martinez déboule côté fermé de derrière sa mêlée. Quelle audace et quelle maestria cette course sur le fil, où le Toulousain fait trois voltes comme Nadia Comaneci sur sa poutre. Et quel malheur lorsque la balle est transmise au talonneur bien monté en soutien, Dintrans, mais qu'il reste *« en panne »* comme disent les marins, à deux mètres de la ligne, obnubilé par un défenseur gallois qu'il a largement la place de contourner. C'est l'essai tout fait bêtement raté.

Un goût de cendres

A *croire que le radiesthésiste fou* qui prétend avoir jeté le mauvais sort à l'équipe de France, pour attirer l'attention des entraîneurs sur ses qualités, n'est pas si fou que ça. Si*non, comment* Didier Camberabero peut-il manquer deux pénalités servies sur un plateau d'argent en face des poteaux, lui qui ne manque pas un coup de pied le dimanche à La Voulte ? Sinon comment les Gallois peuvent-ils reprendre le commandement (6-9) après une pénalité chapardée aux 30 mètres français sur un coup de pied à suivre de Dacey ?

On se le demande jusqu'à la soixante-douzième minute, jusqu'à ce que Camberadero ait un petit coup de génie. A 5 mètres de la ligne galloise, Martinez extrait le cuir pour le Voultain, qui a cette fois le sort du match entre ses mains. S'il transmet aux centres Cordoniou et Belascain, les Gallois seront sur eux en deux temps trois mouvements, et cela fera une occasion perdue de plus. Il les lobe donc. Blanco est à la réception ; il a du champ. A ses côtés, Estève ronge son frein depuis plus d'une heure. Rien ne peut arrêter l'express narbonnais, qui aplatit en coin : 10-9 (numéro quinze au répertoire des feintes).

Il ne reste plus qu'à passer deux pénalités sanctionnant les derniers accès de mauvaise humeur gallois pour parachever la victoire. Blanco s'en charge (16-9). Le héros du match. Nez cassé, constamment visé par les Gallois, le Biarrot tire les pétards du rugby-feu d'artifice dans cette partie de rugby « Grosse Bertha ». Le cap sur la victoire, c'est lui qui le prend résolument, quand, dans la tourmente, il part sur une relance d'Estève dans un galop fou, impossible à transcrire, qui doit le conduire à l'essai. Il trébuche certes sur une godasse galloise, mais une équipe qui a un tel joueur ne peut pas perdre. Elle gagne donc.

Le rideau rouge retombe sur le Parc des Princes. Ce n'est pas tout à fait le *happy end* souhaité. Blanco-la-foudre ne fait pas oublier Rives-l'écorché. C'est du rugby qui laisse un goût de cendre aux spectateurs après une lampée de chauvinisme, mais qui soude les grandes amitiés entre *hommes après l'échauffourée* du terrain. Car il n'y a rien de plus navrant que le capitaine blessé quittant la pelouse couvert de sang, et rien de plus solide que l'estime du pilier Jones pour son vis-à-vis Paparemborde. Et c'est pourquoi le rugby n'est jamais vraiment la guerre.

ALAIN GIRAUDO.

JUDO

Les « valdingues » de Parisi

« Valdinguer » quand on est judoka, quoi de plus naturel ! La chute fait partie intégrante de l'art des ta*tamis. Mais « valdinguer » quand on* est le champion de France, d'Europe ou du monde en titre, c'est une autre affaire. C'est pourtant ce qui est arrivé samedi 19 et dimanche 20. Mais à une brochette d'internationaux français : Guy Delvingt (60 kg), Serge et Christian Dyot (71 kg), Bernard Tchoullouyan (86 kg), Roger Vachon (95 kg).

Ces éliminations, qui ont des causes diverses — fatigue d'un régime amaigrissant trop sévère, manque d'entraînement après une blessure, erreur flagrante d'arbitrage, blessure pendant la compétition, — vont donner quelques soucis à la commission de sélection de la Fédération de judo (F.F.J.D.A.), qui organise du 12 au 15 mai les championnats d'Europe à Paris. Il est vrai que la contestation permanente des élites a été le meilleur moyen pour ce sport de rester au plus haut niveau mondial. Guy Lebaupin (60 kg), Richard Mellilo (71 kg) et Fabien Canu (86 kg) devraient être à la hauteur des responsabilités qui les attendent.

Au reste, la F.F.J.D.A. peut compter sur ses « étalons-or » Thierry Rey (65 kg) et Angelo Parisi (+ 95 kg), les champions olympiques jamais dévalués à la bourse du judo.

A vingt-trois ans, Rey, qui a connu l'or mondial et olympique, a recueilli un sixième titre national en infligeant en finale une « punition » (quatre avantages nets) au Tourangeau Massina. C'était le triomphe de la détermination.

A vingt-neuf ans, Parisi fit triompher son talent et son sens du spectacle. Le public était tellement enchanté de le voir « planter » ses adversaires qu'il scandait « debout » lorsqu'il portait une immobilisation au sol. Et Angelo, grand seigneur du tapis, se relevait pour mieux exécuter son malheureux rival. Deux fois seulement, il ne se plia pas à cette exigence : en demi-finale, lorsqu'il inventa, à la surprise générale des connaisseurs des tribunes, une clé de bras pour contrer une tentative d'étranglement, et en finale, lorsqu'il lui parut plus sage d'écraser un Jacques par trop remuant. Mais Parisi s'en excusa auprès de l'assistance. Car son plaisir est bien de faire « valdinguer » les autres.

A. G.

CYCLISME

Milan-San-Remo : la facilité de Saronni

Des quatorze coureurs qui formaient l'échappée décisive de Milan-San-Remo, samedi 19 mars, Giuseppe Saronni était certainement le plus rapide. Pourtant il n'a pas attendu le sprint : il s'est détaché dans la montée du Poggio, à 7 kilomètres de l'arrivée, pour remporter la première classique de la saison avec 56 secondes d'avance sur un autre Italien, Guido Bontempi.

Cette victoire, obtenue, si l'on en croit les apparences, avec une facilité déconcertante, est l'une des plus belles de sa carrière. Une seule accélération à la faveur du dernier obstacle lui a suffi pour distancer Raas, Moser ou Kelly — le récent vainqueur de Paris-Nice, — et cela alors qu'il avait accompli d'innombrables efforts pour contrôler la course.

Champion du monde l'an passé, vainqueur du Tour de Lombardie, Saronni devient l'homme fort du cyclisme. Dans Milan-San-Remo, il a marqué un point supplémentaire sur Bernard Hinault, qui a abandonné à 100 kilomètres du but. L'échec du routier breton doit-il être attribué à une condition physique insuffisante ou à un état dépressif ? Il n'aurait qu'une importance relative si Hinault n'avait précisément fait de l'épreuve italienne l'un de ses objectifs principaux. Premier Français, René Bittinger s'est classé neuvième après avoir attaqué dans le Poggio, mais il ne fut pas en mesure d'enrayer la contre-offensive de Saronni.

JACQUES AUGENDRE.

SKI ALPIN

Les Américains font main basse sur la Coupe du monde

La Coupe du monde de ski alpin ayant déjà été attribuée avant l'ultime étape japonaise du cirque blanc, les skieurs se disputaient à Furano les coupes des spécialités (slalom et géant). Samedi 19 mars, Phil Mahre, lauréat du Trophée de cristal pour la troisième année consécutive, a ravi la coupe du « géant » au Suédois Ingemar Stenmark, qui a concédé sept centièmes de seconde, au total, à l'Américain, après avoir été handicapé par une mauvaise préparation de ses skis dans la première manche. Dimanche 20, Stenmark a préservé son trophée de spécial en dépit de la victoire de son compatriote Stig Strand. Cette fois, le duel avec Mahre a tourné court : l'Américain a été éliminé dans la première manche.

Chez les dames, l'Américaine Tamara McKinney a conclu en beauté une saison où elle s'était déjà attribué la Coupe du monde et la coupe du géant. Elle a, en effet, coiffé dans le dernier slalom la Suissesse Erika Hess, triple championne du monde en 1982, dont les performances ont pâti cet hiver d'une opération au genou.

VOILE

Le Britannique Robert James meurt noyé

Robert James, le plus connu des navigateurs britanniques actuels avec Chay Blyth, est mort noyé, dimanche 20 mars, à proximité du port de Salcombe, à l'est de Plymouth. Assis sur la bôme de son trimaran Colt Cars, *James a perdu l'équilibre et est tombé sur le filet de protection qui a cédé. Les trois équipiers qui l'accompagnaient n'ont pu manœuvrer assez vite pour le repêcher à temps dans l'eau glacée.*

Agé de trente-six ans, James avait longtemps navigué avec Blyth, notamment dans la Course autour du monde 1978, puis dans la Transat en double 1981, que les deux hommes avaient gagnée. Engagé dans la dernière Route du Rhum avec son nouveau trimaran, il avait occupé la première place avant d'abandonner par suite d'ennuis de gréement. Son épouse, Noami James, d'origne néo-zélandaise, anoblie par la reine d'Angleterre après un tour du monde en solitaire en 1979, attend un enfant, qui doit naître dans deux mois.

VOL A SKI

Le titre à Ostwald, le record à Ploc

En retombant, dimanche 20 mars, à 170 mètres et 174 mètres du tremplin de 120 mètres, à Harrachov (Tchécoslovaquie), l'Allemand de l'Est Klaus Ostwald, très régulier au cours des trois jours de compétition, a succédé au palmarès du championnat du monde au Finlandais Jari Puikonnen, lauréat en 1981.

Agé de vingt-quatre ans, Ostwald fait partie de l'équipe de R.D.A., qui est très à l'aise sur les grands tremplins (90 mètres) et les tremplins de vol (120 mètres). Il a finalement dominé le Finlandais Nykaenen et l'Autrichien Kogler qui étaient favoris après les deux premières journées. Outre le titre, Kogler a laissé échapper son record du monde, devenu désormais, pour un mètre de plus, la propriété du jeune Tchécoslovaque Pavel Ploc avec 181 mètres.

Le Français Gérard Colin, qui a terminé à la vingt-cinquième place, a égalé pour sa part le record de France de Bernard Moulier, en réussissant un saut à 155 mètres.

ATHLÉTISME

LES CHAMPIONNATS DU MONDE DE CROSS-COUNTRY

La septième place de Laventure

Une Norvégienne et deux Ethiopiens ont été, dimanche 20 mars, les héros des championnats du monde de cross-country disputés à Gateshead (Angleterre) sur un parcours vallonné et par grand vent.

En dépit d'une forte coalition soviétique, l'institutrice d'Oslo, Grete Waitz, qui s'était déjà imposée quatre fois de 1978 à 1981, a établi le record des victoires en bouclant les 4072 mètres en 13 min. 29 sec., détachée devant la Canadienne Alison Wiley et la Soviétique Tatiana Pozdniakova. La meilleure Française, Jacqueline Lefeuvre, s'est classée trentième à 1 min. 11 sec.

Chez les hommes, Békélé Débélé a succédé au palmarès à son compatriote Mohamed Kédir. *La résistance du Portugais Carlos* Lopès, du Kényan Somé Mugé, de l'Américain Alberto Salazar et de l'Espagnol Antonio Prieto fut néamoins très forte puisque les cinq hommes terminèrent le 11994 mètres au sprint en 36 min. 52 sec. pour les trois premiers. Le meilleur Français, Pierre Lévisse, qui fit *l'un des six tours en dernière position, a terminé treizième.*

Chez les juniors les « petits hommes verts » ont été encore plus forts puisque, outre la victoire de Fisha Abédé qui termina les 8033 mètres en 24 min. 58 sec., ils placèrent cinq coureurs dans les dix premiers. Toutefois, la date de naissance exacte des Ethiopiens étant *impossible à vérifier, la septième place du Français Cyrille* Laventure qui leur tint tête pendant les trois quarts de la course n'en a que plus de couleur.

« J'ai eu un point de côté à mi-course, car j'avais eu une crise intestinale il y quelques jours. Je dois d'ailleurs entrer en observation à l'hôpital mardi. Dans ces conditions, je suis content de ma septième place, mais je visais le podium », a déclaré Cyrille Laventure une fois franchie la ligne d'arrivée de la course junior.

La santé, voilà le gros problème du jeune Antillais. Fils d'une famille de neuf enfants dont les parents sont divorcés, il n'a guère été « bichonné ».

Depuis qu'il est arrivé dans la métropole, Laventure a triomphé dans la course cadet du *Figaro* puis il est devenu champion de France cadet de cross et du 3 000 m en 1981. L'année dernière il a été vice-champion junior de cross et du 3 000 m en dépit d'une chute pendant l'épreuve. *Sur les tablettes européennes,* il apparaît comme le junior première année le plus rapide sur 3 000 m (8 min. 3 sec. 1/100) et le troisième sur 1 500 m (3 min. 46 sec. 1/100). Sa longue silhouette frêle (1,87 m pour 70 kg) ne l'a pas empêché cette année à Chartres d'écraser ses rivaux *juniors au championnat national* de cross.

En dépit d'un manque de muscles et d'un santé fragile, Laventure court vite, très vite. *« Je n'ai jamais vu cela », a dit l'entraîneur de l'ancien* champion britannique Dave Bedford, auquel il était allé demander conseil avant l'« International ». Au cours d'un stage de préparation, son cama*rade de club Pierre Lévisse, qui a été* le meilleur Français dans la course senior de Gateshead, a pu le constater : au cours des entraînements, il ne parvenait pas à le « décrampon*ner » en dépit de vives accélérations.* De nombreuses victoires acquises en Belgique sont venues confirmer s'il en était besoin que Laventure a « la classe » et de l'ambition. A l'entraî*nement, il abat chaque semaine une* centaine de kilomètres à allure soutenue et il pense pouvoir améliorer cet été le vieux record de France du 3 000 mètres détenu par Jacky Boxberger (3 min. 40 sec. 8/100) depuis 1968. Il en a les moyens.

Reste à savoir si sa santé le lui permettra. Après sa performance de Gateshead, il serait opportun que la Fédération d'athlétisme, qui cherche par tous les moyens à relancer le demi-fond français, l'aide à trouver une situation plus solide que l'emploi de surveillant dans un internat privé qu'il occupe actuellement.

A. G.

RÉSIDENCES - CLUBS
3e AGE
Spécialiste Côte d'Azur
Cabinet INDEXA
52, av. Jean Médecin - 06000 NICE
Tél. : (93) 80 98 31 (FNAIM)

LES RÉSULTATS

Athlétisme

MEILLEURE PERFORMANCE MONDIALE

Le Britannique Sebastian Coe a amélioré la meilleure performance mondiale en salle sur 1 000 mètres en 2 min. 18 sec. 58, le 19 mars à Oslo. L'ancienne meilleure performance avait été établie en 1976 par l'Allemand de l'Ouest Paul-Heinz Wellmann en 2 min. 19 sec. 1/10.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Vingt-huitième journée)

Nantes b. *Metz	4-0
Bordeaux b. *Lyon	5-3
Paris-St-Germ. b. *Sochaux	2-1
Monaco b. *Strasbourg	4-0
*Toulouse b. Lens	1-0
*Laval et Mulhouse	0-0
*Brest b. Bastia	4-2
*Lille b. Nancy	2-0
*Auxerre b. St-Etienne	4-1
*Tours b. Rouen	3-1

Classement. — 1. Nantes, 43 pts ; 2. Bordeaux, 35 ; 3. Paris-St-Germain, 34 ; 4. Monaco, 33 ; 5. Lens, Brest, Laval, 31 ; 8. Auxerre, 29 ; 9. Sochaux, 28 ; 10. Nancy, 27 ; 11. Lille, 26 ; 12. Tours, Strasbourg, Toulouse, 25 ; 15. Rouen, Metz, Saint-Etienne, 24 ; 18. Bastia, 23 ; 19. Mulhouse, 22 ; 20. Lyon, 20.

COUPE DE FRANCE
(Tirage au sort des huitièmes de finale.)

DIVISION I ENTRE EUX
Brest - Monaco
Bordeaux - Nantes
Rouen - Toulouse
Tours - Lyon
Strasbourg - Paris-Saint-Germain

DIVISION I CONTRE DIVISION II
Martigues - Lille
Laval - Guingamp

DIVISION II CONTRE DIVISION III
Racing-Paris-1 - *Gazelec-Ajaccio*

Les matches aller sont fixés au mardi 5 avril et les matches retour au vendredi 15 avril.

Motocyclisme

GRAND PRIX D'AFRIQUE DU SUD A KYALAMI

250 cm3 : 1. Baldé (Fr.), Chevallier (moyenne 158,66 km-h) ; 2. De Radigès (Belg.), Chevallier ; 3. Guilleux (Fr.), Kawasaki ; 4. Fernandez (Tr.), Bartol ; 5. Cornu (Suisse), Yamaha ; etc.

500 cm3 : 1. Spencer (E.-U.), Honda (moyenne 167,87 km-h) ; 2. Roberts (E.-U.), Yamaha ; 3. Haslam (G.-B.), Honda ; 4. Fontan (Fr.), Yamaha ; 5. Mamola (E.-U.), Suzuki ; etc.

Tennis

TOURNOI DE ROTTERDAM

Demi-finales : Vilas (Arg.) b. Fitzgerald (Aust.), 3-6, 6-4, 6-1 ; Gene Mayer (E.-U.) b. Buehning (E.-U.), 6-2, 6-1.

Finale : G. Mayer b. Vilas, 6-1, 7-6.

TOURNOI W.C.T. DE MUNICH

Demi-finales : Dickson (E.-U.) b. Scanlon (E.-U.), 6-4, 6-0 ; Teacher (E.-U.) b. Fibak (Pol.), 6-4, 2-6, 6-2.

Finale : Teacher b. Dickson, 1-6, 6-4, 6-2, 6-3.

Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Avant même le dernier tournoi des as, l'Association sportive de Cannes s'est assurée un troisième titre national consécutif en battant successivement Asnières (3 sets à 1) et le Stade français (3 sets à 1), les 19 et 20 mars à Cannes. Le titre féminin est revenu à Clamart.

Publicité

Eh ! le Spiridon nouveau est arrivé !

Le N° 66 de Spiridon, revue internationale de course à pied, vient de paraître. En couleurs et en 92 pages. Au copieux sommaire :

- *Tout est dans la tête (réflexions et conseils de Bruce Tulloh, « le coureur aux pieds nus », champion d'Europe en 1962, et qui traversa les Etats-Unis à la course).*
- *Martine, femme libre, avec plusieurs pages en couleurs (ou : pourquoi la Française Martine Bouchonneau préféra courir pour la Suisse à São Paulo).*
- *Argentine, où sont disparus tes champions ? (Miguel Chacour à la recherche de José Ribas, Zabala, Cabrera, etc).*
- *Jack Foster, dit Vieille Chèvre (interview exclusive de ce vétéran néo-zélandais qui débuta à 33 ans, courut le marathon en 2 h. 11 à 42 ans, et en 2 h. 20 à plus de 50 ans).*
- *Courir et danser, joie de vivre... (SPIRIDON au Zaïre).*
- *Des Palagis font le tour de Nine... (coup d'œil sur une minuscule île du Pacifique).*
- *Récupération ? (l'énorme succès des courses hors stade fait saliver certains... Et Gaston Meyer de s'interroger).*
- *Calendrier officiel des courses CIME (coupe internationale de la montagne) de 1983*

Plus l'abondant calendrier des principales courses de la saison prochaine, la savoureuse « tribune des lecteurs », la page du méde[illegible] in-marathonien, 5 pages de brèves nouvelles du monde entier (car en douze ans, Spiridon s'est doté d'un remarquable service de renseignements), et plus de 20 pages de photos inédites. Sans parler des rubriques [illegible].

En vente par abonnement (560 pages en 1983) au prix de 100 F (mais 120 F dès le 25 mars) à l'ordre de :
(1) Rose, l'Escalade A3, 74160 Saint-Julien-en-Genevois

Le Monde

culture

MUSIQUE

« COSI », à l'Opéra de Lyon

Des voix et du style

Au lieu de se lamenter sans cesse sur la crise du chant français pour se donner bonne conscience (et engager des étrangers), Louis Erlo et Jean-Pierre Brossmann montrent, avec un excellent *Cosi fan tutte*, qu'il vaut mieux faire confiance à nos jeunes chanteurs : dans cette distribution, quatre sortent du défunt Opéra-Studio (si bêtement assassiné), un de l'école de chant de l'Opéra, et le dernier appartient à la troupe permanente de Lyon. Puisse cette leçon éclairer les responsables nationaux, surtout dans la perspective de l'Opéra de la Bastille, qui ne se fera pas sans un bataillon imposant de jeunes talents français.

Mais, autant que la qualité vocale, c'est le travail musical acharné qui impressionne à Lyon, la perfection du style, les échanges infaillibles et la précision italienne des répliques, dans un ouvrage réputé pour être le plus délicat des mécanismes d'horlogerie.

Michèle Lagrange a franchi un nouveau pas dans sa carrière avec cette Fiordiligi où sa voix de cristal s'élève toujours plus pure, forte et noble comme son personnage. A peine faut-il noter quelques légers écarts de justesse, et la nécessité pour elle de varier davantage et de remplir de sens chaque détour de ses grands airs (le *Per pietà* en particulier) pour accéder au tout premier plan ; auprès d'elle, la toute jeune Magali Damonte, timbre de feu sombre et velouté, dessine une Dorabella rieuse et tendre, d'une sensualité délicieuse.

On ne doute point de la ravissante Despina que doit être Colette Alliot-Lugaz, mais, par le jeu de l'alternance, nous avons découvert Rosemary Musoleno, vive, gracieuse et perçante comme une Espagnole, dont la voix un peu verte, pleine de saveur et de rires, s'épanouira certainement. François Le Roux, Guglielmo tranchant et emporté, puissant et chaleureux baryton, domine le Ferrando, très fin mais un peu pâle, de Léonard Pezzino et l'Alfonso de Pierre-Yves Le Maigat, excellent chanteur qui ne cadre guère avec ce personnage de sceptique manipulant les couples comme des marionnettes. Il y a en lui (et dans sa voix) trop de profondeur et de vérité qui démentent tant de roublardise et de scepticisme, fruits sans doute d'une carrière de libertin bien faisandée.

La mise en scène de Guy Coutance (issu lui aussi de l'Opéra-Studio) reste en deçà de ce qu'on espérait : sérieuse, un peu ennuyeuse, avec de délicates touches psychologiques, elle ne fait pas assez droit à une certaine vitalité italienne, à l'inspiration de gestes et d'attitudes qu'implique la musique de Mozart, et l'on sent parfois, malgré une sobriété fort pudique, la tentation d'assimiler *Cosi* à une « partie carrée » à la mode (voir les citations des petites annonces de *Libération* dans le programme), explicite dans la scène finale du contrat où les deux couples sont vautrés en désordre sur les coussins, avant la conclusion d'une connotation assez sadique.

Joli décor très simple de Yannis Kokkos, un grand salon ocre, dépouillé, avec six hautes glaces à peine soulignées d'un trait baroque (à travers lesquelles les personnages s'observent), donnant sur un jardin méditerranéen entraperçu et d'adorables éclairages de pastel. L'Orchestre de Lyon brille d'excellentes couleurs mozartiennes, sous la direction précise et amoureuse de Serge Baudo, que l'on souhaiterait cependant plus juvénile et enthousiaste.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 21, 23, 25, 27, 29, 31 mars et 2 avril.

■ Le chef d'orchestre allemand d'origine polonaise Marek Janowski, vient d'être nommé premier chef du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France. Il succédera, à partir du 1er janvier 1984, à Hubert Soudant, qui n'avait pas souhaité le renouvellement de son contrat.

[Né en 1939 à Varsovie, Marek Janowski a fait ses études à l'académie de Cologne avant de devenir, à l'âge de vingt-quatre ans, le deuxième chef de l'Opéra allemand du Rhin puis, en 1966, chef principal de l'Opéra de Cologne. A la demande de Rolf Liebermann, il a été appelé à l'Opéra de Hambourg où, à partir de 1968, il a dirigé aussi bien les *œuvres du répertoire* que des *ballets* et des opérettes. Les musiciens des orchestres de Radio-France ont eu souvent l'occasion de jouer avec Marek Janowski. Signalons que celui-ci achève actuellement d'enregistrer l'intégrale de la Tétralogie de Wagner à la tête de la Staatskapelle de Dresde.]

« LA TRAVIATA », à l'Opéra-Comique

Le chef-d'œuvre dévoyé

Il n'y a pas lieu de s'interroger longuement sur les raisons qui ont attiré sur le plateau de la salle Favart cette production de l'Opéra du Rhin qui, en mars 1979, n'avait pas été saluée par la presse comme un événement remarquable. Peut-on, en effet, reprocher à Alain Lombard, actuellement directeur de la musique du Théâtre national de l'Opéra de Paris, d'être resté attaché à son passé de directeur général de l'Opéra du Rhin ?

En langage juridique on dirait qu'Alain Lombard a fait appel, tandis que Jean-Pierre Ponnelle, plus prudent, n'a laissé subsister sur l'affiche que le nom de son assistant d'alors, David Gately, lequel semble avoir reconstitué point par point la mise en scène strabourgeoise. Il appartient au public de les absoudre, car, à en juger par la mine de plus en plus déconfite, à chaque entracte, des divers chroniqueurs musicaux, une sorte d'unanimité s'est faite sur les qualités négatives de cette « dévoyée » récupérée.

Inutile donc de revenir sur la lourdeur de certaines intentions de la mise en scène ou de déplorer à nouveau la sécheresse militaire avec laquelle Alain Lombard aborde la partition, au premier acte notamment, conférant aux bruits de la fête un petit air de pas redoublé — il y a là sans doute un cas d'incompatibilité d'humeur inavouée. Les musiciens de l'Opéra suivent leur chef sans excès d'imagination, mais, plutôt que de relever certains manquements qui ont soulevé des sifflets teintés de partialité, mieux vaut applaudir le clarinettiste Guy Deplus à qui l'on doit, dans le solo qui précède le retour d'Alfredo au deuxième acte, la seule minute de musique réellement remarquable d'une soirée assez terne.

Dominée par Leo Nucci (Germont), la distribution assez moyenne n'appelle guère de commentaires. Toujours à la limite des exigences d'un rôle impitoyable, Andrée Esposito (qui chante Violetta en alternance avec Wilhelmenia Fernandez et Nelly Miricioiu) a surtout donné une belle leçon de métier, tandis qu'Alberto Cupido (Alfredo), par des intonations toujours trop basses, une absence de sens dramatique et une intelligence vocale qui se borne à éviter les pires excès de la fausse tradition verdienne, proposait au public une épreuve d'endurance. Une mention spéciale revient à la souffleuse dont les vigoureuses interventions ont dû lever les dernières illusions des spectateurs sur les prétendus miracles de l'art lyrique...

En sortant on en vient à se demander si la pérennité d'un ouvrage n'est pas essentiellement liée à la résistance qu'il oppose aux agressions dont il est l'objet depuis sa création.

GÉRARD CONDÉ.

★ Prochaines représentations les 22, 24 et 26 mars et les 11, 13, 16 et 19 avril.

VARIÉTÉS

Tchouk Tchouk Nougah au Forum des Halles

Le burlesque et la dérision nourrissent aujourd'hui, de plus en plus, les variétés et le rock français. Tom Novembre dans la caricature, Ged Marlon dans la parodie rétro, Richard Gotainer dans le comique un peu anarchisant, ont chacun présenté un spectacle cette saison, et le groupe Odeurs annonce sa rentrée pour le Printemps de Bourges.

Plus traditionnel dans ses structures et dans ses textes, le groupe Tchouk Tchouk Nougah n'est pas moins attachant par son humour froid, un peu dans la lignée de Boris Vian, par ses pastiches et parodies, par le spectacle très construit, solide et drôle, qu'il présente actuellement au *Théâtre du Forum des Halles*. Formé il y a six ans par quatre anciens élèves de l'ESSEC, Tchouk Tchouk Nougah a déjà présenté quatre spectacles à la Péniche, à la Cour des Miracles et au Forum.

Musiciens, clowns, chanteurs, Franck Arguillère, Pascal Delafosse, Christophe Delmas et François Rollin travaillent sur une palette large, développant leurs extravagances sur une multiplicité de gammes et dans des couleurs musicales diversifiées. Bons connaisseurs du rire, ils dérapent dans des éléments de sketches, dans des contrepoints vocaux, dans des gags bien affûtés.

Le concert-spectacle de Tchouk Tchouk Nougah détonne dans la production actuelle, non seulement par une certaine référence traditionnelle mais aussi par une spontanéité, une innocence salutaires. — C. F.

★ Forum des Halles. 21 heures.

CINÉMA

SIX FILMS JAPONAIS AU MUSÉE GUIMET

Une nouvelle génération

Du 10 au 15 mars, l'ambassade du Japon, l'Association française des amis de l'Orient et la Fondation du Japon ont présenté au musée Guimet un choix de films réalisés depuis 1927 autour du thème de la jeunesse japonaise.

Lors d'une table ronde, le 14 mars, Robert Guillain, ancien correspondant du *Monde* au Japon, devait rappeler le rôle d'une jeunesse *« complètement mobilisée pour la construction d'un monde nouveau, un peu comme Chaplin dans* les Temps modernes *est pris dans l'engrenage de la machine »*. M. Shiguéhiko Hasumi, universitaire japonais, professeur de langue et de littérature françaises à l'université de Tokyo, *mais aussi critique de cinéma*, a introduit le débat avec beaucoup de finesse, remontant l'histoire pour souligner que, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, à l'époque Meiji, *« la mobilisation des jeunes devient indispensable pour l'organisation d'un pays moderne »*. Abordant le cinéma, il détache trois dates : 1922, avec Mizoguchi ; 1932, avec Ozu, et 1946, avec Kurosawa, qui montrent très tôt dans leur carrière un intérêt pour ce thème.

Faut-il donner foi à la rumeur qui, malgré des cas isolés et l'exemple de célébrités comme Kurosawa et Oshima, affirme qu'il n'existe plus d'industrie du cinéma japonais digne de ce nom ? Pour M. Hasumi, la réponse est tout en nuances, si l'on *s'en tient aux références* qu'il nous a communiquées après la rencontre du musée Guimet : pas moins de vingt-neuf noms de cinéastes dignes d'intérêt, certains connus, d'autres totalement ignorés chez nous, mais travaillant régulièrement ; les uns très jeunes, ayant moins de trente ans, d'autres déjà chevronnés, entre quarante et cinquante ans.

Les maîtres actuels admirés en Occident, comme Oshima et Imamura, ne semblent pas avoir au Japon l'*audience* qu'ils connaissent chez nous : *« Le public ne les aime pas trop, car ils tournent des films pour l'étranger. »* Le film porno, réalisé dans des maisons marginales, par des cinéastes très jeunes, comme Banmei Takahashi et Genji Nakamura, a donné curieusement naissance à *« des œuvres de haute qualité, parfois même politiques »*. La *pornographie, dans un film japonais,* ne peut être que suggérée ; il est strictement interdit par la censure de montrer le sexe, chez l'homme ou chez la femme, ce qui rend superflue *toute distinction entre soft core* (pornographie douce) et *hard core*.

M. Hasumi s'est aperçu que ses plus jeunes élèves ignoraient tout de l'histoire du cinéma. Il s'attache désormais à faire connaître cette histoire. Ainsi, il a donné, avec son collègue Koichi Yamada, une version japonaise du *Cinéma selon Hitchcock*, de François Truffaut. Au passage, M. Hasumi en profite pour démentir la légende qui voudrait qu'on se désintéresse de notre cinéma : *« Quand les cinéastes français viennent montrer eux-mêmes leurs films, ils peuvent connaître un énorme succès, comme ce fut le cas de François Truffaut avec* la Chambre verte et le Dernier Métro. » Il existe à travers le Japon un important réseau de salles d'art et d'essai, de cent ou deux cents places, où projeter des films français. Les producteurs japonais ont compris qu'on pouvait faire un cinéma bon marché pour ce circuit. Au total, une dizaine de jeunes cinéastes ont ainsi débuté entre 1975 et 1982. Nous les connaissons mal ici, à part Kohie Oguri et sa *Rivière de boue, sorti cet hiver sur nos écrans.*

LOUIS MARCORELLES.

« Jacob le menteur » de Frank Beyer

Version cinématographique est-allemande du roman de Jurek Becker, *Jacob le menteur* arrive tard sur les écrans français. Tourné en 1975, il a été vu dans les démocraties populaires, mais ce n'est qu'à partir de 1981 qu'on a commencé à le primer dans des festivals internationaux.

L'oncle Jacob annonce des nouvelles fausses pour remonter le moral du ghetto : les Russes ne sont pas loin, il l'aurait entendu à la radio. Alors cette radio qu'il ne possède pas lui donne un prestige encombrant.

Piteux, comique, pathétique, magnifique, Vlastimil Brodsky interprète son *personnage au mieux.* Autour de lui gravitent les figures blêmes, les ombres de l'autre monde, passé ou imaginé, qui apparaît en flashes colorés un peu laborieux.

Un tel sujet, avec les pouvoirs du cinéma, fait mal. La mise en scène est correcte, digne, la nudité atroce du décor soignée. La présence poétique *et tendre d'une petite fille donne* à Jacob, et au film, sa raison de vivre.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir les films nouveaux.

THÉÂTRE

« LE CHANT DU CYGNE » de Tchékhov, à l'Athénée

Dans la salle vide, la nuit

La pièce en un acte de Tchékhov, *le Chant du cygne*, est d'abord le monologue d'un vieil acteur comique qui s'est endormi, la nuit, dans le théâtre vide, après le spectacle. Survient un vieux souffleur, qui couche là parce qu'il n'a pas de domicile.

Claude Merlin, l'un des acteurs de la compagnie de Catherine Dasté, mettant en scène *le Chant du cygne*, a intercalé dans les scènes une autre pièce en un acte de Tchekhov, *la Demande en mariage*. Puis, quand le vieil acteur est allé se coucher, et que ne reste sur la scène vide que la lampe, apparaît Nina : elle vient de retrouver Treplev, c'est la dernière scène de *la Mouette*. Mais il n'y a pas d'acteur, cette nuit, dans ce théâtre désert, pour jouer Treplev ; et Nina, qui semble elle-même être plutôt une apparition, un fantôme, joue la scène toute seule ; nous n'avons que ses répliques.

Ce spectacle est remarquable. *Comme tout ce que réalise la* Compagnie Catherine Dasté, il y a là un « toucher » extrêmement sensible : ces comédiens appréhendent l'essence et le mystère du théâtre avec une rare pénétration et sans la moindre obscurité. Un peu comme de la magie naturelle.

***Dans la mise en scène du Chant du* cygne proprement dit, Claude Merlin donne beaucoup de relief aux paroles du vieil acteur (joué par Serge Coursani), en employant tout l'espace de la salle, loges, couloirs, que le protagoniste, qui a un peu peur dans le noir, parcourt en tous sens. Puis Claude Barichasse et Claude Buchwald donnent une interprétation déchaînée, formidablement comique, de *la Demande en mariage*.** *Comme si l'humour noir creusait un immense abîme.* Enfin Claude Buchwald, jeune comédienne décidément très douée, et d'une présence forte, trouve des choses inhabituelles, émouvantes, dans l'interprétation solitaire de *la Mouette*.

MICHEL COURNOT.

★ Atelier, 18 h 30, jusqu'au 26 mars.

Lady Macbeth au village, à Bagneux

La *Lady Macbeth au village* est une nouvelle de Leskov, l'histoire d'une jeune servante mal mariée à un riche veuf. Elle tient bien sa place jusqu'au jour où elle rencontre un beau garçon. Pour lui elle tue, sans remords aucun. Le « couple diabolique » va de meurtre en meurtre jusqu'au châtiment : prison, fouet, déportation. Lui, dégoûté d'elle, la quitte pour une autre. Elle, tue encore une fois, et se noie avec sa rivale.

L'histoire est aussi simple que cruelle. Par quelle aberration les comédiens du Campagnol dirigés par Liliane Delval ont-ils pu y voir l'occasion d'un mimodrame gracieux, inventif souvent, *mais qui raconte autre chose*, un conte folklorique avec danses et jolis costumes (de Françoise Tournafond) dans le bel espace sobre aménagé par Roberto Moscoso ? C.G.

• **Bagneux, 20 h 30.**

EXPOSITION

Entre le formica et la télé

(Suite de la première page.)

Une partie est au musée : le *lumino-cinétisme, les figurations, la* haute couture et le design, l'autre à la maison de la culture : les nouveaux réalistes, la photographie, le prêt-à-porter et la vie quotidienne. Cette coproduction est accompagnée de films, de débats et de rencontres, notamment de stylistes.

Elle a le mérite d'avoir tenté pour la première fois les rapprochements et la mise en perspective de ces années qui, malgré les nuages (de plastic), sont celles de la « détente », après *la guerre froide. Mais il n'est* pas sûr qu'elle ait pris la distance nécessaire à leur bonne appréhension. Qui *l'aurait ?* Ce temps, qui paraît lointain, est trop proche.

De plus le découpage de la période n'est peut-être pas juste pour ce qui est des arts plastiques, et même du reste. N'est-ce pas plutôt autour de 1972-1974 qu'il faudrait marquer la rupture ? N'est-ce pas au milieu des années 70 qu'ont commencé à s'effriter en images les idéologies *du progrès qui portaient* les années en question ? Mais peu importe. On s'amuse bien à revoir toutes ces œuvres et tant pis pour les partis pris, qui excluent les uns et valorisent les autres. Selon une optique incertaine, mais que le catalogue, quand il sera prêt, justifiera peut-être. En attendant, revenons à la modernité telle qu'elle s'est affichée à travers les artistes.

Le mariage de l'art et de la science

Le cinétisme, qui a commencé à se développer dans le milieu des années 50 autour de la galerie Denise-René, reprend le discours des constructivistes, et avec un bel optimisme, essaye le mariage de l'art, de la science et de la technologie. Les artistes qui s'y rattachent, de Vasarely et Schöffer, à Cruz-Diez, Le Parc, Soto, Agam, et le groupe de recherche d'arts visuels (GRAV), se proposent de dépasser *la notion du tableau* comme œuvre isolée pour plaisir solitaire et société aristocratique ; d'intégrer l'art dans l'espace architectural, d'influer sur l'espace et de créer un environnement en suscitant la participation des spectateurs, en les incitant à entrer dans les œuvres, à appuyer sur des boutons, à s'approprier le mouvement, par leur propre déplacement, par un geste, un souffle, un cri. Lames de métal, disques *tournants, projecteurs, tubes fluorescents*, miroirs, moteurs, sons, champs magnétiques...

Dans tout cela l'écriture personnelle en a pris un sacré coup, de même que la notion d'artiste et de tableau, surtout quand les objets, les produits, ont commencé à se multiplier et à se déverser dans les drugstores, où on les trouve encore.

Aujourd'hui on aurait tendance à ne plus voir que le côté gadget, ou divertissement sans conséquences pour « homo ludens », qui ne saurait satisfaire au nouveau besoin de sens et de contenu. C'est un peu dommage pour certains artistes et certaines œuvres qui ont leur poésie, leur charme, leur sensualité, ou participent d'un beau détournement, voire d'une très secrète inquiétude.

Les nouveaux réalistes

L'autre pôle de la modernité, autour de 1960, c'est le groupe des nouveaux réalistes, autour du critique Pierre Restany, dont les individualités fort diverses avaient, parfois depuis plusieurs années, déjà entamé un processus d'appropriation du réel, mais qui, désormais, vont fouiller les terrains vagues *et récupérer les affiches* des rues avec encore plus de fureur et de conviction.

On connaît l'histoire : Arman accumule les tubes d'aspirine, les vaporisateurs de Fly-tox, les rasoirs électriques, les haut-parleurs. César comprime les carrosseries de voiture. Hains, Villeglé, Rotella, s'emparent de palissades entières couvertes d'images publicitaires, *Niki* de Saint-Phalle réalise des tableaux baveux en tirant à la carabine dans des poches *de peinture fixées* au support. Raysse propose ses *Hygiène de la vision.* Klein peint ses *Monochrome*, et ses *Anthropométrie*, Tinguely construit ses machines inutiles et autodestructrices, grinçantes et farfelues.

Ils se sont dit, on a dit d'eux qu'ils étaient fascinés par le spectacle de leur époque. On les a trouvés « irresponsables ».

Aujourd'hui leurs œuvres prennent une dimension critique évidente qu'on ne leur a pas reconnue. Notamment du côté de la nouvelle figuration, qui, avec l'aide de Gérald *Gassiot-Talabot, à son tour lançait* ses bombes. Ces artistes, eux aussi très divers, montraient des œuvres qui voulaient rendre compte de la réalité quotidienne de la société de consommation avec une distance, une dimension critique, bientôt politique. Et en 1965, Aillaud, Arroyo Recalcati peignaient collectivement *Vivre et laisser mourir ou la fin tragique de Marcel Duchamp* en huit tableaux (ils sont présentés à Saint-Étienne), où l'on voit les trois artistes faire un *sort au père de Dada, en alternant* les séquences narratives très réalistes et les reproductions des toiles de Duchamp, lequel trouvera cela « très joli », mais « bêtement peint ».

Là encore on connaît la suite, le salon de la Jeune Peinture, la Salle rouge pour le Vietnam. Tandis qu'à la veille de mai, d'autres mises en question radicales s'exprimaient dans la foulée de *Fluxus* et que l'art conceptuel pointaient à l'horizon.

En fait cette présentation qui ac*cepte aussi quelques marginaux* (Lapicque, Bettencourt, Requichot, notamment) laisse entrevoir la possibilité d'une autre lecture que celle qui s'est faite sur le moment, et juste après : par-delà les clivages évidents, les ruptures voulues, existent des liens subtils qui rendent parfois très flottantes les frontières. Et en tout cas l'exposition montre, de tous côtés, *une belle agitation, qui,* tant par la manifestation des démons dadaïstes et surréalistes, que par la politisation des discours sur l'art, explosera aux beaux jours de mai 68.

GENEVIÈVE BRÉERETTE.

★ *Musée d'art et d'industrie de Saint-Étienne, Maison de la culture. Jusqu'au 30 avril.*

Lu

DEUX LIVRES DE FRANCIS PONGE

L'humilité devant les choses

Pour tirer toute la saveur des écrits de Ponge, il est bon d'observer *leur chronologie autant* que leur langue. A cet égard, les deux derniers parus, *Nioque de l'Avant-Printemps* (1) et *Petite suite vivaraise* (2) sont d'excellents abrégés des propriétés pongiennes.

La « fabrication » de la *Nioque* s'échelonne sur plus de trente ans. Composé pour l'essentiel durant les vacances pascales de 1950, l'ouvrage a d'abord paru sous la forme de *fragments météoriques dans* les revues *l'Éphémère* et *Tel Quel* (1967-1968). L'élaboration, achevée en 1983, s'accompagne de métamorphoses du texte, grossi d'alluvions et d'allusions de toutes sortes, littéraires et idéologiques, sucitant au fil du temps et des lectures de nouvelles résonances. Ainsi ce jeu d'échos, suggérant tantôt la guerre froide, tantôt les « printemps » de Berkeley, de Paris, de Berlin, de Prague. Avril 1950 : « *D'Ouest, c'est-à-dire de droite, viennent par rafales, à ras de terre et jusque très haut dans les airs, souvent en bourrasques de grêlons, les frais soucis, les rembrunissements bleuâtres.* » Juin 1953 : « *Notre dramatique nous arrive d'Ouest.* » Et tout cela publié au printemps 1968 !

Même jeu de dates, analogue lot d'images, mais avec des connotations de l'ordre de la nature et non de la politique, dans la *Petite suite vivaraise*, carnet de bord (quasi musical, avec son titre et ses variations), d'un vacancier des mois de juillet-août 1937, à l'est du Massif Central. Une sorte particulière d'antennes lui fait saisir les subtiles correspondances d'un moment, d'un état et d'un langage.

Simultanément, on saisit le travail opéré par Ponge sur l'épaisseur sémantique des mots, *entre lesquels se trament* des échanges concernant la réalité des choses et la réalité du texte. La création d'un terme comme « nioque », qui transcrit phonétiquement « gnoque », mot forgé sur la racine de « gnose » et de « connaissance », suggère l'aptitude scrupuleuse à rendre l'obscure évidence des phénomènes.

Loin de convier le lecteur à des jeux abstraits, Ponge lui administre des sensations de fraîcheur et des émotions de jeunesse que ne frappe nulle caducité. Humilité devant les choses, *humour et tendresse en face* des formes de la vie.

La lecture n'est jamais aussi complète ni le contentement aussi parfait que lorsque la circulation entre l'espace des objets et la page des paroles multiplie les pouvoirs de l'invention : « *Comme il y a des tas de cailloux par endroits ramassés pour rempierrer les routes, certes il y a des mots. Il faut aller les y chercher. Dans le gosier, dans le gosier des autres, dans les livres, les dictionnaires. A la pelle, en raclant le gravier* » (*Nioque*). C'est ainsi que les « concerts de vocables » de Francis Ponge continuent d'offrir des leçons de choses, des arts poétiques, des façons d'exister.

SERGE KOSTER.

(1) Gallimard. 70 pages, 55 F.
(2) Ed. Fata Morgana, 30 pages, 33 F.



Fêtes Baroques
Mars
22/3 M. PIGUET . E. BUCKLEY
Eglise St Médard 20 h 30
141 rue Mouffetard . 75005

CONFÉRENCE
MARDI 22 MARS, à 19 heures
SARAH BERNHARDT
GÉNIE D'UN SEUL AMOUR
par Roger NORMAND
MUSÉE DE LA MARINE
PALAIS DE CHAILLOT

MERCREDI
COMÉDIES ET PROVERBES
PAULINE À LA PLAGE
ERIC ROHMER
avec
Amanda LANGLET Arielle DOMBASLE Pascal GREGGORY
Féodor ATKINE Simon de LA BROSSE ROSETTE
Images Nestor ALMENDROS Son Georges PRAT
Une production de MARGARET MENEGOZ
LES FILMS DU LOSANGE LES FILMS ARIANE
Distribué par AAA
BERLIN 1983
OURS D'ARGENT POUR LA MEILLEURE MISE EN SCÈNE

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

LA PETITE BANDE
Michel DEVILLE
C'est les "Pieds Nickelés" chez Jacques Tati.
L'EXPRESS
Les enfants feront bien d'y traîner leurs parents.
ELLE
RTL
Gilles PERRAULT
Gaumont

MERCREDI
LES SACRIFIÉS
OKACHA TOUITA

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ARCHÉOLOGIE, Lucernaire (544-57-34) 23 h 15.

SI GUITRY M'ÉTAIT CHANTÉ, Comédie de Paris (281-00-11), 18 h 30.

SI MARILYN, Dix-Heures (606-07-48), 20 h 30.

LES SACRÉS MONSTRES, Blancs-Manteaux (887-15-84), 22 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

SALLE FAVART (296-06-11) 18 h 30 : récital F. Lodeon; 20 h 30 : concert Bach; 22 h 30 : musique traditionnelle.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) à 20 h 30 : la Seconde Surprise de l'amour; la Colonie.

BEAUBOURG (277-12-35). Débats-rencontres musée : La sculpture en Allemagne après Beuys; La télématique en Amérique du Nord; La maison du Livre et des mots; L'animation littéraire en France. – Cinéma-vidéo : Nouveaux films Bpi; 16 h : la Vie commence en janvier; 19 h : les Grandes Aventures de l'Himalaya. – Concerts animations : 18 h 30 et 20 h 30 : Forum de la création.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). – Voir concerts-concerts/récitals.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77).

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34). Voir concerts.

Les autres salles

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Moi.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Hôtel Jawat et de la plage.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Argent mon bel amour.

ÉPICERIE (272-23-41), 18 h 30 : les Chants de Maldoror.

ESCALIER D'OR (523-15-01), 21 h : Match d'Impro.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Leçon; 21 h 30 : Théâtre d'ombres.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : les Enfants du silence; 21 h : Six heures au plus tard; II. 18 h 30 : Yes peut-être; 20 h 30 : la Noce; 22 h 15 : Troubadours de Pendule; Petite salle, 18 h 30 : Om-Saad.

MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74) 21 h : l'Education de Rita.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) 20 h 30 : Hold-up pour rire.

POCHE (548-92-97) 21 h : le Butin.

POTINIÈRE (261-44-16) 20 h 45 : Sol : je m'égalomane à moi-même.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. : l'Ecume des jours.

THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), *18 h 30 : Agir, je viens ; 20 h 30 :* Lettres de guerre; 22 h : les Emigrés.

THEATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 22 h 30 : la Croisade ou Du sang pour l'éternité.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : la Crosse en l'air; 20 h 30 : Le mal court.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut; 22 h : le Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Service non compris.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2; 21 h 30 : Les Démones Loulou. – II : 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ?; 22 h 30 : Version originale.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 18 h 30 : Laissez chanter les clowns; 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II : 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués; 22 h : De la fantaisie dans l'orangeade.

LE FANAL (233-91-17), 20 h : J. Mailhot; 21 h 15 : Étoiles rouges.

PATACHON (606-90-20), 20 h 30 : Un sifflet dans la tête.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie; 21 h 30 : Elle voit des géants partout.

LA TANIÈRE (337-74-39), 20 h 45 : B. Haillant.

THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 18 h 30 : le Grand Ecart.

La danse

BASTILLE (357-42-14), 21 h : Alphard.

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : O. de Mones, P. Heidsieck (Barber, Kodaly, Martinu); 21 h : A. Ouzounoff (Ton Tan Thiet, Kagel, Globokar).

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : Junge Deutsche Philharmonie, dir. G. Bertini (Webern, Debussy).

RANELAGH, 18 h 30 : Musiques traditionnelles de l'Inde.

ATHÉNÉE, 21 h : G. Taddei, R. Schneider.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE, Grand Théâtre, 20 h 30 : K. Nagatomi (Schubert, Debussy, Schumann).

ÉGLISE SAINT-ROCH, 21 h : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Wallez (Fauré).

THÉATRE EN ROND, 21 h : O. Beaumont (Couperin, Rameau).

THÉATRE DE LA PLAINE, 20 h 30 : M.-Cl. Theuveny, M. Blanchot (Dvorak, Schumann, Debussy...).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : C. Hugonnard-Roche (Brahms, Beethoven, Chopin...).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 18 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Y.-P. Tortelier, C. Cantin (flûte), J.-L. Gilles (orgue) (Haendel, Boccherini); 20 h 30 : Récital Orchestre Colonne, dir. P. Schneider, L. Balslev, soprano (Wagner, Beethoven).

CARRÉ SILVIA-MONFORT, *20 h 30 :* Les chants flamencos de la semaine sainte en Andalousie, A. de Patrocinio, Frasquito, El Guapo, El Melon, M. Zapata.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 21 mars

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche.
BEAUBOURG
(278-35-57)

15 h, la Gammick, de J. Godbout; 17 h, Ton cor est à moi, de E. Kennedy; V'la la flotte !, de J. Parrott; 19 h, One Girl's Confession, de H. Haas.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70); Richelieu, 2e (233-56-70); Quintette, 5e (633-79-38); Cluny-Palace, 5e (354-07-76); Marignan, 8e (359-92-82); George-V, 8e (562-41-46); St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43); Français, 9e (770-33-88); Maxéville, 9e (770-72-86); Nation-12e (343-04-67); Fauvette, 13e (331-56-86); Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06); Gaumont-Sud, 14e (327-84-50); Gaumont-Convention, 15e (828-42-27); Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79); Mayfair, 16e (525-27-06); Paramount-Maillot, 17e (758-24-24); Wepler, 18e (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

ALL BY MYSELF (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54)

ANTONIETA (Fr.-Mex., v.o.) : Trois Parnassiens, 14e (320-30-19).

L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33)

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56); Grand Pavois, 15e (554-46-85); Palace Croix-Nivert (H. Sp.), 15e (374-95-04).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38); Marignan, 8e (359-92-82); Français, 9e (770-33-88); Maxéville, 9e (770-72-86); Gare de Lyon, 12e (343-01-59); U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44); Mistral, 14e (539-52-43); Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06); Magic Convention, 15e (828-20-64); Passy, 16e (288-62-34); Calypso, 17e (380-30-11); Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LA BARQUE EST PLEINE (*Suisse-All.*, v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

LE BATTANT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33); Bretagne, 6e (222-57-97); Ambassade, 8e (359-19-08); Tourelles, 20e (364-51-98).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Cluny-Écoles, 5e (354-20-12); Biarritz, 8e (723-69-23).

BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LES FILMS NOUVEAUX

L'ARCHIPEL DES AMOURS, Neuf nouvelles cinématographiques de Paul Vecchiali, Jacques Frenais, Gérard Frot-Goutaz, Michel Delahaye, Jean-Claude Guiguet, Jacques Davila, Jean-Claude Biette, Cécile Clairval et Marie-Claude Treilhou : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77); Olympic, 14e (542-67-42).

LA COLONIA PENAL. EL REALISMO SOCIALISTA. SOTELO. LA VOCATION SUSPENDUE. Films inédits de Raoul Ruiz. V.o. : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33).

HYSTERICAL. Film américain de Chris Bearde. V.o. : Ciné-Beaubourg, 1er (271-52-36); Cluny-Écoles, 5e (354-20-12); Normandie, 8e (359-41-18). V.f. : Rex, 2e (236-83-93); Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40); Paramount-Opéra, 9e (742-56-31); U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59); Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03); Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10); Magic-Convention, 15e (828-20-64); Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LES ILES. Film français de Azimi. Forum, 1er (297-53-74); Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20); Pagode, 7e (705-12-15); St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43); Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14); Lumière, 9e (246-49-07); Parnassiens, 14e (329-83-11).

JACOB LE MENTEUR. Film allemand (R.D.A.) de Frank Bever. V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40); Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA PETITE BANDE. Film français de Michel Deville. Forum, 1er (297-53-74); Richelieu, 2e (233-56-70); U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08); Rotonde, 6e (633-08-22); Normandie, 8e (359-41-18); Colisée, 8e (359-29-46); U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44); 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81); Fauvette, 13e (331-60-74); Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02); Gaumont-Convention, 15e (828-42-27); Images, 18e (522-47-94).

UNE GIFLE. Film soviétique de Henrik Malian. V.o. : Cosmos, 6e (544-28-80).

LES YEUX DU MAL (*). Film américain de Gabrielle Beaumont. V.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76). V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40); Paramount-Bastille, 12e (343-79-17); Paramount-Orléans, 14e (540-45-91); Convention St-Charles, 15e (579-33-00); Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LA BOUM No 2 (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16); Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

CAP CANAILLE (Fr.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62); U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

CAPITAINE MALABAR DIT « LA BOMBE » (It.-A., v.f.) : Paramount-City, 6e (562-45-76); Paramount-Opéra, 9e (742-56-31); Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62); U.G.C.-Champs-Élysées, 8e (359-12-15); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99); Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

COBRA (A., v.o.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Galande, 5e (354-72-71). (H. Sp.).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

DANTON (Fr.) : Cujas, 5e (354-89-22); Marbeuf, 8e (225-18-45); Miramar, 14e (320-89-52); Grand Pavois (H. Sp.), 15e (554-46-85).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47); St-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. Sp.)

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (*Bost. - A.*). (*V. ang.*) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70); Quintette, 5e (633-79-38); George-V, 8e (562-41-46); Marignan, 8e (359-92-82); Parnassiens, 14e (329-83-11). – (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86); Français, 9e (770-33-88); Nation-12e (343-04-67); Fauvette, 13e (331-60-74); Mistral, 14e (539-52-43); Montparnos, 14e (327-52-37); Gaumont-Convention, 15e (828-42-27); Images, 18e (522-47-94); Secrétan, 19e (241-18-45).

DIVA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69); Panthéon, 5e (354-15-04); Marbeuf, 8e (225-18-45).

L'ENFANT SECRET (Fr.) : Studio Cujas (H. Sp.), 5e (354-89-22).

L'EMPRISE (A., v.o.) (*) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83); Paramount Mercury, 8e (562-75-90); v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71); v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32); Paramount Opéra, 9e (742-56-31); Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70); Hautefeuille, 6e (633-79-38); Pagode, 7e (705-12-15); Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67); Parnassiens, 14e (329-83-11); P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42); Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42); v.f. : Impérial, 2e (742-72-52); Miramar, 14e (320-89-52).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

HALLOWEEN III, LE SANG DU SORCIER (*) (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62); Ermitage, 8e (359-15-71); v.f. : Rex, 2e, (236-83-93); U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27); U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44); Paramount Galaxie, 17e (580-18-03); Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

HORREUR DANS LA VILLE (A, v.o.) (*) : Paramount City, 8e (562-45-76); v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31); Paramount Bastille, 12e (343-79-17); Paramount Gobelins, 13e (707-12-28); Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10); Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38); v.f. : U.G.C., 2e (261-50-32).

L'IMPOSTEUR (It., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74); St-Germain Village, 5e (633-63-20); Parnassiens, 14e (329-83-11)

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74); Berlitz, 2e (742-60-33); Richelieu, 2e (233-56-70); Cluny Palace, 5e (354-07-76); Colisée, 8e (359-29-46); Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43); Lumière, 9e (246-49-07); Athéna, 12e (343-00-65); Fauvette, 13e (331-60-74); Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06); Mistral, 14e (539-52-43); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79); Victor-Hugo, 16e (727-49-75); Wepler, 18e (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LE JOUR DES IDIOTS (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES MISÉRABLES (*Fr.*) : *Trois Haussmann*, 9e (770-47-55).

LA MORT AUX ENCHÈRES (**) (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46); Parnassiens, 14e (329-83-11).

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93); Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36); U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08); U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27); Biarritz, 8e (723-69-23); Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23); U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44); Mistral, 14e (539-52-43); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79); Murat, 16e (651-99-75); Paramount Maillot, 17e (758-24-24); Paramount Montmartre, 18e (606-35-25); Clichy-Pathé, 18e (522-46-01); Secrétan, 19e (241-77-99).

MY DINNER WITH ANDRE (A., v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17); Rotonde, 6e (633-08-22); Biarritz, 8e (723-69-23); v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A, v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83); Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23); v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40); Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03); Paramount-Opéra, 9e (742-56-31); Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PARTNERS (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83); Monte-Carlo, 8e (225-09-83); v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31); Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

POUR QUI VOTE L'OXYGENE (Holl., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

LE PREMIER AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32); Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06); Biarritz, 8e (723-69-23).

RAMBO (A., v.o.) (*) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70); U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62); Normandie, 8e (359-41-18); Colisée, 8e (359-29-46); v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33); Rex, 2e (236-83-93); U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32); U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27); U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59); U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44); Miramar, 14e (320-89-52); Mistral, 14e (539-52-43); Magic-Convention, 15e (828-20-32); Murat, 16e (651-99-75); Clichy-Pathé, 18e (522-46-01); Secrétan, 19e (241-77-99).

LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE RUFFIAN (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46); Français, 9e (770-33-88); Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06); Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

SANS RETOUR (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36); Paramount-Odéon, 6e (325-59-83); Ambassade, 8e (359-19-08); Olympic-Balzac, 8e (561-10-60); Parnassiens, 14e (320-30-19); v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70); Lumière, 9e (246-49-07); Paramount-Bastille, 12e (434-79-17); Fauvette, 13e (331-60-74); Montparnos, 14e (327-52-37); Images, 18e (522-47-94).

SANS SOLEIL (Fr.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

THE VERDICT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36); U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08); Marignan, 8e (359-92-82); Biarritz, 8e (723-69-23); 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81); v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33); Athéna, 12e (343-00-65); Montparnos, 14e (327-52-37); Gaumont-Convention, 15e (828-42-27); Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

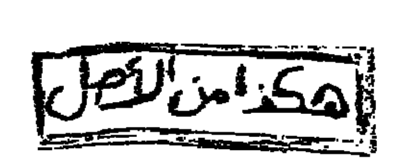
T'ES HEUREUSE, MOI TOUJOURS (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

TE SOUVIENS-TU DE DOLLY BELL ? (You., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

MERCREDI

UN FILM PARAMOUNT • DISTRIBUÉ PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION •
Grand Prix du Festival international du film d'humour, CHAMROUSSE 1983.
Prix de la critique du Festival international du film d'humour, CHAMROUSSE 1983.



SPECTACLES

TOOTSIE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; Nations-12e (343-04-67) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation-12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

YOL (Turc, v.f.) : Capri, 2e (508-11-69) ; v.o. : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

Les grandes reprises

L'AVVENTURA (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23)

BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Action Lafayette, 9e (878-80-50).

LA BÊTE (Fr.) (**) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LES COMMUNIANTS (Suéd.) (v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

DEEP END (Ang., vo.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : *Opéra-Night*, 2e (296-62-56).

LE DERNIER MÉTRO (Fr.) Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).

DROLE DE DRAME (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (*) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

FITZCARRALDO (All., v.o.) : Lucernaire, 6e ((544-57-34).

LE FLEUVE SAUVAGE (v.o.) : Acacias, 17e (727-49-75).

LES FORBANS DE LA NUIT (A. v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Studio Git-le-Cœur, 5e (326-80-25).

JEUX D'ÉTÉ (Suéd., v.o.) : André Bazin, 13e (331-51-55).

KEY LARGO (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

MOURIR A TRENTE ANS (Fr) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

PANIQUE A NEEDLE PARK (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

PARSIFAL (All., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).

PORTIER DE NUIT (It., vo.) (**) . Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (V.f.) Maxéville, 9e (770-72-86).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Rivoli Beaubourg (Hsp), 4e (272-63-32) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA STRADA (It., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).

COMÉDIE DE PARIS

HOTEL JAWAT et de la PLAGE

de *Christiane* ALBANEL, mise en scène d'André OUMANSKY en collaboration avec Daniel DELPRAT, avec J.-Claude DREYFUS, Eléonore HIRT, Christiane MARCHEWSKA, André OUMANSKY, Max VIALLE.

« Mélange d'humour et de naïveté servi par quelques bons comédiens ».

LE FIGARO.

« Il y a une écriture, on rit souvent, si vous aimez musarder du côté des jeunes auteurs vous ne serez pas déçus. »

QUOTIDIEN DE PARIS.

Loc. 281-00-11

M. Baudis, Toulouse, le Sénat et FR3

On avait remarqué, au soir du dimanche 13 mars, la « prestation » télévisuelle de M. Dominique Baudis, le jeune maire de Toulouse, successeur de son père et brillant vainqueur au premier tour de son concurrent socialiste, M. Gérard Bapt. L'ancien présentateur des journaux télévisés (TF1, FR3), regardant les téléspectateurs au fond des yeux de la caméra, remerciait les Toulousains de lui avoir redonné une place au petit écran, dont il avait été *« écarté du fait du sectarisme des partis politiques »*. M. Baudis n'avait pas accepté, en effet, après les changements intervenus depuis le 10 mai, de collaborer à la nouvelle formule de « Soir 3 ».

Mais il veut conserver le poste qu'il occupe depuis (en théorie à plein temps) au sein de FR3 : chargé des relations de cette société avec le Sénat. Pour le maire de Toulouse, ses fonctions à FR3 lui paraissent *« compatibles et même complémentaires »* avec ses charges de premier magistrat. *« Je suis capable de faire la différence entre mon travail professionnel et mes responsabilités de maire »*, nous a-t-il déclaré. *Selon lui, un journaliste n'est pas* tenu à des horaires précis et quotidiens ; il peut tout à fait travailler *« plus de huit heures par jour »* pendant les six mois des sessions parlementaires, et donc *« assumer totalement »* ses fonctions à FR3.

La direction de la troisième chaîne ne l'entend pas de cette oreille. Pour M. André Holleaux, son P.-D.G., *« la charge de maire d'une grande ville est incompatible avec celle de représentant de la société au Sénat. »* On ajoute, *dans l'entourage du P.-D.G.*, qu'il apparaîtrait vite ridicule que le maire de Toulouse aille *« porter des papiers »* aux sénateurs...

Cependant, rien n'interdit que M. Baudis continue d'être employé par FR3. Il a été reçu la semaine dernière par M. Holleaux, et la *direction de la chaîne* déclare vouloir rechercher avec lui une autre solution qui lui permette, *en particulier*, de percevoir un salaire. M. Baudis estime que ses indemnités de maire ne lui permettent que de *« couvrir les frais occasionnés pas sa charge »*. Dans une interview à l'hebdomadaire *Télé 7 Jours*, il affirme même que, en cas de mutation, *« son syndicat* (Force ouvrière), *interpréterait très mal une initiative de ce genre »*.

Y. A.

● *Un numéro spécial de la revue* Projet *est consacré au thème : « Ces étrangers qui sont aussi la France ».* – Il comporte des articles d'une grande actualité sur la société multiraciale, l'interculturalité, les nouvelles donnes économiques de l'immigration, les grèves des O.S. de l'automobile, la question des ghettos, et se conclut sur une profession de foi de MM. Gilles Verbunt et Stanislas Mangin sur l'intégration et les droits nouveaux des travailleurs étrangers. (Revue mensuelle *Projet*, 14, rue d'Assas, Paris-6e, 40 F.)

THÉÂTRE NATIONAL OPÉRA DE PARIS

OPÉRA-COMIQUE
SALLE FAVART

LES NOUVEAUX CONCERTS

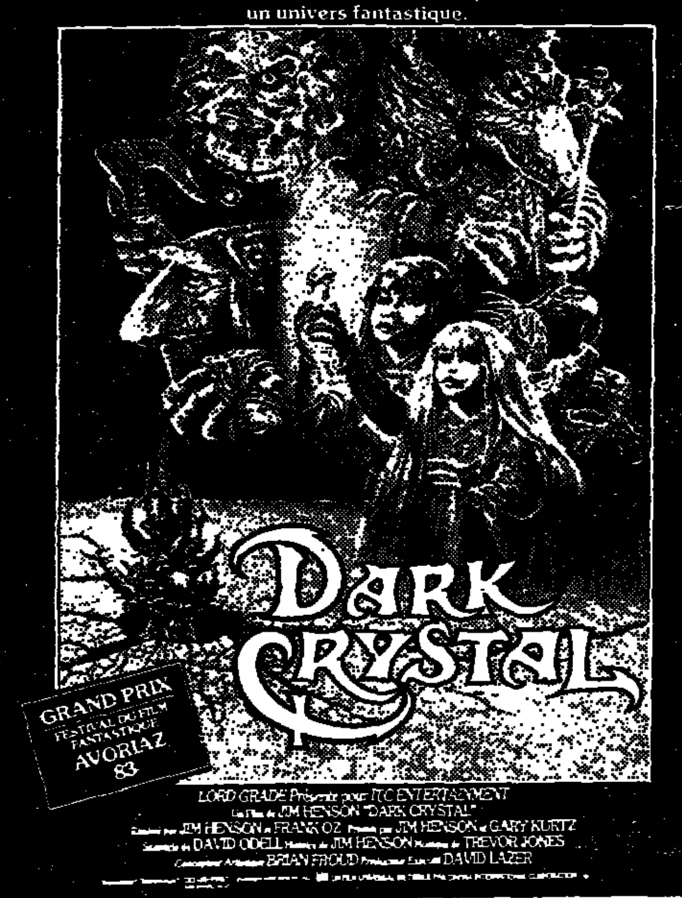
AVEC L'ACTION MUSICALE PHILIP MORRIS

LUNDI 21 MARS	MERCREDI 23 MARS
18H30 RÉCITAL FRÉDÉRIC LODÉON BACH - KODALY	18H30 RÉCITAL AUGUSTIN DUMAY STRAUSS - DEBUSSY RAVEL
20H30 CONCERT BACH LES SOLISTES DE L'OPÉRA PIERRE DOUKAN	20H30 CONCERT G. PLUDERMACHER PIANO H. LE FLOCH VIOLON

21 MARS — 22H30 — 23 MARS
MUSIQUE TRADITIONNELLE INDIENNE
RAVI SHANKAR

LOCATION AUX GUICHETS DE 11H A 18H30
RENSEIGNEMENTS : OPERA-COMIQUE : 296.12.20





RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 21 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 Film : Défense de savoir.
Film français de N. Trintignant (1973), avec J.-L. Trintignant, M. Bouquet, B. Lafont, B.Laage, J. Berto.
Nommé d'office pour défendre une pauvre fille accusée de meurtre, un avocat raté découvre une affaire politique sous l'affaire criminelle.
L'idéalisme et l'honnêteté contre les hommes de pouvoir. Ce n'est pas un film à thèse, mais une étude de mœurs soulevant des problèmes contemporains, bien réalisée, bien interprétée.

22 h 15 L'enjeu.
Magazine économique de F. de Closets, E. de La Taille et A. Weiller.
Mexique : sur le fil du rasoir. Régine : vendre les nuits parisiennes. Textile : sauver le textile industriel. Boussac : le difficile redressement.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Le grand échiquier.
De J. Chancel.
Sur le thème « C'est le printemps », avec Didier Pironi et l'Orchestre de l'Opéra, sous la direction de Claude Schnitzler.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : Qui ?
Film français de L. Keigel (1970), avec R. Schneider, M. Ronet, G. Tinti, S. Bach (rediffusion).
Une jeune femme perd son mari dans un accident, après une violente dispute. Son beau-frère, qui l'a recueillie, découvre des choses bizarres et la soupçonne de meurtre.
On reverra avec émotion Romy Schneider et Maurice Ronet – qui vient de mourir – dans ce suspense psychologique habilement réalisé, et marqué par la tension – amour et haine – des rapports d'un couple.

21 h 50 Journal.

22 h 10 Magazine : Thalassa.
De G. Pernoud.
*Cinq ans après l'*Amoco-Cadiz.

22 h 48 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

22 h 50 Prélude à la nuit.
Festival de Tourcoing : « Premier quatuor », de M. Tippett, par le Lindsay String Quartet.



FRANCE-CULTURE

20 h, Deux heures pour Sarah, de J. Reis (rediff.).

21 h, L'autre scène, ou les vivants et les dieux : l'Apologie de Socrate, par P. Nemo.

22 h 30, Nuits magnétiques : Allusion (la mode) ; musique sud-américaine.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (*en direct du Grand Auditorium de* Radio-France) : « Passacaille pour orchestre », op. 1, de Webern ; « la Mer », de Debussy ; « Six pièces pour orchestre », de Webern ; « Symphonie n° 9 La Grande », de Schubert, par le Junge Deutsche Philharmonie, dir. G. Bertini.

22 h 30, La nuit sur France-Musique.

Mardi 22 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info.)
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord

20 h 35 Caméra une première : Un manteau de chinchilla.
De D. Letessier, réal. C. Othnin-Girard, avec M. Dubois, K. Albin...
Nicole, femme d'un ouvrier syndicaliste, rêve de porter un manteau de chinchilla, mais son mari achète une caravane d'occasion. Drame et rêve de midinette !

21 h 45 Musique : Fatti vivo Claudio.
Réal. Paul Seban, avec G. Robard...
Une évocation de Monteverdi, qui se voulait originale, mais l'émission devient prétentieuse et narcissique, dommage !

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 45 Série : Les amours de la belle époque.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
15 h Série : Têtes brûlées.
15 h 50 Variétés : Sacha Distel à l'Olympia.

16 h 45 Entre vous.
Le Festival du film rural.

17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 40 Film : Le Tombeur de ces dames
Film américain de J. Lewis (1961), avec J. Lewis, H. Traubel, P. Stanley, K. Freeman, G. Raft (rediffusion).
Un garçon laid et timide, rendu misogyne par un chagrin d'amour, devient domestique dans une pension de famille dirigée par une femme et où ne logent que des jeunes filles. Auteur, réalisateur, interprète, Jerry Lewis s'en prend au matriarcat, avec cette comédie burlesque qui réserve beaucoup de surprises par ses gags et ses ruptures de ton.

22 h 20 Mardi cinéma.
Avec Miou-Miou et Marlène Jobert.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

18 h 55 Tribune libre.
Fédération nationale des mutuelles de travailleurs.

19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 33 La minute nécessaire de Monsieur Cyclopède.

20 h 35 Film : Violette et François.
Film français de J. Rouffio (1976), avec I. Adjani, J. Dutronc, S. Reggiani, L. Massari, F. Arnoul (rediffusion).
Une jeune bourgeoise qui a rompu avec sa famille a pour compagnon un marginal qui lui fait mener une vie fantaisiste. A son exemple, elle se met à voler dans les grands magasins.
Une inadaptation sociale, typique des années 70. Entre la comédie et le drame à fleur de peau, le réalisateur effiloche un peu son récit mais on y trouve beaucoup de tendresse. Le couple Adjani-Dutronc s'accorde parfaitement au propos du film.

22 h 10 Journal.

22 h 30 Bleu outre-mer.
De Guyane : Carnaval ; De métropole : Xavier Louis ; De Nouvelle-Calédonie : carte postale de l'île Wallis.

23 h 18 Une minute pour une image.
D'Agnès Varda.

23 h 20 Prélude à la nuit.
Festival de Castres : Eduardo Falu (guitariste et chanteur argentin), œuvres de J. Aguirre.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : la Turquie, une nation solitaire.

8 h, Les chemins de la connaissance : transformations du monde rural ; à 8 h 32, les glaciers sont vivants ; à 8 h 50, le sillon et la braise.

9 h 7, La matinée des autres : l'esprit du Shinto.

10 h 45, Etranger mon ami : « la Cave », de T. Bernhard.

11 h 2, Musique de chambre avec piano (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).

12 h 5, Agora.

12 h 45, Panorama.

14 h, Sons.

14 h 5, Un livre, des voix : « l'Extase de l'errance » ; « Pâques de la parole », de C. Vigée.

14 h 45, Les après-midi de France-Culture : le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Roue libre.

18 h 30, Feuilleton : Mémoires d'un défunt.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, Sciences : L'espace et le temps aujourd'hui. Les relativités, avec le professeur J.-M. Levy-Leblond.

20 h, Dialogues : l'économie peut-elle rassembler les Français ? Avec L. Stoléru et F. de Closets.

22 h 30, Nuits magnétiques : Allusion; musique sud-américaine.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de J.-S. Bach, Sibelius, Campra.

8 h 7, *Le Bougolama 8-9.*

9 h 5, D'une oreille l'autre : œuvres de Haydn, J.-S. Bach, Webern.

12 h, La musique populaire d'aujourd'hui : le Québec.

12 h 35, Jazz : Saint Louis Blues.

13 h, Opérette : « Une nuit à Venise », de J. Strauss.

14 h 4, Boîte à musique : Mozart.

14 h 30, Les enfants d'Orphée : Animaux du monde.

15 h, Emissions d'auteur : Musique religieuse et foi populaire.

17 h 5, Repères contemporains.

17 h 30, Les intégrales : la musique de chambre d'Erik Satie.

18 h 30, Studio-Concert : Tisné, Ferrero, Léandre, Dutilleux, Schönberg.

19 h 38, Jazz.

20 h, Premières loges : S. Balguerie ; M. Renaud.

20 h 30, Concert (donné à Berlin le 26 novembre 1982) : « Sérénade Posthorn », de Mozart; « Symphonie inachevée », de Schubert; par l'Orchestre philharmonique de Berlin.

22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; 23 h 5, Jazz-Club.



Que savez-vous du verre?

L'art du vin commence avec l'art du verre.

Un même vin bu dans des verres de formes différentes n'a pas le même goût. La forme du contenant influe sur le contenu. «In poculo veritas», autrement dit «la vérité est dans le verre».

Voilà pourquoi Schott-Zwiesel a créé la ligne Sélection: neuf verres à vin, plus un verre spécial pour les vins blancs secs.

Pourquoi le verre à vin blanc sec a-t-il une forme spéciale?

«La fonction engendre la forme». La principale précaution de nos stylistes était, bien sûr, de dessiner un verre qui convienne au vin et qui, en même temps, soit un bel objet pour le connaisseur.

A

La taille. Avec une contenance de deux à trois gorgées, ce verre est plus petit qu'un verre à vin blanc normal. Mais n'est-ce pas suffisant pour qu'un véritable connaisseur se fasse une opinion du vin?

B

L'épaule. C'est la partie la plus large du verre. Quand il arrive à ce niveau (et pas au-delà), le vin présente à l'air une surface idéale, car plus cette surface est importante, plus le bouquet est vigoureux. L'amateur averti peut encore renforcer ce bouquet en faisant délicatement tourner le vin dans le verre.

C

La cheminée. Plus étroite vers le haut, elle aide le bouquet à monter pour que celui-ci se trouve concentré à la sortie du verre. Ce rétrécissement permet aussi, comme dans le verre à cognac, de mieux faire tourner le vin.

D

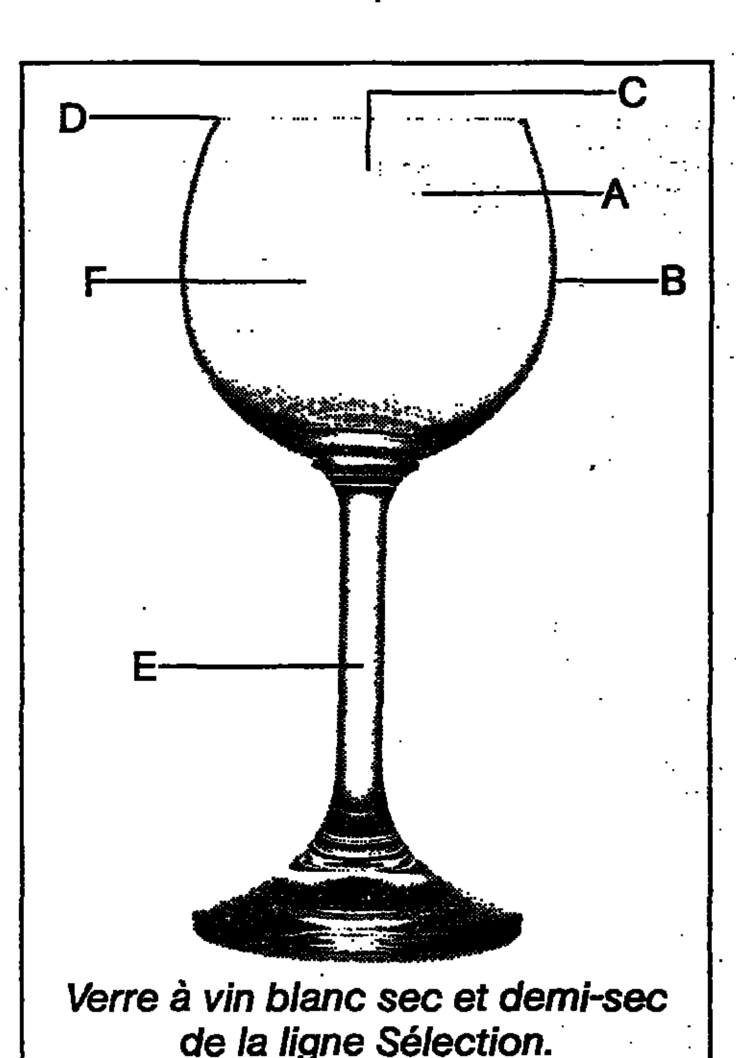
Le bord. Sans bourrelet, il permet au vin d'atteindre directement les papilles de la langue: la saveur du vin est ainsi plus intense.

E

Le pied. A chaque vin sa température, aussi ne tient-on jamais un verre par le ballon, la chaleur de la main modifiant la température du vin. Un pied doit être assez long pour permettre de saisir facilement le verre tout en lui gardant un bon centre de gravité.

F

Le verre. La couleur est un élément important dans l'appréciation de la qualité d'un vin. Le verre est donc parfaitement transparent, incolore et sans la moindre imperfection.



Verre à vin blanc sec et demi-sec de la ligne Sélection.

Vous voyez tout le soin qui a été apporté pour faire ce simple petit verre. Un verre créé tout spécialement pour les vins blancs secs.

Tous les autres verres sont conçus avec le même souci de la perfection, qu'il s'agisse d'un verre à vin blanc et rouge courant, d'un verre à bourgogne ou bordeaux, ou d'un verre à vin doux.

Dans un dîner gastronomique, l'ultime raffinement serait d'utiliser à chaque mets un vin différent et à chaque vin un verre approprié. En effet, les différentes formes de verres sont adaptées pour mieux mettre en valeur les caractéristiques de chaque vin.

Par exemple, un verre à bord évasé met en valeur la douceur subtile des vins de vendanges tardives. De cette façon, chaque gorgée de vin est légèrement répartie sur la langue et sur ses côtés, là où la douceur est la mieux perçue.

En revanche, un verre plus étroit en haut convient mieux aux vins secs puisque c'est sur le milieu de la langue que nous percevons le mieux leur subtile acidité fruitée.

Mais le vin n'est pas la seule boisson dont la dégustation réclame un verre approprié. Idéalement, un service de verres devrait comporter toute cette variété de formes qui aident à exalter la personnalité de chaque boisson: verres à champagne, à porto, à cognac, à bière, verres à liqueur, à whisky et long drinks.

Les verres des marques «Christinenhütte», «Cristallerie Zwiesel», «Zwiesel Glas» et «Wiesenthalhütte» ne sont que quelques exemples des propriétés particulières que nous pouvons donner au verre. Et les possibilités de ce matériau sont loin d'être épuisées: nous travaillons sans cesse à des projets de recherche et à de nouveaux produits.

Le Groupe SCHOTT:

34 entreprises avec 40 centres de production dans le monde entier, plus de 250 agences de distribution en France et à l'étranger. Un catalogue de plus de 50.000 articles et un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs.

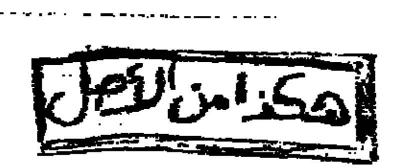
Vous pouvez obtenir plus de renseignements sur les verres: «Christinenhütte» auprès de Intertrade France S.A – Zone Industrielle – Mitry Mory Compans – 77290 Mitry Mory. «Cristallerie Zwiesel» et «Zwiesel Glas» auprès de Korzilius S.A – B.P no 54 – 68001 Colmar Cedex. «Wiesenthalhütte» auprès de Vesa S.A.R.L. – 50 rue de Paradis – 75484 Paris Cedex 10.

SCHOTT FRANCE
6, rue des Bateliers, 92110 Clichy.



Nous perfectionnons sans cesse le verre.





Le Monde

ÉCONOMIE

Les obstacles monétaires à une saine reprise

POUR au moins deux raisons, l'instabilité monétaire, dont *la crise du S.M.E.* n'est qu'un épisode supplémentaire, continuera d'être un facteur négatif pour la conjoncture économique mondiale, faisant peser sur la reprise qui se manifeste avec vigueur aux États-Unis (depuis la fin de l'année dernière) et qui commence à se dessiner en Allemagne une double menace susceptible d'en perturber plus ou moins gravement la progression.

La première de ces menaces est constituée par le niveau encore élevé des taux d'intérêt. On évitera ici de parler en termes d'intérêts « nominaux » et d'intérêts « réels » malgré la commodité apparente de ces expressions et des concepts qui leur correspondent pour décrire l'état actuel du marché dit des capitaux (une appellation qui, au sens strict du terme, devrait être réservée aux émissions d'actions nouvelles sur le marché boursier).

Taux nominal et charge réelle

La thèse à la mode est que, *malgré la baisse des taux nominaux* intervenus depuis le printemps dernier, les taux réels restent très élevés, à cause de la diminution de l'inflation constatée dans la plupart des pays, et en particulier dans les grands centres financiers et bancaires que constituent les États-Unis, la République fédérale d'Allemagne et la Grande-Bretagne, trois pays où la hausse des prix en rythme annuel est tombée à 5 % ou au-dessous (pour les deux premiers cités). Par taux réel, on entend le taux nominal, c'est-à-dire celui qui figure sur les contrats de prêt (et qui est donc effectivement payé), *moins* ce qu'on appelle le taux d'inflation, à savoir le taux d'augmentation de l'indice des prix.

Outre que cette notion d'intérêt « réel » manque étonnamment de rigueur, puisqu'elle conduit à soustraire deux chiffres de nature tout à fait différente (un taux de marché effectivement constaté et un taux d'inflation résultant d'une construction statistique) (1), elle ne traduit qu'une partie de la « réalité », une chose décidément aussi difficile à définir en économie qu'en philosophie. Et même, elle peut, dans certains cas, en donner une image complètement déformée, propre à fausser le jugement. Elle porterait, par exemple, à conclure que la *charge d'intérêt tend à être* aujourd'hui plus forte dans des pays comme les États-Unis ou la R.F.A., où l'inflation s'est ralentie plus vite que les taux, qu'en France.

Ce serait là une vue simpliste des choses. La lourdeur de la charge financière doit être estimée par rapport à la capacité bénéficiaire des sociétés qui empruntent, étant entendu que celles-ci n'ont aucun allégement à attendre de la dépréciation monétaire quand l'essentiel de leurs ressources empruntées *proviennent de crédits bancaires à court* terme constamment renouvelés. Il faut encore tenir compte du fait que, dans une période aussi troublée que la nôtre, où de puissantes forces inflationnistes coïncident avec d'autres forces agissant en sens *contraire (déflation), c'est bel et* bien, dans de nombreux cas, le taux nominal qui mesure le mieux la charge « réelle ». Pour une entreprise qui fabrique des produits chimiques dont les prix stagnent après avoir chuté par suite de la *récession*, le coût de l'argent n'est nullement allégé par l'inflation ambiante.

Mais pour le sujet qui nous occupe ici, l'important est de savoir pourquoi, après une profonde récession, les taux d'intérêt restent encore *si élevés. Pour résumer ce qui* mériterait sans doute une longue démonstration, disons d'abord qu'en régime de stabilité monétaire les taux d'intérêt, en tout cas les taux à long terme, tendent à être déterminés par des facteurs d'ordre économique, *et, en particulier, par* la rentabilité moyenne du capital. Telle était la théorie classique qui, sous des formes et avec des raffinements divers, n'a jamais cessé d'être soutenue par un nombre respectable d'économistes. Un examen des faits *mené sur une longue période* semble la confirmer, en tout cas ne pas l'infirmer. Elle a pour elle la logique, puisque ce sont les profits qui procurent normalement les ressources destinées à rembourser les charges afférentes aux emprunts contractés en vue de l'investissement. Or, dans une période de troubles monétaires et financiers, engendrés par une *expansion anarchique* du crédit, les taux d'intérêt sont de moins en moins déterminés par des causes de nature économique, et de plus en plus par des motifs de pathologie financière.

L'énormité des déficits de tout *genre à financer, déficit du budget* de l'État, déficit des entreprises publiques ou privées victimes selon le cas ou de la récession ou du contrôle des prix (comme en France), déficit de *la balance des* paiements (à financer par des emprunts extérieurs, etc.), se traduit par une énorme émission de créances de tout ordre. L'offre abondante de créances a tendance globalement à en déprimer les cours, et, par conséquent, à faire monter le taux d'intérêt. C'est le phénomène de l'endettement – et de l'endettement recherché pour des motifs qui n'ont plus grand-chose à voir avec le *financement des investissements*, source des revenus futurs – qui devient l'élément déterminant. Le niveau des taux d'intérêt se trouve ainsi déconnecté de cette variable éminente de la vie économique que constitue le taux de profit.

Taux de change flottants et parité des pouvoirs d'achat

C'est un autre type de déconnection avec les réalités de la vie économique, non moins dangereuse que la précédente, qui est nécessairement produit par le régime monétaire des taux de change flottants sous lequel, hélas ! nous sommes encore long*temps appelés à vivre. Là encore on* se contentera d'exposer les grandes lignes d'un raisonnement amplement confirmé par l'histoire économique récente, comme on va le voir un peu plus loin. Après les graves désordres auxquels on n'a pratiquement jamais cessé d'assister depuis une bonne douzaine d'années, les partisans déclarés de ce régime se font plus discrets, mais, faute d'analyser correctement les causes de l'échec, *leurs adversaires ne marquent aucun* point, et personne n'ose vraiment s'en prendre à la doctrine, selon laquelle, théoriquement au moins, le libre jeu des forces du marché (entendez : non entravées par les interventions des banques centrales) devrait permettre de dégager des taux de change d'équilibre. Implicitement ou explicitement, cette conviction repose sur une théorie presque aussi vieille que l'économie *politique et qui* est connue *sous* le nom de théorie de la parité des pouvoirs d'achat. Le taux de change est à l'équilibre quand il a pour effet d'égaliser à peu près le pouvoir d'achat des deux monnaies considérées sur les deux marchés nationaux auxquelles elles se rattachent. Si l'inflation est plus forte dans le pays A que dans le pays B, eh bien, la monnaie du pays A se dépréciera par rapport à la monnaie du pays B (en l'absence d'une correction appropriée, on verrait, par exemple, un *franc surévalué pourvu* d'un pouvoir d'achat plus élevé sur le marché allemand que sur le marché français).

Cependant, dans le monde tel qu'il existe, il n'y a aucune chance (sauf hasard extraordinaire) de voir sur un marché dit libre, le taux de change s'établir au niveau d'équilibre. Pourquoi ? Les théoriciens modernes, ou prétendus tels (notamment ceux de l'école inspirée par Milton Friedman), oublient les conditions extrêmement strictes que les auteurs de la loi de la parité des pouvoirs d'achat avaient posées. Cette loi ne vaut que si les systèmes bancaires (instituts d'émission compris) n'opèrent que sur des titres émis pour régler des transactions commerciales (lettres de change, traites, etc.). On comprend intuitivement (une démonstration rigoureuse qu'on trouve chez Jacques Rueff est possible) que, dans pareille hypothèse, la valeur respective des créances (devises) échangées est essentiellement déterminée par des causes d'ordre économique, et notamment par le niveau des prix prévalant sur les deux places. Mais, aujourd'hui, les systèmes bancaires acceptent à leurs actifs des titres *émis pour de tout autre motif* ; ils souscrivent en particulier des bons et obligations émis par les trésors publics pour financer les déficits budgétaires. La valeur des monnaies est *influencée par plusieurs facteurs*, l'évolution de leurs pouvoirs d'achat respectifs, commandée par l'évolution des prix intérieurs, en est un parmi d'autres.

Protectionnisme

Conséquence : on est condamné à *vivre avec des monnaies soit sur*évaluées, soit sous-évaluées, comme on l'a vu avec le dollar (trop faible, en termes de pouvoir d'achat sous Carter, aujourd'hui trop fort sous Reagan). *Cela ne peut qu'encoura*ger le protectionnisme. Le yen japonais, par exemple, est *sous-évalué* depuis que le dollar a connu l'ascension que l'on sait ; et cela a eu pour effet d'exacerber la concurrence nippone dans le monde et surtout *aux État-Unis*.

Les conclusions politiques à tirer de ces quelques considérations sont doubles. D'abord qu'il est urgent que des mesures soient prises pour contenir et si possible diminuer les déficits budgétaires, afin de réduire *la pression sur les taux d'intérêt*. Ensuite que mieux vaut encore, pour un pays comme la France, accepter les contraintes du S.M.E. (malgré les défauts d'un système lui-même générateur de déséquilibres) que d'encourir tous les aléas d'un franc *flottant, sinon, le cas échéant, pour* une courte période.

PAUL FABRA.

(1) Il faudrait encore se demander quel indice il conviendrait de retenir, l'indice des prix à la consommation, comme on le fait le plus souvent, ou l'indice des prix de gros à la production. *S'agissant* de mesurer le taux « *réel* » qui est à la charge des entreprises emprunteuses, le taux de l'inflation à prendre en considération serait sans doute mieux mesuré par l'évolution de l'indice des prix sortie d'usine.

LA RIGUEUR A L'HEURE EUROPÉENNE

LA plupart des pays industriels, confrontés à la crise économique et aux difficultés financières de la protection sociale, ont appliqué depuis quelques années une politique de rigueur sociale en cumulant réduction des prestations et majoration des cotisations.

*Au Royaume-Uni – à l'excep*tion des prestations familiales, – la maîtrise déjà sévère des dépenses de santé s'est renforcée et une stricte austérité a été appliquée dans les hôpitaux, notamment par des fermetures de services. Les cotisations exceptionnelles des employeurs ont été réduites (– 1 % en 1982, – 1 % en 1983) avec en contrepartie une majoration des cotisa*tions salariales*.

Aux Pays-Bas, la cotisation patronale au chômage (1,85 %) a été supprimée, mais celle des salariés est passée de 2,55 % à 4,3 % ; la revalorisation des prestations a été très faible, et un projet de loi envisage la suppression des allocations familiales pour les immigrés, l'autre hypothèse, en cas d'opposition parlementaire, étant de réduire toutes les allocations familiales de 1,5 %. Au Danemark, les prestations sont sous le régime du blocage.

En Belgique, 1982 et 1983 *ont sonné l'heure de la rigueur* : la cotisation d'assurance-vieillesse est passée de 6,25 à 7 % et les cotisations sociales ont été déplafonnées ; les pres*tations familiales ont été frei*nées ; la participation des malades aux frais médicaux et pharmaceutiques a été majorée et la gratuité des soins suppri*mée pour les veuves et les inva*lides, etc.

En R.F.A., une série de restrictions et un effort contributif supplémentaire ont été programmés pour 1983 et au-delà. C'est ainsi que les prestations familiales, *déjà réduites pour* tous en 1982 (100 DM au lieu de 120 par mois pour le deuxième enfant, et 220 DM au lieu de 240 pour le troisième), ont été à nouveau di*minuées en 1983 pour les mé*nages titulaires de hauts revenus (62 000 DM par an pour une famille de deux enfants, et 73 000 DM pour trois) qui ont *vu les prestations réduites de* 100 à 70 DM par mois pour le deuxième enfant, de 220 à 140 DM pour le troisième et de 220 à 140 au-delà. En outre, la participation aux frais de santé est passée de 1,5 à 2 DM pour les *médicaments, et le forfait* hospitalier, qui était de 5 DM par jour durant les sept premiers jours, a été étendu aux quatorze premiers jours. La cotisation-*chômage est majorée, en 1983*, passant de 4 à 4,6 %. Enfin un plan de relèvement des cotisations d'assurance-maladie à la charge des retraités a été *adopté : dans les cinq années à* venir, les personnes âgées devront supporter une cotisation qui passera à 1 % puis, par étapes, à 6,5 %.

Ces quelques exemples illustrent la volonté des gouvernants *d'éviter la faillite de la sécurité* sociale. D'autres pays, tels les Etats-Unis, l'Italie, la Suède, ont décidé des mesures restrictives ou préparent des plans de sauvetage.

J.-P. D.

(Voir page 20 l'article sur le financement en France de la Sécurité sociale.)

La grenouille et l'ordinateur

par MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET

LES savants d'aujourd'hui ont des ordinateurs pour anticiper les variations de l'économie comme pour faire des prévisions mé*téorologiques. Il est vrai que les deux* disciplines sont liées depuis toujours. Quand les spécialistes de Wall Street parlent de dépression, voire de tempête monétaire, ils nous renvoient à nos origines terriennes, à l'époque où une gelée précoce suffisait à ruiner *l'économie d'un pays*.

Eh bien moi, je n'ai pas d'ordinateur pour me renseigner sur la *conjoncture : j'ai une grenouille – comme les paysans d'autrefois.* Quand elle se gonfle, c'est que tout va bien. Si elle amorce un mouvement d'ascension, je peux pronostiquer qu'une reprise ou que la croissance sont en vue. Mais qu'elle s'effondre, et voici que s'annonce *l'imminence d'une crise*.

Ma grenouille à moi, ce sont les petites annonces, qui traduisent empiriquement mais fidèlement, mois après mois, *les principaux mouve*ments de notre activité. Depuis cinquante ans que je les observe, elles ne m'ont jamais induit en erreur.

Or, que se passe-t-il aujourd'hui ? Alors que le chômage et l'idée de la crise obnubilent tous les esprits, alors que les principaux indicateurs économiques – commerce extérieur, balance des paiements, taux d'investissements, etc. – vont dans le sens *du plus noir pessimisme, le marché* des petites annonces ne s'est jamais aussi bien porté : globalement, 20 % de plus que l'année dernière. Ma grenouille serait-elle devenue folle ? Je ne le crois pas. Regardons les choses de plus près.

Il est vrai que, par rapport à 1980, les offres d'emplois non ou peu qualifiés ont diminué *de 23 %* ; on demande peu d'employés et d'ouvriers, *et ces deux catégories sociales souf*frent, c'est incontestable. Mais voyez ce qui se passe chez ceux qu'on appelle les « cols blancs », c'est-à-dire les cadres : les offres qui les concernent ont augmenté de 21 % et font à elles seules toute la croissance du *marché. Et si l'on examine ce mouve*ment à la loupe, on découvre que ce sont, d'une part, les cadres très qualifiés de l'industrie, d'autre part, les professions tournant autour de l'informatique qui enregistrent les progressions les plus importantes : 33,7 % pour les postes de direction, *43 % pour les ingénieurs*, 219 % pour les informaticiens !

Nous sommes au cœur de la crise, oui, et quand la tornade souffle, on est plutôt enclin à ouvrir son parapluie qu'à interroger l'avenir. Mais c'est sans doute parce que nous n'avons pas su nous convaincre à temps de la présence du futur que *nous nous trouvons, pour l'instant*, si vulnérables. Regardez d'où viennent et où sont les Japonais. Avant-guerre, ils vendaient au kilo des montres de bazar. Depuis la guerre, ils ont su se constituer un formidable capital de technologie et d'agressi*vité commerciale. Aujourd'hui*, ils sont déjà en train d'anticiper leur entrée dans la nouvelle civilisation de l'électronique et, plus largement, de la communication, aux portes de laquelle nous piétinons. Eux ont déjà les entreprises qu'il faut, les struc*tures qu'il faut, pour ce qui* s'annonce comme un autre âge de l'humanité.

Une image du monde de demain

Les petites annonces sont là pour nous rappeler, à leur modeste manière, l'imminence de cette mutation, et que toutes les crises accouchent *d'un nouvel ordre économique* et social. Elles nous donnent en effet une image du monde de demain et nous indiquent qui en seront les piliers : des ingénieurs et des informaticiens. Ce faisant, elles nous rappellent à la réalité de ce qui se joue derrière le ri*deau de pluie de la crise*. Et elles nous aident à comprendre que la fantastique (et difficile) restructuration du monde industriel dont nous subissons aujourd'hui les à-coups est le prix à payer *pour ce changement* de société. Car, pour façonner ce nouvel univers, de nouveaux hommes seront nécessaires – ceux-là mêmes dont les offres d'emploi nous annoncent l'avènement.

(Lire la suite page 20.)

Le déficit extérieur de la France reflète l'aggravation de la dépendance industrielle

SEPT des principaux déficits bilatéraux de la France ont été enregistrés à l'égard de pays industrialisés de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques). Les trois autres relèvent de l'énergie (Arabie Saoudite, Algérie, U.R.S.S.). En sens inverse, huit des dix premiers excédents ont été obtenus à l'égard de pays en développement. Il ne reste que la Suisse et la Grèce, qui est en outre le seul pays de la C.E.E. avec *lequel la France ne soit pas dé*ficitaire. Les excédents traditionnels avec l'Italie ou le Royaume-Uni ont disparu.

Lecture accablante : ces résultats font certes partie de l'héritage ; mais quand on brigue une succession, il n'est guère convenable de n'en évoquer ensuite que les épines. Il est, en tout cas, pour le moins judicieux d'en apprécier le contenu. Or la détérioration des échanges avec *les* pays industrialisés, notable surtout dans le domaine des biens destinés aux ménages (électronique grand public, appareils électroménagers), date, selon les experts, de mi-1979.

Il ne semble pas avoir été vraiment tenu compte de cette dépendance dans la définition et l'application de la politique économique : accumulation de réformes au point même de mettre à mal l'œuvre entamée ; *accroissement des charges des* entreprises au risque d'entraîner une démobilisation industrielle ; relance de la consommation, alors que l'offre nationale présente des insuffisances en quantité et en qualité où se trouve même absente dans cer*tains secteurs*.

Le déficit structurel en a été fortement aggravé et sa guérison a été rendue plus difficile. En 1982, la dé*gradation du solde industriel sur les* pays de l'O.C.D.E. – près de 40 milliards de francs (contre près de 10 milliards en 1981) – explique pour l'essentiel, la détérioration des résultats globaux (près de 50 milliards). La responsabilité n'en incombe pas aux pays partenaires, mais aux dirigeants actuels de la France qui ne sauraient, sans décevoir et déchoir, se défausser. L'intégration des réalités dans tout calcul n'est pas une démission.

De l'analyse fine des statistiques du commerce extérieur, il naît l'impression qu'une certaine austérité est inévitable. Ou l'économie française se protège, et le consommateur ne trouvera plus le produit souhaité, en attendant que l'industrie nationale fabrique, si elle le peut, un bien comparable en prix et en qualité. Ou bien il est procédé à un réglage de la demande qui vise à la réduire, le consommateur conservant dans ce cas une possibilité d'arbitrage. Un mélange des deux médecines n'est pas à exclure ; mais de toute façon il y a un prix au redressement.

MICHEL BOYER.

Les principaux déficits et excédents de la France

R.F.A.	– 38,1	8,9	Suisse
Arabie Saoudite	– 35,2	6,7	Irak
Etats-Unis	– 25,4	4,3	Egypte
Pays-Bas	– 14,1	3,9	Indonésie
Japon	– 13	3,5	Tunisie
Algérie	– 11,9	3,4	Grèce
U.R.S.S.	– 8,6	3,4	Maroc
Belgique-Luxembourg	– 6,1	2,5	Congo
Norvège	– 5,9	2,5	Cameroun
Espagne	– 4,4	2,2	Liban

(en milliards de francs)

(Les importations sont calculées C.A.F. y compris assurance, frêt et divers frais d'acheminement. Dans ce cas, le déficit général est de 151,4 milliards de francs, et non pas de 93,3 milliards selon les statistiques FAB (franco à bord).

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXᵉ

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger.
Exemplaires spécimen sur demande





Des choix urgents pour financer la Sécurité sociale

Ce sont encore et toujours des travaux pénibles qu'aura à mener le ministre des affaires sociales pour préserver la Sécurité sociale. A l'heure où des pays européens pratiquent des *coupes sévères dans les budgets* de la protection sociale — réduction des prestations familiales, participation accrue des citoyens aux frais de santé, moindre revalorisation des pensions et parfois majoration des cotisations — comment un gouvernement socialiste peut-il à la fois améliorer, maîtriser et financer des régimes sociaux dont le budget, équivalent à celui de l'État, s'accroît à un rythme plus élevé que celui de la richesse nationale ?

L'ASSURANCE-MALADIE est à court terme le régime de Sécurité sociale qui provoque le plus d'inquiétude malgré les *« armes » — des ressources nouvelles* — dont s'est doté M. Bérégovoy. Le rythme d'accroissement des dépenses de maladie a hélas peu de chances d'atteindre l'objectif fixé par le ministre : + 12,20 % pour les hôpitaux publics au lieu de + 22 % et 1982. Certes les calculs rectifiés pour 1982 démontrent que la hausse, l'année dernière, n'a pas été de 22 %. Ce fort accroissement comptable s'explique par une accélération des factures envoyées par les hôpitaux. Toutes choses devant être égales, les observateurs estiment que le rythme naturel d'augmentation — si l'on peut employer ce terme — a été de 17 % — selon l'inspection des finances, ou de 19 % selon d'autres sources, qui tiennent compte d'un blocage des paiements aux hôpitaux à la fin de 1982. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'une progression encore très rapide. Peut-on y remédier rapidement ? En raison des difficultés de freinage des dépenses de la caisse-maladie, dont la navigation est à comparer à celle d'un pesant paquebot, une meilleure maîtrise des dépenses aboutirait quand même à une hausse supérieure à 12 % : 14 à 15 % déclarent certains spécialistes qui considèrent les majorations substantielles d'honoraires accordées aux médecins.

Forfait hospitalier en mai ?

Pour éviter un trop grave déséquilibre financier, M. Bérégovoy a certes des atouts qu'il a incorporés dans son plan de 1982. Tout d'abord la contribution de solidarité sur les tabacs entrera bien en application au 1er avril prochain, et devrait apporter quelque 5 à 6 milliards de francs si les fumeurs maintiennent leur consommation. Autres mesures qui n'avaient pas été clairement datées mais devraient rapidement être appliquées : la majoration des cotisations de maladie versées par les retraités et la mise en place, vraisemblablement le 1er mai, d'un forfait hospitalier — sous condition de ressources — qui devrait rapporter 1 milliard de francs. En outre, le gouvernement compte sur les caisses et sur les médecins pour accélérer des opérations témoins de concertation pour mieux connaître puis maîtriser les dépenses de santé. Mais la partie engagée risque d'être délicate. M. Beaupère, le président de la C.S.M.F., le plus important des syndicats de praticiens, est d'accord pour *« réaliser une vaste campagne semblable à celle pour les économies d'énergie »*. Mais, pour lui, *« tout le monde est concerné »* ; et il ajoute : *« Les médecins ne sont pas responsables de l'augmentation des dépenses de santé (...). Nous n'avons pas à participer à un malthusianisme de la santé. »* Voilà qui inaugure mal une campagne où chacun, les malades mais aussi les médecins — ces derniers de par leurs responsabilités de prescripteurs de soins et de médicaments, — a un effort à accomplir.

M. Bérégovoy (qui a su faire preuve, récemment, d'une grande diplomatie), ou son successeur, pourra-t-il convaincre les docteurs en santé qu'il faut faire preuve de sagesse ? La question demeure posée comme celle que devra résoudre le gouvernement dans le domaine hospitalier. La décision d'appliquer à partir de 1984 le budget global est certes prise : il s'agit d'accorder aux hôpitaux, chaque année, une dotation budgétaire, sorte d'enveloppe globale qu'ils devront respecter. Mais les modalités d'application font encore problème. Un exemple parmi d'autres : pour amorcer la pompe de ce système qui devrait davantage engager le corps médical, des avances de trésorerie versées par les caisses aux hôpitaux seront nécessaires : s'agit-il de 20 à 25 milliards de francs comme le prétend M. Beaupère ? Une modulation de la réforme par un étalement des dettes des hôpitaux à leurs fournisseurs permettra sans doute de limiter à 3 ou 4 milliards de francs ces avances.

Si le gouvernement veut en tout cas respecter sa promesse d'équilibre, c'est à une surveillance continue des frais de santé qu'il faudra se livrer, et si les pouvoirs publics veulent éviter une majoration de cotisations ou une nouvelle réduction de prestations — comme cela a déjà été fait pour certains médicaments, — c'est une gestion très stricte, voire douloureuse, qu'il faudra assurer tant pour le personnel que pour les lits d'hôpital.

Retraite : quel financement ?

Deuxième série de dossiers délicats : la retraite. Certes le ministre des affaires sociales a, ces derniers mois, aplani les obstacles, du moins pour les salariés : les accords sur les retraites complémentaires, la création d'un minimum de pension, ont dégagé le chemin aux candidats à la retraite à soixante ans. Il reste à définir les modalités concrètes d'application : les retards pris pour l'élaboration des accords syndicats-C.N.P.F., les problèmes posés par le vote de la loi sur le minimum et la nécessité, pour examiner les droits des salariés à la retraite à soixante ans (37,5 années de cotisations cumulées dans un ou plusieurs régimes), de coordonner les calculs entre les caisses des salariés, des artisans-commerçants, des agriculteurs, etc., risquent d'allonger considérablement les délais de liquidation des pensions.

Il reste aussi à prévoir les méthodes de financement. Le projet de loi sur le minimum de pension ne prévoit pas pour l'instant de recettes. Est-il normal de faire silence ou, comme cela est prévu pour les retraites complémentaires, de miser sur un emprunt qui sera difficile à souscrire ? Au moment où la retraite à soixante ans va devenir effective, l'heure n'est-elle pas propice pour programmer des étapes de majorations des cotisations, même si la première ne doit intervenir que dans quelques mois ? Un tel projet aurait le mérite de la clarté, de la rigueur et du courage. Ce serait conforme à la politique des petits paquets pratiquée par M. Bérégovoy, et ce serait désamorcer une querelle qui, faute de décision, jaillira en 1984 ou 1985, bien près d'autres élections. Comme la santé, la retraite a un prix. Selon les prévisions, il serait souhaitable d'augmenter, d'ici à 1985, de 1,8 point les cotisations. Le faire par dose homéopathique serait plus facile à supporter (1), à moins qu'il ne soit déjà décidé d'opter pour une autre méthode : celle qui consiste à ne plus indexer la retraite sur les salaires. Un mixage n'est pas impossible : léger accroissement des cotisations et, comme le propose un rapport pour le IXe Plan — qui fait bondir les syndicats, — on pourrait n'indexer sur les salaires que la partie la plus faible des retraites.

Les revendications des artisans et commerçants

Autre problème en cours d'examen : la retraite à soixante ans des artisans et commerçants. Le ministre des affaires sociales a su, avec succès, engager une procédure de concertation : des groupes de travail fonctionnent. Il restera aux pouvoirs publics à trancher, au cours de l'été. Quasiment tout le monde est d'accord pour accorder la retraite à soixante ans, mais pas à n'importe quel coût. Pour les travailleurs indépendants, les dépenses supplémentaires seraient inférieures à celles prévues pour les salariés. Ces professions demandent que, provisoirement, on supprime le système, né en 1972, d'alignement de leurs cotisations sur celles du régime général. Maintiendront-elles cette revendication ? En réclamant la remise en cause d'un principe qui constituait un premier pas vers l'harmonisation des régimes, ils risquent non seulement de se heurter à la philosophie des socialistes (un rapprochement, voire l'unification des régimes sociaux), mais de provoquer une riposte gouvernementale : si vous rejetez l'alignement, nous supprimons les subventions versées par le régime général au titre de la compensation démographique (2). Les pouvoirs publics devront aussi répondre à une autre revendication des indépendants : permettre un cumul emploi-retraite ou ne pas interdire durant un certain temps l'activité professionnelle du retraité, afin de ne pas mettre au chômage les quelques salariés qu'emploie l'artisan ou le commerçant âgé, afin de ne pas aggraver le désert commercial de certaines régions françaises.

Vers une taxe sur les revenus

Troisième série de dossiers : l'avenir du régime des allocations familiales. Là encore, la rigueur n'est pas nouvelle. Le gouvernement a déjà limité la revalorisation des prestations pour 1983 et reporté un projet de loi pourtant annoncé dès 1982. Si une réforme est toujours envisagée, il s'agirait de *simplifier*, mais sans doute pas d'améliorer. Le gros morceau attendu porte sur la modification du financement des allocations. Les études techniques sont terminées. Plusieurs variantes ont été échafaudées. Un projet de loi devrait rapidement être présenté pour application dès le 1er juillet 1983. L'hypothèse la plus vraisemblable serait, dans un premier temps, de supprimer 2 à 3 points de cotisations patronales. Une partie seulement de ces points seraient transférés en majoration des salaires — cadres compris — afin de ne pas rétrécir l'éventail des rémunérations. En contrepartie, une taxe sur les revenus et le capital serait instituée. L'avantage de cette variante serait d'alléger les charges des entreprises de main-d'œuvre à bas salaires. Mais les choix sont loin d'être faits et les débats, tant au sein du nouveau gouvernement qu'au Parlement, risquent d'être vifs. Il s'agira là, en tout cas, d'une des plus importantes réformes portant sur la Sécurité sociale.

Toujours le déficit

Mais les pouvoirs publics devront aussi aborder, très vite, le problème du maintien et du financement à court et moyen terme de la protection sociale. A court terme, si l'on raisonne pour le seul régime général, (en additionnant les soldes des caisses maladie, vieillesse, famille), le besoin de financement, pour l'année 1983, pourrait être de 9 milliards de francs, auxquels il faut ajouter les déficits des années précédentes (de 9 à 11 milliards de francs). Arithmétiquement, il faudrait majorer de 1,5 point les cotisations, mais, on l'a vu, les mesures envisagées par M. Bérégovoy (tabac, forfait hospitalier) devraient permettre d'éviter une telle douche écossaise sans exclure une légère majoration de cotisation — vieillesse par exemple — en fin d'année. A moyen terme, l'avenir est plus sombre. *« Le système de protection sociale connaît et connaîtra dans les années qui viennent de graves difficultés financières »*, indique un rapport pour le IXe Plan. Selon les prévisions pour ce IXe Plan, la rigueur sera plus que jamais au rendez-vous.

Certes une reprise de la croissance pourrait adoucir les choix. Le passé montre en effet que, pour la période de *1974-1980*, les nombreuses majorations de cotisations auraient pu être évitées si la croissance des effectifs et des salaires avait *été* semblable à celle des années 1968-1974 (3), mais il ne faut pas rêver.

Quelle que soit l'évolution de l'économie, et même si l'on envisage une croissance de 1,5 % d'ici 1988, il faudra allier freinage des prestations, lutte contre les gaspillages et augmentation de l'effort contributif... à moins qu'on ne demande aux mutuelles de venir au secours de la Sécurité sociale. Mais qu'il y ait mutualisation ou non du risque de la santé, le temps des sacrifices, modulés par la solidarité, pourra difficilement être écarté.

En tout état de cause, la maîtrise des dépenses doit être renforcée. Insuffisante financièrement, elle nécessitera des majorations de cotisations. Qui devra payer ? Les riches et les catégories relativement aisées ? Ces derniers fulminent quand on évoque ce terme et chacun se demande jusqu'à quel niveau il faudra descendre le seuil des revenus relativement aisés. Or, il faut savoir que la France est encore un des pays les plus inégalitaires : les écarts de revenus après impôts sont comparables à ceux observés aux Etats-Unis, où la Sécurité sociale ne couvre pas le risque maladie pour les adultes, et bien plus élevés qu'au Japon, où le faible développement de la Sécurité sociale est compensé par une politique des salaires assez égalitariste entre ouvriers et cadres. En France, selon l'INSEE et la CNAF, *« la redistribution des revenus »* par la protection sociale est *« réelle mais faible »* : pour 11 millions de ménages, soit 70 % de l'ensemble, *« le revenu n'est modifié que de moins de 10 % (en plus ou en moins) par l'effet des impôts directs et des prestations familiales »*. Un effort est donc possible si l'on explique mieux ces inégalités. Mais cet effort ne peut être illimité si on veut éviter la démobilisation de l'encadrement et la fuite des cerveaux, comme on l'a constaté jadis dans des pays comme le Royaume-Uni, où des gouvernements ont trop aggravé les prélèvements obligatoires. La marge de manœuvre du gouvernement est donc, plus que jamais, très étroite.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Aux Etats-Unis, par exemple, le financement des retraites et la majoration de cotisation sont programmés jusqu'en 1990.

(2) En 1980, la caisse des artisans (Cancava) a reçu 687 millions de F, et celle des commerçants (Organic) 2,3 milliards de F.

(3) Le manque à gagner de 1974 à 1980, en raison de la crise économique, a été de 300 milliards de F, soit une somme à peu près égale à celle qui a été dégagée (330 milliards de F) par le relèvement des cotisations.

« MONNAIE ET FINANCEMENT DANS LES ANNÉES 80 » de Jean DENIZET

Gérer l'« économie d'endettement »

par CHRISTIAN DE BOISSIEU (*)

COMMENT concilier l'élasti*cité souhaitable du système* financier — en particulier lorsqu'il s'agit de financer la croissance économique — avec la *régulation* indispensable pour réduire les à-coups, voire éviter des crises de confiance susceptibles de se transformer en profondes dépressions ? Cette question, déjà centrale dans la première édition du grand ouvrage de Jean Denizet en 1967, est éclairée d'un jour nouveau grâce à une réédition qui, sans dénaturer le livre, l'actualise et le complète très heureusement.

Par ses fonctions et par ses écrits, Jean Denizet a été l'un des principaux artisans en France d'une vision *intégrée* des phénomènes monétaires et financiers. La première partie de l'ouvrage étudie l'interaction des variables monétaires et des variables réelles (niveau de la production, de l'emploi, etc.) en économie fermée. Hypothèse simplificatrice sans doute, mais qui permet déjà de déboucher sur des résultats significatifs : la monnaie n'est pas neutre, sauf sous des conditions qui ne sont pas celles du monde dans lequel nous vivons. Les variables monétaires et financières agissent sur les variables réelles directement, ou bien indirectement par les mouvements de prix relatifs et de taux d'intérêt qu'elles provoquent. Inversement, il existe bien sûr un effet de rétroaction des variables réelles vers les variables monétaires. Le rôle de la monnaie et des actifs financiers est évalué à la lumière du cadre simplifié fourni par la comptabilité nationale, dont la cohérence révèle la liaison nécessaire entre l'expansion et l'endettement : la croissance du volume de la production s'appuie nécessairement sur une extension de l'endettement.

La seconde partie de l'ouvrage étudie l'interaction entre les variables domestiques et les variables internationales. La propagation des influences d'une économie à l'autre se fait aussi bien par le commerce international que par les mouvements de taux d'intérêt, l'intégration croissante des marchés de capitaux (importance des marchés d'euro-devises), etc. Elle est conditionnée par le régime de change en vigueur. Face aux chocs, il importe de connaître les variables qui supportent le poids d'un ajustement indispensable. J. Denizet s'oppose aux défenseurs des changes flottants en soulignant que l'ajustement systématique par les changes comporte de nombreux inconvénients, dont le cercle vicieux inflation-dépréciation est l'exemple le plus connu. Sur ces thèmes internationaux qui font l'objet d'une attention redoublée depuis quelques années, l'auteur prend un recul par rapport aux phénomènes de mode, si importants en économie, et témoigne de sa capacité à distinguer le durable de l'éphémère.

La critique du monétarisme s'ap*puie sur une fidélité à Keynes* dépourvue de tout dogmatisme. La première édition soulignait déjà l'écart entre l'analyse de Keynes et l'interprétation simpliste qui en est généralement proposée, et cela avant même que la littérature anglo-saxonne ne s'empare de ce thème à partir de 1968. L'héritage keynésien est accepté sous bénéfice d'inventaire, comme en témoignent les développements sur la formation des taux d'intérêt. L'actualité des points soulevés à propos des taux d'intérêt est évidente. Car, avant de prétendre mettre en œuvre une politique plus volontariste du niveau et de la structure des taux d'intérêt, encore faut-il savoir comment ils se forment exactement, quels sont les poids respectifs des facteurs domestiques et des variables internationales. J. Denizet reproche au monétarisme son refuge dans des politiques automatiques, son manque d'adaptation aux circonstances et la méconnaissance des faits : les changes flottants pratiqués depuis mars 1973 n'ont pas accru l'autonomie des politiques économiques nationales ; ils ont engendré des effets pervers et des forces centrifuges. L'expérience du « serpent » européen puis celle largement illustrée du S.M.E. confirment certains avantages des zones de stabilité des changes.

Les différences structurelles entre les systèmes financiers conditionnent l'analyse applicable, et la politique monétaire à mettre en œuvre. Au-delà des différences, il faut noter la place de l'*économie d'endettement*, à l'intérieur comme dans les relations internationales. La possibilité de financer les dépenses sans appel à une épargne préalable mais par création monétaire et gonflement du volume de la dette a été décuplée par les nombreuses innovations intervenues dans le domaine monétaire et financier. L'élasticité des systèmes financiers a été la *condition permissive*, plus que la cause, de la croissance rapide des produits nationaux et du commerce international dans les années 60. Que va-t-il se passer si le rythme d'inflation se ralentit durablement et si les taux d'intérêt réels se maintiennent à leurs niveaux actuels, voire augmentent ? L'économie d'endettement est-elle capable d'affronter la désinflation ? De la capacité des agents économiques et des pays à faire face *solidairement*, à l'augmentation du poids réel des dettes dépend en définitive la possibilité d'échapper à une crise financière majeure. A l'élasticité accrue des systèmes financiers, doivent répondre des régulations monétaires adaptées, qui font aujourd'hui cruellement défaut en matière internationale. Comme le souligne en conclusion Jean Denizet, *« on ne fera pas l'économie d'une politique de gestion de l'endettement passé »*.

(*) Professeur à l'Université Paris-I.

★ Préface de V. Giscard d'Estaing, Dunod, Paris, 297 p. 120 F.

DAFSA vient de publier dans sa collection « ANALYSES DE SECTEURS » un ouvrage intitulé

L'INDUSTRIE MONDIALE DES TUBES D'ACIER

Avec plus de 70 millions de tonnes, la production de tubes s'impose de plus en plus comme un des principaux débouchés de l'acier (10,2 % en 1981 contre 8,6 % en 1976).

Etroitement liée aux politiques énergétiques mises en œuvre et aux grands projets qu'elles suscitent, l'évolution conjoncturelle du marché est irrégulière mais la tendance a été, et sera, à moyen terme assez favorable, car une partie importante de la demande est liée aux mutations qui s'accomplissent dans la structure (géographique et par produits) des approvisionnements énergétiques.

L'U.R.S.S. (21 millions de tonnes) et les U.S.A. (15 millions de tonnes) *représentent près de la moitié du marché mondial et sont encore largement* approvisionnés par l'importation, notamment l'U.R.S.S. pour les très gros diamètres (1 420 mm).

Une part importante et croissante de la demande extérieure a *été* servie par les producteurs japonais, qui réalisent plus du tiers des exportations mondiales, presque autant que l'ensemble des exportateurs de l'Ouest européen, alors même que leurs prix en dollars tendent de plus en plus à s'aligner sur les niveaux de prix européens pour les « soudés » et à les dépasser pour les « sans soudure ».

La production est assez concentrée : onze groupes réalisent plus de la moitié de la production du monde occidental, et trois producteurs japonais figurent parmi les cinq premiers.

La production de tubes représente une part assez faible du chiffre d'affaires consolidé (dans la plupart des cas, cette part est inférieure au quart).

L'examen du tissu industriel des principaux pays producteurs et celui des comptes des entreprises, dont l'analyse pouvait être significative au regard des produits étudiés, ont été *complétés* par une présentation de la stratégie « tubiste » des grands groupes.

Parmi les principaux traits que l'on peut dégager de l'analyse des sociétés, on peut remarquer :
- le caractère plus capitalistique et donc plus concentré de la production de « sans soudure » ;
- le niveau favorable des résultats de l'exercice 1981 des principaux producteurs dû à la forte croissance de la demande du marché de l'énergie aux États-Unis ;
- l'importance des marges dégagées jusqu'au début de 1982 par les sociétés japonaises dans les tubes sans soudure, ce qui a entraîné d'ambitieux projets d'extension de capacités dans cette catégorie de produits.

Malgré la mauvaise conjoncture 1982 et les réductions de programmes d'investissement des producteurs japonais et américains notamment, une extension sensible des capacités devraient avoir lieu d'ici 1985, l'impératif énergétique des grands pays industriels ou en voie d'industrialisation (Chine notamment) assurant, avec des à-coups inévitables, une croissance moyenne de la demande mondiale de l'ordre de 3 à 4 % par an en moyenne au cours de la présente décennie.

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA, 7, rue Bergère, 75009 PARIS - Tél. : (1) 523-19-19, au prix de : 7.000 F HT - 7.490 F TTC.

La grenouille et l'ordinateur

(Suite de la page 19.)

Il est vrai qu'il ne s'agit que d'un retour. Nous avons besoin d'entrepreneurs qui fomentent l'innovation, et ce sont les ingénieurs qui inventent le monde où nous vivons. Les voici qui reviennent en force aux côtés des financiers et des commerciaux. Pour ma part, je m'en réjouis. Car, où sont nos atouts dans la compétition internationale ? La force de nos bras ? Elle sera toujours plus coûteuse que celle de nos concurrents du tiers-monde. Personne ne peut se faire d'illusions là-dessus. La compétitivité de nos produits ? Elle restera inévitablement plus faible que dans des pays qui se vivent tout entiers comme des entreprises, et dont les citoyens, mobilisés à la japonaise, acceptent de se soumettre aux contraintes qui en découlent. Alors ? Que nous reste-t-il ? Il nous reste cette matière première essentielle dont nos petites annonces soulignent précisément l'importance croissante : la matière grise !

Après la pluie, le beau temps. Il restera à organiser, sur des bases équitables, la société qui s'annonce, *et sans doute ce ne sera pas si* simple. Mais on peut avoir confiance dans l'avenir, dès lors qu'apparaît à l'horizon ce coin de ciel bleu. Je le crois sincèrement et je voudrais que vous le croyiez aussi.

Une hirondelle ne fait pas le printemps. Mais elle aide à supporter la fin de l'hiver !

A propos : si nous décidions demain, tout de suite, maintenant, de faire entrer l'enseignement de la micro-informatique dans les lycées et collèges, voire dans les écoles primaires ?

M. BLEUSTEIN-BLANCHET.

PROFILS ECONOMIQUES trimestriel 40 F abon.: 140 F/an

DOSSIERS d'HISTOIRE et de GEOGRAPHIE

L'ECONOMIE FRANÇAISE

9 numéros déjà parus
100 dossiers
1200 pages sur...

MUTATIONS DE L'EXPLOITATION AGRICOLE – L'INDUSTRIE EN MILIEU RURAL ÉVOLUTION DES CLASSES SOCIALES – RÉPARTITION DE LA POPULATION ET ÉVOLUTION RECENTE – LES COMPTES DE LA NATION – LA BALANCE DES PAIEMENTS – ÉVOLUTION DE L'ECONOMIE – CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – LE TROISIEME AGE – LES ZONES DE FAIBLE DENSITE – L'EVOLUTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES – POLITIQUE DES AIDES ET INDUSTRIALISATION REGIONALE – PROBLEMES MONETAIRES INTERNATIONAUX LA CRISE ECONOMIQUE DANS LES PAYS INDUSTRIALISES – LA CRISE DES ANNEES 30 ET 70 : ÉTUDE COMPARÉE – LA COMPÉTITIVITÉ DE L'ÉCONOMIE : MECANISMES ET MESURES – INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ÉTRANGER – ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE

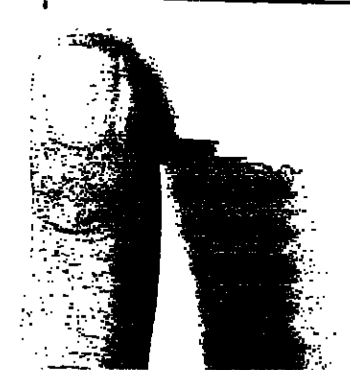
documentation sur demande

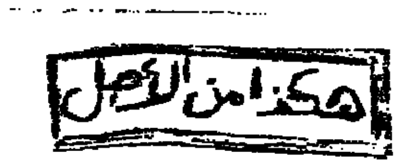
en vente dans les librairies universitaires — 32, rue Bargue 75015 PARIS tél. 567 74 19

« POUR UN NOUVEAU SYSTÈME DE FINANCEMENT DE L'HABITAT »
(essai, 96 pages)
Sous ce titre est proposée une audacieuse innovation qui devrait aider à lutter contre le chômage, l'inflation, et permettre à tous ceux qui le désirent de devenir propriétaire.
Vente directe du livre par l'auteur *(ingénieur E.S.E., cadre supérieur)*.
Joindre 48 F (franco) à M. Daniel RACINET, 1, rue Georges-Saché, 75014 PARIS

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI
*
documentation sans engagement
COURS LE FÉAL
387 25 00
30, rue des Dames Paris 17ème

E.P.E.C FORMATION
révisions intensives
C.P.E.C.F
D.E.C.S
CERTIFICATS SUP.
13 rue d'Hauteville 75010 PARIS
tel: 246.59.14





A TRAVERS LES REVUES ETRANGERES

Les anticipations rationnelles. Pourquoi distribuer des dividendes ?

par DANIEL VITRY (*)

L'UNE des thèses les plus controversées de la théorie économique contemporaine est celle des anticipations rationnelles. Selon cette thèse, on suppose que les agents économiques prennent leurs décisions de façon rationnelle, c'est-à-dire en tenant compte de toutes les informations disponibles, la politique économique faisant partie de l'information. Sauf événement imprévisible, le système économique ne déviera pas de sa trajectoire. La politique monétaire active est inefficace parce que l'activité économique réelle ne réagit qu'aux variations imprévues de l'offre de monnaie, les variations prévues n'ayant qu'une influence sur les prix. Une politique économique annoncée et mise en œuvre systématiquement serait donc vouée à l'échec. On comprend alors l'intérêt des études sur l'évolution des prix et de leur flexibilité. Deux articles viennent de paraître sur cette question.

Le premier est celui de Robert Gordon : « Inertie des prix et inefficacité de la politique économique aux États-Unis, 1890-1980 », paru dans le *Journal of Political Economy* (1). Dans cet article, Gordon oppose deux thèses : celle des anticipations rationnelles selon laquelle le taux d'inflation anticipé est immédiatement répercuté dans les prix, et celle de l'ajustement progressif des prix à l'inflation prévue, selon laquelle l'inflation n'est que partiellement répercutée à court terme, mais totalement à long terme, et a en définitive un certain impact sur le volume de la production à court terme. L'intérêt de son approche est qu'il utilise les mêmes variables pour expliquer l'évolution du niveau général des prix, le poids de chaque variable explicative permettant de différencier les deux thèses. Donnons un exemple : l'évolution passée des prix a un poids nul dans la thèse des anticipations rationnelles pour expliquer l'évolution (croissance ou décroissance) de l'inflation au cours d'une période ; au contraire, dans la thèse de l'ajustement progressif, l'évolution passée des prix indique la tendance du mouvement et a un poids positif. Dans la thèse des anticipations rationnelles, le taux attendu de l'inflation a un poids égal à l'unité dans l'explication de l'inflation effective puisque ce taux d'inflation est intégralement et immédiatement répercuté ; la difficulté du test est alors de séparer rétrospectivement la partie attendue de l'inflation de la partie non prévue.

Les tests économétriques sont faits sur les données américaines de la période 1892-1980, en distinguant trois sous-périodes : 1892-1929, 1929-1954, et 1954-1980. Les résultats sont sans ambiguïté quelle que soit la sous-période étudiée ; alors que la thèse des anticipations rationnelles laissait prévoir un coefficient égal à un pour les variations attendues du niveau général des prix, Gordon trouve un coefficient de 0,10 seulement ; de même le coefficient des variations passées de prix, qui devrait être nul selon cette thèse, se trouve égal à 0,4 entre 1892 et 1929 et à 1,06 entre *1954* et 1980, ce qui veut dire que la tendance inflationniste a pour effet d'amplifier l'inflation au cours de cette période. Gordon conclut naturellement contre la thèse des anticipations naturelles et en faveur de l'ajustement progressif à court terme des prix.

Le second article sur l'évolution des prix est celui de Julio Rotemberg : « *La rigidité* des prix aux États-Unis », paru dans le *Journal of Political Economy* (2). Il s'agit simplement ici d'expliquer la lenteur de l'adaptation des prix, sans faire référence à une thèse particulière. *L'auteur* utilise l'expression imagée souvent employée par les Anglo-Saxons de « prix collants ». Il explique ce phénomène par les coûts que *représente une* adaptation rapide des prix pour les entreprises. Ces *coûts sont* au moins de deux sortes : la première est la dépense *importante en temps que représente* le changement de toutes les étiquettes *sur tous les produits*. La seconde est due à l'effet défavorable de la hausse *des prix sur la clientèle*, qui tend à rester fidèle aux entreprises dont les *prix ne varient que* d'un faible montant à chaque changement.

Les tests de l'auteur portent sur *des données américaines de la période* 1948-1979. Ils montrent que les prix *sont effectivement rigides en* ce sens qu'ils sont plus proches, d'une période à l'autre, de *ce qu'ils* seraient si les décisions des entreprises *ne dépendaient pas des prix* de la période précédente. La thèse de l'adaptation immédiate des prix ne se trouve donc pas vérifiée.

Actionnaires et dirigeants

C'est à la distribution des dividendes et à *la taxation* des revenus du capital que nous nous intéressons maintenant avec trois articles. Le premier est paru dans l'*American Economic Review* sous la plume de Marin Feldstein et Jerry Green et pose la question : « Pourquoi les sociétés distribuent-elles des dividendes ? » (3). La question mérite en effet d'être posée quand on sait qu'aux *Etats-Unis* les dividendes versés aux actionnaires privés sont taxés à *40 %* en moyenne, ce taux pouvant aller jusqu'à 70 %, mais que les *bénéfices non distribués et réinvestis* dans l'entreprise ne sont pas *imposés*. *Faisant partie de l'autofinancement* de l'entreprise, ces bénéfices *non distribués* contribuent à la croissance de l'entreprise et, par là, à l'augmentation de *la* valeur de l'action. L'actionnaire jouit ainsi d'une *plus-value* en capital qui n'est concrétisée qu'en cas de vente de *l'action et donne lieu, alors seulement*, au paiement de l'impôt.

Malgré ce traitement favorable à la non-distribution des bénéfices, on constate que *les* entreprises américaines distribuent presque la moitié de leurs profits. Bien des raisons sont invoquées pour expliquer ce comportement *a priori* irrationnel des entreprises, en particulier le fait que les dirigeants ne sont plus actuellement les principaux actionnaires des entreprises. Comme l'actionnaire lit peu les rapports du conseil d'administration, la distribution de dividendes élevés est pour lui le signe des bons résultats de l'entreprise, dont il décidera de conserver les titres. Si les dividendes sont trop faibles au contraire, parce qu'on veut favoriser l'autofinancement, l'actionnaire risque de vendre ses actions.

Les auteurs construisent un modèle qui suppose que les dirigeants ont pour objectif de maximiser la valeur de l'entreprise, c'est-à-dire la richesse des actionnaires. Ils supposent qu'il y a deux types d'actionnaires ; les uns supportent un impôt sur les dividendes versés et les autres n'en paient pas ou peu. Les entreprises peuvent soit distribuer les bénéfices, soit ne pas le faire et s'autofinancer. Le modèle montre alors que si l'avenir est certain, les actionnaires qui supportent l'impôt sur les dividendes distribués ne vont acheter que les actions des sociétés qui ne distribuent pas et s'autofinancent, alors que les actionnaires qui ne supportent pas ou peu *l'impôt préfèrent acheter les actions* des sociétés qui distribuent. Le bon *sens laissait prévoir* ce premier résultat mais il est pris en défaut *lorsqu'on introduit l'incertitude* sur l'avenir. Du fait du risque qui résulte de l'incertitude, tous les actionnaires vont chercher à diversifier leur portefeuille de titres et donc à posséder des actions des deux catégories de sociétés ; du côté des entreprises, la volonté de maximiser la richesse des actionnaires conduira en général à distribuer une partie des bénéfices et de ce fait à réduire la capacité d'autofinancement.

Malheureusement le modèle de Feldstein et Green ne comporte pas de tests économétriques ; mais l'article qu'ont publié Merton Miller et Myron Scholes dans le *Journal of Political Economy* porte sur « Dividendes et imposition, des évidences empiriques » (4). L'objet de l'article est la discussion du type de données à utiliser pour tester le traitement fiscal différent des dividendes et des plus-values en capital. La difficulté devant laquelle se trouve l'économiste est que les dividendes sont versés selon une périodicité courte, l'année ou le semestre, ou même souvent moins aux Etats-Unis ; au contraire, il faut attendre plusieurs années pour pouvoir constater une plus-value en capital. Les auteurs montrent, tests économétriques à l'appui, que l'on ne doit pas attendre de l'analyse basée sur des données de court terme une bonne estimation des effets de la fiscalité sur les rendements du capital. Derrière tout cela, il y a la grande controverse sur le rôle de la distribution des dividendes dans la détermination des cours en Bourse.

C'est encore à la fiscalité que s'intéressent Gerald Auten et Charles Clotfelter dans leur article publié par le Quaterly Journal of Economics, « Effets permanents ou transitoires de la fiscalité et réalisation des gains en capitaux » (5). Du fait que la taxation des plus-values intervient au moment où celles-ci sont *effectives* et constatées lors de la vente des actions, la fiscalité incite les actionnaires à conserver leurs titres pendant le temps nécessaire pour échapper à tout ou partie de l'impôt. Les Anglo-Saxons parlent d'un effet de verrou *(lock-in effect)*. Les actionnaires décideront donc de vendre ou de ne pas vendre en fonction de leur taux marginal d'imposition ; or celui-ci est variable dans le temps, en fonction de l'évolution des revenus et de la situation familiale. Les auteurs distinguent le taux d'imposition permanent et le taux d'imposition transitoire ; le premier est estimé par la moyenne sur trois ans du taux d'imposition, et le second par différence entre le taux effectif de l'année et le taux permanent. Par ailleurs ils reprennent la division, traditionnelle depuis Friedman, du revenu en revenu permanent et revenu transitoire.

Tous les tests économétriques montrent l'importance de la composante transitoire du taux d'imposition : sur l'échantillon américain étudié, les auteurs constatent qu'un accroissement du taux d'imposition transitoire égal à 10% du taux d'imposition permanent incite les actionnaires à diminuer leurs ventes d'actions pour ne pas réaliser de plus-values en capital ; les plus-values réalisées chutent alors d'un peu plus de 10 %, ce qui veut simplement dire que les titres ne sont pas vendus et non pas que les cours baissent. Lorsque l'on ne s'intéresse pas seulement aux plus-values mais au solde des plus-values nettes des moins-values, les résultats ne sont à peu près pas changés. La taxation des *gains en capital a donc un effet très* net sur la date de liquidation des titres ; *elle a bien un effet de verrou*.

Aux Etats Unis, au cours des années 1960-1973, le taux d'intérêt réel (net de l'inflation) a été de *1,3 %* en moyenne par an, mais il est tombé en dessous de zéro, –0,8 % en moyenne annuelle entre 1974 et 1979. James Wilcox se demande : « Pourquoi les taux d'intérêt ont-ils été si faibles dans les années 70 ? », dans un article paru dans l'*American Economic Review* (6). L'auteur construit un modèle macroéconomique simple dans lequel sont réalisés à la fois l'équilibre du marché des biens et des services, et celui de la monnaie, dans la tradition du modèle IS-LM. Il intègre la possibilité *de variations exogènes de la dépense* par déplacement des conditions de l'équilibre sur le marché des biens ; il intègre également le jeu de l'effet d'encaisses réelles, c'est-à-dire l'incidence sur les dépenses de consommation de la perte de richesse que subit un individu lorsque le pouvoir d'achat des *encaisses liquides* détenues diminue du fait de la hausse des prix. *Grâce à cela l'auteur est en* mesure de prendre en compte les *effets de la cartélisation du marché du* pétrole et autres modifications du *prix des matières premières*.

Les tests de l'auteur portent sur la période 1952-1979 ; les résultats sont les suivants : comme on l'a vu plus haut pour les prix avec l'article de Gordon, l'inflation anticipée, lorsqu'elle est la seule variable explicative du taux d'intérêt nominal, ne se répercute pas point pour point dans ce taux, mais simplement à concurrence de 0,76. Cependant lorsque l'on intègre les déplacements exogènes de l'équilibre sur le mar*ché des biens et des services* du fait de l'évolution des conditions de l'offre, *le poids de l'inflation anticipée* dans la formation du taux d'intérêt *nominal augmente très sensiblement*, jusqu'à 0,987. D'autre part, *jusqu'au début des années 70, l'évolution* des conditions de l'offre était *nettement favorable à la hausse des* taux d'intérêt réels. Au cours des an*nées 70 au contraire, cette évolution* a entraîné la baisse des taux réels de *plus d'un point* ; *ce mouvement de* baisse a été amplifié par le jeu de l'*anticipation* de l'inflation pour à peu près un point et demi. C'est de cette conjonction que sont résultés les bas taux d'intérêt réels.

L'efficacité du marché de la monnaie

C'est un autre aspect des taux d'intérêts qu'a analysé Bradford Cornell dans son article du *Journal of Business* : « Les publications de l'évolution de la masse monétaire et les taux d'intérêt » (7). Il s'agit d'étudier l'impact de l'évolution de la masse monétaire telle qu'elle résulte des décisions du Federal Reserve connues chaque mardi après-midi avant le 8 février 1980 et chaque vendredi depuis cette date. La période étudiée par l'auteur va de janvier 1978 à août 1981. Les études antérieures cherchaient à savoir si le marché de la monnaie est efficace ; dans l'affirmative, cela voudrait dire que les taux d'intérêt se fixent à un niveau qui résulte de toutes les informations disponibles, en particulier de l'évolution prévue de la masse monétaire. De ce fait les variations prévues de la masse monétaire ne doivent pas avoir d'incidence sur l'évolution des taux, et les variations imprévues doivent au contraire entraîner une adaptation rapide de ces taux. Par variations imprévues il faut entendre l'écart entre le volume de la masse moné*taire, tel qu'il résulte des statistiques* publiées, et l'objectif qu'avait annoncé le Federal Reserve pour la même période.

Ce qu'il y a de plus frappant dans *l'étude de Cornell, c'est que les ré*sultats sont vraiment très différents *selon la définition de la masse moné*taire retenue. Lorsque l'on définit la masse monétaire par M1B, c'est-à-dire par la somme des pièces et billets en circulation et dépôts à vue, en simplifiant un peu, on trouve une corrélation forte entre les variations inattendues de la masse monétaire et l'évolution de tous les taux d'intérêt, comme on l'espérait. Au contraire, lorsque l'on prend comme définition de la masse monétaire la base monétaire, c'est-à-dire la quantité de monnaie de la Banque centrale et donc l'agrégat monétaire *le* plus étroit, on ne retrouve pas de bonne corrélation entre *l'évolution* des taux d'intérêt et les variations inattendues *de cette base. L'une des* explications de cette divergence est *que le Federal Reserve fixe ses objectifs* en se référant à M1B, si bien *que l'information contenue dans* la publication des chiffres de M1B est la meilleure dont dispose le marché pour réagir.

(*) Professeur à l'université de Paris-II.

(1) Robert J. Gordon, « Price inertia and policy ineffectiveness in the United States, 1890-1980 ». *Journal of Political Economy*, 1982, vol. 90, nº 6.

(2) Julio J. Rotemberg, « Sticky prices in the United States ». *Journal of Political Economy*, 1982, vol. 90, nº 6.

(3) *Martin Feldstein et Jerry Green*, « Why do companies pay dividends ? » *American Economic Review*, mars 1983.

(4) Merton H. Miller et Myron S. Scholes, « Dividendes and taxes : some empirical evidences ». *Journal of Political Economy*, 1982, vol 90, nº 6.

(5) Gerald E. Auten et Charles T. Clotfelter, « Permanent versus transitory tax effects and the realisation of capital gains. » *The Quaterly Journal of Economics*, novembre 1982.

(6) James A. Wilcox, « Why real interest rates were so low in the 1970's ? ». *American Economic Review*, mars 1983.

(7) Bradford Cornell, « Money supply announcements and interest rates : another view ». *Journal of Business*, 1983, vol. 53, nº 1.

Les auteurs

ROBERT GORDON est professeur d'économie politique à la Northwestern University, aux États-Unis, et expert au National Bureau of Economic Research.

JULIO ROTEMBERG est assistant d'économie politique au Massachusetts Institute of Technology, aux États-Unis.

MARTIN FELDSTEIN est un expert du National Bureau of Economic Research et est professeur associé à l'université Harvard.

JERRY GREEN *est professeur* de finances à l'université Harvard.

MERTON H. MILLER est professeur de finances à *l'université* de Chicago.

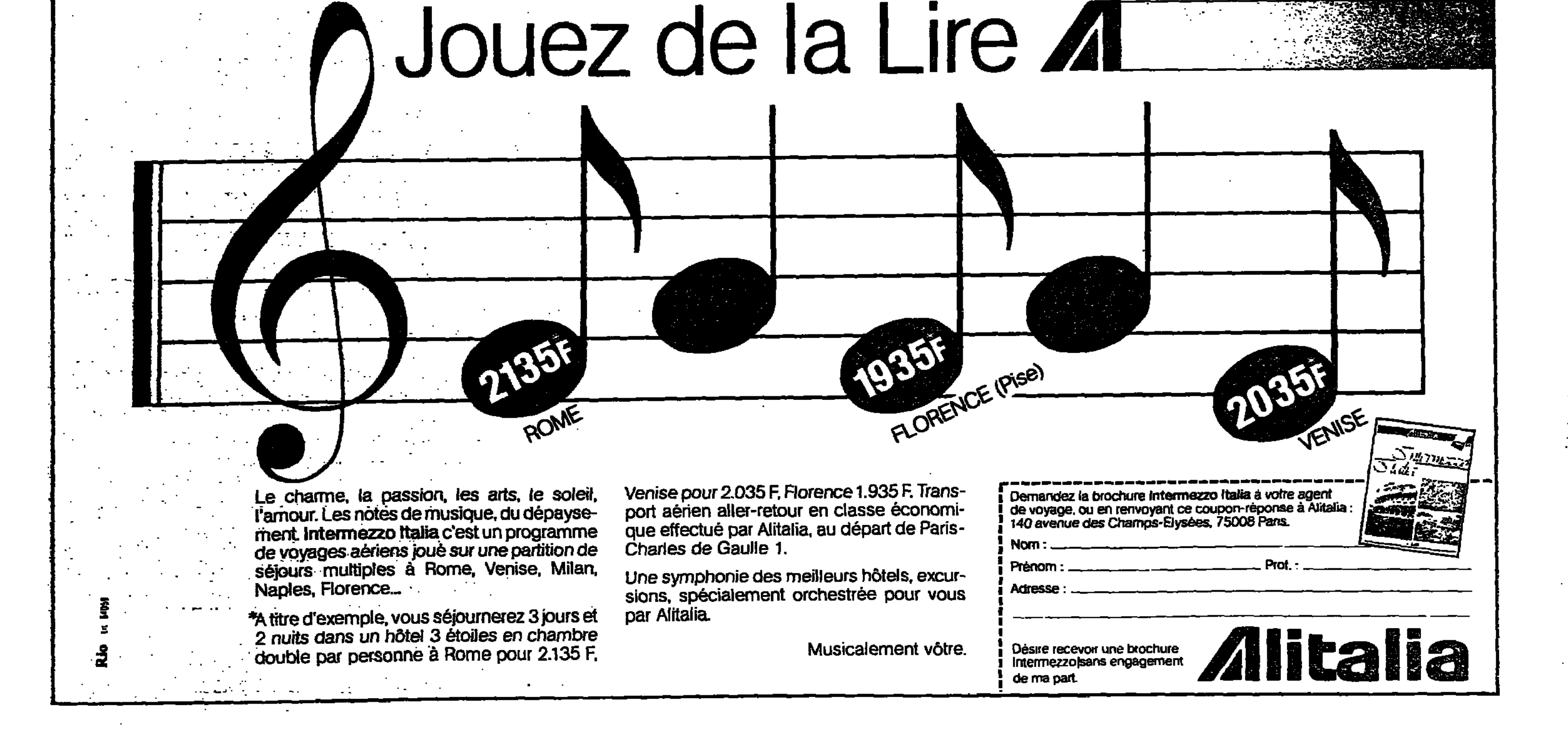
MYRON S. SCHOLES est professeur de finances à la Graduate School de l'université de Chicago.

GERALD AUTEN est professeur associé d'économie politique à Bowling Green State University.

CHARLES T. CLOTFELTER est professeur associé d'économie politique à Duke University, aux États-Unis.

JAMES A. WILCOX est assistant d'économie politique à l'*université* de Berkeley, en Californie.

BRADFORD CORNELL est professeur associé de finances à *l'université de Californie*, à Los Angeles.



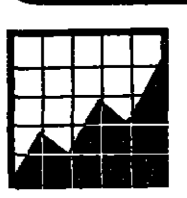
REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lg. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Directeur financier — 330.000 F

L'une des filiales d'un puissant groupe français, spécialisée dans la fabrication et la diffusion de produits destinés aux professionnels des industries graphiques, numéro deux mondial dans son domaine, employant 370 personnes, réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 150 millions de francs, dont 50% à l'export (5 filiales à l'étranger), et connaissant un développement constant, recherche son directeur financier. Membre du comité de direction, il aura la responsabilité complète de la gestion financière, de la comptabilité (jusqu'à la consolidation des bilans), de la trésorerie, du contrôle de gestion, de l'informatique et de l'organisation, soit un effectif d'une quinzaine de personnes. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP,...), disposant d'une solide expérience de la gestion financière, du contrôle de gestion, familiarisé avec l'informatique et attiré par le contexte très opérationnel d'une entreprise industrielle à taille humaine et performante. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération, de l'ordre de 330.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Le poste est situé en grande banlieue ouest. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2389M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

La Division Hygiène et Confort de

L'ORÉAL

fabrique et commercialise des produits cosmétiques et d'hygiène appréciés du public, développe régulièrement ses ventes en France et à l'étranger et recherche un

directeur du personnel

pour son Etablissement industriel de 400 personnes à **TOURS**

rattaché au Président Directeur Général de la Société, il aura la totale responsabilité de la fonction :
- *Administration* • Gestion et formation du personnel
- Relations Sociales et relations extérieures.

Cet homme, de 30 ans minimum, a acquis une expérience similaire avec une large autonomie dans une usine décentralisée et a développé le sens des relations avec autrui.

Il a une formation supérieure si possible juridique, mais surtout l'ouverture d'esprit nécessaire pour comprendre les besoins des hommes et les intégrer dans le processus d'évolution de l'entreprise.

Il existe une réelle possibilité d'élargissement de cette fonction à terme.

Vous voudrez bien adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 9720 à Média-System 104 rue Réaumur 75002 Paris. Les dossiers seront traités directement par l'Entreprise avec une discrétion totale.

média-system



Directeur général — 300.000 F

Côte d'or - Le regroupement de deux sociétés coopératives spécialisées dans le conditionnement des légumes frais, la transformation d'une partie de la production et leur distribution, amène leur président à chercher son directeur général. Il assumera la responsabilité complète de l'entreprise (100 personnes, 100 millions de francs de chiffre d'affaires), interviendra dans la définition de ses options techniques, commerciales et administratives et décidera des moyens mis en œuvre dans la réalisation des objectifs. Homme d'organisation et de gestion, il veillera à la mise en place des nouveaux circuits administratifs et des procédures indispensables au développement de la société. Il devra, en outre, redéfinir les objectifs prioritaires en matière d'investissements. Nous souhaitons rencontrer un candidat pouvant justifier d'une expérience significative au sein de l'équipe dirigeante d'une PME-PMI et capable de prendre en main la gestion complète de l'entreprise tout en développant la notoriété de ses méthodes et de ses produits, tant auprès de ses fournisseurs apporteurs qu'auprès de ses clients. Compte tenu de la vocation exportatrice de la société, une bonne connaissance de l'anglais et si possible de l'allemand serait un atout supplémentaire. La rémunération sera fonction de l'acquis professionnel du candidat retenu et pourra atteindre 300.000 francs. Ecrire à Ph. BONNEFOY. Réf. A/3717M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse





Directeur commercial export — 300.000 F

Produits de mode *- Cette jeune société est spécialisée dans la création, la* fabrication et la diffusion d'articles grand public liés à la mode. Disposant du savoir-faire d'un des plus grands noms de la création, et intégrée à un groupe international aux moyens puissants, elle vise le premier rang du marché mondial. Elle recherche son directeur commercial export. Rapportant au directeur général, il aura pour mission de lancer une nouvelle gamme de produits sur les grands marchés mondiaux. Cette réelle opportunité s'adresse à un candidat de formation commerciale supérieure, âgé de 30 ans au moins et pouvant justifier d'une expérience réussie de plusieurs années dans la commercialisation, *notamment à l'étranger, de produits grand public liés à la mode (prêt-à-porter,* accessoires, chaussures, parfums). Une grande disponibilité est nécessaire. Un excellent niveau en anglais et en allemand est indispensable. La rémunération qui pourra atteindre 300.000 francs sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à B. COULANGE. Réf. A/2367M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PIÈCES TECHNIQUES
moulées & extrudées
750 pers. - 160 millions F.

200 KM A L'OUEST DE PARIS
FILIALE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL
recrute
en prévision prochain départ en retraite

DIRECTEUR TECHNIQUE
250.000 F

HOMME D'INNOVATION pour reprendre en charge une centaine de personnes réparties en • LABORATOIRE • MÉTHODES. Prix de Revient/suivi investissements • BUREAU D'ÉTUDES/outillages • ENTRETIEN et T.N.

- INGÉNIEUR mécanicien ou électromécanicien.
- Solide EXPÉRIENCE DE RESPONSABILITÉS SIMILAIRES, de préf. en ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE. Connaissance du CAOUTCHOUC (ou des plastiques) et l'ANGLAIS appréciée.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 5027 à



sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRANSPORTS
recherche

DIRECTEUR

DE SON ETABLISSEMENT DE CAEN
(130 personnes)

Spécialités : Charges complètes et messagerie
Profil : Forte aptitude au commandement, bon gestionnaire, esprit commercial, expérience transports indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions, sous référence 3017 LM, à Pierre Mulot Publicité - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Secteur Tourisme
cherche

DIRECTEUR CCIAL.

Formation H.E.C. ou équivalent pour promotion village vacances.
Expér. souhaitée et rémunération fonction de la candidature.

Env. lettre manuscrite et C.V. sous n° T 038.943 M, REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Secteur Tourisme
cherche

DIRECTEUR VOYAGE

Pour fabrication et suivi de produits.
Expér. indispensable. Cette offre s'adresse à un technicien accompli dans le domaine.
Rémunération fonction de la candidature.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous n° T 038.942 M, REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Une société agro-alimentaire en pleine expansion recherche pour une de ses usines (200 personnes), hautement mécanisée et automatisée, son

Responsable relations du travail
170 000 F — 70 km Nord de Paris

Directement rattaché au directeur de l'usine et en liaison fonctionnelle avec le D.R.H. du siège, il :
- assure la mise en place et la gestion administrative du personnel ;
- conseille le directeur de l'usine et les opérationnels en matière de législation sociale et de droit du travail ;
- participe aux négociations avec les syndicats, les délégués du personnel et le comité d'établissement ;
- suit les problèmes de qualification de poste, de rémunération, ceux inhérents à la santé ;
- organise la formation (2 %).

Il aura, à moyen terme, la charge des services généraux et entretiendra des rapports avec les sociétés extérieures implantées sur le site.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans. De formation supérieure (droit du travail), il possède une première expérience similaire réussie de 3 à 5 ans dans une unité de production. Habitué à traiter avec les syndicats, il a de solides connaissances en matière de droit social et de droit du travail, le sens de l'organisation et celui des relations humaines.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5061/LM.

MEDIA PA



argos
Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

Nous sommes une Société Industrielle en plein développement située dans la Région Ouest à 2 heures de Paris.

Nos produits sont en constante évolution.

Nos clients sont exigeants et recherchent une collaboration avec un partenaire de qualité.

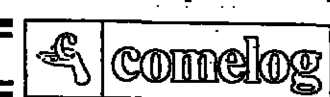
Nos activités de Logiciel et de Micro-Informatique intégrée dans les réseaux importants sont nos axes commerciaux.

Nous avons décidé d'embaucher

UN DIRECTEUR

Sa mission :
- développer nos activités par une action commerciale percutante
- définir et respecter un budget de développement.

Nous avons confié ce recrutement à COMELOG - 9 rue Sainte Anne - 75001 PARIS. Ecrire sous pli confidentiel, Réf. CA1.



comelog

---

angénieux

DIRECTEUR DES VENTES. DEPARTEMENT OPTO-ELECTRONIQUE.

En expansion très rapide, notre activité Opto-Electronique s'exerce internationalement dans les domaines de l'intensification de la lumière (vision de nuit), de la conduite de tir (jour et nuit), de l'imagerie thermique (infra-rouge 8 - 13 microns), de l'avionique (viseurs tête haute), des simulateurs de vol, du guidage des missiles, de l'optique aéronautique et spatiale.

Le Directeur des Ventes a pour mission principale d'élaborer une stratégie de développement à moyen terme pour l'ensemble du Département Opto-Electronique et de notre filiale aux Etats-Unis, de négocier puis d'assurer le suivi des marchés.

Ce poste s'adresse à un ingénieur d'affaires de haut niveau, ayant une expérience confirmée des négociations avec les maîtres d'œuvre des programmes civils et militaires et les équipementiers.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à André Masson, Directeur Général Adjoint, Ets P. Angénieux, 42570 Saint Héand.

---

directeur des opérations
et gestion des relations humaines

PROCHE BANLIEUE OUEST — 200.000

PME de 250 personnes, nos services s'adressent aux entreprises sur un marché porteur (+ 30% par an).

Nous recherchons notre futur Directeur des Opérations qui aura en charge la supervision de nos 3 Divisions sur le plan opérationnel, l'animation et le contrôle de l'encadrement, la gestion des relations humaines (C.E., Délégués, etc...), le suivi de la clientèle existante tant sur le plan financier (contrôle des budgets) qu'au plan des Relations Humaines.

Nous recherchons un Manager, de formation supérieure, de plus de 30 ans, disposant de préférence d'une expérience de 3 ans dans le secteur des services, ayant acquis une solide expérience d'encadrement et rompu à la gestion des ressources humaines.

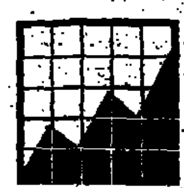
La forte expansion de l'entreprise au sein d'un groupe national favorisera une évolution attrayante de la rémunération et de la carrière.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 8413-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK — PARIS

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTION DES ETUDES RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT POUR QUI VEUT UN CHALLENGE DE NIVEAU INTERNATIONAL BASE EN RHONE-ALPES

L'AMPLEUR DE LA TACHE EST TELLE QU'IL NOUS FAUT UNE LOCOMOTIVE

Professionnel, la mécanique est votre point fort, une formation technique supérieure et une bonne expérience d'une direction technique ou industrielle font que vous avez la capacité de réussir un challenge.

Vous n'êtes pas l'homme des paris solitaires et vous saurez impliquer une équipe importante dans votre réussite.

Pousser à bonne fin un nouveau produit qui est un changement technologique fondamental, rechercher en permanence fonction des besoins du marché, l'amélioration des matériels vendus par l'entreprise pour 10% en France, le restant dans le monde, c'est ça l'international du challenge.

Encore un mot, il vous reste si vous *nous rejoignez très vite, 4 mois pour être opérationnel avec ce* nouveau produit; la concurrence Suisse, Allemande, Japonaise est performante, c'est le *gage d'un challenge permanent.*

Votre personnalité, votre tempérament, vos aptitudes à gagner font que nous vous rémunérerons très convenablement.

Adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photo sous réf. 10831/L à Contesse Publicité 74, rue Béchevelin 69363 LYON Cédex 07 qui transmettra

---

PMI Equipement BTP

UN DIRECTEUR GENERAL OPERATIONNEL

Une entreprise française spécialisée dans la fabrication de canalisations destinées à l'assainissement, bénéficie du *«Know How» technologique des deux leaders européens et souhaite conquérir le marché* français. Une place d'avenir lui est réservée compte-tenu de la très haute qualité et fiabilité des produits nouvellement fabriqués. *Pour en assurer le développement et conduire cette affaire au succès, les associés européens recherchent un homme dynamique et entreprenant.*

L'objectif prioritaire du *Directeur Général est de développer la nouvelle image et la présence des produits sur le marché français, notamment auprès d'une clientèle industrielle, du bâtiment ou des collectivités locales.*

Répondant au P.D.G. européen pour les résultats financiers de l'entreprise, il définit la stratégie marketing et commerciale de la société, prépare les *plans à court et long termes* et veille à ce que les objectifs soient atteints. Il assure lui-même les négociations de haut niveau avec les clients les plus importants. *Il a l'entière responsabilité de la gestion et de la bonne marche de son affaire.*

Ce poste de responsabilité très large s'adresse à un homme de 40 ans environ, de formation supérieure technique (*Travaux Publics) ou de gestion (Grande Ecole de Commerce*) maîtrisant bien l'anglais et justifiant d'une expérience réussie de direction opérationnelle impliquant la responsabilité d'un centre de profit. *La connaissance du Bâtiment ou des Travaux Publics est indispensable,* le sens du développement des affaires et l'habitude des contacts à haut niveau seront des atouts pris en considération.

Le poste est basé dans l'Oise. Une voiture de fonction est offerte.

Vous êtes invité à prendre rapidement contact avec
Nicole Le Breuilly - TEG - 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS,
qui traitera votre dossier en toute confidentialité,
en lui adressant lettre de candidature, CV détaillé, photo et
salaire actuel sous référence M 23903.

The Executive Group Management

Desseln

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
Pays de Loire
200/240 000 F an

Grand groupe français du secteur travaux électriques, nous recherchons le responsable gestion de l'une de nos filiales *(200 PERSONNES CA 70 MILLIONS).*

BRAS DROIT DU DIRECTEUR GENERAL, il animera une équipe de 7 personnes et prendra en charge les différents aspects de la fonction dans l'entreprise : comptabilité générale et analytique, trésorerie, gestion du personnel, informatique.

Il assurera par ailleurs, le secrétariat général (fiscalité, assemblées, conseils etc...).

Ce poste peut convenir à un diplômé de l'enseignement supérieur, plutôt jeune, disposant de 5 à 10 ANS D'EXPERIENCE DANS LA FONCTION GESTION.

Envoyez votre CV sous réf. M 1042 aux consultants de GFC chargés de cette recherche.
Discrétion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Membre de la CSNCR

GFC

TRANSPORTS INTERNATIONAUX

DIRECTION
Développement et Coordination de l'Exploitation
250/325.000 F an

GRAND TRANSPORTEUR MULTINATIONAL, très bien implanté en France, nous recherchons un collaborateur à fort potentiel ayant acquis, dans notre métier, l'EXPERIENCE DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX, PARTICULIEREMENT PAR VOIE TERRESTRE.

Il aura à étudier les problèmes de *l'exploitation et de son développement. Il* coordonnera la mise en oeuvre des projets et solutions innovatrices qu'il aura su proposer à la Direction Générale. Soutenu par l'équipe de cadres confirmés qu'il dirigera, il pourra élargir son champ d'action jusqu'à la prise de responsabilités hiérarchiques à très haut niveau.

Le poste, BASE A PARIS, nécessite des déplacements courts mais fréquents en France et en Europe. La connaissance de l'ALLEMAND est indispensable, celle de l'anglais serait utile.

Envoyez votre CV sous réf. M 1044 aux consultants de GFC chargés de cette recherche.
Discrétion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Membre de la CSNCR

GFC

AVICULTURE

DIRECTEUR COMMERCIAL
Europe
300.000 F an ±

SOCIETE DE DIMENSION INTERNATIONALE, notre spécialité *porte sur la sélection de souches. Nous avons une équipe de vente et* d'assistance à la POINTE TECHNOLOGIQUE et notre savoir faire est *mondialement reconnu. Pour assurer la direction commerciale de* toute l'Europe (sens géographique), nous recherchons un homme âgé de *plus de 30* ans, de formation supérieure et PARLANT COURAMMENT L'ANGLAIS. Outre ses qualités de négociateur et d'animateur, il devra témoigner d'une expérience en vente de biens comportant une certaine technicité. Il serait souhaitable d'avoir des connaissances en matière de produits, fournitures ou équipements avicoles.

Ce poste, d'une large autonomie, est basé dans une GRANDE METROPOLE DE PROVINCE.

Envoyez votre CV sous réf. M 1034 aux consultants de GFC chargés de cette recherche.
Discrétion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Membre de la CSNCR

GFC

GERER NOTRE CROISSANCE DANS UN SECTEUR DE POINTE

DIRECTEUR GENERAL

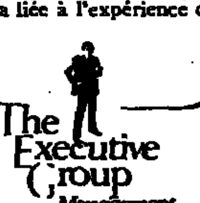
RACAL The Electronics Group

RACAL : un grand nom de l'électronique. La *qualité reconnue* et la technologie avancée de nos produits Systèmes Electroniques de Sécurité nous vaut d'obtenir 60 % du marché international. Notre filiale française de Boulogne, poussée par le même dynamisme, leader elle aussi sur son marché, est décidée, avec le concours de son nouveau Directeur, à égaler sinon dépasser nos performances internationales.

Bénéficiant du soutien du groupe et entouré d'une petite équipe très performante, il lui faut soutenir notre croissance sur les plans gestion, rentabilité, développement général. Il devra s'employer à renforcer notre implantation par une stratégie cohérente de développement, à définir les objectifs de profit suivant les «guidelines» du groupe et assurer le contrôle et l'analyse de gestion (finances, stock etc...)

A 40 ans environ, diplômé d'études supérieures, ce cadre dirigeant prouvera d'abord sa capacité à diriger une petite structure. Des qualités de gestionnaire, soucieux de rentabilité, le sens du développement des affaires et de bonnes connaissances techniques sont par conséquent indispensables. *L'idéal voudrait bien-sûr qu'il soit sensibilisé à notre domaine d'activité - l'électronique de pointe - et qu'il soit habitué aux procédures de reporting en vigueur dans un groupe international.* La pratique de l'anglais est très souhaitée. La rémunération annuelle, de l'ordre de 300 000 F, restera liée à l'expérience du candidat.

Vous êtes invité à prendre rapidement contact avec
Rudolph von Raesfeldt, TEG - 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS,
qui traitera votre dossier en toute confidentialité,
en lui adressant lettre de candidature, CV détaillé, photo et
salaire actuel sous référence M 24003.



Desseln

---

directeur industriel

PRET A PORTER FEMININ

Nous fabriquons et commercialisons du PAP haut-de-gamme. Notre développement nous conduit à renforcer nos structures industrielles. Nous créons le poste de Directeur Industriel. Ce nouveau collaborateur, *basé dans l'une de nos usines, coordonnera, avec l'aide des directeurs d'usines, les fabrications de* 5 unités, (600 personnes), supervisera les approvisionnements matières premières, la fonction méthodes, la fonction qualité, les calculs de prix de revient, l'ordonnancement-lancement. Ce poste nécessite une expérience élargie de Direction d'usine importante, dans le secteur de l'habillement. Le poste est basé dans une grande ville universitaire de l'Ouest de la France.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. A 226.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

Organisation et Publicité

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

dans le domaine du Bricolage-Jardinage-Outillage

cherche

SON DIRECTEUR COMMERCIAL

5 ans minimum d'expérience,
ayant une parfaite connaissance
de ce secteur professionnel.
Bilingue anglais de préférence.
Capable de prospecter la clientèle et animer une équipe.
Homme de décision capable de contacts à tous niveaux.

Envoyer lettre manuscrite, c.v. et photo

Écrire sous le nº 7882 *le Monde* Pub.
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Entreprise recherche pour filiale africaine spécialisée entre autre dans etudes et construction lignes énergie électrique MT, HT, THT, et canalisations eau.

INGÉNIEUR
CONFIRMÉ

pour établissement devis, suivi chantiers et pouvant assurer ultérieurement la responsabilite du service.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 57603 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94307 Vincennes Cedex (qui transmettra)

INTERELEC MATRA

Filiale du Groupe MATRA, C.A. 82 : 240 MF, dont 70 % à l'exportation, 480 personnes. Nous sommes spécialisés dans les systèmes automatiques ferroviaires, régulation de trafic autobus, manutention automatique, systèmes anti-intrusion etc...

A la suite de la **PROMOTION DU TITULAIRE AU SEIN DU GROUPE,** *nous cherchons un*

directeur financier

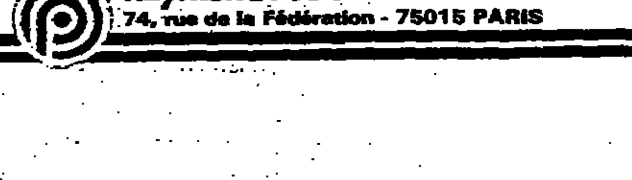
qui, dans le cadre d'une large autonomie :
- assurera l'aspect comptable et *fiscal* ainsi que le contrôle interne,
- pilotera le contrôle de gestion,
- gérera la trésorerie et se chargera des relations bancaires,
- développera l'informatisation (procédures et outils d'information).

En relation directe avec le PDG, vous serez **membre du Comité de Direction** et animerez une équipe de 15 personnes.

De formation supérieure, 35 ans environ, à la fois homme de rigueur et *de contact, vous êtes prêt à vous investir pleinement dans une société de* taille humaine en plein développement.

Lieu de travail : proche banlieue Nord de Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence DFI/8/LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Filiale d'un groupe industriel multinational recherche un

DIRECTEUR FINANCIER

Collaborateur direct du Directeur Général, le candidat sera responsable de la *comptabilité générale et analytique, de la trésorerie, de la gestion du crédit* clientèle, de la fonction transport, des relations avec les banques et de l'informatique. *Il* supervisera une équipe de quatre personnes, aura pour mission de contrôler les systèmes d'informations comptables et financières, et la responsabilité des problèmes juridiques, fiscaux et sociaux.

Le candidat, âgé d'environ 30 ans, sera diplômé d'une grande école commerciale ou titulaire du D.E.C.S. Il est souhaitable qu'il ait acquis plusieurs années *d'expérience* dans la *fonction financière* au sein d'une *société* multinationale.

Une très bonne connaissance des systèmes comptables français et britanniques est nécessaire, et une expérience préalable dans un cabinet d'audit serait un atout supplémentaire. Le candidat doit être parfaitement bilingue.

Le poste est basé dans la banlieue Nord-Ouest de Paris.

Rémunération : 200.000 F. + voiture de fonction.

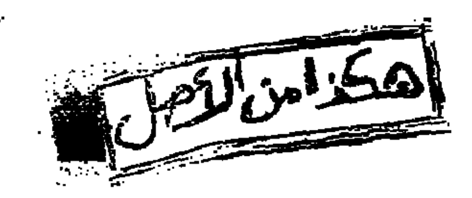
Adresser C.V. et lettre manuscrite s/réf. 4738 à PIERRE LICHAU S.A. BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Société recherche pour
Afrique Ouest francophone

RESPONSABLE AGENCE

35 ans minimum.
Formation supérieure type école de commerce, ou équivalent. Gestionnaire confirmé. Expérience commerciale si possible dans biens d'équipement.
Connaissance Afrique appréciée.
Anglais nécessaire.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 11942 à **PIERRE LICHAU S.A.,** BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer) — emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer) — emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

CADRE COMMERCIAL EXPERIMENTE
IMPORTATION MATERIEL TRAVAUX PUBLIC — MARTINIQUE

Notre Société, basée à FORT-DE-FRANCE, C.A. 120 MF, 150 collaborateurs, est spécialisée dans l'importation et la commercialisation de différents matériels aux ANTILLES, et connaît une croissance régulière. Pour faire face à notre développement, nous recherchons le RESPONSABLE COMMERCIAL ET ADMINISTRATIF de notre département T.P.

Rattaché directement à la Direction Générale, il sera chargé du développement et du suivi des ventes auprès d'une clientèle diversifiée, (entreprises de T.P. - Artisans locaux - Collectivités). Homme de terrain et de contacts, mais aussi organisateur, il aura à animer et gérer une équipe d'une dizaine de personnes (service SAV - Vendeur sédentaire) et, en raison du contexte local, il devra pour réussir savoir établir des relations privilégiées avec ses futurs clients.

Nous attendons la candidature d'un homme solide, de formation commerciale ou autodidacte, possédant une expérience probante d'au moins 5 ans dans la vente de matériel TP.

La rémunération est composée d'un fixe important + pourcentage sur C.A., et de nombreux avantages sont liés à la fonction et aux conditions de dépaysement.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre conseil. Merci de lui adresser C.V., photo, prétentions, sous référence 198 M



Jean-Claude Maurice Rhône-Alpes.

Monsieur Jean-Jacques MOIREAUD - Immeuble Le Président
3, avenue Condorcet - 69100 VILLEURBANNE

FRANCEVILLE GABON.

Institution altogovéenne d'enseignement secondaire, collège privé, réputation établie, en voie d'expansion, recherche professeurs toutes matières et intendant pour rentrée 83. Envoyer c.v. avec photo à M. Legal, 7, rue Nicolas-Dorbelles, 37100 TOURS.

SOCIÉTÉ AMÉNAGEMENT ET CONSTRUCTION GUADELOUPE

recherche :

NÉGOCIATEUR FONCIER CADRE

confirmé, 30 ans minimum, licence en droit

Diplômé de notariat ou équivalent, connaissance approfondie droit foncier et immobilier, procédure expropriation et fiscalité immobilière.

Expérience professionnelle acquise de préférence en cabinet géométrie, étude notaire, administration ou organisme similaire. Sens de la décision, du commandement, des relations humaines. Sérieuses aptitudes à la négociation.

Connaissance milieu local appréciée.

Poste à pourvoir rapidement. Ecr. s/nº 7.922 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMPLANTÉE EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
Fabrication et commercialisation de produits de grande consommation
LEADER DANS SON SECTEUR
recherche SON FUTUR

responsable des comptabilités

Cette société, filiale d'un goupe français implanté dans différents pays d'Afrique, recrute le collaborateur direct du directeur financier, pour assurer la responsabilité des comptabilités générale et analytique et de l'inspection comptable.

Dans un premier temps (2 à 3 ans), il exercera la fonction de contrôleur comptable des exploitations, chargé de la gestion et de la réforme des procédures de contrôle et de l'animation d'une équipe de contrôleurs au siège et dans les agences.

Agé de 35 ans environ, de formation DECS au minimum, le candidat retenu devra justifier — outre ses capacités d'organisateur et de formateur — une expérience d'au moins 5 ans de comptabilités générale et analytique informatisées et, si possible, une formation *aux missions d'audit au sein d'un cabinet* d'expertise-comptable.

La rémunération nette d'impôts annuelle de départ pourrait être de 10,5 à 12,5 millions de F CFA, avec prise en charge du logement par la société.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae et photo sous réf. C 213 à :

COFINOR
49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

Engineer Surveyors

Factory Mutual International is part of the Factory Mutual System which was established in 1835 and is currently the world's largest mutual insurer of industrial property.

We are seeking experienced ENGINEERING SURVEYORS with a good background in boiler and mechanical-electrical equipment. A first class Certificate of Competency as a Marine Engineer desirable, but not essential. Fluency in English, French and German required.

Successful applicants will initially be based in London and approximately 50% of time will be spent inspecting plants throughout the world.

FMI's career development and salary advancement policies are designed to recognise and reward individual achievement. This position offers an excellent salary plus a company car.

For further information please send details of education, experience and salary progression to :

Factory Mutual System

Nadia Heurtault, Personnel Manager
FACTORY MUTUAL INTERNATIONAL
114, Avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY

POUR OPERATION MOYEN ORIENT
recherchons

INGENIEUR DE PROJET
BASE ABOU-DHABI (UAE)

en charge des opérations des unités de travail offshore et des moyens de supports logistiques.

Formation ingénieur A.N.M./ENSIR, etc...

Anglais indispensable.

Expérience dans ce type de travaux appréciée.

Prière d'adresser C.V. détaillé et prétentions sous réf. 8143 à

PIERRE LICHAU SA · BP 220 · 75063 PARIS Cédex 02

qui transmettra.

SOCIETE D'ETUDES ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
FILIALE D'UN GRAND ETABLISSEMENT PUBLIC

recherche

CHEFS DE PROJETS ET INGENIEURS INFORMATICIENS

(Grandes écoles et écoles d'ingénieur)
Expérience confirmée en informatique de gestion
Pour affectation ou missions outre-mer.
Réf. 2140/A

INGENIEURS INFORMATICIENS DEBUTANTS

Ecole d'ingénieur + 1 à 2 ans d'expérience
Pratique : COBOL, Mini 6, HP 3000
Pour réalisation, en France, de logiciels destinés à l'exportation.
Réf. 2140/B

Adresser c.v., prétentions et disponibilité sous référence correspondante au poste choisi à :



7 RUE ROYALE 75008 PARIS

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER MAGHREB

ESC option finance-compta et/ou DECS, vous avez de 3 à 5 ans d'expérience comptable soit en cabinet soit en entreprise, maitrisant les problèmes comptables et administratifs, vous souhaitez donner une dimension internationale à votre carrière.

Nous vous proposons d'être le :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et FINANCIER
de l'une de nos filiales

Rattaché directement au directeur de filiale, vous serez outre son conseil en matière financière, juridique et administrative, responsable de la comptabilité.

Pour réussir dans ce poste, (ou il n'est pas nécessaire d'être d'origine maghrébine) la connaissance de l'allemand et de l'anglais est indispensable.

Notre groupe est de taille internationale (CA près de 3 milliards de F.F. et présence sur 5 continents).

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 64689 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 q.tr
Votre candidature sera traitée avec la discrétion de rigueur.

Afrique Centrale Francophone
IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche

Pour la direction et la conduite d'une exploitation minière à ciel ouvert et des ateliers d'entretien et de réparation

plusieurs

INGÉNIEURS TECHNICIENS CONTREMAITRES

ayant une expérience pratique de 5 ans minimum exercée en partie dans un pays en voie de développement.

Contrat à durée déterminée de 1 à 2 ans.

Veuillez adresser votre curriculum vitae détaillé avec références et photo à

McCann-Erickson, Service Média, Tour Maine-Montparnasse,
33, avenue du Maine, 75755 PARIS CEDEX 15,
qui transmettra sous la réf. BEL/858.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

---

emplois régionaux — emplois régionaux

un responsable "circuits matières"

Groupe International, leader sur son marché, situé à 100 km au Nord de Paris, recherche un **Responsable "circuits matières"**. Rattaché au Directeur de la Division Contrôle Production, **il aura la responsabilité :**

- du circuit matières (réception, magasins, alimentation des ateliers d'usinage et de montage),
- de la gestion des moyens mis à sa disposition,
- de la gestion du personnel (144 personnes).

De formation Ingénieur (AM, IDN, ICAM), le candidat aura 3 à 5 ans d'expérience professionnelle.

Il possédera le sens de l'organisation, de la méthode et des contacts humains.

L'anglais est fortement souhaité.

Ce poste permettra à un candidat de valeur, une évolution de carrière, à court terme rapide.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. MMF/03 au Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement.

COGEPLAN - Tour de Lyon
185, rue de Bercy 75012 PARIS.

COGEPLAN CSNCR

SOCIETE FRANCAISE D'OPTIQUE
nous nous plaçons de par la qualité de nos produits leaders, au tout premier rang de notre secteur d'activité industrielle sur le plan international :
nous développons une nouvelle technologie et recherchons dans ce cadre,

UN TECHNICIEN DE PRODUCTION
EXPERIMENTE

Ingénieur chimiste (ou BTS), de formation de base, il aura déjà sû faire la preuve de ses qualités à travers au moins une première expérience professionnelle.

Après formation technique, de plusieurs mois, en Région Parisienne, il sera chargé d'installer et diriger un atelier-pilote, puis de prendre la responsabilité du contrôle d'une production localisée dans la MEUSE (55)

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions s/réf. 64862 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

Environ 950 personnes, un CA de 400 MF, filiale d'un des plus grands groupes français, la S.A.E. Notre secteur d'activité
ADDUCTION D'EAU et ASSAINISSEMENT - FEEDERS -
TRAVAUX SOUTERRAINS - CHATEAUX D'EAU - RESERVOIRS.
Connus pour notre sérieux et notre compétitivité, nous choisissons les hommes qui, grâce à leurs qualités personnelles, pourront faire progresser notre entreprise. Nous recherchons pour la région Ouest un

chef de secteur

Véritable chef d'entreprise, vous aurez la responsabilité de *"votre affaire"* que vous suivrez de bout en bout : de la prospection de la clientèle et la signature des marchés jusqu'à la fin des travaux. Ingénieur de formation, vous possédez une expérience analogue dans des domaines type canalisation, V.R.D., ou route... Meneur d'hommes vous savez utiliser au plus juste le potentiel de vos collaborateurs : excellent vendeur, vous êtes armé pour négocier à tous les niveaux... Accepter à terme un poste à l'étranger constituerait un atout supplémentaire.

Nous demandons beaucoup, mais en échange, nous sommes prêts à vous offrir des perspectives d'évolution à la mesure de vos talents.

Nous attendons votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) adressée à Monsieur GRELET
DEVIN LEMARCHAND - 78, rue de la Garde - B.P. 653
44018 NANTES CEDEX

devin o lemarchand

C.I.A.T.

Fabricant de matériel échanges thermiques
recherche pour son usine
dans l'AIN (limite Savoie)

UN B.T.S. ÉLECTRONICIEN
(ou équivalent)

Ayant une première expérience dans la réalisation d'ensembles électroniques autonomes pour la surveillance, la régulation, la variation de vitesse ou la commande de séquences dans des secteurs comme l'automobile, l'électroménager ou les économies d'énergie.

Du goût pour la recherche de solutions techniques et économiques originales et une volonté d'aboutir sont nécessaires.

Une connaissance des micro-processeurs 4 et 8 bits serait appréciée.

Possibilité d'évolution de carrière.

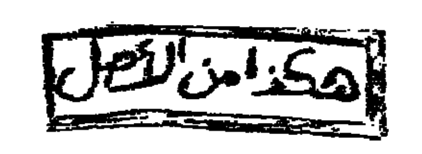
Envoyer c.v. et prétentions à :
C.I.A.T., 01350 CULOZ.

ORGANISME LOGEMENT SOCIAL
recherche
pour RENNES

SOUS-DIRECTEUR

chargé du département gestion du patrimoine
5 ans minimum expérience de la gestion immobilière.

Adresser c.v., photo et prétentions à Havas, nº 4.794 AT, 16, avenue de Crimée, 351000 RENNES.





REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Haute-Savoie

SOMFY recherche son

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Rattaché au secrétaire général, il participera à l'élaboration de la politique sociale, en assurera la mise en œuvre, le suivi et le contrôle.

Dans ce cadre, il sera responsable, pour un effectif de 200 personnes, dont 50% d'ETAM et de cadres, de l'ensemble de la fonction comprenant :
— la gestion du personnel : recrutement, promotions, appréciation, formation;
— les rémunérations, les classifications;
— l'administration du personnel et la paie;
— l'application de la législation du travail;
— les relations sociales;
— l'information et la communication.

Ce poste s'adresse à un candidat d'au moins 30 ans, de formation supérieure (DROIT, IEP...) et maîtrisant toutes les disciplines de la fonction par une expérience de 4 à 5 ans, acquise en milieu industriel.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. SY 8301 à SOMFY
Secrétariat Général
BP 152 - 74302 CLUSES



Jeune responsable marketing développement — Ouest

Transports publics - Un organisme de conseil et de services aux collectivités locales, assurant la conception, la gestion et le développement des réseaux de transports publics d'une ville universitaire et de son agglomération, situé dans la vallée de la Loire, recherche son responsable marketing développement. Dépendant du directeur général, responsable de son budget et de l'encadrement d'une petite équipe, il sera chargé de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie marketing complète : études du marché des transports, définition des services, études et réalisation de nouveaux produits, politique tarifaire et de distribution, campagnes d'image, information et relations publiques... Ce poste exige une formation commerciale supérieure, une bonne maîtrise des techniques du marketing appliquées aux produits grand public. Il implique d'être à la fois homme de terrain et homme de conception. Le candidat devra avoir de bonnes relations avec les élus locaux, la clientèle et à l'intérieur de l'entreprise. La rémunération proposée sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire, en précisant le salaire actuel, à Ph. LESAGE. Réf. A/2366M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeune ingénieur urbaniste — Grenoble

Cette société, filiale d'un important groupe national, est spécialisée dans les domaines de l'urbanisme, de l'environnement et de l'énergie. Afin d'accroître le potentiel de son agence de Grenoble, elle recherche un jeune ingénieur urbaniste. Sous l'autorité du Directeur de l'agence, il devra assumer la responsabilité des missions et études qui lui seront confiées. Il sera l'interlocuteur de l'administration et des collectivités locales de la région dans le cadre de leurs projets d'urbanisme préopérationnels et opérationnels, d'infrastructures et d'aménagements (habitats, zones industrielles, touristiques). Plus orienté sur les problèmes de voirie, réseaux principaux, équipements annexes (déplacements des personnes), il assurera la conception des opérations et la coordination entre son équipe et les autres intervenants (architectes, B.E.T., paysagistes, etc...). Ce poste s'adresse à une jeune ingénieur diplômé (Ponts, TP...) ayant, si possible, acquis une bonne connaissance des problèmes d'urbanisme et de leurs incidences financières au cours d'une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans. La rémunération sera liée à la formation et à l'acquis professionnel du candidat retenu. De réelles possibilités d'évolution existent au sein de la société et du groupe. Ecrire à Ph. BONNEFOY. Réf. A/3715M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

STE MATERIEL MEDICO-CHIRURGICAL
(400 personnes)
ZONE RAMBOUILLET-CHARTRES
recherche
pour son service lancement/gestion des stocks
Placé (ée) sous la responsabilité du Directeur du Service achats/lancement

un(e) Diplômé(ée) École Supérieure de Commerce

position cadre

Il (elle) sera principalement chargé (ée) :
• de la gestion des stocks
• de l'établissement des programmes d'approvisionnement en matières premières.
Ce poste sera confié à une personne ayant déjà une première expérience dans ce domaine.
Anglais et pratique des statistiques indispensables.

Nombreux avantages sociaux.
Possibilité logement. Restaurant d'entreprise.

Adresser CV + prétentions sous réf. 42445 à
projets publicité
12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.



GROUPE LIMAGRAIN

Nous renforçons les structures des Sociétés de Distribution et dans ce cadre nous offrons deux postes de

DELEGUE COMMERCIAL

sur les secteurs :
• Nord-Picardie — référence 251 M
• Haute-Normandie et région parisienne — référence 253 M

chargé de la promotion et de la commercialisation de semences de grandes cultures - maïs - fourragères (EUROVERT), etc.

Le Délégué Commercial sera appuyé dans ses fonctions par un réseau d'assistance technique.
Ces responsabilités conviendraient à un candidat ayant une formation agricole de préférence, le goût du terrain et si possible une première expérience de la vente ; toutefois, les candidatures de débutants pourront être étudiées selon leur potentiel commercial.
Le candidat retenu devra résider sur son secteur.

Les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, **en précisant la référence, à LIMAGRAIN** BP 51 - 63360 GERZAT.



Jeunes ingénieurs — Grenoble

Electroniciens, électrotechniciens, mécaniciens - Cette entreprise, filiale d'un groupe international important, conçoit et commercialise des équipements et systèmes de projections électrostatiques. La position privilégiée qu'elle occupe dans ce domaine, son développement important (plus de 50% du chiffre d'affaires réalisé à l'export) l'amènent à rechercher de jeunes ingénieurs. En fonction de leur formation et, éventuellement, des connaissances acquises au cours d'une première expérience professionnelle de courte durée, ils seront appelés à prendre des responsabilités au sein des services "bureau d'études", "recherche et développement" ou "ordonnancement-lancement". Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs diplômés de formation électronique, électrotechnique ou mécanique, pouvant éventuellement justifier d'une première expérience professionnelle significative dans le domaine des produits de haute technologie. Le dynamisme de la société, les possibilités d'évolution des titulaires des postes proposés sont de nature à intéresser des candidats de valeur. Les postes sont basés à Grenoble. Compte tenu de la vocation exportatrice de la société, la connaissance de la langue anglaise est un atout supplémentaire. Ecrire à Ph. BONNEFOY. Réf. A/3718M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

un responsable prévisions programmes

Groupe international, leader sur son marché, recherche pour le Nord (59), **un Responsable prévisions programmes.**

Il aura la responsabilité :
- d'établir les plannings de livraisons, essentiels pour réaliser et construire les programmes de fabrication et d'approvisionnement avec les usines,
- de s'assurer de la bonne coordination des approvisionnements des marchés "France et Export" (réception, acceptation des commandes...),
- d'animer l'équipe chargée des programmes de maintenance et du développement des moyens informatiques existants.

Le candidat, de formation technique (ingénieur ou équivalent) complétée par une formation en gestion aura 2/3 ans d'expérience professionnelle.

Disponible et mobile, il a une pratique courante de la langue anglaise.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. MMF/04 au Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement.

COGEPLAN - Tour de Lyon
185, rue de Bercy 75012 PARIS.

COGEPLAN — CSNCR

Juriste d'entreprise... un homme de terrain

Vous appartenez à la nouvelle génération de juristes : celle qui, sans renier la mission d'analyse des dossiers, est avant tout Conseil sur le terrain. Vous savez par expérience (au moins 3 ans) combien il faut être mobile, actif, savoir écouter, convaincre vos interlocuteurs.

Ce sera votre rôle au sein de notre Direction Régionale Sud-Est. Rattaché à la D.A.F. et en liaison avec les Directeurs de nos filiales, vous traiterez les multiples facettes de la fonction pour laquelle vous serez le conseil et le recours dans votre région.

Votre potentiel et votre mobilité géographique à terme faciliteront votre évolution au sein de notre Groupe Industriel qui pratique une politique de gestion des carrières avancée. 5 000 personnes la vivent tous les jours, tant en France qu'à l'étranger et font de nous le n° 1 sur le marché national.

Le salaire ne sera pas inférieur à 160 000 F et pourra tenir compte d'une expérience réussie dans la fonction.

Si vous souhaitez nous répondre, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel) sous réf. 4/JE/LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.

MEDIA BA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

ALSTHOM ATLANTIQUE

Premier Constructeur Européen de **TURBO MACHINES,**

nous recherchons

jeune ingénieur

Mines, Centrale, IDN, AM, ENSI (Mécanique)

pour participer à la commercialisation dans le monde entier de nos TURBINES A VAPEUR et de nos COMPRESSEURS.

Ce poste est donc

TECHNICO-COMMERCIAL

et il a une importante composante

INTERNATIONALE

L'anglais est naturellement indispensable, (si possible avec une deuxième langue).

Nos candidats débutants recevront une solide formation. Une première expérience technique (en Bureau d'Etudes par exemple) serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8415-M à MAMREGIES - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICES TÉLÉTRAITEMENT
recherche pour BORDEAUX

ANALYSTE-PROGRAMMEUR FUTUR CHEF D'EXPLOITATION

disponible immédiatement ayant expér. langage Basic sous VSM ou RSX SYSTÈME DIGITAL PSP/11 ou VAX.
Nous offrons un salaire de 10.000 à 13.000 F mensuel suivant expérience

Env. C.V. à CERITEL, 9, allée de Tourny, 33000 BORDEAUX
Tél. (56) 52-56-14.

SOCIÉTÉ EN EXPANSION recherche

CHEF COMPTABLE

Tenu comptabilité, bilan, déclaration fiscale. Bonne rémunération à personne de valeur.

Adresser c.v. et prétentions à :
S.A. GARCIA,
Z.I., 28290 ARROU.

A.S.M., *rue du Caducée*, 34100 Montpellier. Tél. (67) 63-30-30 recherche ingénieurs de vente. Mission : vente d'équipements pour l'industrie des semi-conducteurs et de la micro-électronique. Rayon d'action : sud Europe. Profil : formation ingénieur chimie, physique, électronique ou mécanique. Bonnes connaissances de l'anglais, italien apprécié. Ecrire avec c.v. et photo.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE ENGINS T.P.
recherche

INGÉNIEURS VENTES

• Export (Europe, Afrique) *anglais indispensable, base* Lyon ;
• France (Ouest).
MISSION : Développer les ventes au travers d'un réseau de concessionnaires.
Prospecter de nouveaux marchés.

FORMATION : Supérieure, commerciale ou technique.

Expérience de la vente de biens d'équipements (5 ans).
Déplacements fréquents.
C.V. + photo + prétentions à adresser à :

MULTI-CONSULT,
46, rue du Président-Herriot, 69002 LYON.

Le C.A.U.E. de Loir-et-Cher *recherche un architecte conseiller* à mi-temps pour développer, organiser, animer et promouvoir ses actions.
Il aura pour mission la définition et le suivi d'actions dans les domaines de la pédagogie, du conseil aux collectivités locales et de la sensibilisation du public.
Ce poste demande d'être disponible, d'avoir l'esprit d'initiative et le sens des relations humaines.
Une première expérience dans un *C.A.U.E.* et en urbanisme constituerait des atouts supplémentaires.
Adr. candidature et c.v. au :
C.A.U.E. LOIR-et-CHER
16, *Grands-Degrés-St-Louis,*
41000 BLOIS.
Tél. : (54) 74-74-18.

Clôture des inscriptions : mardi 12 avril 1983.

L'Agence de LILLE de la BANQUE LOUIS-DREYFUS

recherche le

RESPONSABLE DE SA CLIENTELE PARTICULIERE

Hiérarchiquement dépendant du Directeur de l'agence, **cet exploitant expérimenté** devra **développer** et gérer une clientèle de particuliers fortunés.

Nous lui demandons :
– la connaissance de la place de Lille et des places proches (Roubaix, Tourcoing) si possible ;
– l'expérience de la gestion de titres pour conseiller et traiter des portefeuilles ;
– une excellente présentation.

Nous lui offrons :
– le potentiel de développement d'une banque privée ;
– l'assistance au siège de services spécialisés réputés ;
– une évolution de carrière qui pourra suivre, notamment, les implantations de la Banque Louis-Dreyfus dans la région.

Envoyer lettre manuscrite, avec c.v. détaillé, photo et *prétentions à la Direction du Personnel de la Banque* Louis-Dreyfus, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

Alain Chamus

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Société de service en micro électronique apparentée au groupe SCHLUMBERGER.

- CIRCUITS HYBRIDES A LA DEMANDE,
- CIRCUITS MONOLITHIQUES A PARTIR DE RESEAUX PREDIFFUSES,
- CIRCUITS D'ACQUISITION ET DE CONVERSION DE DONNEES,
- SERVICE EN ASSEMBLAGE, AJUSTAGE, CAO ET TEST.

Dans le cadre du développement de ses activités, recherche pour renforcer les structures de son unité de conception et de production de circuits hybrides rennaise :

- **UN DIRECTEUR DE PRODUCTION :** INGENIEUR, diplômé ARTS ET METIERS de préférence, membre de l'équipe de direction pour coordonner méthodes, ordonnancement et fabrication ; Expérience vivement souhaitée en technologies hybrides ou semiconducteurs ; Expérience indispensable en gestion de production.
- **UN RESPONSABLE METHODES :** INGENIEUR expérimenté pour analyse de la valeur, amélioration des procédés et moyens de production en circuits hybrides.
- **UN CHEF D'ATELIER :** EXPERIENCE CIRCUITS HYBRIDES ou semiconducteurs indispensable pour piloter un atelier d'assemblage de circuits hybrides haut de gamme.
- **UN RESPONSABLE TECHNOLOGIE :** DIPLOME GRANDE ECOLE OU UNIVERSITE ; expérience de plusieurs années en physico-chimie et technique des matériaux ; connaissances en électronique, technologies hybrides et monolithiques vivement appréciées.
- **UN INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT :** INGENIEUR ELECTRONICIEN expérimenté dans le domaine de l'acquisition et de la conversion de données pour conception de nouveaux produits.
- **UN INGENIEUR DE PRODUIT :** INGENIEUR ELECTRONICIEN expérimenté en technologies hybrides pour interface entre services commerciaux, techniques et production ; assistance technique à la vente, politique produits et publicité.

Pour tous ces postes, à l'exception du chef d'atelier, la pratique de l'anglais est indispensable.
Adresser CV et prétentions au service du personnel, ZI BELLEVUE BP 5 - 35220 CHATEAUBOURG - Discrétion assurée.

Message à un Jeune
INGENIEUR HORS DU COMMUN

Vous êtes ambitieux et vous ne voulez pas attendre des années avant d'être un «patron». Votre projet personnel englobe Technique, Etudes, Fabrication, mais aussi le Commercial, la Gestion et, bien entendu, la direction des Hommes.

Dans notre groupe très décentralisé, nos centres de profit en province sont assimilables à des PME regroupant sur 1 ou 2 départements plusieurs établissements industriels pour servir et développer un nombre restreint de gros clients. Nous cherchons pour les diriger des hommes *comme vous, polyvalents, responsables à l'intérieur de nos structures,* autonomes dans le respect de notre politique.

Dans 2 ans, à l'issue d'une formation intensive sur le terrain impliquant une mobilité géographique, vous serez prêt à tenir les rênes de votre premier centre.

Nous plaçons au premier plan la valeur des hommes, mais ceci ne nous empêche pas d'être exigeants sur la qualité de votre diplôme :

X, MINES, PONTS, CENTRALE,

et sur les succès de votre première expérience professionnelle dans un poste opérationnel.

En vous recevant, notre Conseil vous donnera beaucoup de précisions sur nous, sur notre expansion, sur les postes à pourvoir. Envoyez lui une lettre exprimant vos motivations à la lecture de ce message, votre CV, votre salaire actuel sous référence M/116/MM.



CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

cadre relations sociales

ESSO CHIMIE (1200 personnes dont 300 Ingénieurs et cadres - CA 4 600 Millions de Francs) recrute pour son usine de Notre-Dame-de-Gravenchon en Seine-Maritime entre Le Havre et Rouen un

jeune analyste fonction personnel

formation HEC, ESSEC, ESCP, débutant ou ayant 2 à 3 années d'expérience dans les relations sociales.

Sa fonction comportera principalement :
- la participation à la définition des politiques de rémunération pour les années à venir,
- la gestion des rémunérations du personnel de l'usine,
- la participation à la mise en place et au développement des applications d'un programme informatique,
- la coordination de la gestion du personnel.

Il participera par ailleurs à la définition et à la mise en œuvre de la politique sociale au sein du Département Relations Sociales.

Qualités personnelles souhaitées :
- goût du travail en province et en usine,
- sens des relations humaines,
- méthode et rigueur,
- adaptabilité.

Évolution de carrière après quelques années, soit dans l'activité Relations Sociales, soit dans d'autres fonctions à l'usine.
Salaire de départ 130 KF/an et plus selon expérience.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous réf. 75883/LM à M. REYNAUD-PALIGOT.

Département des Relations sociales


BP 52 - 76330 Notre-Dame-de-Gravenchon

CHIMIE

HAVAS CONTACT



"QUE RECHERCHE UN PDG DE 33 ANS"

Ayant assumé la responsabilité de la fonction Personnel et du secteur Diversification, j'ai compris que la réussite repose sur la cohérence d'une idée, le sens de la gestion, et le choix d'un homme.

Cette lettre ouverte s'adresse à tous ceux qui veulent s'intégrer dans une Société au sein de laquelle ils souhaitent développer leurs responsabilités et saisir des opportunités dans les différentes fonctions ou différents métiers que nous exerçons.

A) - Pour les secteurs Promotion, Diversification et Direction Générale,
ATTACHES DE DIRECTION,
formation HEC, ESC, Ingénieur. Débutants acceptés.

B) - Pour nos Diversifications relatives à l'agrandissement et l'embellissement des logements,
PATRONS
pour développer et gérer ces secteurs.

C) - Pour les secteurs Contentieux et Recouvrement,
LICENCIES EN DROIT, CLERCS DE NOTAIRE, HUISSIERS.

D) - Pour son établissement financier spécialisé dans le crédit immobilier aux particuliers :
1 - **DIRECTEUR DE LA GESTION**
2 - **DIRECTEUR DE LA PRODUCTION**
Solide expérience en matière de crédit immobilier et en matière de responsabilités d'encadrement exigée. (Poste à Paris).

La majorité de ces postes sont basés au Siège de CAMBRAI (à 100 minutes de Paris et 60 de Bruxelles) au sein d'une équipe de 1200 cadres de toutes formations.

Les performants sont assurés d'une rapide progression, et après un stage de 6 mois minimum au Siège, ils pourront occuper des postes en Province. Il est donc recommandé d'indiquer la région souhaitée.



Envoyer c.v. et photo sous référence 2049 à
P. LEROY - BP 174 - 59403 CAMBRAI Cédex.



choisissez la bonne route

L'ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE :
routes, autoroutes, VRD, procédés spéciaux, sols industriels, génie civil - C.A. 3,5 milliards de F 10.000 personnes en France et à l'étranger, structure décentralisée (10 directions - 80 centres et agences de travaux),

PROPOSE à de jeunes diplômés
UNE FORMATION de 6 à 8 mois avant leur intégration dans une de ses exploitations en France ou à l'étranger.
aux postes de :

INGENIEURS MATERIEL
(AM, CENTRALE Lyon, ICAM, ENSI, INSA,...)

Adresser lettre manuscrite avec c.v. et photo à :

JEAN LEFEBVRE
travaille pour vous
DIRECTION DU PERSONNEL
11, bd Jean-Mermoz - 92202 NEUILLY-SUR-SEINE

GROUPE INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
recherche pour AMIENS Z.I.

collaborateur (trice)
POUR SON SERVICE DU PERSONNEL

- licence Droit
- DESS Gestion du personnel.

Adresser c.v., photo et prétentions à BP 0347 - 80003 Amiens Cédex.

Recherche

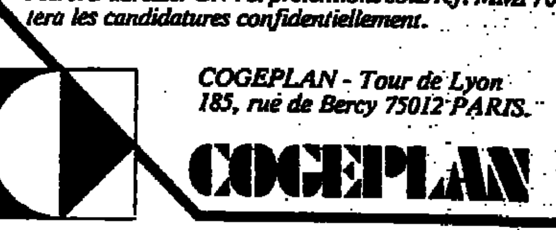
jeune ingénieur électro-mécanicien,
connaissances hydraulique, parlant couramment l'anglais, pour, sous l'autorité d'un ingénieur chef de produits, suivre sous-traitance, procéder au montage et à la mise en service, suivre l'après-vente de machines de traitement de l'aluminium liquide.
- Marché mondial.
- Résid. CHAMBÉRY, mais déplacements fréquents.

Contacter SERVIMÉTAL, 235, av. ALSACE-LORRAINE, 73003 CHAMBÉRY. Tél. : (79) 69-37-27.

un ingénieur gestion de production

Groupe International, leader sur son marché, situé à 100 km au Nord de Paris, recherche un **Ingénieur gestion de production**. Rattaché au Directeur de la Division Contrôle Production, **il aura la responsabilité :**
- de l'introduction des produits nouveaux,
- de la gestion des données techniques (gestion de nomenclature, des fichiers gamme),
- de l'introduction des modifications (relations avec l'ingineering, la fabrication, les achats...),
- de l'ordonnance des primaires (700 références à l'usinage).

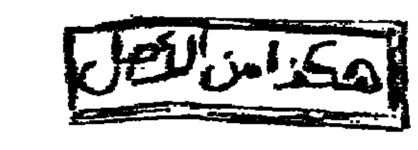
De formation Ingénieur (AM, IDN, ICAM), le candidat aura 3 à 5 ans d'expérience professionnelle.
Il possédera le sens de l'organisation, de la méthode et des contacts humains.
L'anglais est fortement souhaité.
Ce poste permettra à un candidat de valeur, une évolution de carrière, à court terme rapide.
Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. MMF/01 au Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement.



COGEPLAN - Tour de Lyon
185, rue de Bercy 75012 PARIS.

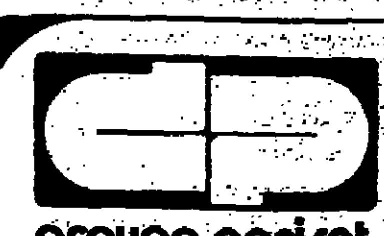
COGEPLAN

CSRCR

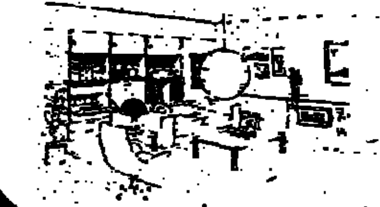


REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



marketing + logistique



CREEZ LA DIRECTION MARKETING ET ASSUREZ LA LOGISTIQUE.

Ce sont les domaines d'intervention que nous conférerons au candidat retenu qui devra dès son arrivée réaliser un diagnostic complet des méthodes de travail débouchant sur des propositions concrètes.

Directement rattaché à la Direction Générale, il devra créer la Direction Marketing et prendre la responsabilité de la Logistique Commerciale.

A ce dernier titre, il aura en charge l'analyse, la prévision et le suivi des clients et des produits.

Le poste évoluera vers la responsabilité des stocks de produits finis, des expéditions et du service Après-Vente.

Le poste conviendrait à un candidat de Formation Supérieure possédant la maîtrise des problèmes de gestion des stocks et de marketing moderne, *très sensible aux questions* commerciales, considérées comme un outil de vente et non comme une chambre d'enregistrement.

LE POSTE EST A POURVOIR DANS UNE REGION AGREABLE DE L'EST DE LA FRANCE.

Envoyer CV manuscrit avec photo et prétentions en mentionnant la référence ML/LM à Monsieur MAILLARD - Directeur des Relations Humaines Société Nouvelle des Fabriques de Meubles Jacques PARISOT 70800 SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE.

J.R.P.

MARSEILLE

Jeune Chef de projet

Une grande entreprise phocéenne crée un poste de Chef de Projet pour un jeune Universitaire ou Ingénieur ayant 3 ou 4 ans d'expérience en informatique de gestion et possédant la pratique des méthodes de conduite de projet et des applications en télétraitement sur petits et moyens systèmes. Sa mission sera axée sur la prise en charge des études et développement principalement dans le domaine de la gestion du personnel. *Il participera à l'organisation et à l'évolution de ce service de création récente.* Les moyens actuels sont appelés à être modifiés dans le courant de l'année. La nature des problèmes à traiter nécessite une bonne connaissance des systèmes d'informations et des techniques informatiques. Adresser lettre man., C.V. *détaillé* et *rémunération* actuelle sous réf. 4013/M à G. PELLAE. Réponse et confidentialité assurées. Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2, rue du Musée Guimet 69006 LYON.

sélé CEGOS RHÔNE-ALPES

Membre de SYNTEC Publival

SOCIÉTÉ E.R.I.G.

ÉTUDES RÉALISATIONS INFORMATIQUES GERS-GASCOGNE

ÉQUIPEMENT :
- 3031 AP ET 370-158.
- SYSTÈME MVS.
- MINI-ORDINATEURS.
- IMPORTANT RÉSEAU DE TERMINAUX.
- MISE EN PLACE D'UN CENTRE SERVEUR.

RECHERCHE POUR SON SERVICE ÉTUDES

- **ANALYSTES CHEFS DE PROJETS**
- **ANALYSTES/PROGRAMMEURS**

Formation supérieure (MIAGE, école commerce, école ingénieur, maîtrise).

- **PROGRAMMEURS**

FORMATION IUT, ...

Adresser C.V. manuscrit avec photo (B.P. 74) 32002 AUCH CEDEX.

IMPLANTÉE DANS L'EST DE LA FRANCE notre société leader dans son domaine d'activité développe :

SON NOUVEAU DÉPARTEMENT DE TURBINES HYDRAULIQUES

VOUS ÊTES

JEUNE INGÉNIEUR

- Débutant ou non (AM, Grenoble, Toulouse).
- Vous êtes dynamique, ambitieux. Outre vos compétences techniques, vous avez le goût de la négociation.

NOUS VOUS OFFRONS UN POSTE D'AVENIR

- Vous devrez prendre en charge une part importante des responsabilités techniques, commerciales, économiques de ce département, pour succéder rapidement à l'Ingénieur en chef actuel.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à : Mme LARGER, B.P. n° 8 – 70800 SAINT-LOUP.

ENERGIE ET BÂTIMENT REGION LYONNAISE

Ingénieur

Important Bureau d'Etudes public, nous renforçons le potentiel de notre équipe **« Energie et Bâtiment »** en recrutant un ingénieur. La mission que nous lui proposons associe des activités de recherche appliquée, d'expérimentation, d'expertise et *d'étude opérationnelle. Elle a pour objet principal l'assistance technique, le conseil et* l'animation des collectivités locales et des intervenants institutionnels concernés. Inséré dans une petite équipe pluridisciplinaire de haut niveau, l'ingénieur retenu *évoluera dans un climat favorisant l'initiative personnelle et la réflexion collective.* Le cadre de travail est très agréable. Ce poste convient à un ingénieur (ECP, Ponts,... option Energie ou Bâtiment) débutant ou possédant une première expérience. *Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions s/réf. 4012/M à G. PELLAE,* Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2, rue du Musée Guimet, 69006 LYON.



RHÔNE-ALPES

Membre de SYNTEC Publival

---

optimisation de la production

ESSO CHIMIE (1200 *personnes dont* 300 *Ingénieurs et cadres* – CA 4 600 Millions de Francs) recrute pour son usine de Notre-Dame-de-Gravenchon en Seine-Maritime entre Le Havre et Rouen plusieurs

ingénieurs grande école généralistes ou de génie chimique

débutants ou quelques années d'expérience professionnelle pour *assurer le suivi technique des opérations et participer au sein d'une* équipe à l'optimisation et au développement de la production de la ligne de produits.

Qualités personnelles souhaitées :
- goût du travail en province et en usine,
- sens des relations humaines,
- méthode et rigueur,
- adaptabilité,
- notions de régulation par ordinateur et d'économie industrielle appréciées,
- connaissance de l'anglais indispensable.

Salaire compétitif et évolution de carrière après quelques années soit *dans d'autres fonctions à l'usine (exploitation, technique, gestion) soit* éventuellement au siège (technico-commercial).

Les dossiers de candidature sont à adresser sous réf. 75886/LM à M. REYNAUD-PALIGOT.

Département des Relations sociales



BP 52 - 76330 Notre-Dame-de-Gravenchon

CHIMIE

HAVAS CONTACT

TECHNIP

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE SITUÉE ENTRE ST-NAZAIRE ET LA BAULE

RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT ÉTUDES

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS :

connaissant bien les matériels HT, BT et les machines tournantes dans les domaines industriels ainsi que leur installation, pour participer :

- A l'élaboration de schémas de distribution.
- A la rédaction des spécifications techniques.
- Au choix des fournisseurs.
- Aux études d'installations.

Il est indispensable d'avoir :
- Deux années d'expérience acquise en ingénierie ou en entreprise de travaux électriques.
- Une bonne connaissance de l'anglais.

INGÉNIEURS MÉCANICIENS DÉBUTANTS

(ENSAM, INSA, ENSMA ou équivalent) : pour concevoir, spécifier et suivre la réalisation de systèmes mécaniques de machines tournantes destinées à des installations pétrolières, pétro-chimiques et nucléaires.

Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Adresser C.V. détaillé à TECHNIP, le Petit-Gavy route de Saint-Marc, 44600 SAINT-NAZAIRE.

Provence
Démarrer une carrière dans la fonction

PERSONNEL

Avec 1 200 personnes actuellement (1 500 à moyen terme) cette unité est la plus récente des 3 usines de cette société qui réalise un CA de 3 milliards de francs et exporte 50 % de ses productions. La vie sociale dans un Etablissement de cette taille *est particulièrement riche.*

Le Chef du Service du Personnel désire intégrer à son équipe un jeune cadre qui, au départ, sera chargé des problèmes de gestion prévisionnelle du personnel de l'unité et de l'animation, *sur le plan social, des différents services opérationnels.*

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur spécialisé désireux d'effectuer sa carrière, pour partie au moins, dans la fonction «personnel». Les développements de carrière, nombreux et variés, se feront à l'intérieur de la Société ou du Groupe dans les différentes unités industrielles et ils nécessitent de réelles qualités de mobilité et de disponibilité.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous *réf. M 4477 R* à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Importante société nationale leader dans son domaine recherche

Assistant de son Directeur Général

Il sera chargé de la préparation et du suivi des dossiers importants ainsi que de la coordination des affaires réglées à haut niveau.

Le candidat retenu pour ce poste où est traitée une majeure partie de questions confidentielles, saura allier une formation supérieure, une première expérience de l'entreprise, avec un sens des relations sociales développé.

Envoyer CV manuscrit avec photo et prétentions en mentionnant la référence 13385 M à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

GRANDE VILLE UNIVERSITAIRE DE L'EST **250.000 F**

TRÈS IMPORTANTE ENTREPRISE DE PRESSE

crée (AVEC VOCATION SUCCESSORALE DE 2 à 3 ANS) le poste de :

DIRECTEUR ADJOINT DE SES SERVICES DE PUBLICITÉ

(C.A. 170 millions – effectif 65)

qu'elle souhaiterait confier à un

PROFESSIONNEL

pouvant s'identifier au profil ci-dessous :
- AGE MINIMUM 32 ANS.
- FORMATION GÉNÉRALE SUPÉRIEURE (Ecole ou Université).
- CONNAISSANCES APPROFONDIES DE LA PROFESSION. (Technique, Animation Commerciale, Gestion) prouvée par expériences antérieures et résultats auprès de Firmes de notoriété Nationale (Agence, Journal, Service Publicité, Grande Société).

Si la PERSPECTIVE de donner une AUTRE DIMENSION à VOTRE VIE PROFESSIONNELLE vous a sensibilisé à cette offre, voulez-vous adressez votre C.V. très complet à N. BOUCHÉ – 10, rue Salvador-Allende, 92000 NANTERRE.

(en indiquant, le cas échéant, la ou les Sociétés auxquelles il ne devrait pas être remis).

LE CREDIT AGRICOLE DE LA CHARENTE recherche

l'ADJOINT COMMERCIAL

de son Bureau le plus important *(ANGOULEME - CENTRE)*

Qualité d'animateur indispensable. Tempérament commercial. Sens de l'organisation. Formation supérieure (et) ou bancaire niveau B.P. Banque.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à : Monsieur le Directeur CAISSE REGIONALE CREDIT AGRICOLE MUTUEL B.P. 21 - 16800 Soyaux

---

IMPORT - SOCIÉTÉ CONSTRUCTION GROS MATÉRIEL ÉLECTRIQUE recherche pour son Bureau d'Etudes

INGÉNIEUR

Diplômé Grandes Ecoles
Débutant ou quelques années d'expérience

Ecrire avec référ., C.V. à HAVAS ANNONCES 5471, 81, rue République, 69002 LYON.

OTIC FISCHER ET PORTER (Clermont-Ferrand)
MESURE, CONTROLE, RÉGULATION INDUSTRIELS

Pour renforcer son équipe technico-commerciale, recherche

SON FUTUR

CHEF DE PRODUIT

Pour assurer la promotion de son système de contrôle-commande et de régulation distribuée à conduite centralisée.

Ce poste s'adresse à UN JEUNE INGÉNIEUR DIPLOMÉ.
- Formation électronique et informatique industrielle ;
- *Anglais indispensable* ;
- 2 à 5 ans d'expérience industrielle souhaitée.

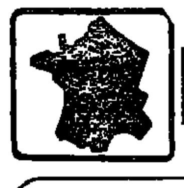
CE POSTE NÉCESSITE :
- Des déplacements courts et fréquents en France et en Europe ;
- L'aptitude à *animer une équipe technique et commerciale.*

Ce poste est à pourvoir très rapidement.

Prendre contact par téléphone au (73) 93-84-10, poste 410 et confirmer par lettre manuscrite et c.v.

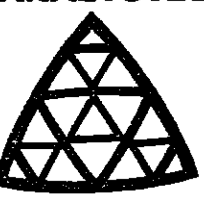


REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux

ANALYSTES PROGRAMMEURS



Savoie

La Société « Les Montagnes de l'Arc » (C.A. 300 millions de francs - Effectif 300 permanents/1.100 en saison)

recherche **DEUX ANALYSTES PROGRAMMEURS**

Ils seront chargés de développer d'importantes applications de gestion dans un environnement télétraitement et bases de données sur matériel CII-HB 64 DPS-4.

Les candidats retenus auront une formation de type DUT, Maîtrise ou Ingénieur en informatique. La pratique du COBOL est indispensable, la connaissance de T.D.S. sera appréciée.

Veuillez adresser une lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M. Augier, S.M.A., Direction Informatique ARC1600 - 73700 BOURG-SAINT-MAURICE.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
recherche

PHARMACIEN

option Industrie ou I.P.I.

désireux de faire une carrière technico-commerciale et prêt à s'expatrier après formation.

Parlant Espagnol et Anglais (Portugais très apprécié)

Après formation dans différents domaines : enregistrement et fonction administrative, études de marché, visite médicale, gestion de projets, négociation, le candidat sera amené à prendre des responsabilités technico-commerciales à l'étranger (recherche de nouveaux marchés, animation de partenaires) sous la dépendance de la Direction Internationale.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 13517 L.M. à
JEAN RÉGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

---

gestion du personnel

Toulouse **130.000 F +**

Une importante entreprise de transports recherche un assistant (H.F.) d'environ 35 ans pour prendre en charge les études de gestion du personnel (gestion prévisionnelle des emplois, tableaux de bord, ...) Il participera à l'informatisation de cette gestion et coordonnera l'activité de l'équipe existante. Il aura aussi un rôle de conseil en législation sociale (nouvelles lois).

Une formation supérieure et une solide expérience de la fonction personnel acquise de préférence à un poste d'études seraient très appréciées.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 8065 M à Melle Biebuyck, Sema-Sélection : 54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

MECILEC, filiale du groupe Elf-Aquitaine, recherche, dans le cadre de l'évolution de ses activités :

– DES TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS, BTS ou DUT

- Expérience de 2 ou 3 ans acquise dans le domaine analogique et numérique ;
- Pratique tests automatiques (IN-SITU) très appréciée ;
- Une forte personnalité permettant aux candidats de valeur de prendre des fonctions importantes d'encadrement.

– UN TECHNICIEN AUTOMATISME, niv. BTS ou DUT.

- Connaissances fluidiques appréciées, débutant accepté.

Transmettre c.v., prét. et photos au service du Personnel MECILEC, avenue Jean-Bonnefont, 36100 ISSOUDUN.



ETBS

recherche

pour son **Centre Technique Armes et Munitions**

un Ingénieur Grande Ecole ou Universitaire

Débutant ou quelques années d'expérience, Anglais indispensable, allemand souhaité.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous ref. **83/02** à
Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges
Carrefour de Zéro-Nord/Route de Guerry
BP 712 - 18015 BOURGES CEDEX

BASSE-NORMANDIE
SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE

CADRE COMMERCIAL

pour négociations avec industriels.
2 à 4 ans expérience. Anglais souhaité.
Disponible rapidement.
Fixe plus intéressement.

Adresser photo et curriculum vitae à Agence Havas, 14000 CAEN - N° 6023.

Recherchons :
INGÉNIEUR MÉCANICIEN ayant connaiss. en savonnerie, capable de diriger atelier de conditionnement de savons de toilette et formation de personnel. Adr. c.v. à Laboratoires RG FEBOR, B.P. 228, bd G.-Milville, 27300 BERNAY (Eure). Tél. : (32) 43-49-81.

BANQUE ÉTRANGÈRE
cherche

CAMBISTE

pour sa succursale de NICE. Envoyer candidature à n° M 56.639 Bleu, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

RESPONSABLE FABRICATION (dépend. directement de direction marketing) Société internationale de V.P.C. en plein développement recherche

1 RESPONSABLE FABRICATION

possédant une parfaite maîtrise des diverses techniques de photo-composition, photogravure impression, façonnage et personnalisation. Connaissances concernant le mailing appréciées. Ce poste s'adresse à un jeune professionnel de la V.P.C. pouvant justifier d'une sérieuse expérience dans ce domaine au sein d'une entreprise performante. Excellent négociateur et homme de terrain, il devra en outre posséder un bon sens de l'organisation. Poste basé à NICE. Ecrire avec c.v. photo et prétentions à : PROFILCO (serv. LM) Centre NICE ÉTOILE, 30, av. Jean-Médecin, 06000 NICE qui transmettra.

MAITRISES SCIENTIFIQUES

DANS LE CADRE DU PLAN DE LA FILIÈRE ÉLECTRONIQUE
recherche

TITULAIRES MAITRISES SCIENTIFIQUES

DÉSIREUX SUIVRE :
1er avril 1983 30 sept. 1984, stage conduisant à un diplôme d'ingénieur en génie électrique, convent. par le MINISTÈRE DE LA RECH. ET DE L'INDUSTRIE. Stage rémunéré 70 % du dernier salaire.

Débouchés assurés.

Inscript. avant le 31 mars 1983.
ESIGELEC
59, rue Méridienne, B.P. 1012, 76014 ROUEN Cedex.
Tél. : (35) 72-90-94.

Quotidien d'informations régionales recherche :
1 SECRÉTAIRE de rédaction quelques années d'expérience ou débutant diplômé d'une école professionnelle.
Joindre C.V. photo et Press-Book.
Ecr. s/n° 7.886 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

LES ÉCONOMIQUES TROYENS ET DOCKS RÉUNIS

(2.000 personnes)
Filiale d'un groupe important de la distribution
recherchent

LE RESPONSABLE ADMINISTRATIF DE LEUR DIRECTION DU PERSONNEL

Celui-ci devra assumer, avec son équipe, l'élaboration de la paie pour l'ensemble des salariés de la société, ainsi que l'exécution des déclarations sociales et fiscales.

Il assistera les divers entrepôts et points de vente de la société pour toutes questions concernant la paie et à cet effet assurera la formation de leur personnel.

Pour accomplir au mieux cette mission, une expérience professionnelle d'au moins cinq années dans un poste similaire est exigée.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à l'attention de M. BERTHIER, directeur du personnel.

E.T.D.R.
63, avenue Pasteur, 10000 TROYES.
Discrétion totale assurée.

Jeunes ingénieurs chimistes

Très important groupe industriel de l'ENNOBLISSEMENT TEXTILE recherche pour ses sociétés en régions **Alsace** et **Rhône-Alpes** (centres de profit à taille humaine)

Jeunes ingénieurs chimistes ou génie chimique

ouverts aux problèmes d'automatisation, d'organisation, de productivité et d'animation des hommes.

Réelles possibilités de carrière dans les diverses sociétés du groupe.

Rémunération départ : 100 000 F.

Ecrire manuscrit (+ photo) à



18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

MEDIA BA



CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT NORMANDIE CENTRE
URBANISME LOGEMENT / TRANSPORTS / ENVIRONNEMENT

Organisme public à vocation interrégionale,
recherche

ANALYSTE CHEF DE PROJET

pour le développement de logiciels de gestion transactionnelle sur mini et micro-ordinateur.

Il devra justifier d'une formation supérieure et aura la responsabilité du développement de produits à large diffusion.

Env. CV détaillé sous réf. DGTI au
C.E.T.E. Normandie-Centre
Service Recrutement
B.P. 247, 76120 GRAND-QUEVILLY

ENERTEC

Au sein du groupe SCHLUMBERGER, la Division Instrumentation Générale conçoit et réalise, à ST ETIENNE, des appareils de mesure de haute technicité.

Dans le cadre du développement de nouveaux produits dans le domaine des hyperfréquences et des oscilloscopes numériques, nous recherchons

Ingénieurs d'études
ESE, ENSERG, ISEP, ISEN...

débutants ou première expérience.

Rapidement, ils se verront confier la responsabilité d'un groupe de techniciens pour l'étude et le développement d'appareils de mesure. Tous ces postes offrent de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature et prétentions, sous la référence S 280 à J. BERAUD, ENERTEC, 5, rue Daguerre, 42030 ST ETIENNE.

ENERTEC
Schlumberger

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE NANTES

Dans le cadre de son développement
recrute
Deux professeurs permanents en Finance Contrôle

- *Professeur Finance*
- *Professeur comptabilité analytique et contrôle de gestion.*

Age : 28 à 45 ans
Expérience pédagogique et en entreprise souhaitable

Postes à pourvoir le 1/09/1983

Env. C.V. + photo à M. CLERGET, Directeur du Groupe ESC NANTES, B.P. 72 44003 NANTES Cedex.

OFFRES D'EMPLOIS

Une société française (plusieurs milliers de personnes), spécialisée dans la réalisation d'équipements industriels et qui intervient également en tant qu'engineering et entrepreneur dans des domaines à haut degré d'innovation technologique, développe ses activités de Génie Civil et recherche, pour participer à la direction et à la coordination d'un contrat très important en Algérie :

INGENIEUR TRAVAUX "GENIE CIVIL"

200 - 250 000 F **ALGER**

Sous l'autorité du Chef du Projet, il sera chargé de diriger une usine de préfabrication de panneaux en béton et un ensemble de 8 chantiers tous corps d'état d'une douzaine de bâtiments chacun, répartis sur tout le territoire. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, de formation ingénieur TP possèdera une expérience professionnelle d'au moins 5 ans acquise dans la conduite de chantiers «Bâtiment». Il connaitra la préfabrication. L'expérience de l'expatriation constituerait un atout supplémentaire. Réf. 576/M

COORDINATEUR "TOUS CORPS D'ETAT"

160 - 185 000 F **PARIS**

Sous l'autorité du Chef du Projet, il sera chargé de diriger une équipe de 5 techniciens en vue d'assurer la coordination TCE des différents chantiers avec l'architecte et le Bureau d'Etudes. Il sera responsable de l'établissement et du suivi des plannings d'opérations et d'approvisionnement en liaison avec le service méthodes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation ingénieur Bâtiment, possèdera plusieurs années d'expérience acquise dans un service méthodes et en coordination de chantiers. Ce poste est basé à Paris et implique des déplacements en Algérie. Réf. 577/M

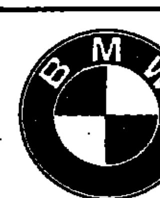
CADRE ADMINISTRATIF

150 - 170 000 F **PARIS**

Sous l'autorité du Chef du Projet, et en liaison avec le contrôleur de gestion de la direction des travaux, il sera chargé de l'administration des chantiers. Il participera à l'établissement des budgets et il en assurera le suivi, il établira différents tableaux de bord. Il organisera et vérifiera les comptabilités de chantiers. Il établira et suivra les contrats de sous-traitance et de transport. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation type ESC, Sciences ECO, DECS, possèdera plusieurs années d'une expérience analogue acquise si possible en gestion de chantiers à l'étranger. Réf. 578/M

Pour chacune de ces annonces, écrire en précisant la référence à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 Paris. Discrétion assurée.



CHEF DE SERVICE COORDINATION ET PREVISION ECONOMIQUES

Ce cadre, rattaché directement à la Direction Générale, aura pour mission de centraliser les informations chiffrées en provenance de différents services internes de la Société (Direction des Ventes/ Etudes de Marchés/ Comptabilité), du Réseau de concessionnaires ainsi que de BMW AG et du marché automobile en général.

Par le suivi attentif du positionnement de prix de la marque, par l'analyse des performances obtenues tant au niveau national que régional et local, par la prise en compte de l'évolution respective des approvisionnements Usine, des entrées de commandes, des livraisons au Réseau et à la clientèle, ce collaborateur sera chargé de tenir constamment à jour un tableau de bord prévisionnel devant inspirer à court, moyen et long terme la politique commerciale de l'Entreprise.

Ce poste requiert une forte personnalité, douée pour les contacts, ayant un esprit d'analyse rigoureux et dont la formation universitaire et professionnelle marque une nette orientation vers une activité marketing.

La pratique courante de l'allemand ou de l'anglais est une necessité qu'impose une coopération quotidienne avec la maison mère en RFA.

Veuillez envoyer votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

BMW France
J.F. GUTHMANN. Direction du Personnel
3, avenue Ampère - 78390 BOIS D'ARCY

---

digital

N°1 de l'informatique interactive

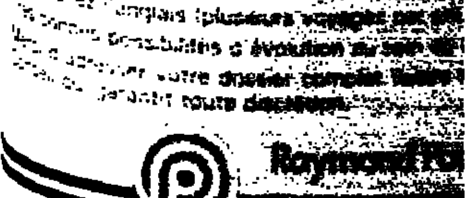
Analystes systèmes Analystes programmeurs confirmés (es)

Vous concevrez, développerez et mettrez en place les systèmes informatiques de gestion interne de Digital Equipment Europe. Ces systèmes utiliseront les produits les plus sophistiqués en matière de Télécom et de gestion de base de données.
Vous avez au moins deux ans d'expérience d'analyse programmation et l'ambition de vous développer dans une spécialité informatique de pointe.
La maîtrise de l'anglais est indispensable et la connaissance des logiciels Digital est un atout.

Notre groupe est jeune, en pleine expansion.
Nous sommes installés à Ferney-Voltaire, près de Genève : venez nous rejoindre.

Ecrivez sous REF M31 à Fabienne Parkès,
DIGITAL EQUIPMENT CORPORATION INTERNATIONAL,
13, chemin du Levant, 01210 Ferney Voltaire (France).











INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

Dans le cadre de l'expansion de ses activités informatiques

recherche

pour sa Direction des Études :

1) INGÉNIEURS LOGICIELS

(réf. DE-15)

Ayant une expérience de 2 ou 3 années dans l'informatique.
Ces ingénieurs participeront à la conception et à la réalisation de logiciels de base dans les domaines concernant:
- Les systèmes d'exploitation ;
- Les systèmes de télétransmission et les réseaux ;
- Les systèmes de gestion de base de données.

2) INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

(réf. DE-16)

Débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience pour participer à la définition et à la conception des futurs produits matériels de la gamme RÉALITÉ.

Ils seront associés à leur mise en œuvre logicielle.

Les techniques utilisées vont du microprocesseur 16 ou 32 bits aux réseaux prédiffusés.

La rémunération tiendra compte de l'expérience des candidats.

Le développement de la société leur assurera de bonnes perspectives de carrière.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE • 78370 • PLAISIR

Premier éditeur français d'annuaires professionnels

recherche

CHEF DU SERVICE DIFFUSION

Diplômé (e) marketing.
Vous avez une expérience de vente de 2 ans.

Le poste vous intéresse pour :
- Diriger un centre de profit avec 2 collaborateurs ;
- Analyser vos cibles ;
- Suivre vos publipostages ;
- Etre un acteur de notre politique publicitaire ;
- Et avoir une rémunération motivante.

Merci d'adresser votre candidature avec c.v. et photo à : U.F.A.P., B.P. 36, 78192 TRAPPES CEDEX.



Responsable clients nationaux — 220.000 F

Paris - *Cette société française, filiale d'un important groupe européen fabrique et commercialise une gamme évolutive d'emballage. Elle réalise un chiffre d'affaires de 450 millions de francs et ses différentes unités réparties sur tout* le territoire national totalisent environ 1.000 personnes. Souhaitant accroître sa part de marché auprès des clients nationaux, elle recherche pour ce secteur son responsable commercial. Sous l'autorité du directeur marketing et en liaison fréquente avec les directeurs commerciaux des établissements de province, il prendra en charge la gestion et le développement du portefeuille de clients importants dont le siège est en région parisienne. Interface entre la société et *le "terrain", il favorisera par ses nombreux contacts, tant auprès des* services achats que marketing, l'adaptation des produits aux besoins de la clientèle et créera éventuellement de nouveaux concepts d'emballage. Cette fonction large et très autonome s'adresse à un commercial diplômé, âgé d'au moins 32 ans. Son expérience de quelques années de vente de produits indus*triels sur devis devrait lui permettre de réussir* dans ces responsabilités et d'évoluer à terme vers une direction commerciale. La rémunération annuelle proposée, fonction des compétences offertes pourra atteindre 220.000 francs. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2368M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SOCIÉTÉ SERVICE ET CONSEIL

recherche URGENT

DEUX INGÉNIEURS DÉBUTANTS

GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT
POSSÉDANT CONNAISSANCE INFORMATIQUE

UN INGÉNIEUR D.E.A. INFORMATIQUE
UN DIPLOMÉ MAITRISE PHYSIQUE

Une année d'expérience

INTERESSES PAR PEDAGOGIE ET ENSEIGNEMENT ASSISTE PAR ORDINATEURS

POUR CONCEPTION ET MISE EN PLACE DE SYSTÈMES E.A.O.

Envoyer curriculum vitae sous n° T 038.969 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



Attaché de direction juridique — Paris ouest

Une puissante société, filiale d'un groupe international, spécialisée dans la production et la distribution de biens de grande consommation (détergents, produits d'entretien et de toilette), employant près de 3000 personnes, universellement connue, recherche un jeune attaché de direction juridique. Rapportant au directeur général juridique, il aura à traiter des problèmes de droit très variés concernant la réglementation commerciale (publicité, promotions, con*currence, prix, fabrication, vente), la préparation* et le *suivi* de contrats nouveaux, la protection des marques de fabrique et brevets, ainsi que certains aspects de droit du travail, droit fiscal et des assurances. Ce poste s'adresse à un jeune candidat, docteur en droit (ou DESS), disposant idéalement d'une première expérience d'environ 3 ans de droit des affaires, acquise dans une entreprise *industrielle internationale ou dans un cabinet juridique. La pratique cou*rante de l'anglais est indispensable. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé en très proche banlieue ouest. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2335M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeunes diplômés enseignement supérieur — Paris



VIA Assurances (1.800 personnes, 2,3 milliards de chiffre d'affaires) offre à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (ESC, Sciences éco., mai*trise de Droit...) l'opportunité d'une carrière au sein* de sa compagnie. Après une formation rémunérée d'un an, ils se verront confier l'animation d'un réseau d'agents sur un secteur géographique déterminé. Ils les contrôleront, les stimuleront, interviendront en cas de litige, *participeront activement à la promotion de tout nouveau* produit. Cette fonction polyvalente et autonome exige de bonnes aptitudes *commerciales, des qualités de gestionnaire* et une certaine disponibilité pour de fréquents déplacements. De réelles perspectives d'évolution peuvent être offertes à des candidats de valeur. Ecrire à Christine CHABAUD.
Réf. A/R9010M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

---

digital

Nº 1 de l'informatique interactive.

Vous avez plusieurs années d'expérience de la maintenance d'ordinateurs et la volonté d'évoluer vers des postes à responsabilité technique ou humaine :

- **Ingénieurs de maintenance systèmes**
- **Ingénieurs de support produits**
- **Instructeurs matériel-logiciel**
- **Responsables de projets**
- **Responsables d'équipe de maintenance**

Notre croissance continue vous offre cette opportunité et un choix réel d'évolution de carrière. Vous parlez l'anglais, nous vous formerons à nos derniers produits en Europe ou aux U.S.A.

Ecrivez sous réf. M 30 à
Nicolas GROS, Ressources Humaines,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex, tél. 077.82.92.



Le **GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE**, *une des premières* S.S.C.I. en France – 1100 personnes, 320 millions de francs de CA en 1982 – *définit et renforce ses moyens de gestion par la création* de la fonction

assistant de trésorerie

Rattaché directement au Responsable Financier du Groupe, vous participez à la mise en œuvre de la gestion de trésorerie en dates de valeur. Vous êtes responsable de son suivi pour le holding et ses filiales. Vous proposez des arbitrages. Vous assurez également le contrôle de la stricte application des conditions bancaires. Des perspectives intéressantes de carrière pourraient vous être proposées au sein du Groupe.

Agé de 28 ans minimum, titulaire d'un diplôme d'études supérieures, DECS *ou équivalent, vous avez au moins deux ans d'expérience* en comptabilité ou, de préférence, en gestion de trésorerie.
Lieu de travail : métro Pont de Neuilly.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M307, à Hélène HOPPENOT qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

Demain, 25 % d'électronique dans l'automobile...

Dès aujourd'hui, la **DIRECTION TECHNIQUE D'UN GRAND GROUPE** y travaille avec passion et recherche un

Chef de groupe études

Position III A ou III B

Electronicien ayant une expérience en mécanique ou l'inverse, vous êtes en tout cas de formation supérieure (école d'ingénieurs ou universitaire). *Vous n'avez pas moins de 32 ans et, idéalement, vous avez déjà été Chef de Projet.*

Vous aurez en effet à diriger 10 personnes, dont 4 ingénieurs. Partant d'un cahier des charges, vous aurez à trouver des solutions et à les concrétiser en prototypes. Vous êtes créatif et imaginatif mais aussi *réaliste car nous avons de sérieuses* contraintes de performance, de fiabilité et de prix.

D'esprit curieux et ouvert aux techniques diverses, vous avez de bons contacts et savez travailler en équipe.

Vous parlez l'anglais (plusieurs voyages par an). Poste en banlieue de Paris.

Très bonnes possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre *dossier complet (lettre manuscrite, C.V.,* photo et salaire actuel) sous référence 1/CG/LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA



Cii Honeywell Bull

Dans le cadre de la progression de Multics sur le marché des grands systèmes interactifs, pour son Réseau Commercial France, recherche

INFORMATICIENS SYSTEMES

Intégrés à l'équipe responsable au niveau national du produit MULTICS, ils en assureront le support technique (assistance aux équipes-systèmes, *démarrages de nouvelles installations, interface avec* le concepteur du produit).
Une formation sera assurée par notre Entreprise.
Travaillant avec des spécialistes confirmés, ils amélioreront leurs connaissances d'un système mondialement réputé pour l'originalité de son architecture et diffusé auprès d'une clientèle de très haut niveau.
Lieu de travail : Louveciennes (78).
Connaissances du produit MULTICS appréciées.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions *en précisant la réf. 249 M à Cii Honeywell Bull* PC 0G021C - 94 avenue Gambetta 75990 PARIS *CEDEX 20*



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CEGOS INFORMATIQUE

Premier cabinet indépendant de Conseil et de Formation forme chaque année plus de 20 000 personnes dans des stages inter-entreprises et intra-entreprises.
Pour prendre en charge le développement d'une gamme de stages, la CEGOS recherche

Responsable formation micro-électronique

Cette gamme est forte actuellement d'une vingtaine de titres de stages inter-entreprises. S'y ajoutent les stages organisés spécifiquement dans les entreprises, *activité qui connaît une forte demande actuellement.*
Le candidat aura la responsabilité de son compte d'exploitation. Ses tâches principales : animation, coordination des animateurs, choix des nouveaux stages, développement commercial, et organisation des stages. Il s'appuiera bien entendu sur la logistique CEGOS (mailing, documentation, administration...). Ce poste exige un solide niveau technique, une bonne connaissance de l'utilisation des microprocesseurs dans l'industrie, une forte motivation pour la formation et l'aptitude à utiliser des moyens pédagogiques modernes. Excellentes perspectives de carrière.

Adresser lettre manuscrite et CV à
Yann HOUDENT, Division Informatique et Systèmes de Gestion CÉGOS,
Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

jeune ingénieur système / réseau à Paris

Nous menons, pour les compagnies d'assurances, plus d'un million d'expertises d'accidents automobiles par an, grâce à notre réseau national d'experts, et développons un outil informatique d'assistance.

Autour d'un mini DS990-10 de TEXAS INSTRUMENTS, dont vous développez les logiciels, vous mettez en place un réseau permettant à nos 80 centres régionaux d'accéder à nos bases de données et d'assurer un service fiable à leurs « clients ». Vous formez les utilisateurs et intervenez sur le terrain.

Ingénieur diplômé (ISEN, ISEP, ESIEA, ESIE ...), vous avez acquis en un an ou plus votre pratique du système sur mini et peut-être même participé à la mise en place d'un réseau.

Notre consultante, *Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4321 LM)* à « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



recherche

INSPECTEURS POUR SON DEPARTEMENT DU CONTROLE GENERAL

Vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur (IEP, HEC, ESSEC, ESCP). Vous avez le goût des travaux d'analyse et de synthèse. Votre personnalité et votre sens des contacts vous permettent d'assumer des fonctions qui vous mettront en relation avec des responsables de tous niveaux. Vous êtes disponible pour des déplacements en France et en Europe d'une durée de 1 à 4 mois.

Intégré dans des équipes d'inspection, vous acquérerez les connaissances en technique bancaire et l'expérience nécessaires pour vous voir confier la direction des missions. A ce stade, vous participerez à l'information de la Direction Générale sur la gestion et le fonctionnement, dans tous les domaines, des unités du Siège comme des Succursales ou Filiales de la Banque.

Le Contrôle Général est l'une des filières privilégiées que vous propose la Banque Indosuez pour vous préparer à l'exercice de responsabilités dans les multiples domaines d'activité que peut offrir une grande Banque Internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite CV photo) sous réf. 22GA à

Banque Indosuez - Service recrutement, carrières, formation
44 rue de Courcelles - 75008 Paris

SOURCES

Ingénieur technico-commercial

CECA S.A. exerce son activité dans le domaine de la **Chimie de Spécialités.** Représentée dans 75 pays, elle a réalisé en 82 **plus de 60 % de son chiffre d'affaires à l'étranger.** Ses produits aux applications très diverses s'adressent à des secteurs industriels variés.

Elle recherche **un Ingénieur Technico-Commercial.** Il sera chargé **de promouvoir la vente à l'étranger** de ses produits de traitement de surface dont elle détient 48 % du marché international.

Ingénieur-Chimiste, il possèdera environ **5 ans d'expérience** dans ce domaine et aura une parfaite maîtrise de la **langue anglaise.**

De **fréquents déplacements dans le monde entier** sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions à **CECA S.A.** - 11, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY.



MEDIA PA

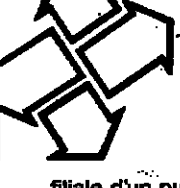
Contrôleur de gestion du groupe
Une création

Oui, c'est la première fois qu'il y aura un contrôleur de gestion auprès du directeur financier dans ce groupe agro-alimentaire, de 500 millions de francs aujourd'hui, qui s'est pratiquement constitué ces dernières années dans le Sud-Ouest de la France et est appelé à un fort développement national.

Aussi compte-t-on que ce contrôleur de gestion apportera avec lui une véritable technicité acquise essentiellement dans une entreprise pratiquant des méthodes de gestion américaines. L'élaboration des budgets prévisionnels et leur contrôle, la conception et la production des tableaux de bord, l'analyse mensuelle des résultats, les études de rentabilité, toute cette compétence, il la mettra au service de la vingtaine de petites sociétés constituant le groupe. Et comme il arrivera au moment où se mettent en place systèmes informatisés et comptabilité analytique, il contribuera largement à la conception de ces nouveaux outils.

Il rejoindra une équipe de jeunes managers à la décision rapide qui, comme lui, sont issus des meilleures écoles que sont certaines grandes Sociétés multinationales. Comme eux, il travaillera beaucoup mais avec une grande autonomie et dans un climat de confiance. Enfin, s'il a des attaches dans l'Ouest de la France, il appréciera que, quoique basé à Paris, ses déplacements l'amènent souvent sur les rivages de l'Atlantique en particulier dans les Landes. Qu'il prenne donc contact très rapidement sous référence 8319 LM avec les consultants du Cabinet CLEAS.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine - 75017 Paris



Poursuivant sa croissance, CONTROL DATA France,

filiale d'un puissant groupe américain – 900 personnes, 800 millions de C.A. – commercialisant une gamme complète de systèmes et de services informatiques, recherche

COLLABORATEUR DU CHEF DE SERVICE CRÉDIT/RECOUVREMENT

– Il sera responsable du recouvrement d'un secteur d'activité (relances clients – relations avec la force de vente – reporting) ;
– collaborera à l'établissement et au contrôle du risque crédit (analyse et gestion des dossiers).

Vous avez une maîtrise de gestion ou un diplôme d'une école de commerce, 2 à 3 ans d'expérience dans une fonction similaire et, si possible la connaissance du milieu informatique.
Vous avez une aptitude marquée à la communication, le sens de la rigueur et de la ténacité. Vous possédez l'anglais courant.

Le candidat recherché doit être susceptible d'évoluer rapidement. Le poste est à pourvoir à Paris jusqu'en juillet 1983 puis à Marne-la-Vallée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. MX 852, à CONTROL DATA France, Service du Recrutement, 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.

Plein Champs



ALSTHOM ATLANTIQUE

DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE
Chalon sur Saône

recherche pour son
Département Equipements B.T.
Chalon sur Saône (700 personnes)

chef du personnel

Rattaché au Directeur du Département, il participe auprès de celui-ci, à la définition de la politique du personnel. Il gère le service qui assume l'ensemble des tâches de la fonction.

Celle-ci comprend : recrutement, gestion administrative et prévisionnelle, étude des rémunérations, paie informatisée, plan de formation, statistiques, ainsi que la communication, notamment les relations avec les partenaires sociaux et les Organismes extérieurs.

Ce poste requiert un candidat de formation supérieure d'au moins 32 ans et possédant une première et solide expérience dans un poste similaire, si possible en industrie.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 8360-M à MAMREGIES - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra (discrétion assurée).

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

pour son département ALSPA
(Service Télécom sur lignes Energie)
basé à MASSY (91)
recherche

TECHNICIEN SUPERIEUR ELECTRONICIEN BTS/DUT

ou équivalent

- Spécifications des matériels pour la prise de commandes.
- Prévisions et suivis de ventes.

Envoyer C.V. sous réf. 64856 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Contrôle de gestion

Filiale française (CA 400 MF) d'un groupe américain, leader en systèmes sophistiqués de régulation et climatisation pour grandes industries et collectivités recherche le titulaire de ce poste clef. Interlocuteur privilégié des Directions, il génère et optimise toutes les données nécessaires au management reporting : tableau de bord, plans, prévisions... et exerce au plan budgétaire un contrôle permanent des activités. Homme de communication, il anime son équipe (3 personnes) dans le strict respect des échéances. Sup de Co, IEP, maîtrise de gestion... anglais parfait, le candidat formé au contrôle de gestion et à son traitement informatique, a une pratique significative de 4/5 ans. Toutes ces conditions réunies, il négocie sa contribution à partir de 180 000 F/an.

Adresser lettre manuscrite + CV + coordonnées téléphoniques sous référence M 12063, au

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

Desseln

GROUPE GUERBET

Groupe pharmaceutique français, en expansion régulière, 450 personnes, 250 MF de CA, renforce la structure de sa filiale chimique GCA en créant un **SERVICE D'INGENIERIE INTEGREE** et recherche pour le diriger

un ingénieur

de formation E.S. chimie, ayant plusieurs années d'expérience en ingénierie générale. Il aura la responsabilité des projets concernant les deux usines de GCA.

Ses qualités devront correspondre aux nécessités de la fonction ingénierie : être un trait d'union entre les services de fabrication et méthodes chimie d'une part, les services entretien et travaux neufs d'autre part.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et curriculum-vitae détaillé avec rémunération actuelle, sous réf. BM 210383, à :



BP N° 15,
93601 AULNAY SOUS BOIS Cédex



recherche un

NEGOCIATEUR REDACTEUR DE CONTRATS

Le candidat, âgé de 25 à 30 ans, sera plus particulièrement chargé de :
- la préparation, la négociation de contrats fournisseurs
- la règlementation des marchés publics.

Formation :
- licence en Droit Privé ou D.U.T. (Gestion des Entreprises ou Techniques de Commercialisation)
- une bonne pratique de la négociation des marchés publics dans le milieu aérospatial, si possible.
- une bonne connaissance de l'anglais serait appréciée.

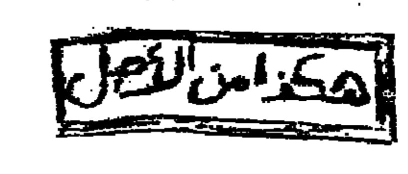
Envoyer candidature avec CV détaillé + photo à :



Direction Administrative et Financière
1, rue Soljénitsyne - 91000 EVRY







REPRODUCTION INTERDITE

THOMSON-TITN

recherche pour son département

Systèmes de communication et de réseau

pour l'élaboration du *premier* réseau local de Bureautique Intégrée français destiné à un site *opérationnel, et les développements en commutation d'entreprise :*

- ***Ingénieurs consultants***

6 à 8 ans d'expérience, capable d'assurer en clientèle des Etudes de définition du Réseau (fonctionnalités de communication, analyse de trafic, calcul d'architecture de réseaux...) (réf. C1).

- ***Ingénieur commercial***

dynamique, assurant une bonne vision technique du domaine des Communications. Homme de terrain et bon négociateur, apte à des contacts de haut niveau et capable de réaliser des synthèses entre les besoins des utilisateurs et les contraintes d'ingénierie Système (réf. C2).

- ***Ingénieurs système***

3 à 5 *ans d'expérience, ayant participé à des* projets de Télécommunications, de préférence *sur microprocesseurs (connaissance langage C* appréciée), destiné à assurer des responsabilités de développement *dans nos projets* clé en main (réf. C3).

- ***Ingénieurs***

débutants et 1-2 ans d'expérience, bonne formation de base Télécommunications et Microprocesseurs, pour *des* développements de pointe dans le domaine des réseaux (réf. C4).

- ***Analystes programmeurs***

de formation IUT, débutants et 1-2 ans d'expérience, connaissance MITRA appréciée (réf. C5).

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à **THOMSON-TITN** - Rue Dénis-Papin - Z.I. La Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

MEDIA BC





Débuter une carrière dans notre groupe par l'audit international

telle est l'offre faite à un

JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE

Engagé par Esso Chimie, il sera détaché (pendant 2 à 3 ans maximum) auprès du *centre européen* d'Audit d'Exxon Chemical afin d'effectuer des missions dans l'ensemble des filiales du Groupe. Il sera appelé vers d'autres fonctions au sein *d'Esso Chimie*, dans son complexe pétrochimique *de Notre Dame* de Gravenchon (76), puis éventuellement vers d'autres affectations internationales.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une Grande Ecole scientifique possédant si possible une formation complémentaire de gestion type MBA, ISA. Il est débutant ou il possède déjà une *première expérience* professionnelle.

Le centre de l'Audit européen d'Exxon Chemical est basé à Bruxelles mais une résidence en Région Parisienne est souhaitée. Ce poste implique nécessairement de nombreux déplacements en Europe.
La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 11507 F à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Une véritable carrière industrielle

JEUNE INGENIEUR

Pour exercer de véritables responsabilités industrielles incluant un commandement sur les hommes et une large délégation de gestion, *il faut parfaitement connaître la* spécificité de l'industrie concernée.

Un des premiers Groupes industriels français vous propose d'acquérir cette connaissance dans une de ses usines (850 personnes) située en région parisienne (94).

Rattaché au Responsable des Fabrications, cet ingénieur exercera au départ des responsabilités complètes et concrètes pour tout ce qui touche aux développements techniques *et technologiques (produits, procédés, machines,* outillages...). Il sera donc totalement intégré à l'exploitation de l'unité. Rapidement il prendra en charge un secteur opérationnel en production.

Pour tenir ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur électromécanicien *(AM, ENI, INSA, HEI...) ayant acquis, si possible, une première* expérience industrielle. Les développements de carrières, nombreux et variés, se feront soit dans cette usine, soit dans une des autres unités industrielles du Groupe en France ou à l'étranger.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4197 AH à :

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

BANANIA — **Maisons Laffitte**

FUTUR RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES

Au sein de la Direction financière à laquelle il est rattaché, le titulaire du poste sera *chargé de prendre progressivement* la *responsabilité de l'ensemble de* la comptabilité générale et d'appliquer les outils de gestion mis en place par les services organisation *et informatique.*

Il anime un service (7 personnes) qui regroupe : comptabilité générale, comptabilité *client, trésorerie.*
En relation avec le Commissariat aux Comptes et la Direction Financière, il interviendra jusqu'à l'élaboration du bilan.

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un homme (ou une femme), de 28 ans *minimum, possédant* une formation adaptée (niveau DECS) *et ayant acquis une* bonne pratique des travaux de comptabilité utilisant l'outil informatique.
Son potentiel doit lui permettre de progresser au sein de l'Entreprise et de prétendre à terme des responsabilités plus étendues.

Les conditions offertes, la notoriété de l'Entreprise, son appartenance à un Groupe important, ainsi que les perspectives de carrière, sont de nature à intéresser une *jeune personnalité de valeur.*

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet et rémunération actuelle sous réf. M 6800 A à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Distribution de matériels électroniques et informatiques

RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABILITE

Nous sommes l'un des tous premiers distributeurs de matériels électroniques et informatiques, filiale d'un *groupe* français diversifié. En croissance rapide, nous rassemblons aujourd'hui 200 personnes et réalisons un chiffre d'affaires de plus de 250 M.F.
Ce développement nous amène à renforcer notre structure en créant le poste de responsable du *service comptabilité.*
Rattaché au Directeur Financier, vous animez au siège (très proche banlieue Nord) un service de 10 personnes.
Vous prenez la responsabilité de l'ensemble de la production et révision comptable, jusqu'au bilan : comptabilité générale et analytique, clients et fournisseurs, déclarations fiscales et sociales.
Mais vous êtes aussi un élément actif du développement de la société, qui propose et met en œuvre des systèmes nouveaux adaptés à cette évolution, en particulier au plan informatique.
Vous êtes âgé de 32 ans minimum, vous avez acquis par formation (DECS ou équivalent) et par expérience (en PME ou cabinet comptable) la maîtrise de votre métier, vous parlez anglais et vous voulez évoluer dans une ambiance dynamique : vous avez le profil du candidat que nous *souhaitons recruter.*
Notre expansion et celle de notre groupe vous permettent d'envisager de réelles opportunités de carrière.

Pour recevoir des informations complémentaires, écrire sous réf. M 25809 A, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Paris

JEUNE ADJOINT AU DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES

Cette Société, *filiale* d'un puissant groupe français, est le leader dans le domaine des produits d'entretien pour la maison. En France, elle emploie 1500 personnes et réalise un *C.A. de 500 MF. Elle renforce ses structures financières et comptables et recherche un* jeune collaborateur.

Rattaché au Directeur des Services Comptables, il effectue, dans une première période, des missions ponctuelles (comptabilité générale, trésorerie, fiscalité...) lui permettant de se familiariser avec les méthodes et structures de l'Entreprise. Dans un deuxième temps, il prend en charge le service comptabilité générale siège et anime une équipe de 4 personnes. Parallèlement, il assiste le Directeur des Services Comptables dans l'ensemble de ses missions et participe à l'élaboration du bilan.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement économique supérieur, option finance-comptabilité, niveau DECS, possédant, si possible, une première expérience pratique l'ayant sensibilisé aux travaux de comptabilité et de gestion.
Son potentiel doit lui permettre de progresser au sein de l'Entreprise et de prétendre à terme à des responsabilités plus étendues.

Les conditions offertes, la notoriété de l'Entreprise, son appartenance à un groupe important ainsi que les perspectives de carrière sont de nature à intéresser une jeune *personnalité* de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous *réf. M 9626 K, à*

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

GFI

Choisissez la diversité

Le **GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE?** une des premières S.S.C.I. en France, ***un développement dans un contexte international***, une gamme de services très diversifiés (conseil, études et réalisation sur matériels IBM et CII-HB, *minis et micros, ingénierie, logiciels de base, télématique...*).

Notre offre? rejoindre à Paris nos Divisions Conseil, Études et Réalisation, Ingénierie pour **INTERVENIR DANS LES GRANDS ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET INDUSTRIELS** et profiter, ensuite, pour votre carrière, des perspectives d'évolution de notre Groupe.

ingénieurs principaux (chefs de projet confirmés) réf. M012

Vous aurez, dans des Sociétés importantes, la responsabilité de projets. *Ces applications, souvent précédées d'intervention de conseil, impliqueront l'emploi des techniques les plus avancées :* **Temps réel, Bases de Données, réseaux, Informatique graphique.** Progressivement, nous vous confierons des responsabilités "sectorielles" par types d'entreprises ou de prestations. Vous recevrez une formation aux méthodes, en particulier de conduite de projets.

Ingénieurs diplômés, d'une grande École de préférence, ou titulaire d'une MIAG, vous avez plus de cinq ans d'expérience professionnelle. La connaissance des matériels IBM ou HP serait appréciée.

futurs chefs de projet réf. M022

Vous acquerrez de solides compétences en participant *à la conception et à la mise en œuvre d'applications* dans un secteur d'activité, financier ou industriel, ou en contribuant à la réalisation de grands projets.
Vous recevrez **la formation méthodologique nécessaire** et nous favoriserons votre évolution vers la prise de responsabilité complète de projets.

Titulaires d'un diplôme d'Ingénieur ou équivalent, vous avez, au cours d'une première expérience professionnelle, participé à la conception et à la réalisation de projets, si possible sur matériel IBM ou mini-ordinateur.

Nous vous garantissons une totale discrétion.
Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Françoise HAMELIN.

GFI - 49 avenue de l'Opéra - 75002 PARIS

---

informaticiens grandes écoles

sema informatique est la Division Informatique de **sema metra**, *groupe européen* de conseil, d'étude et d'ingéniérie (800 MF de CA, 2200 personnes). Elle a contribué largement à l'élaboration de la méthode MERISE, dont l'emploi se généralise dans la conception de grands *systèmes informatiques de gestion.* Elle recherche des ingénieurs diplômés de grandes écoles pour les postes de :

consultant en méthodes informatiques *(réf. 10398/M)*

Ayant 5 ans d'expérience et une très bonne maîtrise de CICS/DL1 ou IDSII/TDS, le candidat est créatif et a le goût des contacts et de l'animation d'équipe. Il sera appelé à intervenir en tant que conseil et formateur en méthodes auprès de clients de **sema.**

chef de projet *(réf. 10399/M)*

Le candidat a déjà 4 ans *d'expérience dans l'encadrement de la conception* et la réalisation d'applications transactionnelles utilisant l'un des systèmes de bases de données classiques

analyste *(réf. 10400/M)*

Il a un à deux ans d'expérience en informatique de gestion. Il sera appelé à participer à la conception d'importants systèmes.

Pour ces postes, une formation à la méthode MERISE est prévue. Un enrichissement de connaissances dans des *domaines diversifiés de l'informatique et de réelles* possibilités d'évolution rapides de carrière sont offerts à des candidats de valeur.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, en précisant la référence à J. Hajage, Sema-Sélection : **Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE**

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

IMPORTANTE SOCIETE - (CA 6 milliards de F.)
recherche pour son siège proche banlieue Ouest

Trésorier d'entreprise

Ayant expérience confirmée en matière de :
– gestion en valeurs et discussion des conditions bancaires,
– placements à court terme ou en obligations
– crédits à long ou à moyen terme
– gestion de trésorerie internationale si possible.

Poste à pourvoir dès que possible.

Adresser C.V. et photo sous référence 64582
CONTESSE PUBLICITE, 20, *avenue de l'Opéra*
75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

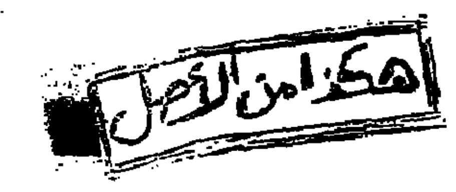


Cii Honeywell Bull

recherche pour renforcer ses équipes d'études MINI 6 des

INGENIEURS LOGICIEL

Ils participeront au développement des logiciels dans le domaine des réseaux et du support des services *TELEMATIQUE.* Les candidats devront de préférence avoir une première expérience dans ces domaines.
Lieu de travail : Louveciennes (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 113 M à Cii Honeywell Bull PC0G021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

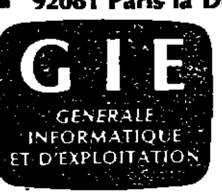
Si vous désirez faire carrière dans l'informatique venez rejoindre nos équipes

Filiale informatique d'un important groupe français, chargée de développer des systèmes de gestion en temps réel nous organisons à partir du 16 mai prochain notre prochain stage de 5 mois de formation intensive aux techniques de base les plus évoluées de l'informatique (langage de programmation, bases de données, temps réel...). Il est rémunéré et s'adresse aux titulaires de

maîtrise ou DEA scientifique ou gestion

A l'issue du stage vous serez intégré(e) dans une de nos équipes responsables de projets et participerez au développement de projets informatiques importants et variés, sur des matériels IBM puissants (4 grands ordinateurs centraux et 1300 terminaux répartis en France), avant d'accéder à des responsabilités d'encadrement.

Adressez lettre, C.V., photo sous réf. M 213 à GIE, Direction du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris la Défense Cedex 11.



Votre formation de base vous a apporté culture scientifique et ouverture d'esprit.

Vous avez décidé de vous orienter vers l'informatique.
La GIE vous donne les moyens d'y réussir.



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche pour son

service Achats

spécialiste des achats de sous-traitance

L'entreprise pratiquant une politique de sous-traitance systématique, sa mission permanente est de faire valoir le point de vue des achats auprès des services de fabrication responsable de cette sous-traitance.

Doté de larges pouvoirs d'investigation, il exerce ses facultés d'analyse critique mais sait réaliser l'optimisation des paramètres prix, délais, sécurité d'approvisionnements.

comme ingénieur il a le souci de la production

comme gestionnaire il a le souci de la marge à dégager

Si cette perspective de carrière vous intéresse, adressez C.V., prétentions, photo à Administration du Personnel ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT 55, Quai Carnot 92214 SAINT-CLOUD.

ARTHUR D. LITTLE-FRANCE

Spécialiste en conseil stratégique et industriel

recherche pour sa division télématique des :

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

- Les candidats retenus participeront à la définition de stratégies (produit, service, marché, technologie, distribution, etc.) de groupes industriels et d'organismes publics européens de l'informatique, des télécommunications et de l'électronique.
- Rigueur intellectuelle, créativité, esprit d'initiative, désir de réaliser une carrière internationale, seront les facteurs de leur réussite.
- Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de grandes écoles de premier plan. Les candidats seniors auront au moins sept ans d'expérience professionnelle réussie et une connaissance approfondie de l'industrie de la télématique et de la bureautique. Les candidats juniors auront une première expérience industrielle.
- Une formation complémentaire (M.B.A., M.S.) serait souhaitable.
- Français et anglais courants ; allemand apprécié.

Les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion et doivent être adressées à : Mlle D.-H. Friloux, Arthur D. Little, 230, fg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

*Nous sommes un grand groupe industriel français (32 usines dans le monde) intervenant dans le domaine des productions d'équipements pour **l'automobile, les transports et l'industrie.***

L'une de nos filiales en rapide expansion (2000 personnes - 3 usines), leader technique dans sa spécialité, avec un développement des affaires à l'étranger de plus de 30% par an, recherche un

JEUNE INGÉNIEUR EXPORT

Ingénieur Grande École, de formation mécanique ou physique, il parle nécessairement l'anglais et l'allemand.

Il sera l'interlocuteur technique des Services Études, Commerciaux et Fabrication auprès des grands constructeurs automobiles européens.

Le poste est basé en proche banlieue parisienne et nécessite des fréquents déplacements de courte durée.

Une carrière évolutive est possible au sein du groupe pour un élément de valeur.

Merci d'adresser votre candidature à EUREQUIP sous référence 8310 LM à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion.



PARIS - LONDRES - HOUSTON

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS - Tél. 553.84.73

HAVAS CONTACT

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Constructions Electriques
PARIS

200 - 250 000 F

Une société française (600 pers. - C.A. 300 millions de F), filiale en cours de constitution d'un groupe industriel de premier plan et qui exerce elle-même des activités dans le domaine de la construction électrique (câbles d'énergie et câbles téléphoniques), recherche UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES. Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, il sera chargé de l'ensemble de la comptabilité générale (bilan, compte d'exploitation, comptes de pertes et profits) et de la comptabilité analytique. Il établira les déclarations sociales et fiscales. Il définira les prévisions de trésorerie et il en suivra la réalisation avec analyse des ecarts. il définira des méthodes et procédures administratives et comptables et il veillera à leur application. Il assurera la liaison avec les banques. Il sera responsable de l'établissement de la paie du personnel du siège. Le candidat retenu, âgé d'au moins 38 ans, de formation supérieure type ESC+DECS, possèdera au moins une dizaine d'années d'une expérience professionnelle analogue dans un poste impliquant l'animation d'une équipe de plusieurs personnes. Il connaitra le traitement informatique de la comptabilité et le nouveau plan comptable. Ecrire sous référence 579/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

EI — *L'Entreprise Industrielle*

Le Groupe de l'E.I. (8000 personnes, 2 Milliards de C.A., 5 Directions Régionales et 60 Centres de travaux en FRANCE) se caractérise par la diversité et la complémentarité de ses domaines d'intervention : Travaux Electriques, Génie Civil et Bâtiment.

JEUNES INGENIEURS

Dégagés des obligations militaires.

Les candidats que nous souhaitons rencontrer pour étoffer nos différents services allieront à leur formation un REEL ESPRIT D'ENTREPRISE. Ils doivent avoir la volonté d'accéder rapidement à des postes de RESPONSABILITE.

Formation à DOMINANTE ELECTRICITE : ESE, ENSIEG, HEI, ENST ou équivalent

pour nos SERVICES : Installations Electriques Industrielles.

Formation à caractère polyvalent à DOMINANTE BTP : Centrale, ETP, A et M, INSA,... ENITRTS

pour nos SERVICES : Electrification Rurale, Génie Civil.

Ingénieurs Bureau d'Etudes pour Services Génie Civil et Equipements Electriques : PARIS.

Ingénieurs Chantiers pour Services Electrification Rurale, Génie Civil, Equipements Electriques : GIRONDE, HAUTE GARONNE, VIENNE, HAUTE VIENNE, ISERE, LOIRE ATLANTIQUE, RHONE, YVELINES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la ou les régions souhaitée(es) à l'ENTREPRISE INDUSTRIELLE 29, rue de Rome 75008 Paris, à l'attention de Madame Jeunot.

ETABLISSEMENT FINANCIER D'UN GROUPE IMPORTANT
(PARIS 8ème)

recherche pour l'intégrer à l'équipe chargée de la

GESTION DE PORTEFEUILLES DE VALEURS MOBILIERES

Un Collaborateur

De Formation Supérieure, il justifiera d'une expérience du Marché des Obligations et aura de bonnes connaissances en Actuariat(ou en Analyse Financière). Il sera en charge de l'Analyse des Portefeuilles et sera très étroitement associé à leur gestion.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions sous référence 4376 M à *DESSEIN — 69, rue de Provence - 75009 PARIS. qui transmettra.*

Dessein

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche

un Chef de Projet Immobilier

Il assurera la maîtrise d'ouvrages d'un ou plusieurs projets de constructions ou d'aménagement d'immeuble(s) et remplira les tâches suivantes :
- élaboration du programme
- montage juridique de la réalisation
- suivi des études et des travaux
- livraison et mise en place de l'exploitation.
- Formation ingénieur Grandes Ecoles, architectes D.P.L.G., expériences de réalisation de bâtiment d'une certaine importance.

Lieu de travail : St Quentin en Yvelines.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous ref. 5729 à CNCA - Gestion des Personnes 75710 Paris Brune

---

Importante Entreprise de Travaux Publics, à vocation internationale, recherche d'urgence

CHEF COMPTABLE

qui sera chargé du suivi de la gestion du budget d'un grand chantier à l'étranger et se trouvera en contact permanent avec les représentants des co-contractants.

Le poste est basé au Siège Social.
Anglais courant indispensable.

INGENIEURS D'AFFAIRES

CONFIRMES
(5 à 10 ans d'expérience).

Deux d'entre eux exerceront leur activité en Région Parisienne.

Les autres seront chargés d'affaires réalisées à l'étranger (anglais et/ou espagnol indispensable).

L'un des postes à pourvoir porte plus spécialement sur la mise au point de contrats dans le cadre de la réalisation d'un grand chantier à l'étranger.

Tous ces postes sont également basés au siège social.

INGENIEUR QC

Parfaitement bilingue.
Poste basé à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 64805 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE

à vocation nationale

recherche

INSPECTEUR

(CLASSE VI et VII)

- formation supérieure et/ou bancaire ;
- expérience bancaire : 5 à 10 ans ;
- grande mobilité ;
- poste d'avenir dans un groupe en expansion (réseau).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 2904 **PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.**

LA FILIALE INDUSTRIELLE D'UN GROUPE MULTINATIONAL, LEADER SUR SON MARCHÉ AVEC 190 PERSONNES ET 60 MF DE C.A.

RECHERCHE SON FUTUR RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABILITÉ (H. ou F.)

Rattaché au Directeur Administratif, il prendra en charge l'ensemble de la comptabilité générale jusqu'au bilan inclus, l'élaboration de la paie, le tableau de bord mensuel et la gestion de la trésorerie.

A terme, il sera en mesure de concourir à l'informatisation de la fonction comptable et à la mise en place d'une analytique performante.

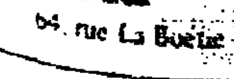
Ce poste conviendra de préférence à un candidat âgé de 28 ans à 30 ans environ ayant acquis une solide formation comptable, sanctionnée par le D.E.C.S., et une expérience significative en comptabilité générale informatisée, dans un poste à responsabilité.

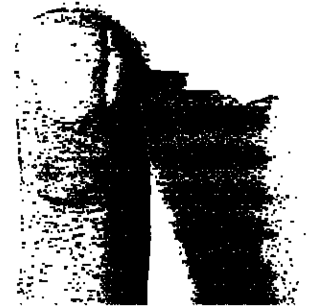
Résidence : région Sens, 100 km sud de Paris.

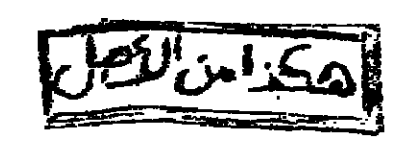
Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions, sous référ. C3LM à Service du Personnel, La Verrerie médicale, 89140 Pont-sur-Yonne.

Réponse assurée - Discrétion absolue.









REPRODUCTION INTERDITE

PARIS :
Importante Société Industrielle
C.A. 1,5 milliard de francs
ayant défini ses objectifs Informatique Scientifique

- le calcul de structure
- la Conception Assistée par Ordinateur
- le Dessin Assisté par Ordinateur

s'étant dotée des moyens nécessaires : DEC VAX 780
renforce son Équipe Informatique Industrielle

Vous êtes :

ingénieur système
CONFIRMÉ
ingénieur-informaticien
EXPÉRIMENTÉ
analyste-programmeur

Venez rejoindre notre jeune équipe et construire avec nous notre informatique de demain.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 2892
PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Le Crédit du Nord

recrute, pour sa Direction de l'Organisation et de l'Informatique à PARIS, des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Centrale, Mines, Ponts, Télécom, Supélec, etc...

débutants

Le Crédit du Nord leur propose de participer à la définition et à la mise en oeuvre de projets couvrant des aspects techniques et organisationnels très avancés et, d'une façon plus générale, de contribuer à terme au développement de la politique de l'Entreprise en matière de:

- ***systèmes décentralisés, réseaux locaux et bureautique***
- ***réseau national de télétransmission***
  (pour gérer les terminaux dans les agences, les guichets automatiques et chez les clients avec en particulier le VIDEOTEX).
- ***nouveaux moyens de paiement (comme la carte à mémoire) et télé-paiement***
- ***automatisation des transactions financières internationales***
- ***réforme des marchés financiers***

Compte tenu de l'orientation de leurs études, ils bénéficieront si nécessaire, lors de leur intégration, d'un *complément de formation à l'informatique*.

Les lettres de candidatures seront accompagnées d'un curriculum vitae complet, d'une photo, de la rémunération souhaitée et adressées à la Direction du Personnel - Crédit du Nord, 6-8 bd Haussmann 75009 Paris.

SAFT

NOUS *sommes un important Groupe Industriel. Français (6000 personnes) leader de l'industrie électrochimique et de la conversion d'énergie.*



Numéro 1 français pour les Piles Grand Public. leader mondial pour les accumulateurs alcalins. les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel. nous participons activement au développement de secteur d'activité de technologie avancée, communication, bureautique, électronique, aéronautique et spatial, ferroviaire, militaire.

VOUS *êtes*

JEUNES INGENIEURS

(Centrale, A et M, ICAM, ECAM, IDN...)

Débutants ou ayant une première expérience, vous voulez valoriser vos connaissances techniques sur le terrain en devenant responsables opérationnels d'un secteur

en PRODUCTION

Vous souhaitez prendre rapidement après formation des responsabilités d'animation où vous pourrez faire preuve de vos qualités humaines et confirmer vos qualités de gestionnaire.

Nous vous offrons de réaliser cette expérience industrielle dans une de nos usines (Bordeaux, Elbeuf, proche Banlieue Parisienne, Poitiers, Troyes...).

Adressez votre C.V. sous référence M.9.40 à
SAFT Direction des Ressources Humaines, 119, rue du Président Wilson
92300 LEVALLOIS PERRET

Consultant *HF* en engineering financier

Diplômé grande école ou études supérieures, vous avez le goût et l'expérience des problèmes financiers et de trésorerie des entreprises.

Vous savez apporter des *solutions originales et opérationnelles* au financement des entreprises : négociations avec les banques, restructuration de bilans, réduction des frais financiers, tableau de bord financier...

Vous êtes imaginatif, entrepreneur, réalisateur, à personnalité forte entraînant confiance.

Vous recherchez une grande autonomie tout en appréciant le travail en équipe : nous *vous offrons* cette *synthèse* et la *perspective* de devenir le directeur général de l'une de nos filiales à créer.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à Monique BOEMO, Directeur Adjoint - **E.H.F.** - B.P. 225 - 75564 PARIS CEDEX 12.



Conseil de direction

MEDIA BA

Nous sommes une importante société de services.
Notre activité est internationale.
Nous recherchons pour notre service CONTROLE DES FILIALES

UN CADRE DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE COMMERCIALE OU DE FORMATION SUPERIEURE JURIDIQUE

Nous nous proposons de vous donner en charge la gestion juridique de filiales et de vous confier des missions opérationnelles au sein de notre service Contrôle des Filiales.
Nous pensons que cette première affectation est l'occasion pour un candidat de valeur, ayant une première expérience et une bonne connaissance de l'Anglais, de s'intégrer dans un groupe qui peut lui offrir une bonne opportunité d'évolution.

Si notre proposition vous intéresse,
sachez que nous sommes installés en proche banlieue *Est de Paris et* que *nous attendons* votre lettre de candidature avec c.v. et photo que nous vous remercions d'adresser à AXIAL Publicité (réf. 2115) 27, rue Taitbout 75009 *Paris, qui transmettra.*
- Réponse et Discrétion assurées -

J'ai deux passions : les affaires et l'urbanisme

Travailler sur les questions d'urbanisme et d'environnement sans perdre le contact avec le monde de l'entreprise, voilà votre objectif. Il est donc fait pour vous, ce poste de chargé(e) d'affaires au sein d'un organisme para-public responsable de l'aménagement et de la commercialisation des terrains d'une ville nouvelle de la région parisienne.

Votre mission : commercialiser les parcs d'activités certes, mais aussi assister étroitement les entreprises dans les études préalables à leur implantation puis, une fois la décision prise, en faciliter la réalisation. Conseil, mentor ou providence, vous êtes l'interlocuteur unique qui les guide dans les démarches administratives, éclaire leur choix dans les domaines les plus divers, infrastructures, main-d'oeuvre, installations techniques, etc... Un *travail de négociateur, de consultant opérationnel et de médiateur, où il faut faire preuve d'une évidente aisance* relationnelle, d'une grande disponibilité, d'un souci permanent d'efficacité.

On vous dit aussi curieux et créatif ? Tant mieux. Car, à l'écoute des besoins des entreprises, vous serez le mieux placé pour initier et développer des aménagements et des services communs. Profil de formation-type : grande école de commerce, sciences éco + spécialisation dans les problèmes d'environnement. Une première expérience à dominante commerciale sera bienvenue mais les débutants, s'ils sont mûrs et motivés, peuvent postuler. La rémunération qui vous sera proposée est de l'ordre de 120 000 F. Vite une première lettre aux consultants du cabinet SIRCA sous référence 865 891M, qui leur donne envie de vous rencontrer.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

REUTER

recherche

TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS

pour maintenance et installations de micro-ordinateurs. Anglais indispensable.

Pour rendez-vous :
Téléphone : 508-55-06.



Cii Honeywell Bull

Dans le cadre de son nouveau plan d'entreprise et pour développer son informatique de gestion interne, recherche des

INGENIEURS CHEFS DE PROJET

Ils auront pour mission de définir l'architecture des réseaux et des bases de données sur lesquels s'appuieront les applications informatiques du Groupe. Ils suivront la mise en place des systemes informatiques, en liaison avec les responsables informatiques (Siège, usines et filiales internationales).
Ces postes s'adressent à des **ingénieurs confirmés** dynamiques et créatifs ayant une expérience en base de données, réseaux et applications de gestion. Basés au Siège (Paris 20è), ils effectueront quelques déplacements en France et en Europe.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions *en précisant la référence* 420 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94 avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20

Bien choisir votre 2e job au BE-Protos

Piston, gadzart... vous êtes dans les premières années de votre carrière : 2, 3 ou 4 ans, même moins si vous marchez vite. Vous avez choisi le BE, *terrain d'élection pour* un jeune ingénieur qui veut utiliser au maximum ses connaissances toutes fraîches et bien travailler avec les différents services de l'entreprise : recherche, labo, méthodes, production, marketing... avant de prendre une orientation décisive.

Notre bureau d'études a besoin aujourd'hui d'un ingénieur créatif comme vous, *méthodique et réalisateur, qui apportera le «plus» de matière grise* nécessaire pour maintenir notre position de leader dans le domaine du chauffage. Gaz, électricité, pompes à chaleur, solaire, nous abordons tous les types d'énergie *et* utilisons des techniques diversifiées : mécanique, thermo-dynamique, électronique... De quoi combler un généraliste ! 3 000 personnes, filiale d'un puissant groupe français, nous pouvons offrir, même à un gros appétit, la perspective *d'un parcours intéressant*.

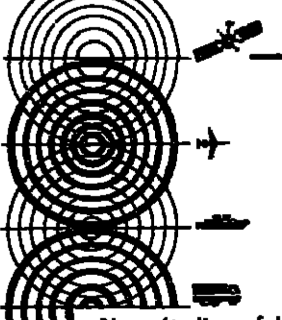
Pour commencer, vous serez l'adjoint du chef du BE-Protos, basé au siège à l'est de Paris. Mais auparavant, pour asseoir votre crédibilité et bien réussir votre insertion, une *période de stage en milieu de production, en province*, nous paraît hautement souhaitable. 3 mois, 6 mois, 1 ans ? A voir avec vous, en fonction de votre expérience précédente et de votre rapidité d'assimilation. Notre conseil SIRCA, qui *nous assiste dans* cette recherche, vous remercie de lui adresser votre dossier sous référence 355 892 M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF
DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

Nous étudions, fabriquons, et commercialisons des matériels et systèmes de télécommunications fixes et mobiles pour les applications terrestres, aéronautiques et maritimes.
Déjà leader en France, nous poursuivons notre expansion sur le marché mondial, où nous comptons déjà parmi les grands du domaine.
L'équipe marketing vous propose un poste de:

INGÉNIEUR - CHEF DE PRODUITS RADIOCOMMUNICATIONS TACTIQUES

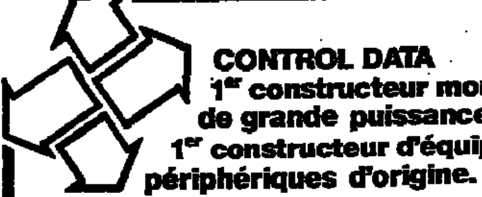
Sa mission essentielle est d'assurer la promotion et la vie de l'ensemble de la famille de produits qui lui est confiée. De plus il fait la synthèse des éléments du marché (besoins clients, concurrence, évolutions techniques), spécifie les produits nouveaux et en assure le lancement avec les ingénieurs de vente.

Cette fonction de haute responsabilité ne pourra convenir qu'à un ingénieur électronicien (options radio ou télécommunications) d'environ 30 ans, parlant bien l'anglais et qui pourra justifier d'une solide expérience de conception et/ou de vente de biens d'équipements électroniques complexes.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature avec CV et prétentions à Monsieur BUHLER, THOMSON-CSF, **DIVISIONS TÉLÉCOMMUNICATIONS**, 66 rue du Fossé Blanc 92231 GENNEVILLIERS CEDEX

HAVAS CONTACT





CONTROL DATA
1[er] constructeur mondial d'ordinateurs de grande puissance,
1[er] constructeur d'équipements périphériques d'origine.

Sa filiale française assure un service de maintenance de haut niveau sur une gamme très large de matériels.
CONTROL DATA FRANCE recherche dans le cadre de l'expansion de ses activités

INSPECTEURS DE MAINTENANCE
de larges systèmes, de petits systèmes et de plugs compatibles.

Vous avez le niveau BTS ou DUT en électronique. Vous exprimez du goût pour ce métier et souhaitez pouvoir passer progressivement de la connaissance d'un type de matériel à celle des systèmes les plus sophistiqués.
Le programme de formation à nos matériels vous place de plain-pied dans notre technologie de pointe.
Vous serez responsable du suivi technique des matériels installés en région parisienne.
Envoyer c.v. sous réf. MX 403 à CONTROL DATA FRANCE, Service Recrutement, 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.



INFORMATISER DES PME

Votre formation supérieure (ESC - MIAGE - Gestion) et votre expérience acquise dans le domaine de la mini-informatique de gestion vous incitent à prendre des responsabilités plus larges.
Votre rôle d'INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL à CCMC vous amènera à conseiller nos clients et à mettre en œuvre dans leur entreprise, des progiciels de gestion sur MINI 6 (analyse, cahier des charges, démarrage, formation des utilisateurs, gestion du suivi...).
La qualité et la fiabilité de nos produits et de notre service, la fidélité de nos 1250 Collaborateurs nous ont permis de devenir l'une des premières SSCI françaises, et l'un des leaders de l'informatique de gestion.
Postes à pourvoir à PARIS.
Merci d'écrire avec CV et prétentions sous réf. 6023 à CCMC Informatique de gestion. Centre BUREF, 15, place des Reflets, La Défense 2, 92400 COURBEVOIE.



HAVAS CONTACT

Raychem

Ingénieurs, enrichissez-vous ! Passez du technique au commercial

dans le même secteur d'activité que celui où vous exercez aujourd'hui c'est-à-dire la pétrochimie, les raffineries, les industries chimiques, les industries de transformation (papier, acier, peintures etc...).
Vous deviendrez chez nous responsable de marché. En tant que :

Ingénieur Commercial (AM - INSA - ENSI ou équivalent)

Vous prendrez progressivement la responsabilité de plusieurs agents commerciaux. Nous pensons qu'il vous faut l'étoffe d'un entrepreneur capable de réaliser les objectifs que nous fixerons ensemble. L'environnement technologique dans lequel vous évoluerez fera aussi de vous un véritable conseiller technique auprès de votre clientèle.

Quant à nous, Société Internationale d'origine américaine, nous sommes implantée dans 73 pays. Nous investissons 9 % de notre CA en recherche et développement et maintenons ainsi notre rythme de croissance.

Nos techniques de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermotransformables et des métaux à mémoire apportent des solutions originales dans les secteurs industriels porteurs: aéronautique, énergie, offshore, télécom, pétrochimie et chimie.
Avant de vous rencontrer, sachez également que nous parlerons français et anglais ensemble et que nous mettrons à votre disposition, lorsque vous serez engagé, un véhicule de fonction.
Le poste est basé dans la banlieue Nord-Ouest de Paris.
La Société Raychem a confié au Cabinet CAA cette recherche qui sera menée avec confidentialité.

Nous vous demandons d'adresser C.V. avec photo et rémunération actuelle à M. Thierry Berrier sous la référence 1320 au Cabinet CAA, 15, rue d'Armenonville - 92200 Neuilly - Tél : 745.68.00

CAA



Département Immobilier

Les **ASSURANCES GENERALES DE FRANCE** recherchent pour leur Département Immobilier des **Gérants.**

Votre formation supérieure de type **BTS de gestion des entreprises ou équivalent** vous aura permis d'acquérir de **solides connaissances juridiques, comptables** et de **gestion.**

Une première expérience en entreprise constituerait un atout appréciable. Après une **période de formation** de 24 mois environ assurée par la branche immobilière, vous serez responsable de la gestion d'un groupe d'immeubles.

Ce poste, basé à Paris, implique quelques déplacements en banlieue.

De **larges perspectives de développement de carrière** seront offertes à des éléments de valeur.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions aux **A.G.F.** - Service Recrutement - 33, rue Lafayette - 75009 PARIS.

MEDIA PA



ASSURANCES GENERALES DE FRANCE



Techniques et Systèmes Informatiques Software

recherche ses

INGENIEURS INFORMATICIENS de haut niveau en Génie Logiciel

Leur profil:
• Bonne connaissance d'au moins l'un des sujets suivants: méthodes/outils du génie logiciel, langages évolués, compilation, UNIX.
• Une expérience acquise dans un environnement Recherche et Développement
• Anglais indispensable.

Leur rôle sera de:
• Faire évoluer notre atelier génie logiciel basé sur UNIX
• Participer à un important projet européen de recherche en génie logiciel
• Exercer des missions de Conseil et être à l'écoute des besoins dans un environnement d'utilisateurs compétents et exigeants.

Les candidatures sont à adresser à TECSI-SOFTWARE 29, rue des Pyramides 75001 PARIS (discrétion assurée).

SOCIETE INDUSTRIELLE DE TELECOMMUNICATION

recherche pour SON SERVICE ETUDES :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

de haut niveau, possédant forte expérience en téléphonie ou domaine proche, ayant assuré la conduite globale de projets importants. Connaissance approfondie des développements matériels indispensable, connaissance minimum en logiciel souhaitée.

Expérience minimum : 5 ans.

INGENIEUR COMPOSANTS

Expérimenté pour assurer cohérence et sécurité des choix des composants électriques de toutes natures. Connaissance approfondie du domaine des composants intégrés logiques et analogiques nécessaire : technologie, marche, fabricants, fournisseurs.

Expérience minimum : 5 ans.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions à No 64567 Contesse Publicité 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



radar REGARDE L'AVENIR ET PARIE SUR LES JEUNES

L'UNE DES PREMIÈRES ENSEIGNES DE LA DISTRIBUTION MODERNE OUVRE SES PORTES A

15 JEUNES DIPLOMÉS

ÉTUDES COMMERCIALES, BTS - IUT - ESCAE ou autres

• Vous avez le sens du commerce et vous voulez reussir.
• Vous voulez animer une equipe
• Vous conjuguez goût de la gestion et sens du concret.
• Vous souhaitez voir rapidement le resultat de vos efforts

Vous vous verrez confier, apres une période de formation approfondie en theorie et en pratique des

POSTES D'ENCADREMENT

en Hypermarché ou en Supermarché (Paris ou Province) ou en entrepôt

Vous trouverez de réelles possibilités de developpement et d'évolution de carriere si vous acceptez la mobilite geographique et les contraintes de la grande distribution



Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à
PÉPINIÈRE ENCADREMENT RADAR
113, RUE JEAN-MARIN NAUDIN
92220 BAGNEUX

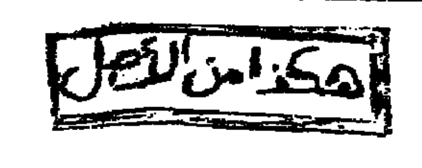
Importante entreprise filiale d'un groupe international recherche pour sa division moteur :

1 INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Il aura une formation d'ingénieur mécanicien-électricien A.M. (Sudria).
Une expérience de la négociation chez les équipements et les arsenaux militaires.
Parlant anglais, il devra se déplacer en France et éventuellement en Europe.
Poste basé à Paris.

Réf. : 83-036-19.

Ecrire à P.G. CONSULTANT
5, rue Saint-Martin, 49000 ANGERS.



EUROSOFT TELEMATIQUE ESPACE

Société d'ingénierie informatique recherche pour ses implantations
PARIS — TOULOUSE — NANTES — RENNES

plusieurs INGENIEURS

informaticiens débutants à responsables de projet très expérimentés, pour former des équipes chargées du :
• développement d'applications temps réel dans le domaine **spatial** (SOLAR, PDP, VAX),
• mise en œuvre de systèmes **micro-informatiques** (MOTOROLA 68000, INTEL 8086),
• conception et réalisation de systèmes de **traitement du signal** (traitement de la parole, traitement de l'image), mettant en œuvre des processeurs spécialisés,
• réalisation de progiciels sur micro-ordinateur individuel,
• développement de **logiciels de base** dans le domaine des langages (compilateurs) et des systèmes d'exploitation.

Adresser lettre, C.V., prétentions en précisant la région souhaitée à :

Madame A. CHARTIER
EUROSOFT
BP 145 — 92154 SURESNES Cédex



REPRODUCTION INTERDITE

Nous comptons parmi les plus importants Groupes de travaux publics présents à l'étranger.

Nous recherchons pour le Siège de la Société

notre trésorier

Ce financier de haut niveau, issu d'HEC, ESSEC, Sup de Co Paris ou équivalent, aura acquis au moins 7 ans d'expérience internationale dans le domaine de la trésorerie, dans une banque ou un Société importante, tournées vers l'exportation.

Le candidat retenu aura à sa disposition un outil informatique particulièrement sophistiqué.

Il sera parfaitement bilingue anglais,
Il devra maîtriser tous les aspects de la trésorerie, de la planification aux négociations avec les banques, et à la préparation des décisions stratégiques.

Le poste est à pourvoir rapidement au Siège à LA DEFENSE.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous référence **9890** *à* **L.T.P.**
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

LES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES
SMITH KLINE &FRENCH
recrutent pour leur Siège Social
à *LA DEFENSE - PARVIS*

CADRE
responsable paie
HF

rattaché directement au Chef du Personnel

POSTE :
- animer une équipe de trois personnes chargées de la paie, de l'administration du personnel (sécurité sociale, prévoyance, retraites, budget, etc.) et d'études spécifiques, exemple : bilan social, tableau de bord.
- proposer et mettre en place les améliorations concernant les méthodes et l'organisation.

PROFIL :
Formation comptable et expérience indispensables : *paie informatisée, applications du droit du travail.*
Excellentes qualités d'organisation et sens du contact.
Six semaines de congés - horaires dynamiques.
Ecrire avec CV, photo, desiderata à Direction du Personnel, réf. EDM, 12, Place de La Défense 92090 PARIS LA DEFENSE Cedex 26.
Discrétion et réponses assurées.

Adjoint directeur général
Gestion administrative - Informatique - Comptabilité

Nous sommes la filiale française (50 personnes) d'une société internationale de renom et commercialisons des **produits de luxe.** Par suite de notre développement, notre directeur général recherche un adjoint afin de lui confier la **responsabilité des services administratifs** (15 personnes environ) : comptabilité, informatique, stocks, approvisionnement et expéditions, SAV, personnel.

Le candidat recherché possède un diplôme d'études supérieures **(ESC, comptabilité finances, maîtrise de gestion)** et une expérience en informatique, gestion administrative (stocks en particulier), comptabilité. D'esprit généraliste et polyvalent, il a de la rigueur, le sens de l'organisation, *une excellente aptitude à diriger, confirmée par une première expérience* d'animation d'un service. Il parle couramment l'anglais.
Le poste est situé à Paris 17e.

La rémunération est de l'ordre de **180 à 200.000 francs.**
Écrire en précisant salaire actuel et numéro de téléphone, sous réf. 75898/LM, à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIETE DE BATIMENT ET T.P.
recherche pour son Siège Social banlieue Ouest de Paris :

JEUNES CADRES FINANCIERS

Diplômés de l'Enseignement Supérieur : HEC, ESSEC, ESCP, ...

Après une formation à notre Service Comptabilité Centrale seraient orientés vers des activités opérationnelles France et Etranger.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 64753 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, q.tr.



Partagez notre réussite !

***LES MUTUELLES UNIES**, un groupe mutualiste, un groupe solide, plus de 3 milliards de C.A. recherche*

3 CHARGES D' AFFAIRES
pour PARIS - REGION PARISIENNE

Leur mission : *Conseiller en prévoyance et investissement une clientèle existante.*
Rémunération : *Fixe + Frais + intéressement devant leur assurer un revenu de l'ordre de 120.000 F/an dès la 1ère année.*
Formation : *Stage rémunéré - assistance commerciale et technique fournie.*
Evolution : *en fonction de la valeur et des résultats.*

Ce poste s'adresse à des candidats (es) possédant un bon niveau général. Une première expérience dans la vente ou le conseil est appréciée mais non indispensable.

Ecrivez à Alain CHOPLET, MUTUELLES UNIES, BUREAU DE PARIS VIE 10, 14, rue de Londres 75009 PARIS avec C.V. et photo.

Jeune contrôleur de gestion

E.S.C., D.E.C.S. ou équivalent
2 - 3 années d expérience.

Cette filiale française d'un groupe américain renforce sa structure et souhaite s'attacher un collaborateur chargé d'analyser, de dépasser le simple constat des chiffres, de soulever les problèmes et d'apporter des solutions.

Il assurera l'établissement de tableaux de bord et le reporting mensuel.

Poste à pourvoir à Levallois (92) après stage à Calais.

Envoyer votre C.V. complet sous réf. 372 B/M

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15

BANQUE INTERNATIONALE
de premier plan offre une opportunité de grand intérêt à un

CHARGÉ D'ÉTUDES

- Vous avez une *solide culture générale* en **ECONOMIE INTERNATIONALE** (Grandes Ecoles de Commerce, Sciences Po, Ingénieur Economiste, Sciences Eco...), le sens (*ou mieux l'expérience*) du traitement et de l'analyse des données.
- Votre expérience bancaire de *quelques années (4/5 ans)* vous a permis d'acquérir une bonne connaissance des mécanismes économiques et financiers internationaux et/ou de *l'ensemble des activités* d'une banque à vocation internationale. Votre anglais est d'un bon niveau.

Vous pourrez développer votre potentiel au sein d'une petite cellule, jeune et performante, travaillant sur des projets de grand intérêt. Vous participerez étroitement à la **CONCEPTION** et à la **MISE EN PLACE** de nouveaux

OUTILS D'AIDE A LA DECISION

Vos qualités personnelles d'imagination et d'ouverture d'esprit, complétées par rigueur et esprit de synthèse trouveront pleinement la possibilité de s'exprimer.

Ecrivez donc à notre Conseil **R. BATIFOULIER**, *sous référence* CE/RB 5, rue d'Artois 75008 PARIS. Il vous garantit une totale discrétion.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL PARIS
intervenant dans de grandes entreprises

recherche plusieurs

CONSULTANTS 200/250.000 F

Les candidats, de formation supérieure, d'environ 32 ans, ont une expérience professionnelle de 5 ans au moins en entreprise et/ou dans un Cabinet de Conseil.

Leur domaine de spécialisation, confirmé par leur expérience, est l'un des suivants :

DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL
Expérience : structure commerciale, systèmes de rémunération, systèmes de dynamique commerciale, marketing opérationnel.

GESTION INDUSTRIELLE
Formation : ingénieur mécanique ou électronique.
Expérience : fabrication/méthodes, systèmes de gestion de production.

BUREAUTIQUE
Expérience acquise chez un constructeur : sélection d'équipements, réalisation de logiciels, mises en place. Expérience complémentaire : organisation administrative dans de grandes entreprises.

MISSIONS MOYENNE DURÉE OUTRE-MER ET ÉTRANGER
Dans les domaines informatiques, financiers, industriels et pétroliers.

Adresser lettre et C.V. sous référ. OR à Ph. GAMBIER, 8, rue bellini, 75016 PARIS.

Degrémont
LEADER MONDIAL DANS LE DOMAINE DU TRAITEMENT DE L'EAU

4000 personnes - 2 milliards de chiffre d'affaires
implanté ou représenté dans 80 pays.
recherche des

CHARGES de MISSION
auprès des implantations à l'étranger.

MISSION :
Rattachés à la direction financière, ils étudient, mettent en place et assurent le contrôle des structures administratives, fiscales et comptables nécessaires à l'implantation de la société, dans le cadre de la réalisation de contrats à l'étranger.

PROFIL :
Débutant ou 2 ans d'expérience. E.S.C.P. ou E.S.C.A.E. (option comptabilité). Anglais impératif. Résistance physique et psychologique : ils voyagent à *plus de 50 % de leur temps dans la zone qui leur est affectée (voyages d'étude et de contrôle).*

Les personnes intéressées adresseront
C.V., *photo et prétentions sous la réf.* 117/2 à :
DEGREMONT
Direction Relations du Travail
183, Avenue du 18 Juin 1940 92500 RUEIL-MALMAISON

Importante Société Industrielle **PARIS**
recherche pour sa **DIVISION TELETRANSMISSION**

ingénieur électronicien confirmé
CHEF DE SERVICE TECHNIQUE

Il assurera dans le domaine de la B.F., la conception des produits nouveaux et en coordonnera les études.
Il supervisera leur développement dans les B.E. de la Société.
ANGLAIS souhaité.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Monsieur DELAHAYE 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.



SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(630 personnes, C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :
- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

La Fondation Nationale des Sciences Politiques
recrute, pour ses Services de Documentation,
deux collaborateurs de haut niveau pour être

Responsables d'Activités Documentaires

Les candidats doivent posséder une expérience professionnelle confirmée (au moins 10 ans) dans les secteurs bibliothéconomique ou documentaire, *une bonne connaissance des services automatisés*, une formation en sciences sociales (niveau second cycle), la maîtrise d'au moins une langue étrangère.

Ils doivent envoyer leur curriculum vitae, par écrit exclusivement, au
Directeur des Services de documentation
FNSP, 25, rue St-Guillaume 75341 Paris cedex 07.
Ils recevront une description de poste plus détaillée.

TRESORIER ADJOINT
130 / 150 000 F

Agro-Alimentaire PARIS

Un des premiers groupes agro-alimentaires français employant plusieurs milliers de personnes et réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 6 milliards de francs, recherche un TRESORIER ADJOINT. Sous l'autorité du Chef du Service Trésorerie du Groupe, il sera chargé de gérer au jour le jour la trésorerie en francs français et en devises des principales sociétés du Groupe et de leurs filiales commerciales. Afin d'obtenir constamment la meilleure trésorerie possible, il agira sur les supports, les circuits et les procédures de financement. Il supervisera l'élaboration des prévisions de trésorerie et il en assurera le suivi avec analyse des écarts. Il entretiendra les relations avec les banques avec lesquelles il négociera les conditions des opérations courantes, et il exécutera les opérations de changes. Ce poste pourrait convenir à un candidat âgé d'au moins 25 ans, de formation supérieure type ESC + DECS et possédant déjà un à trois ans d'expérience professionnelle acquise dans un service trésorerie d'un grand groupe industriel ou au sein d'une banque d'affaires. Ecrire sous référence 580/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Médecin recherche clinique

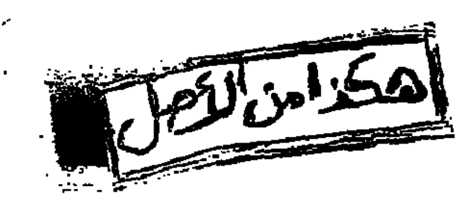
3M SANTE recherche afin d'assister sa direction médicale un médecin à orientation recherche clinique ayant une première **expérience de l'industrie pharmaceutique** et une **bonne connaissance de la conception de protocoles d'études cliniques.**

Anglais et **disponibilité** pour déplacements en France indispensables.

Adressez lettre manuscrite + C.V. détaillé, photo et prétentions à

Direction des Relations Intérieures
LABORATOIRES RIKER
LABORATOIRE DES PROFESSIONS MEDICALES
40, rue Gabriel Crié
92245 MALAKOFF CEDEX.

3M SANTÉ



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE (91) MASSY

recherche pour sa direction des études

réf. 13/32

ingénieur système

CONFIRMÉ (POSITION II)

connaissances PDP 11 sous RSX 11 M - VAX 11/780 sous VMS

réf. 23/41

ingénieur logiciel

POSITION II

2 à 5 ans d'expérience, motivé par la conception d'outils de génie logiciel.

Des connaissances en réseaux - SGBD - LANGAGE - sur mini ordinateur seraient appréciées.

réf. 37/52

ingénieurs logiciels

TEMPS RÉEL

pour applications s/microprocesseurs.

Débutants ou première expérience.

réf. 43/77

analystes-programmeurs

CONFIRMÉS

pour applications s/microprocesseurs.

Écrire avec C.V. et prétentions en précisant référence du poste

Direction des Affaires Sociales, B.P. 74 - 91301 MASSY Cedex

Le Syndicat des communes de la banlieue de Paris pour les Eaux regroupant 144 communes et 4 millions d'habitants, recrute

UN CONTROLEUR DE GESTION

Les candidats devront témoigner d'un bonne expérience pratique en matière de comptabilité analytique de contrôle de gestion, d'organisation et méthodes, acquise de préférence dans l'administration commerciale.

Il est nécessaire qu'ils soient familiarisés avec le traitement informatique des données comptables.

Ils seront obligatoirement titulaires d'une licence en droit ou en sciences économiques.

Le candidat retenu sera intégré dans un cadre statutaire équivalent à celui de secrétaire général des villes de 10.000 à 20.000 habitants.

Son salaire net évoluera suivant les échelons afférents à ce grade savoir de 8.095,78 F à 11.463,35 F au 1er mars 1982 sans préjuger du supplément familial.

Possibilité éventuelle de logement à titre onéreux.

Candidature et C.V. devront être adressés à :

M. le Président du Syndicat
185, rue de Bercy.
75579 PARIS Cedex 12.



Incendie - Accidents

PARIS LA DEFENSE

recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS expérimentés

LEUR MISSION :
— participer à l'élaboration et à la réalisation d'un plan informatique fondamental pour l'entreprise.

LEUR FORMATION :
— DUT informatique ou équivalent;
— pratique de la programmation en COBOL

NOTRE CADRE DE TRAVAIL :
— Temps Réel;
— plus de 1000 terminaux;
— très importantes bases de données;
— matériel IBM 30-81 et 30-33;

NOTRE OFFRE :
— un projet de grande envergure;
— une formation appropriée;
— une expérience enrichissante;
— une possibilité de promotion rapide pour les éléments de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence PC34
au Service du Personnel - Tour GAN Cedex 13
92082 PARIS LA DEFENSE.

Le Groupe Lyonnaise des Eaux spécialisé dans la distribution de l'eau potable et les Services (C.A. 12 milliards - 45000 personnes) recherche

Assistant (e) trésorier

Titulaire d'un DECS + expérience professionnelle ou préparation ITB deuxième année. Il (elle) secondera le trésorier dans l'ensemble de ses opérations d'optimisation et de gestion de la trésorerie.

Il (elle) sera en contacts fréquents avec les banques et les autres trésoriers du Groupe.

Anglais indispensable.

Le salaire sera fixé en fonction des compétences.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à S.L.E.E. Direction du Personnel et des Ressources Humaines 45, rue Cortambert 75769 Paris cedex 16.



groupe lyonnaise des eaux

COFAP

THOMSON - TITN

Société Ingenierie en Informatique recherche pour son département

Informatique répartie

prochainement situé à Malakoff (92).

• *Ingénieurs logiciel*

grandes écoles ou DEA, DESS option informatique, pour étude et réalisation de logiciel de base, écrit en langage « C » et « Pascal ». Les postes à pourvoir sont à tous niveaux (réf. R1).

• *Ingénieur commercial*

école supérieure de commerce, débutant ou 1 à 2 ans d'expérience, attiré par la vente de systèmes et de produits logiciel dans les domaines du S.G.B.D. et de la gestion transactionnelle (réf. R2).

• *Ingénieurs application*

école d'ingénieurs ou université (DEA, DESS, Maîtrise), option informatique pour analyse et réalisation de systèmes de gestion transactionnelle (réf. R3).

• *Analystes programmeurs*

DUT informatique pour analyse, programmation sur Mini et Micro-ordinateurs (réf. R4).

• *Ingénieur support-produit*

pour industrialisation de logiciel de base (réf. R5).

• *Ingénieur rédacteur technique*

pour rédaction et suivi de fabrication des notices techniques (réf. R6).

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à THOMSON-TITN - Rue Denis-Papin - Z.I. La Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF

MEDIA BA

Le Groupe

Printemps prisunic

*recherche pour sa **holding***

UN CHARGE D'ETUDES COMPTABLES

Réf. CEC/M

Rattaché au Directeur des Comptabilités, ce cadre fonctionnel, d'environ 40 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce, DECS ou équivalent sera également, dans la pratique, un bon informaticien. Il aura pour mission l'organisation comptable et informatique du Groupe (conception des procédures et systèmes, participation aux analyses fonctionnelles et à l'élaboration des cahiers des charges.).

UN AUDITEUR CONFIRME

Réf. AC/M

pour seconder le Responsable du Département. Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et âgé d'environ 30 ans, il aura une expérience d'au moins 3 ans dans un Cabinet anglo-saxon.

Sa mission dépassera la simple révision comptable. Il lui faudra prendre en compte les aspects économiques et organisationnels. Le succès dans ce poste lui ouvrira des perspectives de carrière intéressantes au sein du Groupe.

Adressez votre lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions à la Direction Centrale des Ressources Humaines du Groupe Printemps-Prisunic - 61, rue Caumartin 75009 PARIS en précisant bien la référence du poste choisi.

Le Bureau d'Etudes Francis LEFEBVRE

NEUILLY SABLONS

recherche

pour son département «Entreprises»

UN FISCALISTE CONFIRME

Pour ce poste d'avenir une formation de haut niveau, le sens du contact et la connaissance de l'anglais sont nécessaires.

Adresser lettre manuscrite, photo et CV au 3 Villa Emile Bergerat 92522 Neuilly sur Seine Cedex.

pluð

UN CHEF DE PRODUIT

HF

Un **LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE,** filiale en forte croissance d'une multinationale américaine, recherche un **Chef de produits H/F.** Rattaché au Directeur du Marketing, il sera chargé d'assurer le **développement de plusieurs produits.**

Le candidat doit posséder une **expérience de marketing pharmaceutique** (2 ans minimum), si possible dans les domaines **cardiovasculaire et rhumatologique.**

Une **formation supérieure** (Ecole de Commerce, option marketing) et la connaissance de l'**anglais** seront indispensables pour réussir dans cette fonction.

Lieu de travail : proche Porte d'Orléans.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 2434/LM à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

TRESORERIE DEVISES

adjoint du chef de service **110.000 +**

C'est un métier vivant que nous vous proposons ! Au fait de l'activité économique internationale, vous captez toutes les informations susceptibles d'avoir des répercussions sur les cours des devises pour conseiller les clients et le réseau de nos 160 agences. Vous suivez le marché des changes et négociez les conditions de prêts et emprunts en devises. Nous souhaitons rencontrer un jeune

HEC, ESSEC, ESC ou équivalent

débutant ou première expérience.

Outre votre culture économique, vous avez une formation ou expérience du commerce international. Curieux, précis et autonome, vous possédez une véritable honnêteté intellectuelle et aimez travailler en équipe. Vous traiterez le plus souvent par téléphone, vous avez donc un bon contact et une grande vivacité d'esprit.

Des perspectives d'évolution sont ouvertes aux collaborateurs qui sauront faire preuve de leurs talents. Bonnes connaissance en anglais souhaitées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence TD à :

BANQUE SCALBERT DUPONT



Service Recrutement
26, avenue Franklin Roosevelt
75008 PARIS

Organisation et Publicité

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE

recherche pour sa filiale française (2,7 Milliards de C.A. en 1982, leader sur plusieurs marchés de produits de grande consommation, pour son siège de PARIS LA DEFENSE,

Contrôleur de gestion financière des produits

Il aura pour mission :
- établir des plans financiers,
- contrôler les prévisions budgétaires,
- être en contact fréquent avec les services de marketing.

Après réussite dans ce poste, il évoluera rapidement :
- vers un autre département financier,
- ou vers la fonction marketing.

Le candidat retenu sera :
- diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion,
- attiré par les fonctions Finance et Marketing,
- débutant de préférence.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Si cette orientation de carrière vous intéresse, adresser votre dossier de candidature à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 9727, qui transmettra.

média-system

PHILIPS

offre à de

jeunes diplômés G.E., maîtrise,...

l'opportunité de devenir ses

FUTURS RESPONSABLES DES AFFAIRES SOCIALES

Nous recherchons avant tout des candidats souhaitant se former à la fonction PERSONNEL.

Débutants, ou avec une ou deux années d'expérience, nous leur permettrons, par des affectations successives dans les différents établissements de la région parisienne et de province, d'acquérir la connaissance du métier nécessaire à leur intégration dans nos centres industriels, comme dans nos unités commerciales. Ce sera pour eux l'opportunité de démontrer leur capacité d'adaptation, leur dynamisme et leur aptitude aux responsabilités, et pour nous l'occasion de tester leurs possibilités d'intégration à la fonction.

Adressez-nous votre candidature manuscrite CV, photo et prétentions sous réf. 531 à PHILIPS - Département du Personnel 50, av. Montaigne - 75008 Paris.

PHILIPS

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Pour son siège social PARIS 8ème
IMPORTANTE BANQUE
recherche

juriste

(classe V ou VI)

Cette offre s'adresse à un candidat de 28 ans minimum, ayant fait des études concluantes en DROIT PRIVE, et ayant quelques années d'expérience bancaire.
Sous l'autorité du Secrétaire Général, il sera chargé des problèmes juridiques, et notamment de l'assistance à l'exploitation.
Il aura une compétence particulière en matière de droit des Sociétés.

Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, C.V., photo *et prétentions*) à :
ENTREPRISE ET SOLUTIONS
5, rue de Chartres - 92522 NEUILLY, à l'attention de Claude THERAROZ,
qui traitera votre candidature confidentiellement.

Organisation et Publicité

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

recherche

AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Ces postes *pourraient convenir à des* techniciens *ou des* ingénieurs SAV voulant se recycler dans le commercial.
La société se situe dans la banlieue Sud-Est de Paris.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions
sous réf. 57429 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX
(qui transmettra)

Société fabriquant des biens d'équipement (3 000 personnes)

RECHERCHE

RESPONSABLE INFORMATION COMMUNICATION

- ☐ Dans un premier temps, il sera chargé de la mise en place, du suivi et de la coordination de l'expression directe du personnel en collaboration avec le service Formation et un organisme extérieur, pour l'ensemble des établissements de la société.
- ☐ Il aura pour mission de développer l'information, la communication et le dialogue au sein de l'entreprise.
- ☐ *Ce poste intéresse une personne possédant quelques années d'expérience en* milieu opérationnel et si possible dans la fonction personnel. *Une pratique de l'animation* en milieu industriel est un atout.
- ☐ Poste en région parisienne : 180 000 F/an.

Une définition de poste sera adressée aux candidats intéressés, qui doivent écrire à :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Département Conseil, 25, rue François-Ier, 75008 Paris.

CUTLER HAMMER EUROPA
recherche

INGENIEUR D'AFFAIRES
ELECTRICIEN ET ELECTRONICIEN

pour équipement d'automatisme électrique et électronique.

Anglais exigé.

Env. C.V. + prétentions au Service du Personnel BP 112 - 78501 SARTROUVILLE.

LABORATOIRES DE RECHERCHES

Filiale d'un Groupe Nationalisé
Banlieue Sud de Paris
recherche pour son SERVICE DU PERSONNEL

CADRE DE FORMATION SUPERIEURE

(DROIT DU TRAVAIL OU SCIENCES PO)

possédant une expérience de la fonction.

Il secondera le responsable du service dans ses différentes *missions et mènera les études nécessaires d'adaptation* à la nouvelle législation sociale.

Ce poste conviendrait à un candidat, de 30 ans minimum, ouvert au dialogue et à l'innovation.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. DRS
à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris cedex 01 q.tr.

Responsable de l'Informatique
210/250.000 F an

Importante société rattachée à un grand groupe, NOUS COMPTONS PARMI LES LEADERS FRANCAIS DANS NOTRE DOMAINE.
La nature de notre ACTIVITE DECENTRALISEE nous amène à repenser en profondeur notre *informatique à moyen terme. Afin de réussir dans cette voie nous* recherchons un INGENIEUR GRANDE ECOLE, ayant la trentaine, disposant d'un fort potentiel, qui soit à la fois UN INFORMATICIEN ET UN ORGANISATEUR.
Il devra simultanément gérer le quotidien et mener une réflexion stratégique. Il saura diriger le service *en place (aujourd'hui d'une dizaine de personnes)*, dialoguer avec les utilisateurs et animer d'importants projets en liaison avec des sociétés extérieures.
Il aura un rôle de coordination auprès de nos différentes filiales.
Siège : BANLIEUE PARISIENNE OUEST.

Envoyer votre CV sous réf. *M 1043* aux *consultants* de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

BANQUE AMERICAINE
recherche :

adjoint au chef du département étranger

qui se verra confier dans un premier temps la responsabilité d'une division. A terme, de réelles possibilités d'évolution *pourront lui être offertes.*

Il aura une *parfaite* connaissance des opérations avec l'étranger, un sens certain de l'organisation et une bonne connaissance de l'Anglais.

Expérience dans poste similaire demandée: 3 ans minimum.

Position Cadre.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référ. 64651, Contesse Publicité, 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-TITN
recherche pour son département

Systèmes de commutation

Pour le développement de gammes de produits STANCOM, BANKCOM, AIRCOM :

- ***Analystes programmeurs***
de formation IUT, débutants et 1-2 ans d'expérience pour participation à la réalisation, mise en place et installation de Logiciel de commutation de messages (réf. DSCO1).
- ***Ingénieurs***
débutants et 1-2 ans d'expérience, bonne formation de base Télécommunications, pour des *développements de pointe de* Logiciel de Télécommunications (réf. DSCO2).
- ***Ingénieurs système***
3 à 5 ans d'expérience, ayant participé à des projets de Télécommunications, *de préférence* sur importantes configurations, destiné à assurer le développement de nos produits (réf. DSCO3).

Envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant la référence *choisie*, à **THOMSON-TITN - DSCO** - 55 *rue* Edgar Quinet - 92240 MALAKOFF.

MEDIA PA



SERITA
RESEAUX - GENIE LOGICIEL

Pour élargir nos activités étude et développement de logiciels "réseau", nous recherchons des

ingénieurs logiciel

- **débutants** (*formation* ESE, ENSEEIHT, Maîtrise,...)
- **confirmés** (2 à 5 ans d'expérience)

motivés pour le développement de logiciels de qualité dans les domaines suivants :

Logiciel de base, X25, X29, VIDEOTEX, TELETEX, DSA, PROTOCOLES ARCHITEL, ...

Nous offrons responsabilités et autonomie dans une société à taille humaine.

Adressez votre candidature accompagnée d'un C.V. sous référence P/03 à

SERITA
11 rue Bailly - 92200 Neuilly

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

(1 milliard 1/2 de C.A. - 6.000 personnes)
recherche pour les
SERVICES TECHNIQUES
de ses unités de production
région parisienne et centre de la France

JEUNES INGENIEURS EN INDUSTRIALISATION

DEBUTANTS OU AYANT PREMIERE EXPERIENCE.

Ils *auront pour mission, l'étude* et la mise au point des produits nouveaux et des procédés de fabrication dans les meilleures conditions de productivité et fiabilité.
Les postes requièrent :
- Une formation d'ingénieur Grande Ecole Mécanique ou Chimie.
- Des qualités d'animateur et de réalisateur.
- La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Les postes sont à pouvoir immédiatement.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 3474 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09 *qui* transmettra.
Il sera répondu à toutes les candidatures.
Discrétion assurée.

AGENCE D'ABONNEMENTS

Filiale d'un Groupe spécialisé étranger, Intermédiaire entre les ÉDITEURS de Revues techni*ques, économiques,... et les ORGANISMES* ABONNÉS (bibliothèques universitaires, centres de documentation publics et privés) notam*ment les Grdes Sociétés, rech. pour Siège* LA CELLE ST CLOUD

JEUNE CADRE COMMERCIAL
intérieur - extérieur

Dépendant du Directeur Commercial, il aura une double fonction
- **A L'INTÉRIEUR : *responsable de l'administra*tion ventes (devis, suivi des commandes et facturations, courrier,...) de la + impte des *4 sections commerciales (2 employées).***
- **A L'EXTÉRIEUR (Rég. PARIS et Province) : visites de « maintenance » aux principaux *Clients et prospection* très *sélective de déve*loppement.**

POSTE ÉVOLUTIF

- **La trentaine et une formation générale/littéraire type Licence ou DEUG • PARLANT ANGLAIS (*indispens.*)**
- **1re EXPÉRIENCE D'ADMINISTRATION DES VENTES et/ou VENTE DE SERVICES.**

***DISCRÉTION ABSOLUE.* Lettre *manuscrite*, C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 5031 à**

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Ministère de la Défense
Section d'Etudes et de Fabrications des Télécommunications recherche

Responsable administratif H/F

Directement rattaché au Service du Personnel, notre candidat sera chargé de l'ensemble du traitement de *dossiers de retraites et pensions.*
Il mettra en place un certain nombre de procédures afin de structurer le service qui lui sera confié.
Ce poste doit évoluer vers des responsabilités plus larges dans le domaine social.
Notre candidat devra obligatoirement justifier d'un diplôme de gestion. DUT, DEUG AES ou équivalent.
Nous acceptons les débutants à condition qu'ils aient une personnalité déjà affirmée et les motivations nécessaires pour évoluer.

Nous vous remercions d'adresser un dossier complet et prétentions, sous réf. 777 I, à :



nicole maury conseil
5 rue Saint-Pantaléon
31000 Toulouse
qui vous assure d'une totale discrétion. Les entretiens auront lieu à *Paris.*

média-system

---

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 296-15-01



REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151.80	180.03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Notre client est un des plus importants groupes industriels français. Après une **période d'investissement**, une de ses filiales met en place de nouvelles structures qui lui permettront d'aborder dans les meilleures conditions de nouveaux marchés et de consolider sa position dans des domaines où elle possède une excellente image. Dans ce contexte, elle recherche pour renforcer son équipe commerciale un

Responsable de l'administration commerciale

Il aura la responsabilité de la **gestion des commandes, de la liaison entre l'équipe commerciale et l'usine** et de la **gestion des stocks.** Assisté de 2 personnes, il travaillera, avec l'aide de systèmes informatiques, en étroite collaboration avec les cadres commerciaux, les responsables marketing et technico-commerciaux. Il sera rattaché au Directeur Commercial. Le candidat que nous recherchons possède nécessairement une première expérience de la fonction. Autonome, il aura prouvé ses qualités d'animateur et son aptitude à **prévoir, planifier et gérer des volumes importants.**

La rémunération proposée sera fonction de l'expérience. Enfin, nous souhaitons trouver un réel potentiel susceptible d'évoluer au sein du Groupe. Le poste est situé à Paris.

Nous vous remercions de faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + prétentions) sous réf. 242/6/LM à Jean-Louis MUTTE.

KM Mutte Kerrnevez s. HSS sem 27, rue du Général Foy 75008 PARIS
Francfort Londres Paris Zurich

MEDIA PA

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet
Membre du Groupe ABN

recherche
pour Agence Parisienne

SECOND D'AGENCE

Responsable de la Clientèle Privée (Clientèle de très bon niveau)
- ayant une très bonne expérience des problèmes patrimoniaux, notamment des valeurs mobilières;
- capable de remplacer le Directeur de l'Agence dans les relations avec la Clientèle d'Entreprises.

Ce poste conviendrait à diplômé de l'Enseignement Supérieur et/ou I.T.B. possédant OBLIGATOIREMENT une expérience bancaire de plusieurs années.

Merci d'adresser CV et prétentions à BANQUE N.S.M.
Section Recrutement - BP 466.08 - 75366 Paris Cedex 08

Importante société d'ingénierie spécialisée dans les techniques de pointe recherche pour son service ***promotion et relations internationales***

Rédacteur technique

- *rédaction des textes techniques et rewriting.*
- *synthèse d'informations techniques et économiques.*
- *conception et réalisation de moyens promotionnels.*
- *missions ponctuelles d'assistance pour des opérations de relations publiques.*

Le cadre que nous recherchons a une formation supérieure et a exercé pendant plusieurs années une fonction similaire en milieu industriel.

Les qualités rédactionnelles et relationnelles, la maîtrise de l'anglais et une réelle attirance pour le domaine technique sont indispensables pour mener à bien les missions proposées.

Lieu de travail : proche banlieue Sud.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous réf 3377 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Conseiller en achats de produits pétroliers

La Société :
- opère dans le monde entier, est spécialisée depuis 50 ans dans le contrôle des dépenses d'énergie.

Le job :
- aider nos clients français à obtenir de meilleures conditions sur l'achat de leurs produits pétroliers, le poste est basé à Paris-La-Défense.

Le candidat :
- a une bonne connaissance du marché français des produits pétroliers.
- une expérience de plusieurs années dans une compagnie pétrolière est un avantage.
- est capable de s'exprimer en anglais.

nus — Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf 9631 indiquée sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média system

Chef du Service Juridique

Une Société française, de dimension humaine et de réputation internationale, spécialisée dans la production et la commercialisation de produits de prestige distribués sur tous les continents, recherche son Chef de service juridique. Sous l'autorité du Secrétaire Général, il animera une équipe de 3 personnes et aura à traiter de problèmes juridiques très variés touchant aussi bien au **droit des sociétés, au droit des affaires et à la réglementation commerciale, à la gestion et à la protection des marques ainsi qu'à certains aspects de la législation sociale** ... Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 30 ans, de formation supérieure, niveau maîtrise en droit, ayant de bonnes notions en anglais et bénéficiant d'une première expérience d'environ 4 ans impliquant en particulier de réelles connaissances dans les domaines relevant du **Droit des Sociétés.** La rémunération, fonction de l'expérience, pourra atteindre 180.000 F.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 303230 M à ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris

ORION l'homme et l'entreprise



350 PERSONNES EN FRANCE
CORRESPONDANT TOUCHE ROSS

RECHERCHE

consultants

2/3 ANS D'EXPERIENCE
SOIT EN ENTREPRISE
SOIT EN CABINET

- GESTION ADMINISTRATIVE COMMERCIALE PRODUCTION INFORMATIQUE
- SECTEUR SERVICES INDUSTRIE
- FORMATION GRANDES ECOLES

POUR PARTICIPER AU DEVELOPPEMENT AMBITIEUX DE SON ACTIVITE CONSEIL EN ORGANISATION

ENVOYER LETTRE DE CANDIDATURE A : S. AUDOUIN

BDA

185, Av. Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE

LEADER MONDIAL DES FABRICANTS DE PHOTOCOMPOSEUSES

recherche

analyste-programmeur

ayant au moins 2 années d'expérience
+ une expérience significative en téléprocessing, mini et micro-informatique.

Pratique du COBOL/GAP indispensable.

La connaissance du matériel BURROUGHS série 90/900 et IBM 34/38 serait appréciée.

Envoyer CV et prétentions à M. Laurent MASSON
LINOTYPE FRANCE
27, boulevard Hippolyte-Marquès
94200 IVRY-SUR-SEINE.

Emplois et Entreprises

IMPORTANT CABINET D'INGÉNIEURS-CONSEILS EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE PARIS

offre une excellente opportunité à un

INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE OU ÉQUIVALENT

possédant quelques années de pratique et motivé par :
L'INNOVATION et les BREVETS D'INVENTION

Profil souhaité : Electricien (Electrotechnique ou électronique) ou Physicien : culture technique. Capacités d'analyse et de synthèse. Aptitudes rédactionnelles, ouverture pour le droit. Anglais (TB) ; Allemand préférable.

Activités : Consultations et travaux variés pour la protection juridique d'innovations industrielles, contacts extérieurs, formation complémentaire possible

Poste stable, de confiance à caractère évolutif dans ambiance dynamique.

Salaire initial prévu 130.000 à 300.000 F, selon expérience et qualification.

Envoyer C.V. avec lettre manuscrite, références et prétentions sous No 55863 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - O.T.

Entreprise industrielle
VILLENEUVE LA GARENNE 92
recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

pour prendre en charge toute l'administration de l'entreprise et plus particulièrement : gestion du personnel, services généraux, relations avec les partenaires sociaux, assurances...

Nous souhaitons rencontrer un homme dynamique et polyvalent ayant l'expérience d'un poste similaire acquise en P.M.I.

De bonnes connaissances en législation sociale, une ouverture à l'informatique et une grande disponibilité sont indispensables.

Merci d'adresser votre candidature détaillée, photo et rémunération actuelle sous réf. 040 à :

Scop 7 — 2, avenue du Général Leclerc 75014 PARIS

Un Groupe Industriel Français, renommé sur le marché des matériaux de construction, recherche pour sa principale filiale (C.A. 82 : 650 MF, 1 000 personnes, 5 établissements) dont le siège est à Paris un

Adjoint au directeur commercial

Après une mission d'analyse de clientèle et de mise en œuvre de la gestion commerciale informatisée, vous encadrerez la force de vente (10 personnes) et développerez les nouveaux produits.

Jeune diplômé au sein d'une équipe jeune, nanti de préférence d'une première expérience de la distribution industrielle, vous mettrez en pratique vos connaissances de marketing et confirmerez que diplomatie et efficacité sont clés de succès au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous réf. ADC/8/LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Négociateur centrales

Nous sommes une société française d'équipements électriques automobiles, liée à un puissant groupe européen. Nous fournissons les principaux constructeurs, tant pour l'équipement d'origine que pour le rééquipement. Parallèlement nous développons notre chiffre d'affaires dans la distribution moderne.

Nous recherchons un cadre rattaché au Directeur des Vente Rechange France. Il aura pour mission de négocier le référencement de nos produits avec les centrales nationales et régionales et les groupements d'achats, organiser et suivre les actions de promotion spécifiques en liaison avec les chefs de régions, contrôler et analyser les résultats.

Environ 30 ans, il connaît déjà bien le commerce organisé (de préférence «5e rayon»). Bon négociateur et organisateur il est capable d'élaborer une politique client et de la mettre en application sur le terrain.

Ce poste, basé en proche banlieue ouest requiert une mobilité géographique évidente.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 4767M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

SOURCES

digital
Nº 1 de l'informatique interactive

Superviseur comptable

Vous animerez une équipe de 7 personnes, responsable de la comptabilité générale de la Société : fournisseurs, immobilisations, gestions des centres de coûts...
Vous avez une expérience de l'animation, une pratique de l'outil informatique et si possible une connaissance de la comptabilité anglo-saxonne. Vous parlez l'anglais.

Ecrivez sous la REF M32 à la Direction du Personnel,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex.

Société Générale pour les Techniques Nouvelles

Importante Société d'Ingénierie
1100 personnes dont 550 ingénieurs et cadres
recherche
pour faire face à son développement

2 ingénieurs "assurance de la qualité" confirmés

Ils devront assurer les audits internes et les audits externes, participer à la définition du programme assurance de la qualité et former le personnel.

Une expérience industrielle d'au moins 5 ans tant sur chantier à l'étranger que dans la fonction ASSURANCE QUALITE ainsi que la connaissance de l'anglais sont indispensables.

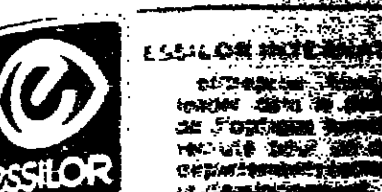
Envoyez CV, photo et prétentions sous la référence AQ à

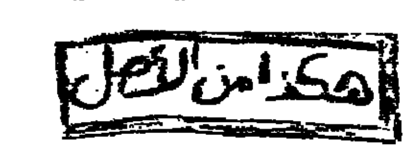


Direction du Personnel
1 rue des Hérons - Montigny le Bretonneux
78184 St-Quentin-en-Yvelines Cedex

SOURCES

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.





REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Société recherche pour pays étrangers

ingénieurs ELECTRONICIENS
techniciens ELECTRONICIENS

ayant des connaissances en calcul logiciel.
Après mise au point en France d'environ 6 mois les postes seront à pourvoir en AFRIQUE et au MOYEN-ORIENT.
Niveau BTS ou DUT ingénieur.
La connaissance de l'électronique radar serait un atout supplémentaire.
Envoyer CV sous référence 7016/M à :
AMP 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS



ESSILOR INTERNATIONAL
entreprise française leader dans le domaine de l'optique lunetterie, recrute pour un de ses départements recherches et développement

JEUNE INGENIEUR E.S.O.
(ou physicien spécialisé en optique)

Très motivé pour un travail d'études, il sera chargé de conception et mise au point de méthodes et moyens de contrôles optiques ou mécaniques.
Sens du concret, du dialogue et de la communication indispensable.
Connaissances complémentaires en électronique et/ou informatique appréciées.

Lieu de travail : Paris

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à ESSILOR, Service Affectations
57, av. de Condé 94100 St Maur
sous réf. 64860

BANQUE PRIVÉE
PARIS-8e
recherche

ORGANISATEUR

– 2 ans d'expérience environ Formation Ecole de Commerce ou Ingénieur ;

Environ lettre manuscrite, C.V. photo et prét. à O.C.B.F. – 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS
qui transmettra s/réf. 1030 M.

Gestion dynamique du personnel (350 pers.)

- Vous serez responsable de la gestion administrative du personnel ainsi que de la gestion des carrières et des systèmes d'évaluation.
- Vous avez une première expérience dans la fonction personnel et vous souhaitez un poste complet, vous parlez anglais.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 547-02 à notre Conseil :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS *(confidentialité, réponse assurée)*

THOMSON-TITN
recherche pour son Département
Logimétrie

Pour le développement de la gamme des logimètres DPMS, destinés à l'évaluation des performances des ordinateurs et des réseaux :

- ***Ingénieur logiciel***
Connaissances INTEL appréciées.
- ***Ingénieurs matériel***
débutants ou quelques mois d'expérience. Connaissances logique et microprocesseurs appréciées (réf. LOG1).
- ***ATP***
connaissances hautes fréquences, rayonnement, EMI, VDE très appréciées (réf. LOG2).
- ***ATP***
pour diriger une équipe de techniciens de production (réf. LOG3).
- ***AT3/AT2***
bonnes connaissances logique, mémoire et microprocesseurs. Débutants acceptés *(réf. LOG4).*

Envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à **THOMSON-TITN** - 3 rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.

THOMSON-CSF

MEDIA PA

VALENTINE

C.A. en constante évolution
(+ de 400 millions de francs)
1100 *personnes - 2 établissements*
présents sur tous les marchés de la peinture
recherche pour son SERVICE PAYE

CHEF DE GROUPE

Expérimenté en paye informatisée, charges sociales et *retraites.*
Expérience minimum 2 ans.
Niveau Bac.
Fixe + 13è mois. Avantages sociaux.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
Compagnie des Vernis VALENTINE
Direction du Personnel
185, Av. des Grésillons 92230 GENNEVILLIERS.

---

carrière bancaire

Votre expérience bancaire, acquise en Allemagne et en France, vous permet de résoudre les problèmes de grandes firmes européennes implantées à l'étranger.
Vous êtes mobile ; votre anglais est courant (un vrai trilingue...) ; quelques années sur le terrain (africain) au niveau classe VII, puis un poste de classe VIII à la division internationale du siège, voilà le plan de carrière à *M.T. que nous* pouvons vous proposer.

Ecrivez-nous sous réf. *6075/M :*
M. BRY 12, rue de Dantzig
75015 PARIS
vous contactera rapidement.

IMPORTANTE ENTREPRISE
BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
recherche

JEUNE INGENIEUR DIPLOME

H. ou F. minimum 30 ans et possédant plusieurs années de pratique en entreprise (Bureau d'Etude, Méthodes et Chantiers)

pour prendre en charge, sous l'autorité du *Chef de Service «ETUDES DE PRIX», l'étude* complète et la mise à prix des affaires qui lui *seront confiées, en liaison* avec les autres services techniques de l'entreprise (Bureau d'Etudes, Service Méthodes et Service Produits).

Le poste est à pourvoir au Siège de l'entre*prise en région parisienne et offre de réelles* possibilités d'évolution pour un élément de *valeur.*

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 64632 à Contesse Publicité
20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra

AUDIT
vous êtes
SUPERVISOR
ou
MANAGER

dans une firme d'Audit.
– Vous recherchez un poste à responsabilité dans un grand Cabinet Français. Commissaire aux Comptes d'importants groupes.
– Nous avons un projet pour vous.
Env. lettre de candidature manuscrite, CV. photo et prétentions sous réf. DF à Chantal BAUDRON S.A.
61, bd Haussman, 75008 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PRIVEE - PARIS 8e
recherche
pour son Service engagement

CADRE classe V ou VI

De formation juridique (niveau licence en droit ou équivalent) possédant une solide expérience juridique et bancaire.

Env. lettre manuscrite + CV à Service du Personnel BP 156.08 - 75363 PARIS CEDEX

CENTRE MICRO-INFORMATIQUE
cherche

COMMERCIAL HAUT NIVEAU

Connaissances en micro et mini-ordinateurs appréciées.
Sûr de sa valeur pour :
– développer l'affaire ;
– se prendre totalement en charge ;
– assumer le risque mais aussi le succès de l'entreprise par un gain lié aux résultats.

Envoyer C.V. manuscrit et photo, réf. 2 C
MICRO 78
2 bis, rue Saint-Honoré, 78000 VERSAILLES.

BANQUE PRIVÉE
Paris 8e
recherche pour sa
DIRECTION
DE L'ORGANISATION
ET DE L'INFORMATIQUE

ANALYSTE

Le poste:
sous l'autorité d'un responsable de secteur d'études (4 à 6 analystes), assurer indifféremment la *conception* de systèmes informatiques et la mise en œuvre de *nouvelles procédures* administratives.

Le candidat:
– formation supérieure (diplôme d'Ingénieur, de Grande École Commerciale ou MIAGE),
– expérience de 2 à 3 ans acquise de préférence dans le domaine de la Bourse et des titres,
– *si possible* connaissance du matériel IBM et de l'utilisation des logiciels DOS-VSE, CICS, VSAM, DL/1.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. précis, photo et prétentions, sous réf 8736, à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

Plan Champs

MONOD FRANÇAISE DE BANQUE

recherche pour son Service Juridique, un

cadre confirmé

Profil souhaité :
- Diplômé d'enseignement supérieur niveau maîtrise droit privé ou *DESS* bancaire.
- Solide expérience bancaire contentieux et recouvrement *(5 à 10 ans minimum).*
- Connaissance approfondie : droit et contentieux bancaire, droit cambiaire et de la faillite, droit des sociétés et mise en place des suretés.
- Bonne pratique des opérations bancaires de crédit en relation avec la clientèle et les exploitants commerciaux.

Lettre + Curriculum-Vitae à MFB/Personnel
57, avenue Hoche, 75008 Paris.

P.R.B.

Dans le cadre
d'un grand projet national
ORGANISME PUBLIC
recherche
PLUSIEURS INFORMATICIENS
pour étoffer son Service Informatique
en cours de création

CHEF DE PROJET

pour seconder et remplacer à terme le responsable chargé de la conduite du Projet National.
Ce poste implique de bonnes connaissances dans les bases de données, les réseaux et les procédures temps réel.

CHEF DE PROJET

profil organisateur, chargé de la mise en place du Projet dans les services.

CHEF DE PROJET

informaticien de gestion, chargé de l'automatisation des services administratifs et financiers et de la gestion commerciale.

Ces trois postes impliquent une forte participation *dans des équipes pluri*disciplinaires comprenant des non-informa*ticiens. Ils nécessitent un sens aigu des* contacts humains et une expérience *informatique de quelques années.*

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

avec D.U.T. ou équivalent + 2 années *d'expérience. Connaissance des langages de* programmation COBOL, PL1.

POSTES DISPONIBLES A PARIS.

Prière d'adresser un C.V. détaillé avec photo et salaire actuel sous No 64385 à
Contesse Publicité, 20 av. Opéra
75040 Paris cedex 01 q. tr.

AUDIT et COMMISSARIAT AUX COMPTES
FRINAULT FIDUCIAIRE
recherche
CHEFS DE MISSION
HEC - ESSEC - ESC - IEP

- une pratique de 4 ans minimum dans un cabinet est une condition indispensable
- la connaissance de l'Anglais est appréciée, certaines missions se situant dans l'environnement *du groupe international* K.M.G.

Envoyez lettre de candidature manuscrite, C.V., *photo et prétentions à Yves GALTIER*
FRINAULT FIDUCIAIRE, 8, rue Bellini 75016 PARIS

INTERTECHNIQUE
AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche
pour sa *Direction* Organisation et Informatique

INGÉNIEURS INFORMATICIENS
(réf. DO1-17)

Titulaires d'un diplôme d'études supérieures (écoles d'ingénieurs, Miage...). Au sein d'une équipe jeune, ils par*ticiperont à la conception et à la réalisation de différents* projets de gestion en temps réel sur base de données à l'aide d'un mini-ordinateur RÉALITÉ 2000.

La diversité et l'originalité de ces projets ainsi que leur intérêt dans le domaine de l'informatique nouvelle permettront aux candidats de développer leurs connaissances et leurs compétences et d'être à même, ultérieurement, d'assumer d'importantes responsabilités.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.
Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

SOCIÉTÉ TEXTILE, leader dans sa branche,
Filiale d'un groupe français important
recherche

1 DÉLÉGUÉ COMMERCIAL
25 à 35 ans

Pour PARIS et Région Parisienne résidant sur ce secteur, *disposant d'un véhicule en bon état,*

Pour développer et prospecter clientèle de détail et Grands Magasins. Présentation de la Collection.

Ce poste est à pourvoir rapidement.

– Rémunération motivante : Fixe + Primes sur objectifs – 13e mois – Frais de voyage. STATUT CADRE.

Ce poste conviendrait à un vendeur de haut niveau.

Adresser lettre manuscrite et C.V. + photo à M. MAITRE – 1, rue du Fg-Saint-Honoré, PARIS-8e.

Réponse et discrétion assurées

GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés
ÉRIA - ÉCA AUTOMATION)

STÉ D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE
(630 personnes - C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel
de *taille* internationale

dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

INGENIEURS INFORMATICIENS

débutants ou ayant quelques
années d'expérience,

Postes à pourvoir	: développement de logiciel avant vente suivi d'affaires conduite de projets
Domaines	: télécommunications, réseaux de données, télématique, microinformatique

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2016 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 St Cloud Cedex
Tél. : 602.70.47

Publicités Régnier

SEMATEL



CONSTRUCTEUR TELEPHONIE
Secteur privé lié à un Groupe Européen
recherche pour Etablissement de
RUNGIS (94513) Zone Silic

INGENIEUR/TECHNICIEN SUPERIEUR ELECTRONICIEN

Mission :
– mise au point, suivi de fabrication et contrôle de centraux petite et moyenne capacité.

Profil :
– titulaire BTS ou DUT,
– 4 à 5 ans d'expérience minimum,
– excellentes connaissances en électroni*que et téléphonie,*
– expérience pratique en micro-processeur.
– *Anglais ou allemand apprécié.*

Envoyer C.V. détaillé et prétentions :
SEMATEL - 364, rue Lecourbe-75015 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION
recherche

LE OU LA RESPONSABLE DE SON SERVICE DOCUMENTATION

Il ou elle aura la responsabilité de la gestion et du fonctionnement du service (12 personnes) de la maintenance du fonds documentaire et de la bibliothèque.

Il ou elle animera l'actuel projet d'information de l'organisme et coordonnera les travaux d'élaboration d'un thésaurus qui sont en cours.

Le ou la candidat(e) retenu(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur (niveau D.E.S.S. ou équivalent) et technique (I.N.T.D. université Paris-VIII...) devra justifier d'une expérience professionnelle de plusieurs années acquise dans un service de documentation, ainsi que d'une spécialisation informatique documentaire.

Adresser lettre manuscrite avec c.v. à M. DORGET, I.N.C., 80, rue Lecourbe, 75732 PARIS CEDEX.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE VAL-D'OISE – YVELINES
recherche un

CADRE JURIDIQUE

Pour son service d'assistance juridique, économique et administrative.
Il sera affecté au centre de documentation et d'études, basé à la délégation de la C.C.I.I. à Pontoise (95).
Une licence en droit est souhaitée.
Les dossiers des débutants seront examinés.
Le candidat devra s'intégrer à une équipe déjà existante.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Service du Personnel, 21, avenue de Paris, 78011 Versailles.

GROUPE DE SOCIÉTÉS DE SERVICES

recherche

UN (E) JURISTE

POUR ASSISTER ET CONSEILLER LA DIRECTION GÉNÉRALE DANS LES DOMAINES JURIDIQUES ET ADMINISTRATIFS DE LA GESTION

CE POSTE CONVIENDRAIT A UN DIPLOMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AYANT ACQUIS UNE EXPÉRIENCE DE PLUSIEURS ANNÉES EN ENTREPRISE OU EN CABINET ET POSSÉDANT DE RÉELLES CAPACITÉS DE CONTACT.

Adresser C.V. + photo + prétentions à PRAIRIAL, 47, rue de Tournelles, s/nº 8.697 qui transmettra.

AÉROPORT DE PARIS
recherche pour ORLY

UN CADRE DIPLOMÉ :

ESSEC - ESC - DECS ou ÉQUIVALENT
28 ans minimum.

- La personne recherchée sera responsable d'une section comptable et administrative (30 personnes).
- Chargée de la facturation.
- Du traitement des charges d'exploitation et de la comptabilité analytique.

Ce poste requiert aptitudes et expérience de l'encadrement et de l'utilisation d'outils informatiques.

Adresser lettre et curriculum vitae à : M. CARRIÈRE, AÉROPORT DE PARIS, 291, boulevard Raspail, 75014 PARIS ou téléphoner au 320-15-00 (poste 580).

ORGANISME PUBLIC
chargé gestion marché agricole
dans cadre C.E.E. recherche :

RÉDACTEUR ÉCONOMIQUE

30 ans environ.
DESS ou DEA Sciences Eco exigé.
Bonne connaissance de l'anglais.
Nationalité française.
Libéré service national.

Ecrire avec C.V. et photo obligatoire s/nº 7.925, LE MONDE Publicité, Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Etudiants, Etudiantes,

prévoyez votre rentrée 83/84.

L'Office Universitaire de Presse recherche

60 RESPONSABLES DE CENTRE (Paris/Province)

LEUR MISSION : Recruter, former et animer une équipe de vente étudiante chargée de promouvoir 300 offres d'abonnement presse en milieu universitaire et scolaire.

CONDITIONS :
- Statut étudiant - 19/25 ans
- 20 heures/semaine
- Voiture/téléphone
- Contrat 6 mois fixe + intéressement
- Formation assurée
- Candidatures traitées par ordre d'arrivée

OFUP Adressez C.V. + lettre avant le 30 avril à Thierry PRUDHOMME - OFUP 70, rue Mouffetard - 75255 PARIS Cedex 05

Cabinet de services

Gestion complète

- Votre responsabilité administrative et financière portera sur la comptabilité, les budgets, tableaux de bord, gestion du personnel.
- Vous serez également responsable du fonctionnement de l'établissement et des services généraux (15 à 20 personnes). L'environnement est jeune. Le cabinet est dirigé par des associés (partnership).
- Vous savez communiquer en anglais et êtes convaincu que le service au client est une priorité.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 546-21 à :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

SOCIETE VENTE PAR CORRESPONDANCE ABONNEMENTS PRESSE
recherche

CHEF DE FABRICATION

- bonnes connaissances de tous procédés de fabrication et de personnalisation des mailings (impression en continu, laser, etc...).
- Etablissement et suivi des plannings de production, des budgets.
- Négociations avec les fournisseurs.

2 ans minimum expérience VPC indispensable agence ou édition.

Adressez CV, photo et rémunération souhaitée s/réf. 11974 à : PIERRE LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Société internationale siège PARIS agent général d'usines de composants nobles pour mécanique de très haute précision, offre situation à

CADRE

DIPLOME GRANDE ÉCOLE COMMERCIALE

Une expérience pour les produits industriels, relations et visites clients est indispensable. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Très bonne situation, stable et d'avenir convenant à un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et prétentions sous référence 3.157 à Emplois et Entreprises, 18, rue Volney, 75002 PARIS.

CENTRE CHIRURGICAL MARIE LANNELONGUE
133, av. de la Résistance, 92350 Le Plessis-Robinson, recrute pour son laboratoire de chirurgie expérimentale UN (E) INFIRMIER (E) titulaire du Cafiso apprécié pour assurer les fonctions de panseur-instrumentiste.
Adresser C.V. au Chef du Personnel.

PARIS-1er, Société AGRO-ALIMENTAIRE recherche

COLLABORATEUR

HOMME

25-30 ans
Niveau DECS
pour fonctions administratives

Avantages sociaux
Restaurant d'entreprise
Primes vacances.

Ecrire G.M.P. avec photo et prétentions M. CHANUT, B.P. 40, 75001 PARIS.

INGÉNIEURS

Bonne connaissance mathématiques, langage FORTRAN. Conn. physique aréonautique. Expérience, automatisme ou simulation. Hauts salaires. ETT 246-58-93.

ASSISTANT (E) EN RECRUTEMENT

Nous sommes une entreprise de distribution. Notre expansion est constante, magasins à Paris et en province. Notre notoriété ne cesse de s'accroître au niveau national.

Nous recherchons pour notre Direction de l'emploi (Paris), une jeune cadre qui se verra confier une partie du recrutement sur nos différents secteurs d'activité. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure : PSYCHOPRAT, Institut de PSYCHO, désireux de concrétiser ses connaissances, théoriques dans la fonction.

Nous vous remercions d'adr. vos dossiers de candidature sous réf. 361 Trendances, 9, rue Arsène-Houssaye 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ VIDÉO
recherche

RESPONSABLE DES VENTES SECTEUR HI-FI, RADIO, TV

Pouvant justifier de plusieurs années d'expérience de vente auprès des centrales, grossistes et revendeurs, radio, TV, Hi-Fi...
Poste d'avenir au sein d'un groupe à forte croissance.

Env. lettre manuscrite, c.v. et photo à M. DETRY, 27, rue de Surène, 75008 PARIS.

Société recherche ANALYSTE PROGRAMMEUR EXPÉRIMENTÉ COBOL, IMS DB/DC

Disponible rapidement.
Très bon salaire.
Téléphone : 209-56-27.

TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN

Bon niveau (DUT, BTS, BT) pour études câblage, montage essais de prototypes : logique, analogique et microprocesseur. Expér. pratique nécessaire. Intégration au sein d'une équipe jeune dans une P.M.E. dynamique.
Salaire en rapport avec compétences.
Ecrire SONELEC Sénia 542 94577 RUNGIS Cedex.

LE CARAVANIER
L'OFFICIEL DES TERRAINS

recherchent

JOURNALISTE

pour rubriques « terrains de camping » Pratique photo et permis V.L. exigés.

Envoyer C.V. et prétentions à : EDIREGIE, B.P. 379. 75869 Paris Cedex 18.

P.M.E.
travaillant exclusivement à l'exportation

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

A PARIS POUR :
- Etablissement et suivi du budget de la société.
- Gestion de la trésorerie.
- Gestion budgétaire des contrats.
- Opérations financières liées aux contrats (financements, cautions, garanties...).
- Connaissances fiscalité française et étrangère appréciées.

Formation supérieure et expérience d'une dizaine d'années dans société similaire nécessaires.

Anglais courant indispensable.

Adresser C.V. et références sous nº T 039.122 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

IMPORTANTE ORGANISME PUBLIC PARIS

recherche pour ses études législatives et réglementaires, et ses conseils aux entreprises

UN JURISTE D.E.S. OU DOCTORAT

- ayant une solide formation en droit public et privé
- tourné vers les questions économiques
- capable d'animer rapidement une équipe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions Ecrire sous le nº 258829 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTATEUR COMPOSANTS ELECTRONIQUES situé à EVRY cherche

GESTIONNAIRE BILINGUE ALLEMAND

Responsable des relations fournisseurs et des opérations administratives.
Formation DUT gestion ou équivalent.
Connaissance informatique appréciée.

Env. C.V., Photo et prét. à SEDI 91031 – Evry Cedex.

DENAIN ANZIN MINÉRAUX recherche

COMPTABLE CONFIRMÉ

10 ans d'expérience pour seconder le chef de la comptabilité de la Société.
Localisation : Longueville Provins.

Curriculum Vitae à : D.A.M. Sainte Colombe 77650 Longueville.

Centre de Formation à l'Informatique, banlieue Sud-Ouest de Paris cherche un RESPONSABLE DE FORMATION ayant MIAGE, expér. prof. 1 à 2 ans dans domaine mini/micro-informatique, pour participer à conception, organisation et suivi de stages.
Adresser C.V. manuscrit + photo, sous nº 7.929 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateur)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

- Option : informatique, automatique, électronique.
- Débutants à 3 ans d'expérience.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. à AXIAL PUB s/réf. 2.125, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

CENTRE DE FORMATION recherche POUR ANIMATION DE STAGES EN LANGUE ANGLAISE

ANIMATEUR (TRICE)

BILINGUE ANGL./FRANÇAIS
PROFIL :
- Formation universit. (litt., linguistique, psycho, etc.)
- Age : 25/35 ans.
- Excellente présentation.
- Personnalité extravertie.
- Extrêmement dynamique.
- Expér. souhaitée mais non exigée.
- Ayant le goût du jeu dramatique.

Env. lettre manuscr. + C.V. + PHOTO à PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

POUR PARTICIPER A SA TRÈS FORTE EXPANSION

A.K.R. S.A.

Sté FRANÇAISE LEADER dans le DOMAINE DES

ROBOTS

DE PEINTURE recrute

UN INGÉNIEUR

DIPLOMÉ, ayant le goût des automatismes, pour élaborer avec l'utilisateur les projets de robotisation. Ce poste requiert une grande curiosité technique, une gde disponibilité et l'envie de *créer*. La connais. de langues étrangères serait appréciée dans le cadre de l'activité internationale d'A.K.R.-S.A.
Env. C.V. manuscr. et prét. à

A.K.R.
Z.I. de Saint-Guenault 91031 EVRY CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE PARIS-16e recherche :

CADRE RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT IMPORTATION

HABILLEMENT - BAZAR
Connaissant produits marchés d'approvisionnement et de distribution.
Anglais indispensable.

Adr. C.V. et prét. s/nº 64.937 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Société Paris-20e
Activité aéronautique
recherche pour son Bureau d'Études électroniques analogique et digitale.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

DÉBUTANT
ou 3 ans d'expérience

A.T. 2 ÉLECTRONICIEN

Coefficient 285
BTS ou DUT.

Adresser. C.V. et prétentions. sous nº 64.887 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

T.R.T.
recherche

COLLABORATEUR DIRECT DU RESPONSABLE

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

- Niveau B.T.S.
- Notions informatique.
- Connaissant nouveau plan comptable.

Adr. C.V. et prét. à T.R.T. 88, rue Brillat-Savarin, 75013 PARIS.

Société d'ingénierie
LA DÉFENSE
85 % du C.A. à l'export.
Filiales à l'étranger
recherche
pour son dépt financier

COMPTABLE

EXPÉRIMENTÉ

Connaissant bien si possible l'audit anglo-saxon.
Il devra assister le responsable de la comptabilité des Sociétés associées au groupe et effectuera quelques déplacements à l'étranger.
Anglais courant indispensable.

Ecrire avec C.V. et prét. sous nº 64.564 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

GROUPE DE CONSTRUCTION IMPORTANT

Réalise de nombreux projets à Paris et en région parisienne, logements, centre commerciaux, bureaux, équipements collectifs.
Son service technique est constitué d'inspecteurs de travaux. La Direction Générale recherche un Ingénieur E.C.P., T.P., Mines, Arts et Métiers, afin de prendre la responsabilité de l'ensemble du service technique.
Le candidat aura une expérience chez un maître d'ouvrage, afin de maîtriser :
- Les études de coût et de délais ;
- la recherche d'entreprises ;
- le lancement et l'analyse des appels d'offre ;
- le suivi des chantiers ;
- le pilotage et la coordination ;
- les relations avec maîtres d'œuvre, bureaux d'étude, bureaux de contrôle ;
- la comptabilité et la prévision des dépenses ;
- le suivi des contentieux.

Le candidat développera avec la Direction un certain nombre de modes opératoires et secteurs d'intervention.
Sa rémunération sera à la hauteur de sa confirmation de technicien spécialiste du bâtim.
Env. C.V. dét. avec photo au

GROUPE SOFIAM

9, av. Matignon, 75008 PARIS.

URGENT, LTP ST-Nicolas recherche

PROFESSEUR

Temps complet pour enseignement de travaux pratiques en fabrication mécanique.
Niveau lycée. Diplômes exigés BTn + BTS fabrication mécanique et 3 ans d'expérience professionnelle.
Tél. : 222-83-60.

Société proche banlieue Ouest recherche

UN INGÉNIEUR

diplômé G.E. ou D.E.A. Pour études physico-chimiques chromatographie.

Expérience 5 à 10 ans.
Rémunération motivante
Technologie de pointe

Envoyer C.V. et prét. à nº 2.911 Publicités Réunies, 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

L'INSTITUT NATIONALE DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE

recherche pour sa MISSION VALORISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

UN SPÉCIALISTE

(H. ou F.) de la propriété industrielle qui aura la responsabilité, au sein d'une équipe, de la Politique Industrielle (définition de la politique et d'une stratégie, suivi du portefeuille de brevets)

PROFIL :

- Formation scientifique et diplôme du CEIPI ou équivalent.
- Expérience souhaitée : 1 an minimum.

La rémunération annuelle ne sera pas inférieure à 100.000 F et sera variable en fonction de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à :

INSERM – DPAS
101, rue de Tolbiac
75654 PARIS Cedex 13.

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE

recherche pour sa MISSION DE VALORISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

UN JURISTE

(H. ou F.) qui aura la responsabilité au sein d'une équipe de prendre en charge la négociation, la rédaction et le suivi d'accords contractuels.

PROFIL :
- D.E.A., D.E.S.S. de droit privé, de préférence droit des affaires, et connaissances du droit de la propriété industrielle.
- + Qualités personnelles de contact et communication.
- Expérience professionnelle souhaitée dans un service juridique industriel ou dans un cabinet d'affaires.

La rémunération annuelle ne sera pas inférieure à 100.000 F et sera variable en fonction de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à :

INSERM – DPAS
101, rue de Tolbiac
75654 PARIS Cedex 13

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE
recherche pour sa MISSION DE VALORISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

UN CHARGÉ D'AFFAIRE

(H. ou F.) responsable au sein d'une équipe de la valorisation des recherches susceptibles d'être transférées au milieu industriel dans le domaine du génie biologique et médicale (instrumentation, biomatériaux, etc.).

PROFIL :
- Formation scientifique.
- + Ouverture au milieu industriel et au milieu hospitalier.
- + Qualités personnelles de contact et de communication.
- Expérience : 1 an minimum.

La rémunération annuelle ne sera pas inférieure à 100.000 F et sera variable en fonction de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à :
INSERM – DPAS
101, rue de Tolbiac
75654 PARIS Cedex 13

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES quartier Champs-Elysées rech. pour son service GESTION DU PERSONNEL

EMPLOYÉ (E) QUALIFIÉ (E)

(environ 25 ans)
Ayant quelques années d'expérience paye informatisée, déclarations sociales et fiscales.
Niveau bac G3 ou CAP COMPTABILITÉ

Env. C.V. + photo et prétent. à Sélection du Personnel, 16, av. Matignon, 75008 Paris.

REVUE MÉDICALE PARIS recheche

RESPONSABLE PUBLICITÉ

(relations commerciales. Organisation technique)
Expérience fonction et connaissance milieu Presse médicale exigées.

Adresser CV et prétentions à :
H. GARRAULT
24, av. de la Porte-d'Asnières
75017 Paris, qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER spécialisé dans la gestion de portefeuilles cherche

ACTUAIRE FINANCIER

Le candidat qui aura une connaissance approfondie du marché obligataire français sera chargé :
- des interventions sur le marché secondaire ;
- de la gestion des portefeuilles existants ;
- du développement de la clientèle institutionnelle en liaison avec le département des émissions.

Bonne rémunération et intéressement aux résultats.

Avec C.V. détaillé et prétentions.
Ecrire sous le nº T038.662 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

les annonces classées
Le Monde
sont reçues par téléphone du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 296-15-01

secrétaires

Importante entreprise BTP
proche Porte d'Italie
recherche pour sa Direction Générale

secrétaire

Le poste à pourvoir, à partir du 1er juin 83, exige la pratique courante de la sténodactylographie en français et de bonnes notions d'anglais.
Bonne présentation
Vacances été 83 assurées
Horaire : 39 heures/semaine
Restaurant d'entreprise

Les candidates sont invitées à adresser leur CV s/réf. 64847 à Contesse Publ. 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

Société de Production Audiovisuelle recherche

Secrétaire – Accueil

Téléphoner : 575-59-83.

Société industrielle recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS EXPÉRIMENTÉE
Age minimum : 30 ans

Il est demandé :
- Grande disponibilité horaire ;
- esprit d'initiative ;
- sens de l'organisation ;
- parfaite présentation.

Poste à pourvoir rapidement
Lieu de travail :
Mº Pont de Levallois

Env. C.V. + lettre manuscrite + prét. à nº 64.678 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

ENTREPRISE THÉATRALE cherche

SECRÉTAIRE

Très bonne sténodactylo.
285-38-77, entre 10 et 19 h.

ENTREPRISE IMPORTANTE

cherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Expérience souhaitée.
Ce poste s'adresse à une personne ayant un esprit d'initiative développé.
Rémunération fonction de la candidature.

Env. lettre manuscrite et C.V. sous nº T 038.944 M. RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Herckelbout Dawson — BARNES GROUP

Filiale d'un groupe international, nous recrutons une

Secrétaire de direction

parfaitement bilingue anglais (BTS)
1re expérience professionnelle indispensable

Adresser C.V. à Herckelbout Dawson · Mme Reynaud - 83, rue des Fauvelles 92400 COURBEVOIE

MEDIA PA

Organisme de santé Paris-13e recrute une

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE

niveau Direction.
Sténodactylo indispensable.
Tél. (8) 335-42-63, ou écrire P. 313 BLIQUE, B.P. 3097 54013 NANCY CEDEX.

T.R.T.
recherche pour SERVICE FINANCIER

SECRÉTAIRE

CONFIRMÉE
30-35 ans minimum.
- Bonne sténo.
- Connaissance anglais.
- Sténo anglaise appréciée.

Pour secrétariat classique et frappe de tableaux.

Adresser C.V. et prét. T.R.T. 88, rue Brillat-Savarin 75013 PARIS.

Recherche COLLABORATRICE mi-temps après-midi pour visite appartements 5e, 6e, 7e. MARNIER, 222-69-50, sur rendez-vous

---

IMPORTANTE STÉ PUBLICITÉ quartier Etoile/Chps-Elysées recherche

SECRÉTAIRE STÉNO-DACT.
Bonne culture générale.
Minimum 2 ans expérience.
Disponibilité immédiate.
Env. C.V., ph., pr. s/nº 659 M RÉGIE PRESSE 85 bis, r. Réaumur, PARIS-2e.

Filiale de Groupe International recherche
Secrétaire commerciale
Angl. cour. 3 ans d'expérience
Notions de saisie informatique de commandes appréciée.
Envoyer C.V. et prétentions Ecr. s/nº 7909 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

représentation offres

SOCIÉTÉ BITUME
Fabricant de SPORTSTWEAR – FEMME
recherche représentant PARIS – PROVINCE
Expérience EXIGÉE
Tél. 338-20-30 pr rendez-vous

هكذا من الأصل

DEMANDES D'EMPLOIS

Assistante de Gestion cherche emploi de bureau dans banlieue Ouest. Mme DAGOURY, téléphone : 487-44-36

Informatique ingénieur application, exp. 3 ans, production et/ou études/logiciel scientifique temps réel, mitre, L.T.R., WARNIER... recherche emploi Paris, téléphone : 296-60-01

Officier 36 ans, Saint-Cyr, ingénieur électronique, expériences très diversifiées dont direction centre télécom, informatique de gestion, étudie toute proposition sur Paris, Grenoble, Sud-Est.

Ecr. s/nº 7927 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur conseil affaires internationales (46 ans, diplômé ESTP + CHEC, basé en Californie) propose toutes interventions aux entreprises ou Bureaux d'ingénierie concernant la recherche, la négociation à haut niveau, le suivi technique et financier d'opérations en Amérique latine et aux États-Unis.

Ecr. s/nº 1.014 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Professeur d'allemand langue maternelle, 41 ans, études sociales sup., langues franc.-esp.-angl. cour. port.-ital. 15 ans d'expér. ds l'enseig. technique en R.F.A. Ch. poste à sa mesure à partir du 1/9/83. Ecr. Agence Havas B.P. 490 - 57017 Metz Cedex s/n 901.

J. F. 34 ans, parfaite bil. angl. notions esp., all., hébreu. Maîtrise, D.E.A. psycho., nbreux voyages, rel. publiques. Ch. emploi corresp., chargé d'Études, document. BEAULIEU, 69, bd Richard-Lenoir, 75011 Paris. Tél. 357-98-71.

COORDINATEUR T.C.E. exp. prof. importante auprès architectes ou entreprises rech. mission d'appel d'offre coordination. Ecrire sous le nº 033104 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

MARCHES AFRIQUE OUEST

INGÉNIEUR I.A.E. 41 ans, introduit milieu d'affaires, COTE-D'IVOIRE, TOGO, BENIN, NIGERIA, NIGER, HAUTE-VOLTA, cherche responsabilité technico-commerciales, représentation, cadre gestion. Ecrire C. DYAN, 3, rue Pointe d'Ivry, 75013 Paris, qui tr.

ANALYSTE PROGRAMMEUR, 7 ANS D'EXPÉRIENCE MULTINATIONALES, ÉTRANGER, ANGLAIS COURANT, CHERCHE SITUATION STABLE PR 06 OU ÉTRANGER. TÉL. (93) 71-00-04.

Jeune homme (39) d'une excellente éducation commerciale, expérimenté dans le domaine immobilier et financier, trilingue (français, anglais, allemand) connaissance espagnole, nationalité allemande, cherche occupation de grande responsabilité dans la promotion d'une société Française.

Ecr. s/nº 7.901 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique. Direction des applications militaires, Centre d'études de Bruyères-le-Chatel, 51 ans, Diplômé d'études approfondies de physique nucléaire, calcul scientifique, physique nucléaire et interactions particules-matière, c h e r c h e situation Paris banlieue Sud, étudie toute proposition. Louis Faugère, 57, rue Molière, 91470-LIMOURS. Téléphone : 458-06-48.

JURISTE CONFIRMÉ, form. supér., gde expér., banque, assurances, contentieux stés, actes, gde souple, adaptation, ch. situat. stable près DIRECTION JURIDIQUE ou du PERSONNEL. Ecr. s/nº 7.859 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE EXPORT

Homme, 30 ans, trilingue anglais-allemand, formation supérieure, bonne connaissance marchés europ. Produits consomm. et durable, dispon. rapid., étudie ttes proposit., responsabilités en rapport. Ecr. s/nº 1.002 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FONCTION PERSONNEL J.F. 35 ans, excellente présentation, dynamique, faculté d'adaptation, diplômée ens. sup., (lettres psycho-gestion) expér. 9 ans fonction personnel entreprises et cabinets : formation/recrutement animation... Étudierait toutes propositions. Ecr. s/nº 1.000 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRIGEANT P.M.I.

EN RETRAITE (58 ANS) ROMPU PROBLÈMES ORGANISATION - GESTION - FINANCES-COMPTABILITÉ, RELATIONS PUBLIQUES, MARKETING CONNAISSANT PARFAITEMENT AFRIQUE, DOM TOM, PROPOSE

A TITRE PRESTATAIRE

Assistance ou remplacement temporaire ou temps partiel Paris, province, étranger. Tél. : (1) 288-92-35.

Huit ans dir. entreprise, quatre ans fonctions personnelles. J. Fme, 35 ans, rech. poste resp. bac, + 3 gestion administ., bonnes connais. compt. et jurid., télex, tél., contacts commerc., clientèle, étudierait ttes propos., tél. : 687-51-44

Femme 48 ans, bonne présentation cherche place stable. Secrétariat. Télex. Standard Téléphoner au 588-61-63.

H. dynam. aimant contacts humains, permis V. L., avec voiture, ch. emploi pr représentations diverses de préf. tps partiel et prospect. clientèle région Vendée proche Luçon. Ecr. Mr J. de Nitto, 6, square du Rhône, 75017 Paris

OFFSHORE PETROLIER RESPONSABLE SECURITE

Etudes, travaux, production, stockage, chargement. 40 ans, formation ingénieur. Expérience 12 ans mer du Nord, Golfe de Guinée. Langues étrangères. Libre été 83, étudierait toutes propositions. Ecr. s/nº 931 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 22 ans, licence information option journalisme Celsa 82, maîtrise droit 81, anglais, capacités certaines d'analyse et de synthèse. Qualités rédactionnelles. Cherche collaboration avec entreprise de presse (6 mois d'expérience), accepterait volontiers toute proposition juridique. Libre de suite. Ecr. s/nº 1012 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VOUS ETES PATRON d'une P.M.E./P.M.I (industrielle ou distribution) VOTRE PROBLEME « LE TEMPS » Vous ne pouvez vous consacrer à vos tâches favorites VOUS AVEZ ENVIE de déléguer une partie de vos pouvoirs

J'ai 32 ans, 8 ans d'expérience à multinationale, dir. d'établis., 2 ans en entreprise personnelle. J'ai un penchant pr la gestion SI VOUS DÉSIREZ concrétiser vos objectifs aujourd'hui non satisfaits. J'étudie toutes propositions pour vous seconder Ecrire sous le nº T 039123 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

MANAGER COMMERCIAL DE 1er PLAN, 46 ANS Cap. créer, développer et gérer réseaux comm., anc. resp. d'un cab. d'ing.-cons., disponible immédiatement Ecrire sous le nº 039 106 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

F.41 ans, célib., exc. prés. et faculté d'adapt. Licence L.E.A. Angl./Esp., licence Droit des affaires. Maît. droit fiscal 83 (Affaires/Immo./Internat.) B.T.S. sec. de Dir., exp. d'entreprise. Disp. pr voyager. Libre 1-07-1983. Étudierait toutes propositions Ecrire sous le nº T 038840 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

MANAGER CONNU 40 ANS études sup., spécialiste administr. financiers et sociaux, longue expér. Direction générale, multinationale et P.M.E., étudie toutes propositions. Ecrire sous le nº 038.009 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. H. 35 ans études supérieures, trilingue anglais/espagnol, 10 ans de résidence en CALIFORNIE (L. A.) cherche en vue retour en France emploi à Paris dans Société production, distribution cinéma, vidéo, publicité, relations publiques, import-export, agences, voyages, etc... Ferait bénéficier de nombreux contacts U.S. de très haut niveau (T.V. cinéma) Ecrire sous le nº 039058 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

cours et leçons

MATH PHYSIQUE

Stage INTENSIF de PAQUES du 28 mars au 1er avril ou/et du 5 au 9 avril.

MATH CONTACT

16, rue du Mail, 75002 Paris. Mº Sentier. Tél. 236-31-63.

travail à domicile

JE PHOTOCOMPOSE VOS C.V.

DISTINGUEZ-VOUS. Tél. 587-37-64 après 20 h.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Particulier vend BMW 520 blanche, vitres teintées, 1976. 98.500 km, excellent état. Prix : 25.000 F. Tél. 889-60-19, soir : 19 à 19 h. 30.

locations

PROMOTION

7 jours, 1 500 km inclus

R5 TL 104	900 F
305 BERLINE	1 400 F
305 BREAK	1 580 F
R 20 TS	1 900 F

EXPRESS ASSISTANCE LOCATION VÉHICULES

727-27-27.

capitaux - propositions commerciales

Président Directeur Général

Apporteur de capital

Le Syndic d'une société en cours de redressement recherche son futur PDG. L'activité représente au plan national un C.A. de l'ordre de 30 Millions de F. pour un effectif de 80 personnes dans le domaine des biens d'équipement destinés aux particuliers ; elle offre des perspectives importantes de croissance tant en France qu'à l'étranger. *A l'initiative du Syndic, une société d'exploitation du fonds de commerce est en cours de constitution avec un* tour de table composé par les principaux fournisseurs et le réseau de distribution. Il sera proposé au PDG animateur de prendre une participation majoritaire dans le capital (pour un montant indicatif de 600 000 F). Le dirigeant recherché, de préférence de formation supérieure, devra, avant tout, avoir une personnalité d'entrepreneur ayant acquis une solide expérience de gestion et de direction générale dans une PMI ou de direction de division dans une grande entreprise. La rémunération comprendra une part importante d'intéressement aux résultats. Adressez votre dossier de candidature à J.F. CARRON, s/c SELE-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival — Membre de SYNTEC

AGENCE NATIONALE POUR LA CRÉATION D'ENTREPRISE SERVICE RAPPROCHEMENT

- **RÉF. 5650, EST DE LA FRANCE.** A céder S.A. INDUSTRIES DU BOIS, FRANCE et EXPORTATION, C.A., 40 % scierie et négoce ; 40 % palettes et casiers de manutention. Solde en spécialité de tournerie : 80 personnes. Conviendrait à investisseur gestionnaire.
- **RÉF. 5651, NORD DE LA LOIRE/BRETAGNE.** Gestionnaire et financier. Disposant de 1 M.F., cherche à reprendre une entreprise dans secteur alimentaire, boissons. Situation en Bretagne, Nord-Loire.
- **RÉF. 5652, FRANCE.** Groupe industriel en pleine expansion rachète entreprise de 20 à 50 personnes dans secteur confiserie, sucre cuit, chocolat.
- **RÉF. 5653, RHONE-ALPES.** Société familiale en pleine expansion disposant de 500 à 1.000 KF, recherche diversification industrielle ou commerciale dans secteurs suivants : emballages industriels ou grand public, matériel d'emballage, produits grand public s'adressant au rayon bazar ou ménage des grandes surfaces.
- **RÉF. 5654, RÉGION PARISIENNE.** Objet : succession à la direction d'une entreprise par rachat de part. Apport : 1 M.F. minimum. Langue : anglais ou allemand fortement conseillé. Connaissances : techniques en transfert d'hydrocarbures et de produits chimiques. Localisation : région parisienne. Activité : représentation et distribution sur France et pays africains d'expression française de produits industriels. Clientèle : 1er ordre. Retour de l'investissement : 3 ans. Profil : cadre ou technicien supérieur.
- **RÉF. 5655, CENTRE DE LA FRANCE.** Le fondateur d'une entreprise de 60 personnes, située dans la région Centre, recherche ingénieur de formation ESE ou ENSAM, ayant une forte expérience en électronique. Age 35-40 ans. L'entreprise connaît, depuis 4 ans, un développement rapide grâce au succès de ses technologies, dans les domaines de la bureautique, équipements santé, robotique. Le candidat pourrait accéder, à terme de 4 à 5 ans, à la succession du chef d'entreprise. Pendant cette période, il le seconderait, tout d'abord dans les domaines de la production et du technico-commercial. Il accéderait progressivement aux fonctions gestion générale de la société, démontrant ainsi sa capacité à devenir chef d'entreprise ; il pourrait se voir offrir des participations progressives au capital.

37, rue Boulard, 75014 PARIS. Tél. 539-22-75.

formation professionnelle

IFACE

Formation de Formateurs

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. est un établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme de formation de formateurs est ouvert aux diplômés du 2e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à de nombreuses fonctions de responsables de formation, de formateurs ou de conseils dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseils...)
- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.
- L'agrément dont le programme a bénéficié jusqu'à présent au titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat est, pour la rentrée prochaine, en négociation.

Les inscriptions seront closes le 2 mai 1983.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'I.F.A.C.E. 79, avenue de la République - 75011 PARIS Tél. 355.39.08 poste 1209

DEMANDEURS D'EMPLOI

faites un stage de langues rémunéré par l'Etat. Quelques places disponibles pour un stage d'ARABE, d'ALLEMAND du 18 avril au 29 juillet (12 semaines-460 h). Participation aux frais de formation 2.180 F pour chaque module de 4 semaines. Renseignements et inscription

C.A.R.E.L. 17205 ROYAN Cedex. Tél. : (46) 06-31-08.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (IM) 3, Rue Montyon 75429 PARIS CEDEX 09.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

FORUM HALLES BEL IMM. PIERRE. STUDIO 150 000 F. 2 p. 400 000 F. 3/4 p. tt cft 800 000 F. Tél. : 508-41-35.

3e arrdt

RUE BEAUBOURG

dans imm. pierre de T. 2 P., cuis., salle de bains. 220 000 F. 500-54-00.

5e arrdt

NEUF **JARDIN PLANTES**

1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GRAND-LUXE 2, 3, 4, 5 PIÈCES et DUPLEX Vis. témoin ts jrs 14/19 h Sauf mercredi et dimanche

Près place Monge imm. ancien petit 2 p. tt cft, clair, calme. 300.000 F. — Tél. 325-89-35.

6e arrdt

SAINT-SULPICE

90 m², charme, 354-42-70

7e arrdt

St-Guillaume Luxe 354-42-70 **210 m², 6 P., calme**

CHAMP-DE-MARS

soleil, étage élevé, stand. bon plan, BEAU 8 P., parfait état, 340 m², 4 sanitaires, 4 services. EICHER 359-99-69.

Mº VARENNE

très bel imm. p. de taille. **SPACIEUX 8 P, 250 m²** env. + 3 serv., excel. état. ST-PIERRE 563-11-88.

CHAMBRES DES DÉPUTÉS 62 m². 3e, ASC., SOLEIL IMMEUBLE LUXE 522-05-96.

8e arrdt

SAINT-PIERRE

SELECTION DE TRES BEAUX APPARTS **563-11-88**

MÉTRO MADELEINE

bd. studio 2 p. 42 et 55 m² et duplex 60—85 et 110 m² depuis 380.000 F. Tél. 280-06-94.

9e arrdt

Rue Lentonnet, pierre de taille, ascenseur. 5 P., 99 m², libre. 4 P., 81 m² occupé Téléphone : 380-75-20

TRINITÉ bel imm. p. de t. 2 P., cuis. équip., bains, w.-c. chff. cent. gaz. Px 350 000 F. JACAR. 874-93-90.

10e arrdt

SQUARE ST-LAURENT

Pptaire vend avec grand balcon 2 pièces, confort, 315.000 F. Studio 224.000 F. 563-91-45.

11e arrdt

55 m² + TERRASSE 18 m²

Faidherbe imm. récent, 6e, asc., parking. 580.000 F. 373-84-59.

FILLES-DU-CALVAIRE, gd 3 p. tt cft, cuis. équipée, bel imm. 453.000 avec 43.000. COGEFIM - 347-57-07.

TITON 260.000 F

35 m² refait neuf. 373-84-59

12e arrdt

Mº Nation. Imm. standing, grand 2 P., cuis. équip., s. de bns, balcon, park. Frais réduits 490.000 F. GIERI, 373-05-91

Mº Nation. Bon imm. 1910 Grd 2 P., entrée, cuis., w.-c., sur rue. 340.000 F. 370-05-61

Mº ST-MANDÉ près bois, dble séj., 3 ch., stand., 130 m², ch. cent ind., urgent. 347-57-07.

13e arrdt

NATIONALE vaste 3 P tt cft bien exp. 3e ét. 355.000 F C.T.I.M. 585-75-53

14e arrdt

Mº PLAISANCE, 3 P. tt cft, grand séjour, 2 chbres. 620.000. C.T.I.M. 567-61-37.

15e arrdt

Mº ÉMILE ZOLA **117, RUE DU THÉATRE**

PETIT IMMEUBLE NEUF 2 PCES A PARTIR DE **13.800 F le m²**

BUREAU DE VENTE

s/place 14-19 h. ts les jrs sauf mercredi. Tél. : 579-84-42 ou **MICHEL LAURENT S.A. 723-63-12.**

15e PLAISANCE

imm. récent, séj. + 3 chbres. 95 m² + balcon + parking. Px 800.000 F. 522-13-09.

AV. DE BRETEUIL

dans bel imm. rénové pptaire vd studio tt cft. 31 m², occupé bail loyer libre, bon rapport Tél. 500-54-00.

VAUGIRARD, ét. élevé, asc. RAVISSANT 3/4 PIECES. CALME SOLEIL 320-73-37.

Mº Pte VERSAILLES/BALARD pr. « SOFITEL », 4 P. cft. 5e, asc. SUD. 530 000 F. 577-96-85.

18, RUE GEORGES PITARD **60 m². 460 000 F.** sur place Mardi 22, 11 h.-15 h. et 17 h 30-19 h. T. 294-22-78.

PONT MIRABEAU

GRAND 4 PCES BALCON 8e ét., asc. SUD garage, deux services. Mardi 14-17 h : 4, R. DE LA CONVENTION.

PASTEUR RÉCENT

Sur jardin, 3 p., cuisine, bain, parking. Prix 780 000 F. Tél. 734-36-17.

BIR HAKEIM 5 P. 110m² récent stand loggia chbres S/Jard. parfait état 633-29-17 — 577-38-38.

MÉTRO DUPLEX

maison indiv. séj. dble 45 m² + 4 ch. 2 bs entier. rénové, jard. privatif 80 m² livr. 15/7/83 P. 1.450.000 F — 280-06-94.

VOUILLÉ

4 P. 83 m², 850.000 F

calme vue, ensoleillé parking Sinvim & Cie — 501-78-67.

16e arrdt

TROCADÉRO, 2 pces, cuis., bns, w.-c., 6e ét. 320 000 F. Téléphone : 531-20-99.

VOULOIR VIVRE A PARIS C'EST FINALEMENT UN PROBLÈME DE PETITES ANNONCES

MAIS

POUVOIR DEMEURER DANS « UN CERTAIN PARIS » C'est une subtile nuance que **PIERRE BATON** A APPRIS A DISCERNER DEPUIS TRÈS LONGTEMPS

GROUPE PIERRE BATON S.A.

19-23, AV. PAUL-DOUMER 75016 PARIS-TELEX. 630 856 F.

704-55-55 +

PORTE DE SAINT-CLOUD Imm. récent, dble living. 2 chbres, cuis., bns, balcons. 870 000 F. Tél. : 531-20-99.

AVENUE INGRES 42 m² 2 P. cft imm. stand. bal. 4e, asc., 560 000 F. 522-05-96.

17e arrdt

45, AV. VILLIERS

Mº MALESHERBES DUPLEX avec MEZZANINE de 2, 4, 5 P. et STUDIOS LUXUEUSE RÉHABILITATION Visites lundi/mardi 13/18 h.

Mº WAGRAM 3e étage soleil-très beau 8 p., 3 bns, 360 m² + chambre de service + box. Profession libérale. **LARGIER, 265-18-83**

Mº COURCELLES, p. de T. 4 P., cft, 90 m², r.d.ch. clair. 670 000 F, calme. Tél. 500-78-65.

PLAINE MONCEAU

Somptueux 8-9 pièces. 360 m², grand stand. profess. libérale Prix intéressant — 267-37-37.

TERNES 2 pièces cuisine bains refais à neuf, rez-de-chaussée 290.000 F. — 783-44-30.

18e arrdt

PORTE DE PARIS, vaste 4 P., résid. récente, cft. URGENT. 424.000. C.T.I.M. 239-47-48.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT

DANS HAMEAU PRIVÉ Mais. « 1925 » av. petit jard. RÉCEPTION 3 CHAMBRES bains, gren. amén. garage. **D. FEAU 294-20-00.**

20e arrdt

PRÈS NATION. Imm. récent, grand studio. cuis. équipée, s. de bains, vue dégagée. 270.000 F. GIERI 373-06-81.

GAMBETTA - Rare, maison part. 5/6 P. sur 2 niv. + studio contigu + s/sol, jard. privat., calme absolu, état neuf. 1 980 000 F. 278-77-63.

78-Yvelines

LE PECQ Résidence de luxe. 5 P. 135 m², terrasse 32 m². Tél. 532-47-10.

SAINT-GERMAIN 5 P, 113 m² Résidence avec piscine, prox. lycée international. Tél. 532-47-10.

BOIS-D'ARCY

CENTRE petite résidence près écoles et commerces APPT 4 PIÈCES, 73 m² 3e ét. ss asc., park. 395.000 F. **574-70-14.**

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY, VUE

7 p. impec. 567-47-47, matin.

MEUDON

8, route des Gardes **VUE PANORAMIQUE**

IMM. PIERRE DE TAILLE 2 et 3 P. avec GD BALCON Livraison avril 83 **PRÊT CONVENTIONNÉ**

Appartement témoin, samedi, mardi, vendredi, 14-18 heures 507-15-98 ou 200-23-20.

GARCHES

GOLF SAINT-CLOUD Dans résidence neuve, GD STAND. 6 p. en duplex, cuisine, 2 bains, 104 m². LOGGIA + TERRASSE 100 m². 1.390.000 F. 572-19-79.

BOURG-LA-REINE, Rue Albert Camus, imm. réc.3 p., asc. cft. 320 000 F. « FAC » 337-69-59.

MEUDON 300 m de la gare maisons de ville neuves disponibles de suite dans petite résidence 6 pièces, 2 bains, garage. Prêts conv. possibles s/place, 29, rue Jean-Brunet l'après-midi, du jeudi au dimanche. Tél. 534-81-71.

BOULOGNE imm. récent, Près Mº, beau studio, kit., bains, cave, park. Px 250 000 F. JACAR 874-93-90.

BOULOGNE MARCEL-SEMBAT Studio et 2 pces, cuis. équip., bns, balcons, 200 000 F. et 320 000 F. Tél. 531-20-99.

PUTEAUX - DÉFENSE Petit imm. studio et 2 pces, cuis. équipée, bns 130 000 F. et 260 000 F. Tél. 531-20-99.

PR. GARE COURBEVOIE PLEIN SOLEIL

3 P., 53 m², 3e ét. sans asc., box fermé, cave, 370.000 F., Téléphone : 574-70-14.

BOULOGNE Métro RHIN-et-DANUBE. Imm. récent 7e, asc., entrée, cuis., s. de bs, chf cent. ind. 48 m². Prix 360 000 F. Tél. 526-96-90.

NEUILLY CHAUVEAU

Pptaire vend dans imm. ravalé 2 p. à rénover. T. 553-91-45.

VANVES

Mº Plateau de Vanves

STUDIO 33 m² 275.000

2e étage asc. tout confort cave, park. Commerces Sinvim & Cie Tél. : 501-78-67.

94 Val-de-Marne

BOIS DE VINCENNES RER FONTENAY, avenue Foch 3 pièces, cuis., tt cft, 68 m². Px 560.000 F. 345-88-53.

appartements achats

Jean FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet (15e). 566-00-75. Rech. pour clients sérieux, 15e et 7e arrdt, appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

DORESSAY 624-93-33

rech. POUR DIPLOMATES et PERSONNALITÉS FRANÇAISES 5 à 8 P. et HOTEL PARTIC. 1er au 8e, 14e, 15e, 16e, Neuilly. DISCRÉTION TOTALE ASSURÉE.

EMBASSY-SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS recherche URGENT APPART. **180 à 220 m²** ACHAT ou LOCATION 16e-8e ou 7e. Tél. : 562-16-40.

Recherche 1 à 2 p. PARIS, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE COMPT. chez notaire. 873-20-67, même le soir.

MARNIER 222-69-50

UN NOM... une garantie 207, bd Saint-Germain, 7e.

MALESHERBES 73

PARIS-8e. Tél. 522-05-96 recherche APPARTEMENT **80 à 120 m²** 7e, 8e, 9e, 16e, 17e, Neuilly.

A W I

37 r. Ampère 17e — 267-37-37 recherche pour sa clientèle apts toutes surfaces 17e—16e—8e solution rapide comptant

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT

Un service gratuit interprofessionnel et inter bancaire pour tout achat d'appartements et de pavillons neufs. Renseignements sur de nombreux programmes PAP et prêts conventionnés.

525-25-25

49, av. Kléber, 75116 PARIS.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et diplomates, APPARTS, HOTELS PARTIC. et BUREAUX LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav. ttes banl. Loyer garanti 8.000 F. 283-57-02.

Banque américaine recherche pour l'un de ses managers une maison de grand confort avec 4 chambres et une grande réception en banlieue ouest, près du RER et de Saint-Cloud. Téléphoner à M. MONCERAT 260-33-80.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing 4 pièces et plus - 281-10-20.

LOYERS GARANTIS

BOULOGNE IMMOBILIER **825-11-17.**

viagers

ÉTUDE LODEL, 35, bd Voltaire PARIS-XIe. Tél. : 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

LIBRE 17e, Mº WAGRAM grd 6 pces, tt cft, bel imm. pierre, 5e ét., asc. 920.000 F comptant + 8.525 F par mois. F. CRUZ, 8, rue La Boétie. Téléphone : 266-19-00.

bureaux

Ventes

VIIIe BUREAUX STAND. 105 m² revenu 70.000 F, en septembre 650.000 F. Tél. 522-05-96.

Locations

DOMICILIATIONS

PARIS FLASH BUREAU **825-11-90.**

8e, Mº MIROMESNIL **BUREAUX ÉQUIPÉS**

9 à 50 m² - indépendants, loc. courte ou longue durée av. secrétariat - tél. - télex télécopie - traitement/texte standard/hôtesse trilingue. Salles de réunions équipées. **ACTE 359-77-55.**

DOMICILIATION 8e

RM - RC 220/330 MOIS **PERMANENCE TÉLÉPHON.** TÉLEX SECRÉTARIAT **CRÉATION DE SOCIÉTÉ** TOUTES DÉMARCHES **AGECO 294-95-28** (STATIONNEMENT AISÉ)

Domiciliations : 8e-2e

SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés. **ACTE S.A. 359-77-55.**

VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés Démarches et tous services Permanence téléphonique **355-17-50.**

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F/MOIS 1 DOMICILIATION + SERVICES S.A.R.L. Artisans - 296-36-74.

PORTE MAILLOT

Centre International de Paris, 504 m² ou 1.008 m² de bureaux, bail 3, 6, 9. **INFO BURO 574-70-14.**

EMBASSY—SERVICE

562-62-14 **RECH. 150 A 200 m²** Bureaux quartier affaires

BUREAUX MEUBLÉS à Paris 8e 9e ou 15e **SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS** télex secrétariat tous services **CONSTITUTIONS STÉS,** pas comparaison prix rapides **ASPAC, 293-60-50 +**

VOTRE BUREAU A GENÈVE

Domiciliation — Téléphone — Télex Comptabilité et administration.

STRUCTURES ET GESTION SA CP 6, CH 1211 Genève 2.

locaux commerciaux

Achats

MALESHERBES 73

rech. dépôts, usines, terrains ACHAT OU LOCATION. **522-05-96**

Locations

ROMAINVILLE

SORTIE A3 LOUE 4.000 m² SUR 2 RUES 800.000 F/an. 522-05-96.

fonds de commerce

Ventes

ERQUY 22

Vend BAR LICENCE IV Crêperie, Pizzeria S.A.R.L. 8 chbres équipées, douches, C.A. 500.000 F à exploiter en toute propriété à partir de l'été 83. 1.100.000 F. Tél. 384-27-02 après 20 heures.

maisons de campagne

MORBIHAN, dans hameau VIEILLE FERME, 5 pièces + dépend. jardin. 450 000 F. 30 mn mer. Ecrire M. Morvan Restaurant Le Vieux Cèdre 87210 LE DORAT.

terrains

AFFAIRE UNIQUE SUR PARC DE SCEAUX

DERNIER TERRAIN

1064 m² constructibles

Tél. : (1) 543.98.51

Monsieur BENEKY

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Une maladie, la solitude

La C.N.R.O. (Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics), qui verse une pension à neuf cent mille retraités, a voulu mieux connaître ses ressortissants, principalement leur état de santé. Une étude, « Vieillir au quotidien en 1982 », vient d'être faite par J.-Ph. Butaud et J. Dahan auprès de mille cinq cents personnes âgées.

Les chercheurs n'ont pas limité leur analyse aux seuls critères médicaux, mais se sont lancés dans un « inventaire socio-sanitaire », de façon à comprendre comment joue le phénomène de la santé au moment de la vieillesse, et quel est son rôle dans les relations entre l'individu et son environnement.

Des indices de l'état de santé ont été associés à des *« facteurs proprement sociaux »*, constituant des *« destins professionnels et économiques »*. Outre l'âge, la région de résidence, l'état du logement, on a pris en compte des critères de qualification, de catégorie socio-professionnelle, de ressources et le fait de vivre ou non seul.

Parmi les retraités de la C.N.R.O., il y a beaucoup de veuves (44 %, soit cinq fois plus que d'hommes seuls).Leur revenu moyen (29,9 % sont au-dessous du minimum vieillesse) et celui des personnes les plus âgées figurent parmi les plus faibles. La moyenne des ressources s'établit autour de 2 600 F pour une personne seule et 3 700 F pour un couple.

Un peu plus de la moitié de ces retraités sont propriétaires de leur logement situé, en général, en milieu rural. Un logement dont le confort s'améliore et se rapproche des normes nationales. Aussi, lorsque l'inconfort existe, est-il d'autant plus ressenti (27 % de logements vétustes). En revanche, le téléphone est présent dans presque 75 % des maisons. Mais la « ruralité » provoque souvent un éloignement des commerces, de l'accès aux soins médicaux, qui peut se cumuler avec le sentiment d'être isolé. Une personne âgée sur quatre avoue *« n'avoir personne sur qui compter, à qui demander un service ou simplement pouvoir se confier »*. Sans que, semble-t-il, cet isolement social ait pour autant une incidence sur la santé. En fait, seuls 10 % des retraités peuvent être estimés en *« bonne santé physique »*. 45 % souffrent d'un handicap et presque autant présentent une maladie chronique. Quant à leurs difficultés intellectuelles, trois retraités sur quatre ne reconnaissent pas en être affectés. Parmi les autres, c'est la perte de mémoire qui vient en premier, pour presque la moitié d'entre eux. Et un quart des personnes interrogées diront avoir *« un très bon moral »*. Finalement, le *« bilan psychomental »* ne sera franchement négatif que pour 6,8 % des retraités et des veuves.

Les chercheurs ont donc défini des actions pour pallier certains états de fait, comme la solitude qui touche les veuves. Ils suggèrent que des bénévoles, retraités eux-mêmes, organisent des animations, ou des visites auprès des isolés. Les efforts pour le maintien à domicile demanderaient à être revus : des services d'aide ménagère pourraient prendre en charge les gros travaux, le linge, le gros ménage, et les services de soins à domicile devraient être développés surtout en zone rurale. Les auteurs de l'étude préconisent, évidemment, une amélioration des logements défectueux et proposent à la C.N.R.O. de centrer ses interventions sur deux régions défavorisées, le Nord et Paris, et sur deux catégories particulières de retraités : les veufs et veuves et les anciens professionnels du bâtiment ayant accompli la majeure partie de leur vie professionnelle dans ce secteur d'activité.

CHRISTIANE GROLIER.

(1) « Vieillir au quotidien en 1982 : La santé et les conditions d'existence », J. Ph. Butaud et J. Dahan, enquête publiée dans le numéro 54, janvier 1983, de *Documents d'information et de gestion*, 230 pages, 30 francs. — Caisse nationale de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics, parc Saint-Véran, 06803 Cagnes-sur-Mer, tél. : (93) 20-01-20.

dolpyc

Baume « musclé ».

dolpyc : *Libère le muscle, avant et après l'effort.*

UNE TABLE - UNE CARTE *Publicité*

Le Roi de l'Aïoli

Il y a du Marcel Achard dans la silhouette de Paul-Louis Meissonnier, PLM pour les passionnes du bon vieux train d'avant le TGV, qui passait par Avignon. Franchissez le pont Edouard Daladier, et en haut de la côte vous trouverez l'Ermitage Meissonnier. A la belle saison vous pouvez dîner sous les mûriers dans le jardin. En d'autres temps la salle néo haute epoque revue Louis XIV, vous accueillera. Et la tribu Meissonnier. Père, mère, fils et brus ou filles. Il me semble même à force de les y rencontrer, de croire que certains clients et les maitres d'hôtels font partie de la famille.

Ce n'est pas chez le Président des Maîtres Cuisiniers qu'il faut s'attendre aux audaces de la nouvelle cuisine. Même le fils Michel, bien placé lors des concours MOF ou Tarttinger, se promène à l'aise dans la carte où la salade de lapin au fenouil coriandre ou les tartelettes d'agneau au gâteau d'aubergines chantent la Provence et les grands classiques. Le Vaucluse est proche. Ses truffes de Valréas en rissoles embaument. Et les vins de Côtes-du-Rhône, le Châteauneuf-du-Pape Mont-Redon, et toute une ribambelle de vins du terroir entre 36 et 80 F, disent l'histoire des vignobles côté royaume, côté empire, de chaque côté du fleuve.

Un menu a 125 F, 2 plats, 1 fromage, 1 dessert, satisferait les plus difficiles. Que dire du menu farandole ! La simple énumeration justifie son prix : 230 F. Mitonnee d'aubergines, petite cassolette d'huitres, rissole de truffes, brouillade de cèpes, daurade à la vapeur, sorbet au romarin, escalope de foie gras chaud, roquefort Gabriel Coulet, soufflé chaud aux framboises, pâtisseries, mignardises. Qui dit mieux, d'autant que les prix sont nets.

Hélas, il vous faudra attendre que les tartarins de la région aient de nouveau le droit de chasser pour découvrir l'automne prochain, les menus de chasse de Paul-Louis. Mon dernier perdreau entier sur canapé (160) m'est encore un souvenir gourmand. Et mon râble de lièvre fine bouche gardé pour la... bonne.

Certes, la bisquebouille Meissonnier a l'effilochee tente l'amateur de raretés. Ce sont des écrevisses, des filets de poissons blancs (turbot, baudroie, sole, sandre) pochés dans un fumet fait des arêtes et des carapaces et servis en une bisque. Je ne sais si le néologisme est de Meissonnier. Il sonne bien son midi.

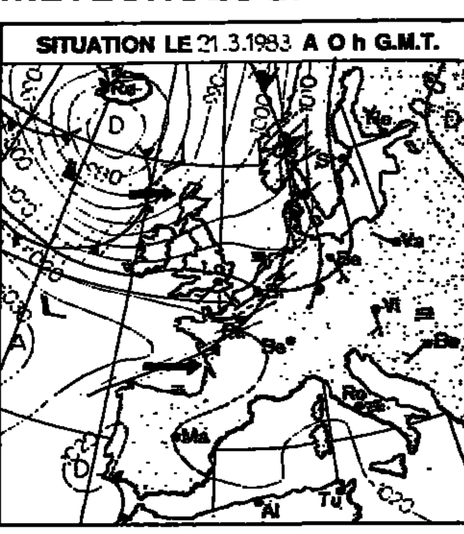
Mais prenez soin de reserver en demandant que Paul-Louis fasse pour ce jour-là le plat qui fit sa réputation, que dis-je, sa gloire : l'aïoli. Mistral fit de ce plat le titre du journal provençal qu'il dirigea pendant neuf ans. Je crois que sa définition correspond le mieux à l'aïoli de l'Ermitage, et dans son essence il concentre la chaleur, la force, l'allégresse du soleil de Provence. "Autour d'un bon aïoli solide, odorant et roux comme un filet d'or, ou sont, répondez ! les mâles de Provence qui ne se reconnussent !" Un rien macho, peut-être... mais de quoi vous donner l'idee d'y goûter.

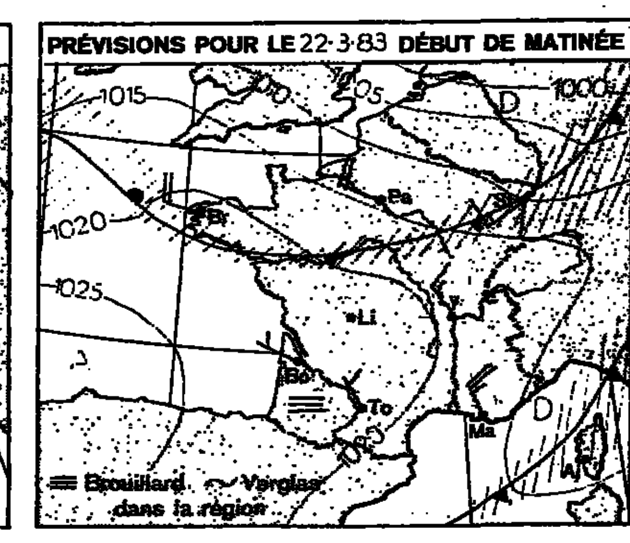
A. MESCAULT

ERMITAGE MEISSONNIER
Avenue de Verdun (Rte de Nîmes). Les Angles,
30400 VILLENEUVE-LÈS-AVIGNON
Tél. : (90) 25.41.68 ou 25.41.02 • Carte American Express
(Fermé le dimanche soir de novembre à mars) et les lundis (sauf jours de fête)

MÉTÉOROLOGIE







Évolution probable du temps en France entre le lundi 21 mars à 0 heure et le mardi 22 mars à minuit.

La dépression du sud de l'Islande se décale vers la Scandinavie, dirigeant, progressivement, un rapide flux perturbé de l'Irlande à l'Italie du Nord, qui devrait épargner la moitié sud de la France.

Mardi, seules les régions du Languedoc-Roussillon et de Provence-Côte d'Azur bénéficieront d'un temps bien ensoleillé mais le vent de nord-ouest sera sensible. Les températures, de 5 à 8 degrés au lever du jour, atteindront 14 à 16 degrés l'après-midi.

De l'Aquitaine et des Charentes au Massif Central, le temps sera frais et souvent brumeux le matin avec localement des bancs de brouillard. Dans la journée un ciel nuageux avec quelques éclaircies s'établira et les températures de 2 à 3 degrés le matin évolueront de 12 à 14 degrés l'après-midi.

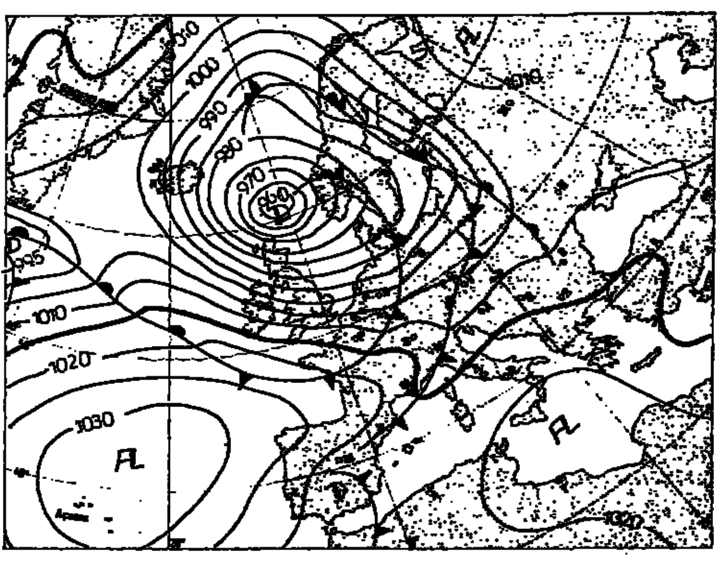
Pour l'ensemble des autres régions un temps instable prédominera : de courtes éclaircies alterneront rapidement avec de nombreux passages nuageux accompagnés d'averses. Ces averses s'intensifieront l'après-midi sur les régions allant du nord de la Seine au nord-est et aux Alpes. Le vent d'ouest-Nord-Ouest sera assez fort avec de violentes rafales sous les averses.

Les températures se situeront de 4 à 6 degrés le matin, 8 à 10 degrés l'après-midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 21 mars à 7 heures, de 1 018,7 millibars, soit 764,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 mars ; le second le minimum de la nuit du 20 mars au 21 mars) :

PRÉVISIONS POUR LE 22 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Ajaccio, 17 et 11 degrés ; Biarritz, 16 et 10 ; Bordeaux, 19 et 6 ; Bourges, 14 et 9 ; Brest, 13 et 5 ; Caen, 12 et 4 ; Cherbourg, 11 et 4 ; Clermont-Ferrand, 17 et 7 ; Dijon, 15 et 7 ; Grenoble, 17 et 3 ; Lille, 10 et 3 ; Lyon, 16 et 5 ; Marseille-Marignane, 18 et 9 ; Nancy, 13 et 8 ; Nantes, 13 et 5 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 8 ; Paris-Le Bourget, 12 et 4 ; Pau, 20 et 9 ; Perpignan, 20 et 10 ; Rennes, 13 et 3 ; Strasbourg, 14 et 9 ; Tours, 12 et 8 ; Toulouse, 19 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 12 degrés ; Amsterdam, 10 et 2 ; Athènes, 19 et 5 ; Berlin, 11 et 8 ; Bonn, 12 et 7 ; Bruxelles, 10 et 6 ; Le Caire, 20 et 9 ; îles Canaries, 22 et 17 ; Copenhague, 6 et 3 ; Dakar, 35 et 23 ; Djerba, 23 et 18 ; Genève, 15 et 4 ; Jérusalem, 14 et 9 ; Lisbonne, 20 et 12 ; Londres, 12 et 2 ; Luxembourg, 10 et 6 ; Madrid, 22 et 5 ; Moscou, 4 et 1 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 14 et 9 ; Palma-de-Majorque, 19 et 8 ; Rome, 17 et 8 ; Stockholm, 6 et −2 ; Tozeur, 24 et 15 ; Tunis, 21 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 20 mars :

UN DÉCRET

● Portant publication de la convention relative à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure, ensemble deux protocoles annexes, faite à Genève le 25 janvier 1965.

DES ARRÊTÉS

● Fixant la répartition de la contribution annuelle des régimes d'assurance-maladie au financement des prestations maladie, maternité et décès et des avantages complémentaires de vieillesse ouverts aux praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés pour 1983 ;

● Relatif à l'application du décret du 30 octobre 1981 autorisant les sections régionales de la conchyliculture à percevoir une taxe parafiscale ;

● Fixant la liste des centres et instituts dont les stages ou sessions ouvrent droit, pour l'année scolaire 1982-1983, au congé pour la formation syndicale régi par la loi du 23 novembre 1982.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 23 MARS

« Le Lorrain », 15 h 45, Grand Palais, Mme Angot.

« Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Approche de l'art).

« Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, métro Mabillon, Mme Courrat (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel de Sens, place des Vosges », 15 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Erik Satie », 15 heures, 12, rue Cortot, Mme Hager.

« Le Sénat », 15 heures, 15, rue de Vaugirard (Arts et curiosités de Paris).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, M. Jaslet.

« Chapelles souterraines dans le quartier des Halles », 15 h 30, angle rue des Halles et des Déchargeurs (Paris et son histoire).

« La Seine », 14 h 30, fontaine du Châtelet (Paris autrefois).

« Hôtels du Pré-aux-Clercs », 14 h 30, métro Solférino (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Fournil Poilâne », 14 h 30, 87, rue Brancion, E. Romann.

« Atelier d'un souffleur de verre », 14 h 45, métro Saint-Paul (Tourisme culturel).

« De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française », 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

14 h 30, 71, rue de la Pompe, Mme Saint-Girons : « Les néo-impressionnistes ».

15 h 30, 6-8, rue du Commandant-Schloesing, « Un bateau dans une bouteille » (atelier pour enfants) (Bibliothèque Trocadéro).

17 h 30, 6, rue Ferrus, F. de Rose : « Vers une nouvelle stratégie de l'alliance et de la France » (IFRI).

19 h 15, 45, boulevard des Batignolles, P. Vinot : « La consommation et les consommateurs ».

19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, Bachelard, P. Fluchaire : « Alimentation et sommeil » (Université populaire de Paris).

21 heures, 24, rue Hamelin, P. Joannon : « Eamon de Valéra : le Charles de Gaulle de l'Irlande contemporaine » (Comité France-Irlande).

BREF

ACTION SOCIALE

UNE EXPOSITION AU CENTRE CULTUREL WALLONIE-BRUXELLES DE PARIS. — L'Institut européen interuniversitaire de l'action sociale, organisme à vocation internationale dont le siège est situé à Charleroi (Belgique), a inauguré, mercredi 16 mars, au Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix à Paris (4e), une exposition présentant ses activités, ainsi que ses plus récentes éditions scientifiques. M. Jacques Hochepied, député socialiste de Tournai, et le professeur Serge Mayence, respectivement président et directeur de l'institut, ont été reçus à Paris par MM. Alain Poher, président du Sénat et Roger Brulard, délégué adjoint de la Belgique auprès de l'Unesco, en présence notamment de M. Pierre Laroque, conseiller d'État et du docteur Joseph Flesch, président du Centre international de gérontologie sociale. L'exposition est ouverte jusqu'à fin mars.

DOCUMENTATION

L'ADMINISTRATION DE « A » A « Z ». — *Le répertoire permanent de l'administration française* de la Documentation française, dont la quarante-et-unième édition vient de paraître, contient la liste des ministères classé par ordre alphabétique, plus de six cent services, un index de près de 10 000 noms des responsables, ainsi que quelques cartes administratives de la France.

★ 428 p., 100 F. La Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 834-92-75.

LE GUIDE DE LA FRANCHISE. — Afin de mieux connaître l'ensemble des règles de fonctionnement de la franchise, et de mettre sur pied un projet cohérent tant au plan juridique que commercial et financier, les *Dossiers du créateur d'entreprise* ont réalisé *le Guide de la franchise*.

★ On le trouve en kiosque au prix de 46 F ou par correspondance à Media Inter, 1, rue de Reuilly, 75012 Paris, tél. : 370-67-87.

UNE BROCHURE SUR LA SAONE-ET-LOIRE. — Le Comité départemental d'expansion économique de Saône-et-Loire vient d'éditer une brochure intitulée La Saône-et-Loire et ses villes qui présente les caractéristiques de ce département, de ses ressources, de ses principales cités.

LES NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'ONISEP. — *Les Urbanistes* (17 F) ; *les Métiers de l'habillement* (14 F) ; *les Métiers de l'imprimerie* (14 F) ; *les Métiers de l'électricité et de l'électronique* (14 F). Ces brochures peuvent être consultées dans les centres de formation et d'orientation. Ou vente :

— Dans les points de ventes ONISEP (Office national d'information sur les enseignements et les professions).

— Par correspondance : ONISEP Diffusion. 75225 Paris Cedex 05. Tél. : 583-32-21 (poste 539).

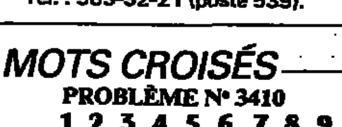
VOUS SOUHAITEZ ACHETER UN APPARTEMENT.

TOUS LES JOURS

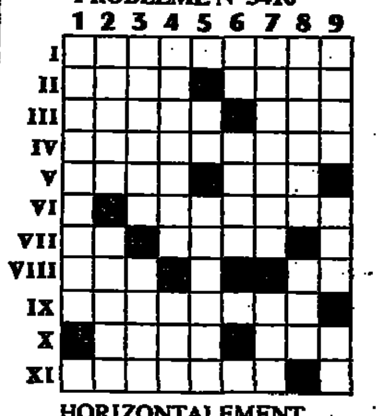
Le Monde

VOUS PROPOSE DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIERE DES AFFAIRES SELECTIONNEES PAR DES PROFESSIONNELS

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 3410



HORIZONTALEMENT

I. Motif d'emplette féminine ou aspiration à l'opposé du bon motif. — II. On s'en rapproche quand les beaux jours se sont éloignés. Quand il demande réparation, il faut s'attendre à payer l'ardoise. — III. Se prélasse de château en château. Préambule ou unité déambulante. — IV. Telle fut, à double titre, l'intervention des frères Lumière. — V. Mettent beaucoup de gens dans le bain. Tous les virages de la Suisse. — VI. Hors du commun. — VII. Personnel. Belle piquante faisant du strip-tease dans les salons. — VIII. Voie pour dahabieh. Grecque. — IX. Fait la femme gracieuse et la rose fragile. — X. Un trou où l'on peut se faire suer. Démarreur pour véhicule hippomobile. — XI. La plus célèbre figure pratiquement dans toutes les grilles.

VERTICALEMENT

1. Exécute beaucoup de pointes pour un seul clou. — 2. Peut être une dame maîtresse. Marque de mécontentement muette exprimée cependant par les lèvres. — 3. Faire plus ou moins bonne figure. Innocente victime d'un Tarasconnais quelque peu hâbleur. — 4. Gazéifier. Milieu fréquenté par certaines affranchies. — 5. Préposition. Tels des œufs mis en valeur ou des yeux mis en mauvais état. — 6. Copulative. Esprit ayant animé des gauloiseries de corps de garde. — 7. Dévastatrice ou empoisonneuse. Quotidien londonien. — 8. Matelas confortable pour chambre forte. Allie la suffisance à la modestie. — 9. Dilemme shakespearien. Pôle d'attraction des outrecuidants. Copulative.

SOLUTION DU N° 3409

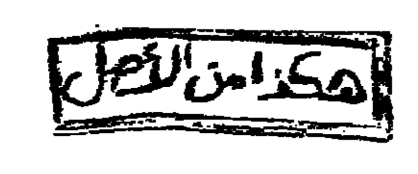
Horizontalement

I. Cartomancienne. — II. Anier. Arnould. — III. Rifle. Pirate. Eu. — IV. Im. Eetion. Age. — V. Camp. Ornemental. — VI. Alchimiste. Eon. — VII. Timon. Sente. — VIII. Usine. E.M. Julien. — IX. Relève. Aser. — X. Icare. De. Ce. — XI. Autocritique. — XII. Tentation. Turne. — XIII. En. Ibsen. Neiger. — XIV. Tell. Nu. De. — XV. Menés. Sesterce.

Verticalement

1. Caricaturiste. — 2. Animalise. Ente. — 3. Rif. McMillan. En. — 4. Téléphone. Utile. — 5. Orée. Inévitable. — 6. Tom. Ecots. — 7. Aspirine. Acier. — 8. Ions. Marron. — 9. Carnets. Sein. Ne. — 10. Ira. (IRA). Me. Je. Nus. — 11. Entre. Surdité. — 12. Noé. Neel. Equidé. — 13. Nu. Atonie. Urger. — 14. Elégante. Cène. — 15. Duel. Enée. Erse.

GUY BROUTY.



Ile-de-France

Paris parle aux Parisiens

Dans les coulisses de l'information municipale

« Ce n'est pas Chirac qui a battu Quilès, c'est Baudouin. » Ce commentaire, énigmatique pour bien des Parisiens, a été lancé, en privé, le lendemain des élections par un fin connaisseur des affaires municipales. Ce n'est évidemment qu'une boutade. Mais elle exprime tout de même une vérité : en politique, il est aussi important de faire savoir que de faire. Autrement dit, dans un système démocratique, l'information permanente des citoyens est le complément indispensable – et toujours « payant » – de l'action publique.

M. Denis Baudouin, puisqu'il faut parler de lui, est depuis six ans à l'Hôtel de Ville le patron de la direction générale de l'information et des relations extérieures. Ce sexagénaire, tout en rondeur, affable, trois fois décoré, n'apprécie guère qu'on le mette en vedette. Il est entré en politique il y a trente-quatre ans, et, depuis lors, il chemine discrètement dans les coulisses du pouvoir, passant du secrétariat des formations politiques aux cabinets ministériels. Jamais en vue, jamais élu, mais toujours présent. Sa spécialité : l'information. Son plus beau poste, celui dont il a gardé la nostalgie : conseiller chargé de la presse à la présidence de la République, de 1970 à 1973, au temps de Georges Pompidou.

« Moins on en dit... »

La direction de l'information à la mairie de Paris a été créée par lui – et pour lui – dès le lendemain des élections de 1977. Contrairement aux treize directions techniques, elle est rattachée directement à la personne du maire. Son bureau est immédiatement au-dessous de celui de M. Jacques Chirac. Entre les deux, il n'y a qu'une volée d'escalier.

M. Denis Baudouin connaît son affaire, mais il faut convenir qu'avec M. Jacques Chirac il est tombé sur un sujet exceptionnel. Celui-ci est, parmi les « bêtes politiques », l'une de celles qui ont le mieux compris l'importance des moyens d'information. Par un mélange de franc-parler, de cordialité et de dynamisme, il séduit les journalistes les plus méfiants. Éloquent, photogénique, infatigable, habile au point de refuser les face-à-face télévisés ou radiophoniques qui pourraient tourner à son désavantage, il constitue, comme dirait un publicitaire, un sujet en or.

Une locomotive

Au temps des préfets, le service d'information, fort d'une dizaine de personnes, organisait une conférence de presse par an et distillait les informations au compte-gouttes. *« Moins on en dit, mieux ça vaut »,* telle était à peu près la devise de l'Hôtel de Ville.

Les choses ont bien changé. La direction de l'information compte aujourd'hui soixante personnes – conseillers techniques, attachés de presse, chargés de mission, hôtesses, spécialistes des expositions, des panneaux lumineux, des brochures. Toutes dépenses et subventions additionnées – y compris les salaires du personnel, – le coût d'un tel service doit représenter dans le budget municipal de 1983 une trentaine de millions de francs.

On ne manque pas d'occasions pour dépenser cet argent efficacement. Car, à présent, siège à l'Hôtel de Ville un maire qui ouvre portes et fenêtres, qui crée sans cesse l'événement et qui donne le ton. En six ans, on lui a organisé 350 sorties dans les quartiers de la capitale et 150 conférences de presse, dont 60 préparant les séances mensuelles du Conseil de Paris.

Cela représente autant d'allocutions, de fiches techniques et de discours à préparer. Au jour le jour, 2 500 communiqués ont été expédiés aux journalistes. Ceux-ci ont posé plus de 10 000 questions exigeant une recherche et harcelé les trois attachées de presse de 85 000 coups de téléphone. Sans compter les 2 800 demandes de tournage pour la télévision ou le cinéma.

Ces informations, si généreusement répandues, pourraient tomber en terre stérile, autrement dit sur des médias indifférents, méfiants ou systématiquement critiques. Or l'analyse de la presse parisienne montre que M. Jacques Chirac bénéficie d'une situation que les maires des métropoles régionales doivent lui envier.

Sur neuf titres offrant chaque jour, en moyenne, 500 000 exemplaires à la lecture des Parisiens, quatre lui sont systématiquement favorables : *le Figaro, France-Soir, le Parisien libéré, le Quotidien de Paris.* Ils représentent 63 % des ventes totales. Est-ce un hasard ? Ce chiffre est étonnamment proche des 62 % de suffrages obtenus par les listes du maire sortant au premier tour des élections municipales. Deux autres quotidiens *(le Monde* et *la Croix)* affichent une neutralité jugée bienveillante : leur diffusion représente 23 % de la masse globale. Enfin, trois titres *le Matin, Libération* et *l'Humanité,* représentant 14 % des ventes, apparaissent soit indifférents, soit carrément hostiles à la municipalité.

Une publication « bien-pensante »

Le maire n'a pas à se plaindre non plus des chaînes de radio et de télévision. En tout cas, il pose pour l'avenir ses propres jalons. Depuis le mois de novembre 1982, les Parisiens peuvent entendre sans brouillage « Radio-Service-Tour-Eiffel ». Propriétaire des installations techniques : la Société d'exploitation de la Tour Eiffel, présidée par M. Bernard Rocher, conseiller de Paris (R.P.R.). Propriétaire des studios : une société contrôlée par la Ville. Exploitant : l'Association pour le développement de la communication à Paris, dont le président est M. Chirac, et le secrétaire général M. Denis Baudoin. Directeur d'antenne : Claude Lefebvre, excellent professionnel éliminé de la télévision en 1981 et gaulliste de cœur. Éditorialiste : Dominique Carbonnier, ancien rédacteur de *La Lettre de la nation.* Financement : 25 % des ressources sont apportées par la Ville, 25 % par des mécènes industriels et des adhérents, 25 % par des subventions de la chambre des métiers, de la chambre de commerce, de l'Office de tourisme et d'autres organismes dans la mouvance municipale. M. Baudoin cherche le dernier quart.

Cette radio municipale, qui aurait environ 100 000 auditeurs, doit donner des informations pratiques et ne pas « faire de politique ». *« Je ne subis aucune pression dans ce domaine,* dit Claude Lefebvre. *Les socialistes ont reconnu notre impartialité pendant la campagne. Mais il ne faut pas attendre de moi que je crache dans la soupe. »*

La Ville peut compter encore sur ses propres publications. *Ville de Paris* expose chaque mois depuis 1979 les réalisations de la municipalité sur 64 pages tirées à 250 000 exemplaires ; 10 000 Parisiens le reçoivent par abonnement, 2 000 autres l'achètent en kiosque, le reste est distribué, quartier par quartier. La rédaction est assurée par les chargés de mission de la direction de l'information. Le rédacteur en chef est Jean-Paul Rocquet, cadre dans une banque privée, ancien conseiller (R.P.R.) du XIIe arrondissement et ancien directeur adjoint de l'information à l'Hôtel de Ville. « *C'est vrai,* dit-il, *notre publication est bien-pensante. C'est un peu le journal officiel illustré. Ni les associations ni les élus de l'opposition ne s'y sont encore exprimés. Nous ne relatons pas non plus les débats au conseil. C'est un choix politique qui me dépasse.* »

Une « affaire » devant les tribunaux

Le budget de *Ville de Paris* (10,6 millions de francs pour 1983) est couvert à 80 % par une subvention de la Ville. Celle-ci, curieusement, est versée à une association qui édite le mensuel : l'Association pour l'information municipale, dont le bureau est composé de MM. Chirac, président ; Christian de La Malène, trésorier, et Denis Baudouin, vice-président. *« La fabrication d'un journal, l'encaissement des recettes et le paiement des fournisseurs sont peu compatibles avec les règles pesantes de l'administration,* explique-t-on à la mairie. *Mais les comptes de l'association sont examinés par la direction des finances de la Ville. Tout est en règle. »*

Un avocat, Me François Divier, et le Rassemblement des usagers et contribuables demandent en justice que ces comptes-là soient examinés par un expert indépendant. *« Nous voulons savoir si l'argent des Parisiens est effectivement employé à fabriquer ce mensuel ou à d'autres fins plus politiques. Dans ce cas, il y aurait détournement de fonds publics. »* Le tribunal civil s'est déclaré incompétent. L'affaire devrait être examinée prochainement par le tribunal administratif.

Dans la panoplie des moyens d'information municipaux, on n'aurait garde d'oublier les 950 panneaux Decaux et les 30 journaux lumineux disséminés dans Paris. Les premiers ont été utilisés en juillet 1982 pour appeler les Parisiens à défendre l'unité de la capitale contre le nouveau statut proposé par le gouvernement. Puis, en décembre de la même année, contre les éboueurs cégétistes en grève. *« Ce sont les deux seules bavures que nous ayons à nous reprocher »,* dit-on à la mairie.

« La seule bavure »

La première campagne – y compris l'affichage privé et l'achat d'espace dans les quotidiens – a coûté 1 million de francs. Le système d'information de la municipalité a donc pesé dans la campagne électorale. La machine a commencé à accélérer son rythme de travail neuf mois avant l'échéance. Un numéro spécial de *Ville de Paris* présentant le bilan de la mandature a été tiré à 750 000 exemplaires ; 750 000 numéros ont été consacrés à des cahiers d'arrondissement ; 800 000 livrets ont exposé encore le programme du *« candidat Chirac ».*

Durant la campagne, les attachés de presse ont convié les journalistes à suivre 33 sorties du maire, 20 conférences de presse, 9 réunions publiques et 3 inaugurations, soit 2 opérations par jour pendant trois semaines, sans oublier 2 000 dossiers de presse expédiés, les interviews préparées et d'innombrables communiqués. Enfin les panneaux Decaux ont reçu pendant sept semaines les 9 500 affiches vantant le bilan des six années écoulées.

A-t-on, dans l'excitation de la campagne, mélangé quelque peu l'information et la propagande ? Ni plus ni moins, sans doute, que dans bien d'autres villes de France. En tout cas, les Parisiens ont témoigné par leurs votes qu'ils avaient été sensibles à la quantité et à la qualité de l'information qui leur a été proposée pendant six ans.

MARC AMBROISE-RENDU.

Soixante relais

Le Syndicat de la presse municipale parisienne, qui fêtera l'an prochain son centenaire, compte soixante membres.

Pour en faire partie il faut être au préalable accrédité par la direction de l'information de l'Hôtel de Ville. Les ressources du syndicat proviennent des cotisations versées par les adhérents (4 200 francs en 1983) et d'une subvention allouée par la Ville (12 000 francs en 1983). Son secrétariat est assuré par une employée municipale et son siège est à la mairie. Le bureau du syndicat comprend huit journalistes. Présidente : Françoise Varenne *(le Figaro)* ; vice-présidents : Roger Laurent *(France-Soir),* Élisabeth Friedrich (A.F.P.) ; secrétaire général : Michel Capillon *(la Croix),* secrétaire adjoint : Pierre Van Minden *(Agence économique et financière, le Nouveau Journal)* ; trésorier : Maurice Cazaux *(le Parisien Libéré)* ; trésorier adjoint : Dominique Bailleaud (FR 3) ; syndic : Yves Hervaux *(le Quotidien de Paris).*

DE LA GARDE D'ENFANTS A LA FEUILLE D'IMPOTS

Allô, la mairie ?

Pour renseigner les Parisiens et les Parisiennes, l'administration municipale use largement du téléphone. On ne compte pas moins de huit services d'information téléphonique ayant chacun son domaine de compétence mais aussi ses horaires de fonctionnement et ses petites habitudes. En voici la liste.

● INFORMATION VOIRIE : 276-52-52. Trois opératrices sont au bout du fil du lundi au vendredi de 9 heures à 16 h 45. Elles fournissent des informations sur la nature et la durée des travaux en cours sur la voie publique (chaussée, gaz, électricité, P.T.T., chauffage, parkings, élagages, mobilier urbain). Elles enregistrent les réclamations concernant les anomalies touchant à l'éclairage, aux feux tricolores, à l'état des trottoirs, transmettent aux services responsables et, dans un tiers des cas, rappellent la personne qui a signalé l'incident. Enfin elles répondent aux demandes de renseignements concernant la circulation et le stationnement. Elles enregistrent environ 6 500 appels par an.

Pendant la nuit et les week-ends un répondeur automatique indique les tronçons du boulevard périphérique et des voies sur berge qui sont éventuellement fermés pour cause de travaux ou de crue. Plus de 80 000 appels sont ainsi traités chaque année.

● ALLO ARCHITECTURE : 276-59-59. Fonctionne du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures. Deux hôtesses délivrent des informations sur la nature, la durée et les sociétés responsables des chantiers de construction en cours dans la capitale. Elles ne peuvent renseigner que sur les constructions effectuées soit pour le compte de la Ville, soit par des sociétés d'H.L.M. ou des sociétés d'économie mixte. Elles ont répondu à 7 800 demandes en 1982.

● PARIS FAMILLE INFORMATION : 634-10-66. Du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Le reste du temps fonctionne un répondeur automatique qui peut enregistrer l'appel. Montant des allocations familiales versées par la Ville et l'Etat, gardes d'enfants, pensions alimentaires, allocations pour personnes âgées et handicapées : telles sont quelques-unes des questions posées par les 5 800 correspondants qui ont appelé ce service en 1982. Sa compétence touche à la législation sociale et familiale ainsi qu'aux aides auxquelles les Parisiens peuvent prétendre.

● ALLO PROPRETÉ : 278-78-78. du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures. Quatre personnes enregistrent les plaintes concernant le ramassage des ordures ménagères, le nettoyage de la voie publique et les infractions au règlement sanitaire départemental (car Paris est aussi un département). Elles fournissent des renseignements sur la collecte sélective du verre, l'enlèvement des objets encombrants, l'emplacement des conteneurs. Elles ont répondu à 40 000 coups de fil l'an dernier.

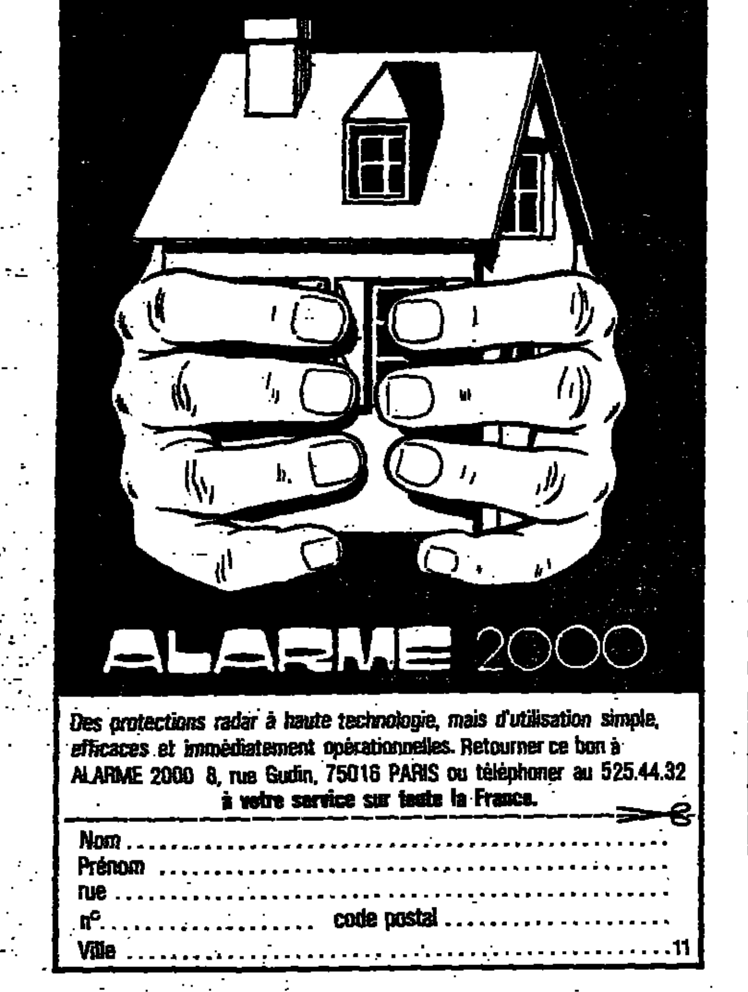
● CENTRE D'INFORMATION TÉLÉPHONIQUE SUR LE LOGEMENT : 271-31-31. Du lundi au vendredi de 8 h 45 à 12 heures. Il délivre des informations sur les rapports entre propriétaires et locataires, sur la législation du logement, sur l'application de la loi Quilliot, par exemple. On n'y enregistre pas les demandes de logement. Près de 10 000 appels y ont été reçus en 1982.

● ALLO SPORT : 276-54-54. C'est le dernier-né des services de renseignement téléphonique (janvier 1983). Deux hôtesses répondent du lundi au jeudi de 12 h à 17 h et le vendredi de 12 h à 16 h 30. Elles donnent des informations sur les différentes possibilités de pratiquer un sport dans la capitale, sur les associations sportives, ainsi que sur les gymnases, piscines et stades appartenant à la Ville. Des renseignements peuvent être fournis sur les manifestations et compétitions organisées à Paris. 350 appels ont été reçus au cours du premier mois de fonctionnement.

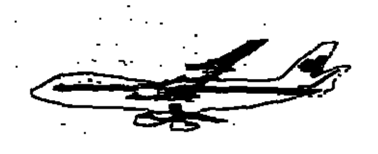
● MUSÉES INFORMATIONS TÉLÉPHONÉES : 278-73-81. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre un répondeur automatique énumère de manière succincte les expositions temporaires en cours dans les onze musées municipaux : Carnavalet, Bourdelle, Art moderne, Cernuschi, Mode et Costume, Balzac, Cognacq-Jay, Zadkine, Petit Palais, Victor-Hugo, Pavillon des arts (Halles).

● BUREAU DE LA FISCALITÉ : 887-08-15. Du lundi au vendredi de 14 h à 17 h 15, deux personnes répondent aux contribuables parisiens posant par téléphone des questions sur leurs impôts locaux. Ils ont été 5 300 à le faire l'an dernier. A noter que chaque année, du 1er septembre au 15 novembre, les agents de ce service ouvrent des permanences dans les mairies d'arrondissement, les mardi et vendredi après-midi pour répondre aux mêmes préoccupations.

M. A.- R.







Message Thaïlandais
pour hommes d'affaires.



La Thaï donne une dimension royale à sa classe affaire en créant la Royal Executive Class. Ce plaisir nouveau, vous le savourerez confortablement installé dans l'un des quarante larges fauteuils de nos B 747. Alors, vous goûterez le raffinement d'un service royal : assistance spéciale, vins sélectionnés, plateaux de fromages, corbeille de fruits. Et mille petites attentions à l'image de l'éternelle et accueillante Thaïlande. Pour voyager comme un roi, contactez notre agence de voyages ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123, Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720.86.15 – Park Hôtel, 6, avenue Gustave-V, 06000 NICE. Tél. : (93) 53.39.82.

Thai



Le Monde

économie

ÉTRANGER

En Argentine

Le gouvernement essaie de stimuler l'activité des entreprises

Correspondance

Buenos-Aires. – Un ensemble de mesures visant à freiner l'escalade des prix tout en stimulant l'activité a été annoncé le 17 mars. En fait, le programme, laborieusement mis sur pied par les autorités économiques, paraît beaucoup plus orienté vers le second objectif que vers le premier. Manifestement, le chef de l'Etat, le général Bignone, et M. Webbe, ministre de l'économie, ont dû céder aux pressions de la junte, préoccupée par la détérioration rapide du climat social.

Le ministre de l'économie, un moment tenté par un blocage des prix, a opté pour une politique anti-inflationniste semi-dirigiste. Les entreprises « dominantes » (1 037 au total) sont engagées à modérer les augmentations des prix. Les plafonds fixés par l'administration sont de 9 % par mois en moyenne jusqu'au 15 juin, 8 % entre le 15 juin et le 15 octobre et 7 % entre le 15 octobre et le 15 décembre.

Les firmes qui accepteront de se plier à ces normes bénéficieront d'avantages financiers sous la forme de prêts bonifiés. En outre, le gouvernement a prévu une réduction de 6 points du taux de la T.V.A. sur les produits alimentaires. Enfin, le rythme d'augmentation des tarifs publics sera ralenti à partir du mois d'avril.

Cependant, en plus de l'abaissement des taux d'intérêt, M. Webbe compte sue l'amélioration du pouvoir d'achat pour sortir l'économie argentine de la récession. Le produit intérieur brut a diminué de 5,7 % en 1982, et la légère reprise enregistrée dans certaines branches, comme le textile, en raison de la diminution considérable des importations, reste très fragile. Il y a tout lieu de penser que les autorités s'acheminent vers une indexation des salaires sur la coût de la vie.

Des palliatifs

Les premières réactions ont été négatives. Les gros industriels les jugent insuffisantes et ne sont pas disposés à faire seuls les frais de la politique de contrôle des prix. M. Hirsch, président de l'Union industrielle argentine (U.I.A.), a demandé que les acccords de modération soient également souscrits par le secteur de la distribution. Il craint que les commerçants ne profitent d'une décélération de la hausse des prix en amont pour élargir leurs marges bénéficiaires. Les représentants des petites et moyennes entreprises estiment, de leur côté, que ces mesures « *vont accentuer le processus de destruction des firmes nationales* ».

Critiques également de la part des syndicats qui réclament un contrôle strict des prix des produits de première nécessité et un rattrapage des salaires (le pouvoir d'achat a baissé de 9 % depuis le début de l'année). Enfin, les partis, réunis au sein de la « multipartite », considèrent que les décisions de M. Webbe ne sont que des palliatifs. Si les cinq formations politiques les plus importantes d'Argentine s'accordent sur la nécessité d'un changement radical de la politique économique, elles divergent quant au choix du moment.

Le parti justicialiste, le parti radical, le parti démocrate-chrétien et le parti intransigeant estiment qu'il faut attendre l'instauration d'un gouvernement constitutionnel. Le Mouvement d'intégration et de développement, présidé par l'ancien président Frondizi, soutient au contraire qu'il faut amorcer sans plus tarder « *un virage à 180 degrés* ». Ses responsables fondent leur argumentation sur le fait que l'aggravation de la situation économique met en péril le retour à la démocratie.

Comment réagira la communauté financière internationale, en premier lieu le F.M.I. ? Ces mesures vont a l'encontre des recommandations formulées par l'organisme de Washington. Les autorités du F.M.I. ne peuvent que voir d'un mauvais œil le retour a des taux d'intérêt négatifs, l'indexation des salaires et une nouvelle pause dans la politique de vérité des tarifs publics. Certes M. Webbe a réussi jusqu'à présent à contenir l'expansion de la masse monétaire. Mais pour combien de temps ?

La diminution des rentrées fiscales et l'augmentation des dépenses entraînée par la hausse des salaires, les bonifications d'intérêt et l'accroissement des subventions aux entreprises publiques vont nécessairement creuser le déficit budgétaire. L'abaissement des taux d'intérêt risque par ailleurs de renforcer la position du dollar, dont l'ascension vertigineuse se poursuit : il vaut actuellement 90 000 pesos sur le marché parallèle.

JACQUES DESPRES.

ÉNERGIE

SELON LE SECRÉTAIRE AMÉRICAIN A L'ÉNERGIE, M. HODEL

Les « forces du marché » vont entraîner une nouvelle baisse du prix du pétrole

Les « *forces du marché* » vont entraîner une nouvelle baisse des prix du pétrole, ramenant « *probablement* » celui-ci à 25 dollars le baril. Telle est du moins la conviction du secrétaire américain à l'énergie, M. Don Hodel.

A court terme, l'évolution du marché dépend pour l'essentiel de la Grande-Bretagne. La *Middle East Economic Survey*, revue spécialisée très proche des milieux saoudiens, met en garde Londres contre une baisse des prix du pétrole de la mer du Nord en dessous de 30 dollars le baril. Si la British National Oil Company (BNOC) obéit aux pressions du marché et réduit son pétrole de plus de cinquante cents le baril, « *il en résultera*, écrit cette revue, *une spirale descendante sans plancher apparent à court terme... Dans une telle guerre, tout le monde serait touché.* » En attendant, Ryad prend ses précautions. Des contrats d'un montant de 781 millions de dollars – pour une unité de dessalement d'eau de mer et une centrale électrique qui devaient être construites par des firmes japonaises – viennent d'être annulés.

Alors que le comité de surveillance mis en place par l'OPEP se réunira le 12 avril à Londres, l'Indonésie vient d'annoncer la baisse officielle de ses prix – en ligne avec le nouveau prix de référence de 29 dollars par baril, avec effet rétroactif au 23 février.

Enfin, l'Iran, qui pourrait annoncer ses nouveaux barèmes très prochainement, a déclaré, par la voix du président de son Parlement, l'hodjatoleslam Rafsandjani, qu'il ne reconnaissait pas le caractère contraignant de la décision de l'OPEP. Il s'en est pris avec une vivacité particulière à l'Arabie Saoudite et à ses alliés arabes du Golfe, accusés d' « *avoir commis un crime contre l'islam* » (en convenant d'une baisse des prix). « *Ce crime*, a-t-il ajouté, *ne leur sera jamais pardonné. L'Iran n'a pas approuvé cette mesure.* »

TRANSPORTS

SWISSAIR : RÉSULTATS « SATISFAISANTS »

En dépit de résultats peu satisfaisants durant le premier semestre, la compagnie helvétique Swissair a réussi à boucler ses comptes avec un bénéfice net de 38,5 millions de francs suisses pour l'exercice 1982. Cet excédent accuse toutefois une baisse de 29,1 % par rapport à l'année précédente et le dividende sera ramené de 35 FS à 25 FS par action.

Si les responsables de la compagnie ont pu présenter, il y a quelques jours à Zurich, des résultats qualifiés de « *satisfaisants* », c'est en bonne partie grâce à l'apport des revenus des activités non aéronautiques. Car, pour la troisième année consécutive, l'exploitation des services aériens s'est soldée par un déficit accru, de l'ordre de 70 millions de francs suisses contre 24 millions en 1981. Ces pertes tiennent à la stagnation du trafic et aux conditions de change défavorables.

Les responsables de Swissair se montrent prudents pour l'avenir. Pour 1983, ils s'attendent à une croissance modeste de l'ordre de 4 % et à une « *légère amélioration des résultats d'exploitation* ». – (Corresp.)

TRAFIC EN HAUSSE MAIS BÉNÉFICE EN BAISSE A L'UTA

En dépit d'un trafic en hausse de 4 % sur l'année précédente, la compagnie aérienne privée française UTA a vu son bénéfice net se réduire singulièrement en 1982, (7,25 millions de francs, contre 33,8 millions l'année précédente).

M. René Lapautre, président-directeur général, a expliqué qu'à un premier semestre caractérisé par une expansion soutenue avait succédé un ralentissement sensible de l'activité en fin d'année, tendance qui a encore marqué les mois de janvier et février 1983. Il a annoncé que la marge brute d'autofinancement avait pu être à peu près maintenue à son niveau antérieur (365,8 millions de francs contre 369,5 millions), la dotation aux amortissements s'accroissant dans le même temps (355,4 millions de francs contre 334 millions) du fait de l'impact du prix du dollar sur les prêts consentis à la compagnie pour acheter ses avions.

PERTURBATIONS DU TRAFIC FERROVIAIRE A PARIS-NORD

Le trafic ferroviaire au départ ou à l'arrivée de la gare du Nord était toujours perturbé, lundi 21 mars, en raison de la grève des agents de manœuvre.

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. réclament de meilleures conditions de travail et un renforcement des effectifs. Les voyageurs de grandes lignes doivent être transférés en gare d'Amiens ou de Creil dans des navettes qui rejoignent ensuite la gare du Nord.

Certains trains internationaux ont dû être, comme la veille, dimanche, détournés sur Paris-Est. Ce mouvement de grève est d'une durée illimitée, selon les syndicats, et perturbe certains secteurs de la banlieue nord.

SOCIAL

LA MAITRISE DES DÉPENSES DE SANTÉ

La C.S.M.F. refuse de s'associer au projet de la caisse nationale d'assurance-maladie

« *Non, mais...* » Ainsi peut-on résumer la position prise par l'assemblée générale de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), réunié à Paris le 20 mars sur la proposition « Dix actions, trente-deux caisses » pour la maîtrise des dépenses de santé, émanant de la Caisse nationale d'assurance-maladie. Ce projet prévoit, par exemple, un contrôle des visites. Au niveau local, seraient identifiés les prescripteurs et utilisateurs de visites. En cas de visite non justifiée (suivant une appréciation par les instances prévues de la convention médecins-Sécurité sociale), cette visite ne serait remboursée qu'au tarif de la consultation.

La décision prise par la C.S.M.F. le 20 mars n'a pas totalement surpris. Déjà son conseil confédéral, le 23 janvier, avait décidé de consulter la base avant de se prononcer, jugeant l'affaire trop importante. La réaction de l'assemblée générale a été beaucoup plus virulente que prévu. Et les cent soixante-dix délégués réunis à Paris le 20 mars ont donc sanctionné, à la quasi-unanimité, un projet dans lequel ils voient de graves inconvénients, dont celui, d'abord, de culpabiliser une profession alors que le problème est ailleurs. Il réside dans la contradiction entre le progrès croissant des méthodes de soins, et donc le coût croissant des dépenses de santé, et l'impossibilité de fait d'accroître encore les prélèvements collectifs pour financer ces dépenses. Autre inconvénient pour les médecins de la C.S.M.F., ce projet est présenté en l'absence de mesures réelles freinant les dépenses d'hospitalisation, en particulier publique, alors que leur part dans le total de l'assurance-maladie dépasse la moitié.

« *Ce sera la maîtrise ou le chaos* », avait déclaré M. Maurice Derlin, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés, à la veille de la réunion. Les représentants confédéraux ont répondu à leur façon. Mais ils se déclarent prêts à œuvrer pour la maîtrise des dépenses de santé et feront des propositions.

Déjà la C.S.M.F. demande au gouvernement d'organiser une grande campagne nationale avec l'ensemble des partenaires concernés par cette question. La Fédération des médecins de France (F.M.F.), autre organisation représentant la profession, a, pour sa part, formulé un « *oui, mais* » au projet de la Caisse. Il faudra sans doute attendre quelque temps pour connaître la réponse des pouvoirs publics à ces diverses réactions. – D. R.

L'expression des salariés dans l'entreprise

440 accords signés, 5 300 négociations en cours

Au 28 février, l'expression des salariés est devenue un droit qui s'applique dans 440 entreprises de plus de 200 salariés et qui se négociait dans 5 300 autres. La quasi-totalité des 6 000 entreprises concernées par la loi Auroux vit donc à présent les débuts d'un « *changement profond* », selon les termes du ministre du travail, qui présentait un premier bilan à Paris, le 18 mars. Commencée tardivement, et au plus tard avant le 4 février, la négociation sur le droit d'expression est plus avancée en Ile-de-France ou dans la région Rhône-Alpes, que dans les Pays de Loire ou le Languedoc-Roussillon.

Les éléments recensés par les directions régionales du travail permettent de dégager une première synthèse sur 120 des 440 accords déjà signés. La majorité de ces accords l'ont été au niveau des entreprises et non à celui de leurs établissements. La C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. en ont signé une part à peu près comparable, à savoir un accord sur deux ; la C.G.C. un peu moins (45 %), la C.F.T.C. 20 % et les autres organisations syndicales 15 %. Mais lorsqu'elles étaient dans l'entreprise concernée, la C.G.T. et la C.F.D.T. n'ont refusé de signer qu'un seul accord sur dix, F.O. et la C.F.T.C. en refusant 2 % et la C.G.C. 1 %. Très rares sont les cas où, faute d'accord, la direction d'entreprise a pris une décision unilatérale. La préférence est marquée dans les grandes firmes pour une mise en œuvre progressive du droit d'expression, la généralisation à l'ensemble du personnel ne se faisant qu'après un bilan – prévu par exemple dans un an à *Paribas*.

L'expression se pratiquera au niveau de l'atelier ou du bureau, le nombre maximum de participants ne dépassant pas vingt-cinq personnes. Les réunions seront en moyenne de 1 heure à 1 h 30 par trimestre. L'animation du groupe est le plus souvent confiée à la maîtrise, parfois aux membres du groupe eux-mêmes. A peu près partout, dit-on au ministère, « *l'encadrement se voit reconnaître un rôle spécifique* ». Il faudra attendre encore un mois pour disposer d'un bilan plus complet sur ces accords concernant l'expression des salariés. Ensuite, une synthèse sur leur mise en application serait régulièrement faite. C'est l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) qui est chargée du suivi de cette opération.

DANIELLE ROUARD.

LES CADRES C.F.T.C. SOUHAITENT LA NÉGOCIATION DE « CONTRATS D'OBJECTIFS ».

(De notre correspondant régional.)

Lyon. – Les cadres de l'Union générale des ingénieurs, cadres et assimilés (UGICA) C.F.T.C. ont tenu, du 17 au 19 mars, leur troisième congrès national. Le président de la C.F.T.C., M. Jean Bornard, a centré son intervention sur la nécessité d'une « *plus grande justice fiscale* ». La réduction des inégalités entre hauts et bas salaires ne saurait se réaliser, selon lui, que « *par l'impôt* ». M. Bornard a réaffirmé son opposition à toute idée de « *fiscalisation des allocations familiales* », les cadres risquant, selon lui, d'être « *les premières victimes de cette réforme* ».

M. Bernard Ibal, président de l'UGICA-C.F.T.C., a insisté sur une des propositions originales des cadres chrétiens : la négociation tous les trois ans de « *contrats d'objectifs* » pour chaque cadre d'entreprise publique ou privée. A ses yeux, cette formule de contrats renouvelables, se distinguant en cela des contrats d'embauche, permettrait de fixer le plan de charge de travail de chaque cadre ainsi que les « *buts* » et les « *moyens* » d'une activité négociée.

Cette idée offre, selon M. Ibal, de très nombreux avantages : elle permet la diminution réelle du temps de travail ; elle protège les cadres contre l' « *arbitraire* » des directions privées ou publiques ; elle permet la « *concertation* » et la « *participation personnelle* » ; elle favorise la négociation périodique du profil de carrière. Enfin, ces contrats d'objectifs devraient permettre le contrôle *a posteriori* du travail de chaque cadre. Dans une deuxième phase, l'UGICA envisage l'extension de ces contrats d'objectifs à tous les personnels.

Les cadres C.F.T.C. ont ouvert leur congrès à des délégations étrangères pour réaffirmer leur attachement à l' « *ardente obligation de l'Europe* ». – Cl. R.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Les constructeurs automobiles français reprennent la première place des étrangères sur le marché ouest-allemand.** – Sur un total de 180 169 voitures particulières immatriculées en février, les Français en ont vendu 16 267 soit 9,03 %. Les Japonais avec 15 217 détiennent 8,5 % du marché. En janvier les Japonais avaient encore 10,1 % du marché et les Français seulement 6,3 %. Le lancement de nouveaux modèles (notamment la R9) explique cette performance. – *(A.F.P.)*.

● **Dépôt de bilan d'une coopérative ouvrière du Pas-de-Calais.** – La société coopérative ouvrière de production Pilote S.A. de Berck-Plage (Pas-de-Calais) employant soixante-sept personnes, dont trente-quatre handicapés physiques, à la fabrication de bijoux fantaisie et d'articles de bimbeloterie, vient de déposer son bilan auprès du tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer. Créée en 1958, transformée en société coopérative en 1980, cette entreprise se voulait un « *exemple d'insertion des handicapés dans le monde du travail* ». A la suite de difficultés de trésorerie, un nouveau plan de relance avait été adopté en novembre 1981 avec l'appui des pouvoirs publics, mais il s'est révélé insuffisant. – *(A.F.P.)*

● **La société Richier**, deuxième constructeur français de matériels de travaux publics, qui a récemment échappé à la liquidation judiciaire, a finalement été reprise à titre personnel par Gilles Poncin pour 1 million de francs et aura comme directeur général M. Madding, responsable de la division Europe du constructeur américain Clark-Equipement. A partir de juin prochain, Richier distribuera outre ses propres produits, les chargeuses à pneus de Clark, et près de la moitié des fonds dégagés d'ici à 1985 (78 millions de francs dont 30 millions d'aides diverses, 35 millions de prêts bonifiés à long terme et 13 millons de prêts remboursables en trois ans à partir de 1985) seront consacrés au renforcement du réseau de distribution à l'étranger. Richier, en 1982, a réalisé un chiffre d'affaires de près de 400 millions de francs, dégageant 9 millions de bénéfices.

Energie

● **Découverte de pétrole dans la Marne.** – Des indices de pétrole ont été découverts dans la Marne, à 6 kilomètres au nord-est de Romilly-sur-Seine par Elf-Aquitaine. Un premier essai a donné un débit de 70 mètres cubes par jour d'huile anhydre. Cette découverte a été qualifiée de non négligeable par la compagnie qui détient 66 % des parts sur ce permis (avec B. P. 30 % et Pétrorep 4 %).

Futurs diplômés d'Études Supérieures

ASSUREZ VOTRE AVENIR



17, boulevard Saint-Jacques 75014 PARIS

organisé sous l'égide de la

Confédération des Bureaux d'Élèves des Grandes Écoles de France

RENCONTRER POUR DIALOGUER

BNP. BOUYGUES. CAP SOGETI LOGICIEL. CAP SOGETI SYSTÈMES. CITROËN. CRÉDIT LYONNAIS. GROUPE DISCO. E.D.F.-G.D.F.. FACOM. FRAMATOME. GENERAL MOTORS FRANCE. HEWLETT PACKARD. IBM FRANCE. INDOSUEZ. PTT. RENAULT. GROUPE ROUSSEL UCLAF. SACILOR. SCHLUMBERGER. SEP. SLIGOS. SOCIETE GENERALE. TECHNIP. THOMSON-CSF. TEKELEC AIRTRONIC TREFICABLE PIRELLI. GROUPE VALLOUREC...

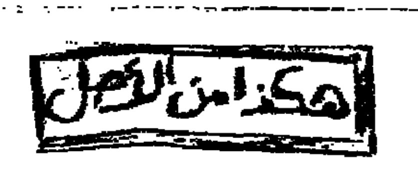
DIALOGUER POUR S'INFORMER

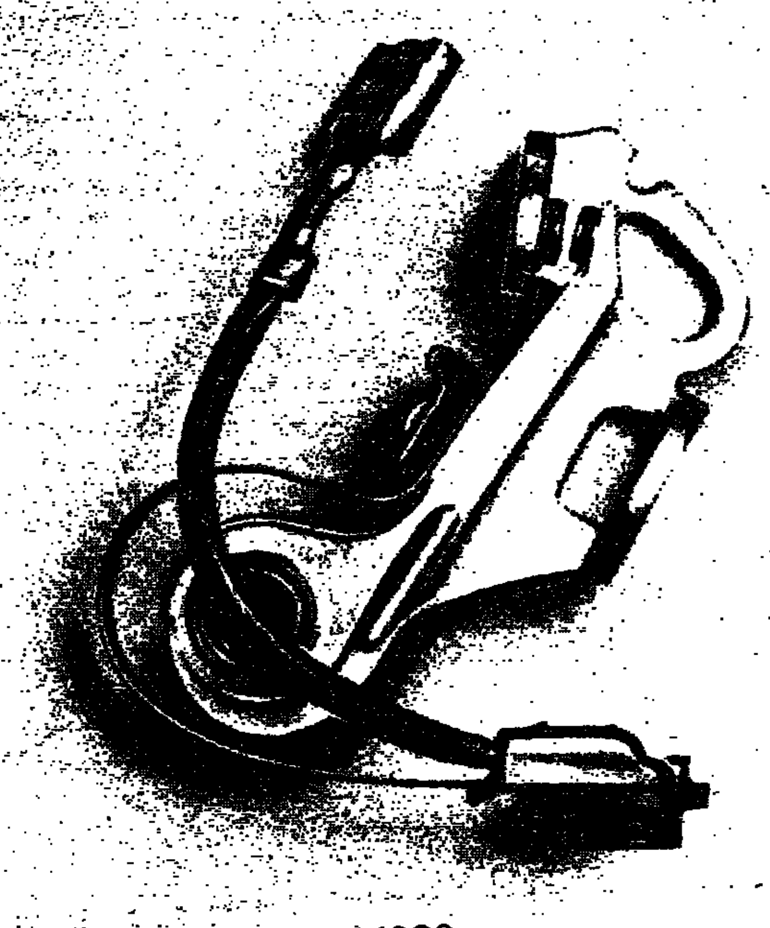
Activités. perspectives. premières affectations. évolution et carrières. responsabilités. organisation interne. rémunérations. chiffres d'affaires. investissements. recherche et développement. techniques. profits. dirigeants...

S'INFORMER POUR CHOISIR

Secteur. Entreprise. Filières commerciales. Études et Recherches. Production. Gestion. Finance. Management. Export. Informatique. Paris-province. Étranger...

Les entreprises qui acceptent de répondre à toutes vos questions seront au SALON DU PREMIER EMPLOI DES JEUNES DIPLÔMÉS
Venez les y rencontrer.
(entrée libre et gratuite.)





1980

1983

Aujourd'hui, une voiture marche mieux avec des pièces en moins.

Bosch a mis au point un équipement d'allumage sans contact. Il permet de supprimer les vis-platinées... et toute la série de problèmes qu'elles entraînaient : dérèglement du point d'allumage - mauvais démarrage - accroissement de consommation. Avec l'allumage sans contact Bosch, votre voiture démarre mieux et consomme moins. Sans réglages périodiques. Sans entretien.

Jour après jour, les allumages Bosch à rupteur font leurs preuves sur des millions d'automobiles. Mais, des recherches constantes, de nouvelles technologies nous ont permis un perfectionnement en plus : l'équipement d'allumage transistorisé sans contact Bosch.
Jusqu'ici, on devait remplacer les contacts du rupteur tous les 10.000 à 15.000 km, sinon le point et la tension d'allumage se modifiaient à cause de l'usure. Le moteur consommait davantage d'essence et il y avait des ratés d'allumage.
Le nouvel allumage Bosch, lui, peut passer des années sans avoir besoin d'être réglé. L'impulsion d'allumage est déclenchée et reproduite par voie électronique. Finis les contacts qui s'usent.
Le point d'allumage reste le même durant plusieurs années. La consommation d'essence et le taux de particules nocives dans les gaz d'échappement restent aussi faibles que possible.
L'allumage transistorisé sans contact Bosch augmente la tension d'allumage considérablement : pas de difficultés de démarrage, un allumage plus sûr, même avec des bougies encrassées.
Le moteur tourne toujours bien.

Le Groupe Bosch en France.

- 4000 personnes
- 4 usines (Rodez, Vénissieux, Caen, Massy)
- 3,4 milliards de Chiffre d'Affaires en 1982
- 0,7 milliard réalisé en exportation directe et 0,3 milliard d'achats de Robert Bosch GmbH en France.

Principales activités

- Automobile : équipements électriques, électroniques, essence et diesel
- Electroménager
- Autoradios, TV couleur, magnétoscopes Blaupunkt
- Electronique médicale
- Machines d'emballage
- Outillage électrique et pneumatique
- Photo, cinéma, vidéo Bauer
- Produits et technologie pour l'industrie
- Télécommunication, radiotéléphone

Pour toutes informations : Robert Bosch (France) S.A.
32, Avenue Michelet
93404 Saint Ouen
Tél. : 251.92.33.



BOSCH



(Publicité)

INVESTISSEZ EN FRANCE DANS DES BOUTIQUES OU DES BUREAUX

Pourquoi ?

C'est le meilleur placement pour les années qui viennent.

1) Les baux sont de longue durée (9 ou 10 ans) et vous assurent de tout risque.
2) Les baux sont révisés annuellement sur le coût de la construction. Or, l'indice du coût de la construction évolue plus vite que le coût de la vie.

En 1982, coût de la vie .... + 9,7 %
coût de la construction .... + 12,7 %

Soit + 3 % au profit du propriétaire.

3) Les baux sont libres, la loi QUILLIOT ne s'applique pas.

Vous pouvez avoir une rentabilité de 10 %, soit avec le jeu de l'indice 13 % en 82.

Quel autre placement vous assure une telle garantie ?

Administrateur de biens, MICHEL BERNARD a un choix de dossiers à vous proposer.

Écrire : MICHEL BERNARD S.A. - 42, avenue Victor-Hugo - 76116 PARIS
Tél. : 502-13-43 - Telex : 630 221

LENTILLES DE CONTACT

La qualité OSIRIS : lentilles B et L, 1er fabricant mondial
Les services OSIRIS : un ensemble de services unique en France.
Les prix OSIRIS : 650 F adaptation comprise : 496 F sans adaptation.
Avec ce bon. ÉTUI + NÉCESSAIRE DE DÉPART GRATUIT. Jusqu'au 26.2.83

OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES

Laboratoires OSIRIS

BORDEAUX - 4 cours Alsace-Lorraine (56) 52.96.26
LILLE - 10 rue du Palais Rihour (20) 54.42.78
LYON 6e - 4 quai du Gal Sarrail (7) 824.12.46
PARIS 1er - 20 quai de la Mégisserie (1) 233.00.20
PARIS 5e - 127 bd St Michel (1) 326.27.97
PARIS 8e - 21 avenue de Friedland (1) 563.55.99

Prêt-à-porter

La femme imaginée

par NOELLE ROUDINE

Le Salon des Journées de la Mode s'est ouvert à Paris, regroupant deux cent cinquante entreprises françaises de prêt-à-porter féminin particulièrement créatives.

L'une d'entre elles, spécifique, dont la collection dessinée par Noëlle Roudine, caractéristique de cette manifestation. La femme imaginée, rêvée par Noëlle Roudine, et qui, l'hiver prochain, se glissera (obligatoirement) dans les vêtements que nous avons vus, devra dans sa vie considérer d'un même œil averti musique, mode ou peinture, affirmer chaque matin en s'habillant une personnalité forte et multiple, active certainement, aventureuse aussi, subtile toujours.

L'élaboration des « toiles », première ébauche du modèle, est faite par une équipe où se côtoient et se complètent spécialistes formés par la haute couture à l'époque du new-look, et inventifs particulièrement passionnés lorsqu'il s'agit de déstructurer un vêtement, loin des schémas classiques. Les deux pôles, en somme, de la mode actuelle.

Des pardessus en lama aux impers froissés, en passant par les blouses de soie brute, les pantalons de star hollywoodienne ou les jupes déplissées, tout, absolument tout, est fabriqué en France. Et quarante pour cent sont destinés à l'exportation.

Une société à l'image de ce nouveau salon qui, courant de pair avec les défilés des couturiers et des créateurs la même semaine affirme bien haut la volonté de conserver à Paris son titre de capitale de la mode.

SNCF

Société Nationale des Chemins de Fer Français

U.S. $100,000,000

11½ per cent. Guaranteed Bonds due 15th March, 1993

(redeemable at the holder's option in 1990)

unconditionally guaranteed, as to payment of principal and interest, by

The Republic of France

Swiss Bank Corporation International Limited — Banque Nationale de Paris
Algemene Bank Nederland N.V. — Amro International Limited
Caisse des Dépôts et Consignations — Chase Manhattan Capital Markets Group
Commerzbank Aktiengesellschaft — County Bank Limited
Crédit Lyonnais — Credit Suisse First Boston Limited
Daiwa Europe Limited — Deutsche Bank Aktiengesellschaft
Goldman Sachs International Corp. — Kleinwort, Benson Limited
Kredietbank International Group — Lehman Brothers Kuhn Loeb International, Inc.
Manufacturers Hanover Limited — Morgan Guaranty Ltd
Morgan Stanley International — Orion Royal Bank Limited
Salomon Brothers International — Société Générale

S. G. Warburg & Co. Ltd.

Al-Mal Group — Arab Banking Corporation (ABC) — Arnhold and S. Bleichroeder, Inc. — Julius Baer International Limited
Banca del Gottardo — Banca Unione di Credito — Banco di Roma per la Svizzera — Bank Leu International Ltd.
Bank Mees & Hope N.V. — Bank of America International Limited — Bank of Tokyo International Limited
Banque Bruxelles Lambert S.A. — Banque Française du Commerce Extérieur — Banque Générale du Luxembourg S.A.
Banque Internationale à Luxembourg S.A. — Banque Paribas — Banque de Paris et des Pays-Bas (Suisse) S.A.
Banque Populaire Suisse S.A. Luxembourg — Banque de l'Union Européenne — Banque Worms
Baring Brothers & Co., Limited — Basle Securities Corporation — Bayerische Landesbank Girozentrale
Bayerische Vereinsbank Aktiengesellschaft — Berliner Handels- und Frankfurter Bank
Blyth Eastman Paine Webber International Limited — B.S.I. Underwriters Limited — Chemical Bank International Group
CIBC Limited — Citicorp Capital Markets Group — Compagnie de Banque et d'Investissements, CBI
Continental Illinois Capital Markets Group — Crédit Agricole — Crédit Commercial de France — Crédit Industriel et Commercial
Crédit du Nord — Creditanstalt-Bankverein — Dai-Ichi Kangyo International Limited — Dillon, Read Overseas Corporation
Dresdner Bank Aktiengesellschaft — Enskilda Securities Skandinaviska Enskilda Limited — European Banking Company Limited
First Chicago Limited — Groupement Des Banquiers Privés Genevois S.A. — Hambros Bank Limited
Hill Samuel & Co. Limited — IBJ International Limited — James Capel & Co. — Kidder, Peabody International Limited
Kuwait Foreign Trading Contracting & Investment Co. (S.A.K.) — Kuwait International Investment Co. s.a.k.
Kuwait Investment Company (S.A.K.) — Lazard Frères et Cie — Lloyds Bank International Limited
LTCB International Limited — Merrill Lynch International & Co. — Samuel Montagu & Co. Limited
Morgan Grenfell & Co. Limited — Nederlandsche Middenstandsbank N.V. — Nederlandse Credietbank N.V.
The Nikko Securities Co., (Europe) Ltd. — Nomura International Limited — Pierson, Heldring & Pierson N.V.
N. M. Rothschild & Sons Limited — Sarasin International Securities Limited — J. Henry Schroder Wagg & Co. Limited
Smith Barney, Harris Upham & Co. Incorporated — Strauss, Turnbull & Co. — Verband Schweizerischer Kantonalbanken
Vereins- und Westbank — Westdeutsche Landesbank Girozentrale — Wood Gundy Limited — Yamaichi International (Europe) Limited

NEW ISSUE — All the above bonds having been sold, this announcement appears as a matter of record only. — March, 1983

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GROUPE DARTY

L'exercice 1982-83 du groupe Darty s'est terminé le 28 février.

CHIFFRE D'AFFAIRES 1982-1983

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes de l'exercice 1982-1983 atteint un montant de l'ordre de 3,7 milliards de francs, en progression de 25 %.

PROJETS ET DÉCISIONS

— Les études sur la possibilité d'implanter des surfaces de ventes dans des zones à plus faible densité de population viennent d'être achevées. Le résultat de ces études nous incite à entreprendre, durant l'exercice 1983-1984, deux expériences qui pourraient déboucher sur un programme d'ouverture d'une trentaine de magasins au cours des prochaines années.

— Création d'une nouvelle activité complémentaire à notre activité principale : l'objectif est de répondre à la forte demande constatée dans le domaine des accessoires et pièces détachées pour les produits électrodomestiques. Le marché national de ces produits peut être estimé, au stade de la distribution, à environ 4 milliards de francs. Cette nouvelle activité démarrera au cours du dernier quadrimestre, dans le cadre d'une société créée à cet effet, qui bénéficiera immédiatement des structures et du potentiel du groupe.

— Les marchés de la micro-informatique, de la bureautique et de la péritéléphonie semblent être assurés d'un fort développement dans le futur. Dans le but d'acquérir l'expérience et le savoir faire nécessaire, un magasin spécialisé sera ouvert pendant l'exercice.

— L'observation des premiers résultats de notre filiale espagnole et de ses perspectives ne nous permettant pas d'envisager un résultat bénéficiaire avant plusieurs années, nous avons pris la décision d'arrêter son exploitation. L'impact des résultats et de la fermeture de cette filiale sera :

- inférieur à 5 % du résultat d'exploitation consolidé sur l'exercice qui vient de s'achever, comme nous l'avions prévu ;
- d'une faible incidence sur le résultat net consolidé après impôt sur les sociétés de l'exercice en cours.

OFP-Omnium Financier de Paris

Le conseil de l'O F P -Omnium financier de Paris, dans sa séance du 17 mars 1983, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1982. Le bénéfice, après provisions et impôts, s'élève à 95 millions de francs, contre 72,3 millions de francs pour l'exercice précédent. Cette progression importante, pour le second exercice consécutif, tient en particulier aux bons résultats de la plupart des filiales et participations, qui leur ont permis de distribuer des dividendes en nette augmentation.

Au cours de l'exercice, un certain nombre d'investissements ont été réalisés par O F P et ses filiales, pour un montant global de 121,4 millions.

Le capital, qui avait été porté, au 31 décembre 1982, à 131 959 700 F par suite de la conversion de 11 442 obligations convertibles 8,40 % 1974, va atteindre 164 981 500 obligations au terme de l'augmentation de capital en cours.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 10 juin 1983, de distribuer aux actions créées avant le 31 décembre 1982 un dividende de 48 F par action, auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 24 F, soit un total de 72 F, contre respectivement 36 F, 18 F et 54 F pour l'exercice précédent.

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT · AGRANDISSEMENT · REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-12e — ☎ 347.21.32

DURUSEL
TAPIS TURCS
Des tapis turcs noués à la main de haute qualité et aux prix les plus bas.
Veuillez vous adresser à
DURUSEL A.Ş.
Çemberlitaş, Piyerloti Cad.
Dizdariye Medrese Sok. No. 2
ISTANBUL - TURQUIE
Telex: 23 300 dur tr. Phone: 28 58 45

C.C.A.
CHAMPAGNES
CHOCOLATS
VINS/ALCOOLS
Tarifs C.C.A. : hausse du 1er février non appliquée. N'oubliez pas la vignette du 1er avril.
AVANT HAUSSE

Vente par carton de 6 — X de 3 — • de 2	
HEIDSIECK MONOPOLE brut	69,80 F
MARGAUX AMAURY DE L'AST promotion	32,80 F
• HENNESSY VSOP	95 F
• POIRE WILLIAM	88,50 F
X WHISKY J & B	57,80 F
X WHISKY AMAURY 12 ans	57,80 F

Magasin principal :
103 rue de Turenne Paris 75003
Tél. : 887.55.67
Magasins distribution :
Forum des Halles - 8e - 13e - 15e
C. Commercial 4 temps, Versailles.
Bistrot à vins, 65 bis rue Lafayette.

PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE
Service de l'Environnement

AVIS au PUBLIC

LIGNE à 2 CIRCUITS 400 kV BELLEVILLE - BOISMORAND

Il est porté à la connaissance du public qu'une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par ELECTRICITE DE FRANCE, en vue d'obtenir la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne visée ci-dessus.

Conformément au décret nº 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par ELECTRICITE DE FRANCE comporte une étude d'impact.

Du 15 mars au 31 mai 1983 inclus, les personnes intéressées pourront en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

— à la PREFECTURE de la NIÈVRE :
Service de l'Environnement, rue de la Préfecture, 58000 NEVERS ;
— du 15 mars au 31 mai 1983 inclus
• de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30
exceptés les samedis et les jours fériés.
Cependant, une permanence sera assurée exceptionnellement le SAMEDI 23 AVRIL et le SAMEDI 14 MAI de 8 h 30 à 12 heures.

— à la SOUS-PRÉFECTURE de COSNE-SUR-LOIRE :
— du 15 mars au 31 mai 1983 inclus
• de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures
exceptés les samedis et les jours fériés.
Toutefois, une permanence sera assurée le SAMEDI 23 AVRIL et le SAMEDI 14 MAI de 8 h 30 à 12 heures.

— à la MAIRIE de COSNE-COURS-SUR-LOIRE :
— du 15 mars au 31 mai 1983 inclus
• de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 heures
du LUNDI au VENDREDI

— à la MAIRIE de NEUVY-SUR-LOIRE :
du 15 mars au 31 mai 1983 inclus
• de 10 h 30 à 12 h 30 et de 15 heures à 18 heures
tous les jours ouvrables du LUNDI 15 heures au SAMEDI 12 heures.

— à la Direction interdépartementale de l'Industrie
Régions BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ
Cité administrative Dampierre, 6, rue Chancelier-de-L'Hospital
21034 DIJON CEDEX (Division D - 1er étage)
tous les jours ouvrables du lundi au vendredi inclus :
• de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 45.

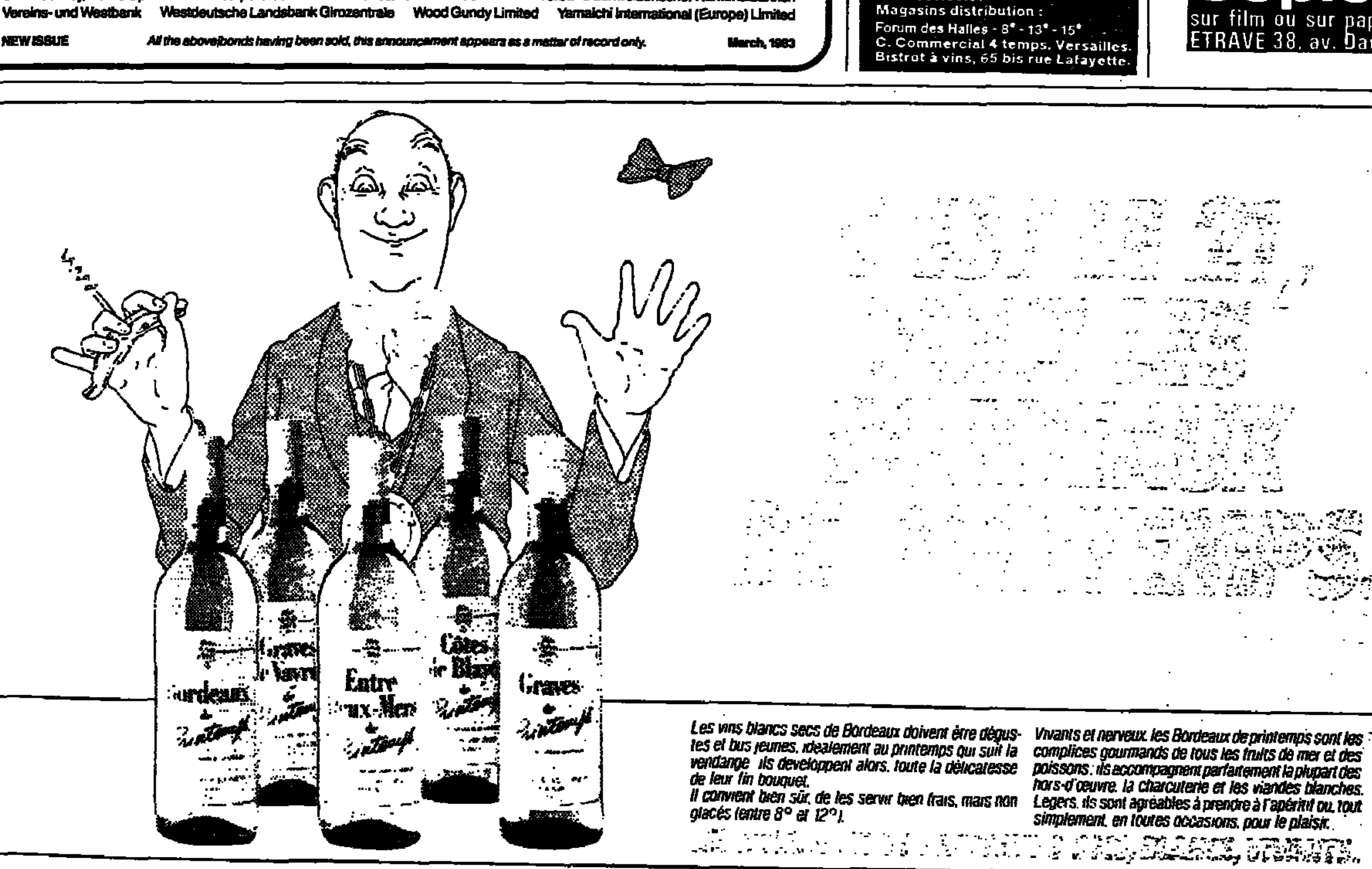
— à la Direction interdépartementale de l'Industrie
Région CENTRE
16, rue Adèle-Lanson-Chenault à SAINT-JEAN-LE BLANC (LOIRET)
Division « Energie » - 4e étage
tous les jours ouvrables du lundi au vendredi inclus :
• de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

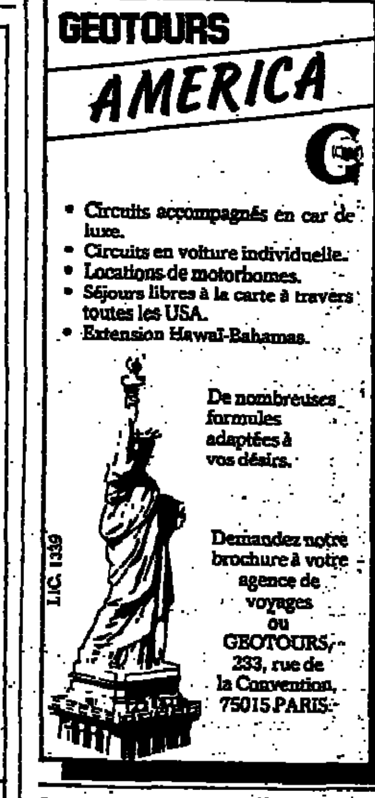
Un registre sera également déposé avec chaque dossier afin que les personnes intéressées puissent y consigner leurs observations.

NEVERS, le 2 mars 1983
le Préfet,
Commissaire de la République.
Pour le Préfet, Commissaire de la République,
le Secrétaire général
Dominique BON.

Pour copie conforme
L'attaché délégué
Bernard LUC.

Copies Couleurs
sur film ou sur papier photo · qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12è — ☎ 347.21.32





Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUIT »
accueille en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5e
Téléphone (le soir) : 707 85-64

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 10-3-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	334 908
dont :	
Or	247 037
Disponibilités à vue à l'étranger	10 080
ECU	65 306
Avances au Fonds de stabilisation des changes	12 480
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 850
dont :	
Concours au Trésor public	
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	258 674
dont :	
Effets escomptés	85 514
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	69 425
5) DIVERS	7 506
Total	676 363

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	175 523
2) *COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS*	24 177
3) *COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC*	22 787
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	85 859
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	25 719
5) ECU A LIVRER AU FECOM	64 761
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 979
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 583
8) DIVERS	11 710
Total	676 363

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	4 mars	18 mars
Valeurs franç. à revenu variable	920,3	923,8
Valeurs étrangères	2741,3	2700,7
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	132,8	133,3
Valeurs étrangères	370,9	365,4
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	114,7	116,1
Pétroles-Énergie	91,5	92,3
Métallurgie	80	79,2
Chimie	114,2	115,1
Bâtim., mat. constr., trav. publics	103,4	103,8
Constructions mécaniques	103,1	101,9
Matériel électrique	135,4	137,8
Automobile et accessoires	116,9	114,2
Industr. de consom. non alim.	136,2	137,9
Agro-alimentaire	134,5	135,9
Distribution	88,9	86,5
Transports	124,2	126,2
Services	125,2	126,8
Assurances	99,1	98
Banques	142,3	140,4
Immobilier et foncier	119,9	120,7
Investissement et portefeuille	121,1	120,2
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	101,1	101,4
Emprunts d'État (*)	101,9	102
Emprunts garantis et assimilés (*)	101	101,4
Sociétés (*)	100,8	101,1
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	98,8	99,1
Sociétés (*)	96	98,1
***COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE* – Base 100 : 31 décembre 1981**		
Indice général	110,5	111
Produits de base	92,4	93
Construction	101,6	101,7
Biens d'équipement	109,9	109,8
Biens de consom. durables	128	125,2
Biens de consom. non durables	135,9	137,6
Biens de consom. alimentaires	132,4	133,9
Services	99,6	99,8
Sociétés financières	128,9	128,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	92,3	92,2
Valeurs industrielles	111	111,7
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général		103,6

(*) Indices provisoires.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

FRANÇAISE DES PÉTROLES B.P. – Le résultat net comptable de la société traduit *une perte de 143 millions* de francs au titre de l'exercice 1982 et un déficit d'exploitation de 75 millions de francs (après dotation aux amortissements de 157 millions de francs, ce qui correspond au minimum légal et prise en charge, à hauteur de 166 millions de francs, d'indemnités de licenciement dans le cadre d'une convention conclue avec le *fonds national* pour l'emploi). L'exercice 1981 s'était soldé par un bénéfice net de 85 millions de francs. Quant au compte de pertes et profits, poursuit la Société française des pétroles B.P., il comporte un ensemble de provisions destinées à couvrir les dépréciations ou pertes subies par les filiales, notamment les 133 millions de francs escomptés de B.P. chimie, cette société devant enregistrer « *des pertes importantes en 1983* ».

En détérioration depuis quatre ans, la *marge brute d'autofinancement* (M.B.A.) a été ramenée à 115 millions de francs en 1982 (contre 524 millions l'année précédente et 889 millions en 1980). Corrigée du renouvellement des stocks, la M.B.A. a été déficitaire de 660 millions en 1982, contre une perte de 1 179 millions l'année précédente. Compte tenu de l' « *insuffisance de la M.B.A., comparée au coût du renouvellement des stocks, le conseil d'administration a décidé de ne pas proposer de distribution de dividende au titre de l'exercice 1982* ».

Commentant la nouvelle formule de fixation automatique des prix élaborée par le gouvernement, « *avec beaucoup de retard* », souligne la Société française des pétroles B.P., elle n'a donné lieu à une première application qu'à la mi-mai. Par ailleurs, ajoute la compagnie, « *ses effets ont été limités, d'abord par une application progressive prévue sur trois mois, puis, dans le cadre du blocage des prix décidé en juin 1982, par un plafonnement des hausses mensuelles de prix jusqu'à la fin de l'année dernière* ».

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	17 mars	18 mars
Valeurs françaises	112,3	
Valeurs étrangères	112,2	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	17 mars	18 mars
Indice général	111,2	111

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 21 mars .... 12 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18 mars	21 mars
1 dollar (en yens)	238,60	clos

BOURSE DE PARIS — Comptant — 18 MARS

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV

18/3	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Solail Investis.	400 30	382 15
U.A.P. Investiss.	283 90	271 03
Unifrance	216 03	205 23
Unifoncier	577 32	551 14
Unigestion	512 62	489 37
Uni-Japon	784 44	748 87
Univers	1655 30	1600 87
Univer	11709 71	11709 71
Valorem	319 55	305 06
Valrea	117762 41	117644 77
Worms Investiss.	600 94	573 69

◆ : prix précédent

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]
La Mure	61 20	....
Océanic	17 90	15 60 o
Petrofigaz	379	....
Pronuptia	130 60	130 50
Ratier Forest G.S.P.	....	....
Rorento N.V.	*625*	*618*
Sabl. Morillon Corv.	120	....
S.K.F.(Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	95	....
Total C.F.N.	69 30	....
Ufinex	200	....
Voyer S.A.	1 35	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	200	....
Akzo	174 50	177 90
Alcan Alum	278 80	....
Algemeine Bank	1190	1190
Am. Petrofina	455	....
Arbed	174	....
Asturienne Mines	47 50	49
Bco Pop Español	75	77

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2070	4,5 % 1973	1990	1988	2012	1995
3030	C.N.E. 3 %	3081	3082	3090	3070
560	Facom	605	600	600	588
795	Fichet-bauche	730	720	720	720
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	Vallourec	88	85	86 50	85
[illegible]	V. Clicquot-P.	1160	1150	1150	1150
[illegible]	Viniprix	622	622	622	610
[illegible]	Elf-Gabon	888	911	911	893
[illegible]	Amax Inc.	213 20	210 80	211 10	210 90
[illegible]	Amer. Express	495	500	500	500
[illegible]	Amer. Teleph.	589	592	592	597
[illegible]	*Anglo Amer. C.*	*157*	*157*	*156 80*	*156 80*
[illegible]	Angold	1008	1010	1010	990
[illegible]	B. Ottomane	976	975	975	960
51	*Imp. Chemical*	*55 40*	*54 60*	*54 60*	*55 20*
113	Inco. Limited	112 20	115 20	115	115 20
880	IBM	893	887	885	889
44	Ito-Yokado	44 30	43 05	43 05	39 80
285	ITT	318 60	319 80	319	320
44	Matsushita	48 20	49 90	48 90	49
735	Merck	763	761	761	754
670	Minnesota M.	704	678	672	672
240	Mobil Corp.	241	229	232	229
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS – Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	6 875	6 936	6 730	7 110
Allemagne (100 DM)	289 700	289 850	282	298
Belgique (100 F)	14 683	14 700	13 200	9 200
Pays-Bas (100 fl.)	260 460	261 020	254	269
Danemark (100 krd)	80 210	80 400	76	82
Norvège (100 k)	96 450	96 380	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	*10 355*	*10 345*	*10 050*	*10 750*
Grèce (100 drachmes)	8 170	8 290	7 750	9 750
Italie (1 000 lires)	4 833	4 823	4 750	5 200
Suisse (100 fr.)	335 250	336 750	325	345
Suède (100 krs)	92 620	92 980	88	94
Autriche (100 sch)	41 110	41 250	40 300	42
Espagne (100 pes.)	5 211	5 225	5 050	5 500
Portugal (100 esc.)	7 400	7 430	6 400	7 600
Canada ($ can 1)	5 631	5 678	5 510	5 780
Japon (100 yens)	2 895	2 896	2 780	2 920

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/3
Or fin (kilo en barre)	94000	96000
Or fin (en lingot)	93650	95500
Pièce française (20 fr)	706	720
Pièce française (10 fr)	429	.....
Pièce suisse (20 fr)	701	707
Pièce latine (20 fr)	672	684
Souverain	820	*844*
Pièce de 20 dollars	4060	4140
Pièce de 10 dollars	2000	2040
Pièce de 5 dollars	1125	.....
Pièce de 50 pesos	4200	4305
Pièce de 10 florins	721	730



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LES SOCIALISTES ET LES DROITS DE L'HOMME

M. de la Fournière : veut-on créer artificiellement une nouvelle coupure au sein du P.S. ?

M. Michel de la Fournière, membre du secrétariat national du P.S., vivement critiqué par M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, dans une lettre adressée aux membres du bureau exécutif du P.S. (*le Monde* daté 20-21 mars), nous a fait, en réponse, la déclaration suivante :

« La lettre de Joxe est inacceptable. Elle appuie, en effet, ses arguments et ses insultes à mon égard sur les propos que le Quotidien de Paris *m'a prêtés et que j'ai aussitôt démentis dès que j'ai eu connaissance du montage fait par ce journal. Il s'est agi d'une « initiative malveillante » de plus, pour prendre le mot de Joxe. Nous y sommes habitués. Mais je juge totalement inadmissible qu'un camarade du parti ne tienne aucun compte de mon démenti et préfère à ma parole celle d'un journal de droite, spécialisé dans la critique antigouvernementale. J'ajoute que j'ai donné à Joxe d'autres précisions dans une lettre personnelle, dont il ne tient aucun compte.*

» Je pourrais donc légitimement crier, moi aussi, à la diffamation, mais tout cela commence à bien faire, et cette personnalisation est agaçante, car il s'agit là de questions qui intéressent tout le parti.

» Je précise donc, une nouvelle fois, que mon rapport sur les droits de l'homme a pour but de montrer comment l'action du gouvernement de la gauche a permis des avancées considérables dans la voie des libertés et de l'affirmation des droits de l'homme dans le monde, cela dans la vraie tradition du socialisme démocratique. Ce rapport n'est pas un ouvrage d'histoire : il pose seulement, au début, les nécessaires distinctions.

» D'autre part, je constate que, depuis le congrès de Valence, toutes les positions et propositions du secrétariat aux droits de l'homme, que j'anime, ont été approuvées par la direction unanime. Ce qui me confirme dans ma conviction que le parti socialiste est très homogène sur ce sujet. Si l'histoire montre, en effet, qu'il y a un clivage, là-dessus, au sein du mouvement ouvrier, ce clivage ne passe pas au sein du P.S., du moins je l'espère.

» Alors pourquoi ce bruit et cet acharnement contre un texte ? Veut-on créer artificiellement une nouvelle coupure au sein du parti ? Cherche-t-on à détourner l'attention des problèmes politiques réels d'aujourd'hui ? Il est permis de se poser la question.

» J'estime, en tout cas, que, dans la passe difficile où nous sommes entrés, le P.S. a besoin avant tout d'unité, que nous devons nous serrer les coudes et tenir le nécessaire débat politique sur les vrais problèmes dans un climat de camaraderie. Le moins qu'on puisse dire est que Joxe ne contribue guère à l'amélioration de ce climat. »

OCCUPATION D'UN DOMAINE AGRICOLE EN CORSE

Bastia. – Une trentaine de jeunes agriculteurs, membres du Centre départemental des jeunes agriculteurs (C.D.J.A.) de Haute-Corse, occupent, depuis le 19 mars, le domaine agricole de Pinia, situé sur le territoire communal de Ghisonaccia, dans la plaine orientale. Ce domaine de 800 hectares, dont la moitié sont plantés de vigne, appartient à la famille Fernandez, rapatriée d'Algérie.

Ces terres avaient déjà été occupées, le 22 octobre 1981, par des agriculteurs qui en revendiquaient l'exploitation, et leur action avait cessé dix jours plus tard, après l'intervention du ministère de l'agriculture, qui s'était engagé à racheter le domaine et à le rétrocéder aux agriculteurs locaux (*le Monde* du 24 octobre 1981). Les négociations, depuis, butent sur le prix de vente des terrains. Les jeunes agriculteurs ont donc décidé d'« *occuper Pinia à titre définitif* ». – *(Corresp.)*

● *Quatre attentats* non revendiqués ont été commis durant le week-end en Corse. une explosion a d'abord endommagé, le 18 mars dans la soirée, une résidence secondaire inoccupée à Poggia (Corse-du-Sud). La charge avait été placée dans la salle de bains de cette villa appartenant à un médecin de Marcq-en-Barœul (Nord), M. Alain Bournovilli.

Trois autres attentats ont visé dans la nuit du 19 au 20 mars, une discothèque de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud) et deux voitures à Calenzana et à Corte (Haute-Corse) appartenant à des particuliers.

Incidents à Paris et à Toulon pour la commémoration du 19 mars 1962

Des incidents, brefs mais violents, ont marqué, samedi 19 mars, à Toulon (Var), nous indique notre correspondant José Lenzini, la commémoration du cessez-le-feu en Algérie (1962). A 16 h 30, des partisans de l'Algérie française se rassemblaient au monument aux morts, autour de Mᵉ Henri Pieroni, président varois de l'Association des combattants d'Algérie, de M. Joseph Ortiz, président du Front d'unité des rapatriés, et de M. Maurice Arreckx, maire de Toulon, qu'accompagnaient cinq de ses adjoints et conseillers municipaux. Après un dépôt de gerbe, le maire quittait les lieux, mais la plupart des participants restaient sur place pour manifester leur hostilité à ceux qui allaient célébrer l'anniversaire de la fin du conflit algérien.

A 17 h 30, quand les représentants de la Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie (FNACA) arrivèrent au monument aux morts, en compagnie de Mme Danielle Demarch, secrétaire générale du P.C. varois, et de plusieurs élus de la majorité, allaient se produire des incidents que l'important dispositif policier mis en place pour la circonstance ne put empêcher. Quelques jeunes gens se ruèrent sur les participants, leur arrachant leurs gerbes de fleurs et leur jetant divers projectiles. Deux policiers ont été blessés dans la bousculade qui s'ensuivit.

D'autre part, quatorze manifestants d'extrême droite ont été interpellés le même jour en fin d'après-midi, à Paris, pour avoir tenté de perturber une cérémonie organisée à l'Arc de triomphe, place Charles-de-Gaulle, par la FNACA, et à laquelle quelque deux mille personnes assistaient. Trois des quatorze personnes interpellées ont été mises à la disposition de la police judiciaire, deux pour jets d'engins fumigènes, la troisième pour port de matraque. Après vérification d'identité, les trois manifestants ont été remis en liberté sur ordre du parquet de Paris.

● *Attentat contre le siège du parti communiste à Toulouse.* – Un engin explosif déposé contre le mur extérieur du siège de la Fédération du parti communiste, dans le quartier du Mirail à Toulouse, a endommagé la façade et la chaufferie, lundi 21 mars à 4 h 20. L'attentat n'a pas été revendiqué.

On précise au siège de la Fédération que, comme au mois de novembre 1981, les locaux de l'imprimerie étaient visés.

LES CONSEILLERS DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS SOUHAITENT UNE REVALORISATION DE LEURS FONCTIONS

Les conseillers des tribunaux administratifs demandent une revalorisation de leurs fonctions. Ils l'ont répété au cours de la réunion à Paris, vendredi 18 et samedi 19 mars, du Syndicat de la juridiction administrative, qui affirme grouper 58 % des quelque quatre cents conseillers que compte la profession. La principale revendication du syndicat, exposée par son président, Mᵐᵉ Nicole Moureix, porte sur la création d'un corps unique regroupant les conseillers des tribunaux administratifs et les conseillers d'Etat.

Les conseillers des tribunaux administratifs souhaitent aussi le rattachement de leurs juridictions au ministère de la justice, comme l'est le Conseil d'Etat. Actuellement, ils dépendent du ministère de l'intérieur, ce qui leur paraît anormal, s'agissant de tribunaux indépendants du pouvoir exécutif. Au début du septennat, M. Defferre s'était montré favorable à ce rattachement, mais le projet a été abandonné.

Toujours par analogie avec le Conseil d'Etat, les conseillers des tribunaux administratifs voudraient accroître leur rôle consultatif auprès du gouvernement et des collectivités locales. La récente loi de décentralisation leur paraît être l'occasion de revaloriser ce rôle de conseil, à côté de leurs tâches juridictionnelles. Le projet de loi sur l'extension des enquêtes d'utilité publique prévoyait, dans une première version, de leur attribuer ce rôle consultatif. Mais l'idée n'a pas été retenue. Actuellement, seul l'article R-211 du code des tribunaux administratifs permet aux commissaires de la République de les saisir pour avis, mais cet article est peu utilisé.

(*) Syndicat de la juridiction administrative, c.o. Mᵐᵉ Nicole Moureix, tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas, 21000 Dijon ; tél. : (80) 43-81-81.

● *Un soldat israélien a été blessé* par des inconnus armés qui ont ouvert le feu, vendredi 18 mars, sur un véhicule militaire au sud-est de Beyrouth, a annoncé le commandement militaire à Tel-Aviv. – *(A.P.)*

● *Trois morts (dont un Français), dix disparus, trente-deux blessés (dont treize Français)*, ont été dénombrés à la suite d'une déflagration et d'un incendie qui ont eu lieu, le 20 mars dans la matinée, sur la barge *Bouygues offshore 355*, au large du Cabinda, une enclave angolaise située entre le Zaïre et le Congo. L'accident a été causé par une venue subite de gaz, alors que la barge battait les piles destinées à « clouer » sur le fond de l'Atlantique une plate-forme tripode pour le compte de Gulf-Oil.

Trois avions sanitaires sont partis de France, dès le 20 mars dans l'après-midi. Ils devraient ramener à Paris, ce 21 mars, les blessés, dont vingt-deux sont des grands brûlés. – *(A.F.P., A.P.)*

● *Douze ressortissants polonais*, dont quatre enfants, ont demandé, lundi 21 mars dans la matinée, l'asile politique en Suède après avoir atterri à bord d'un vieil appareil civil dans un champ à une dizaine de kilomètres de Kristianstad, à l'extrême sud du pays. L'avion n'avait pas été repéré par les radars de la défense aérienne suédoise.

NOUVELLES BRÈVES

Il s'agit de la troisième affaire de ce type en six mois. Le 8 février, un hélicoptère polonais avait atterri sur un îlot proche de Karlshamn sans être détecté non plus par les radars suédois. Ses deux occupants, des militaires, avaient demandé et obtenu l'asile politique. Le 19 octobre, vingt Polonais, dont quinze membres de Solidarité, avaient atterri à Malmö dans un appareil du ministère de l'agriculture. – *(A.F.P.)*

● *Une mère de dix enfants* a sérieusement blessé d'un coup de couteau, samedi 19 mars, à Yutz (Moselle), son fils aîné, militaire en permission, à qui elle reprochait de se droguer à la colle à rustine. Mme Micheline Lequertier, quarante-quatre ans, veuve depuis quatre ans et ayant encore trois enfants à charge, avait dû, dans l'après-midi, appeler le SAMU, parce que son fils Jean-Marie était entré dans une grande agitation après avoir inhalé de la colle à rustine.

Au moment où le SAMU est arrivé, Jean-Marie s'est calmé, mais le soir il a été pris d'une nouvelle crise, et sa mère, excédée, l'a frappé à l'aide d'un couteau de cuisine. Mme Lequertier a été laissée en liberté. Les jours de Jean-Marie, qui a subi une ablation de la rate, ne sont pas en danger.

● *Une action en faveur de Frédéric Oriach.* – Une chômeuse âgée de trente-deux ans, Mˡˡᵉ Dominique Poirré, a été interpellée dans les couloirs du palais de justice le 18 mars par les gendarmes. Elle avait écrit au moyen d'une bombe à peinture rouge « F. Oriach » – nom d'un militant d'ultra-gauche détenu depuis le 14 octobre 1982 – sur les murs de galeries d'instruction et obstrué les serrures des portes de treize cabinets de juges d'instruction avec une sorte de mastic. Mˡˡᵉ Poirré a comparu devant un substitut de la 8ᵉ section du parquet. Remise en liberté, elle comparaîtra le 29 avril devant la 24ᵉ chambre correctionnelle pour répondre du délit de détérioration volontaire de biens immobiliers d'autrui au préjudice de magistrats en vue d'influer sur leur comportement dans l'exercice de leurs fonctions.

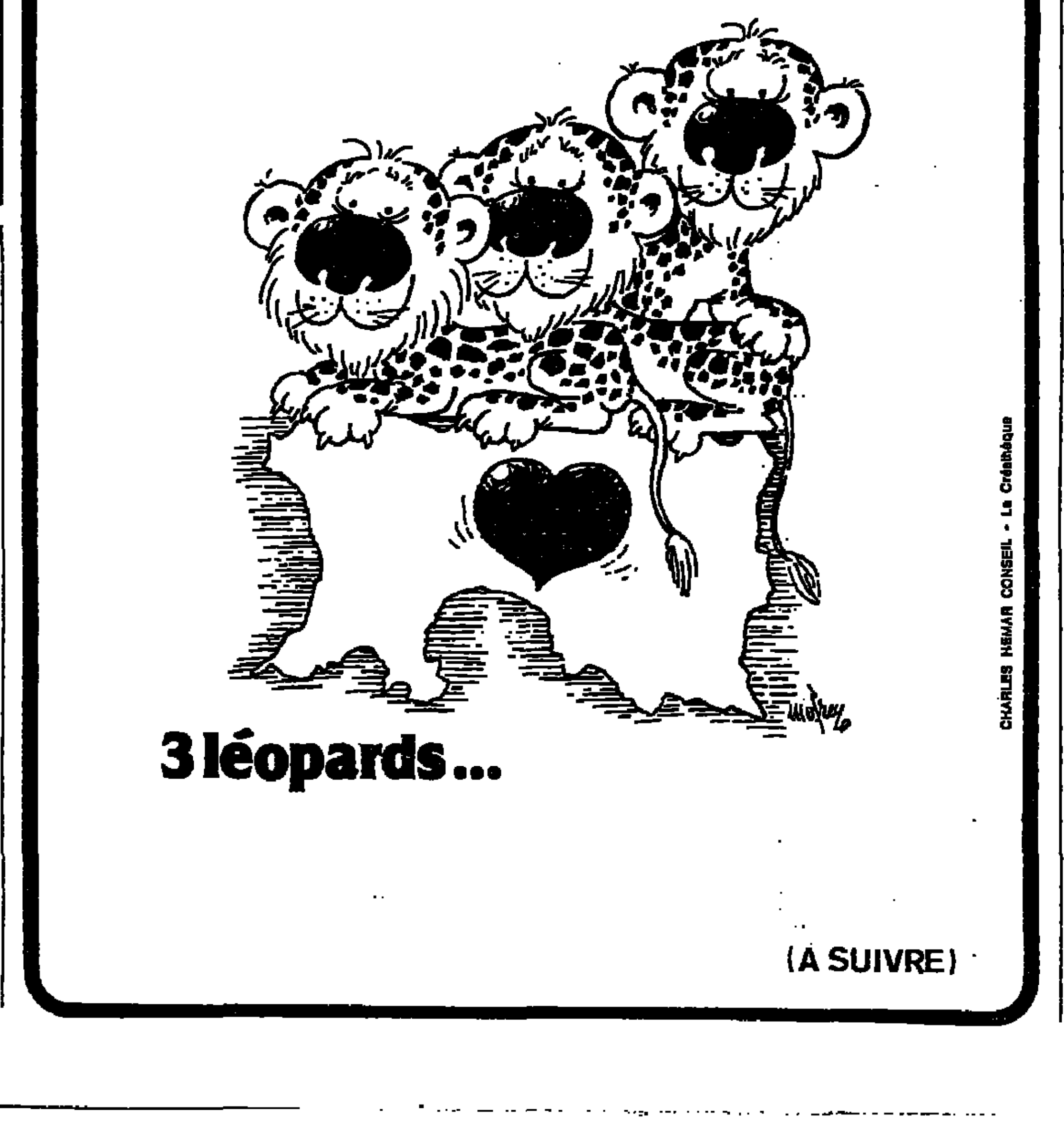
● *M. Daniel Perault*, conseiller technique au cabinet du ministre de l'éducation nationale, est nommé directeur adjoint du Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.) par arrêté publié au *Journal officiel* du 20 mars. Depuis la mise en place du cabinet de M. Alain Savary en juin 1981, M. Perault avait la responsabilité des questions concernant les rythmes scolaires et l'enseignement physique et sportif.

● *Echecs.* – En remportant la neuvième partie du quart de finale qui l'opposait à Beliavsky, Kasparov s'est qualifié pour les demi-finales du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs. Le jeune grand maître soviétique l'emporte finalement par 6 points à 3.

Le numéro du « Monde » daté 20-21 mars 1983 a été tiré à 480 840 exemplaires

Pour tout savoir sur
L'ORDINATEUR A L'ECOLE
lisez
L'ORDINATEUR & L'ECOLE numéro spécial de L'Ordinateur individuel
25 FF chez votre marchand de journaux.







MONTPARNASSE PARK HOTEL
Groupe Suisse Nova-Park
19, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris.
Tél. : 320.15.51. Télex : 200135.

